FRÉDÉRIC-GUILLAUME III.

Frédéric-Guillaume II, en se mettant à la tête de la ligue de Pilnitz, avait abjuré tous les principes de sa maison, qui n'avait cessé jusqu'alors de regarder la France comme un appui naturel qu'il fallait ménager, et l'Autriche comme une rivale qu'il fallait contenir. La politique des intérêts d'équilibre et de territoire n'était entrée pour rien dans les mobiles qui l'avaient jeté dans la coalition. La haine de la révolution, l'orgueil de devenir le libérateur de Louis XVI et le vengeur des trônes, le mépris de nos forces et une foi aveugle dans le succès l'avaient seuls dirigé. Mais ses alliés n'avaient pas apporté dans la ligue les mêmes dispositions. L'égoïsme et la tiédeur des uns, les vues intéressées des autres jetèrent l'incertitude et le désaccord dans la coalition et firent échouer ses plans. Cette guerre tourna à la confusion de la Prusse : elle y compromit ses finances, sa considération militaire et ses possessions sur la rive gauche du Rhin. Tandis que ses armées et celles de l'Autriche étaient battues par les conscrits de la révolution, Catherine II, qui avait promis à ses alliés le concours de ses forces contre la France, s'en servait pour consommer la ruine de la Pologne. Cette œuvre de destruction une fois accomplie, elle fit sa part, et abusant des embarras dans lesquels la lutte avec la France plaçait l'Autriche et la Prusse, elle les força de devenir ses complices, comme elles l'avaient été dans le premier partage, en leur jetant quelques lambeaux de sa proie.

Découragé par ses défaites et par la conduite de ses alliés, forcé d'appliquer son attention et ses forces à soumettre et pacifier les provinces polonaises qui venaient de lui échoir en partage, sollicité enfin par ses ministres, par ses maîtresses, par l'affaissement de sa santé à se débarrasser des soucis d'une guerre dans laquelle il semblait se battre plutôt pour les intérêts de l'Autriche que pour les siens, Frédéric-Guillaume II fit sa paix avec la république par le traité qui fut signé à Bâle le 5 avril 1795, et embrassa un système d'impartiale neutralité.

Cette grande défection rompit le faisceau de la coalition. Tous les états qui y étaient entrés à contre-cœur s'empressèrent d'en sortir. Ceux qui étaient placés dans la sphère d'influence de la Prusse demandèrent à partager les bénéfices de son système. Un traité signé entre cette puissance et la France garantit la neutralité du nord de l'Allemagne et en détermina les limites. A dater de ce moment, le cabinet de Berlin rentra dans ses anciens erremens. Non-seulement on cessa d'être en guerre avec la France, mais on lui témoigna les plus grands égards : on prit vis-à-vis d'elle une attitude amicale; on s'attacha à lui faire oublier les torts des dernières années et à la convaincre qu'on faisait des vœux ardens pour l'affermissement de son pouvoir en Europe et pour l'affaiblissement de l'Autriche. On fit plus : on sollicita ses faveurs; on lui demanda de favoriser et de garantir l'extension de la puissance prussienne dans le nord de l'Allemagne; on alla jusqu'à se montrer jaloux des avantages que nous pourrions faire à l'Autriche. La paix de Bâle n'avait fait que mettre un terme à la guerre entre les deux états. En vertu d'une convention signée le 5 août 1796, la Prusse reconnut le principe des sécularisations ecclésiastiques, et la France prit l'engagement formel de n'assurer à l'Autriche aucune extension de territoire en Allemagne ou en Italie, sans en assurer l'équivalent à la Prusse. Les communications les plus intimes et les plus secrètes s'établirent entre les deux états; ils disposèrent éventuellement des dépouilles du clergé allemand. Invité par le directoire à préciser ses vœux, le cabinet prussien désigna les évêchés de Munster et de Paderborn comme formant le lot le plus convenable pour l'indemniser de ses duchés de Clèves et de Juliers. Lorsqu'il eut connaissance du traité de Campo-Formio, il ne nous cacha point son dépit de l'abandon des territoires considérables que nous avions cédés à l'Autriche, et il dit avec aigreur que les défaites de cette couronne lui étaient plus avantageuses que la victoire à d'autres.

De son côté, le directoire se montra généreux et habile à l'égard de la Prusse : il oublia tous ses torts et lui exprima sa volonté d'élever le parti protestant, dont elle est le chef, sur les ruines du parti catholique, soutien de la puissance de l'Autriche en Allemagne. Mais pour prix de cette grandeur qu'il lui offrait en partage, il lui demanda de concourir loyalement avec la France à la pacification de l'Europe.

Frédéric-Guillaume II était alors mourant, son ministère divisé, ses finances délabrées. Les haines qu'avait soulevées la révolution étaient vivaces encore dans l'esprit de ce prince. En abandonnant la cause de la coalition, il n'avait eu qu'une pensée, c'était d'abriter sa faiblesse sous la garantie d'une neutralité habile et circonspecte, et il ne s'était pas retiré du champ de bataille pour y rentrer sous les drapeaux de la révolution. Tous les efforts du directoire pour l'entraîner furent inutiles. Telles étaient les relations de la Prusse avec la France, lorsque Frédéric-Guillaume II mourut et laissa le trône à son fils.

Frédéric-Guillaume III avait vingt-sept ans lorsque les droits de sa naissance l'appelèrent au gouvernement de la monarchie prussienne. Dans l'état où se trouvaient les affaires générales de l'Europe et celles de la Prusse en particulier, le caractère et les idées du nouveau roi devaient nécessairement exercer une action décisive sur la politique de son cabinet et sur les destinées de l'Europe.

Ce jeune prince avait eu une éducation négligée. Son père, jaloux de son autorité, et plus occupé de ses maîtresses que de mettre son fils en état d'occuper dignement le trône, n'avait pris aucun soin de le former aux affaires. Livré à son indolence naturelle, Frédéric-Guillaume III avait un esprit peu cultivé. Ses connaissances étaient superficielles, son aptitude au travail médiocre; mais il suppléait à ce que l'étude ne lui avait point donné par un bon sens remarquable. Son jugement droit et sûr le trompait rarement, et ses fautes ne furent jamais des erreurs de son esprit, mais de son caractère. Aucun prince ne porta sur le trône et dans les affaires une ame plus sincèrement éprise du bonheur du peuple, une conscience plus délicate, une bonne foi plus scrupuleuse. Il a prouvé, principalement dans la journée d'Auërstaedt, qu'il savait, sur un champ de bataille, affronter le danger comme le dernier de ses soldats; mais dans le gouvernement de l'état, il manquait de nerf et de décision. Dans les occasions graves qui réclamaient des résolutions promptes et vigoureuses, il ne savait presque jamais saisir le moment où il fallait passer de l'immobilité à l'action : non toutefois qu'il manquât précisément de fermeté, mais

c'était une fermeté négative qui s'épuisait surtout à combattre les conseils audacieux et à faire triompher les idées de prudence et de modération.

Il n'avait point été élevé dans les camps : né dans une époque de paix, il était convaincu que la meilleure politique pour son pays était de conserver intact l'héritage du grand Frédéric en évitant toute conflagration qui pourrait le compromettre. C'était avant tout un homme de mœurs douces et pacifiques qui n'ambitionnait rien de ce que donne la guerre, peut-être parce que, ne sachant pas la faire, il craignait de dépendre de ses généraux. Sa passion était de rester neutre au milieu des petits états groupés autour de lui, et si, dans l'innocent exercice de ce protectorat, il pouvait réussir à gagner quelque chose par des opérations de cabinet, sans bruit et sans mouvement, il était bien décidé à n'en pas laisser échapper l'occasion. Hors de là, tout l'effrayait. Les traditions du cabinet lui avaient appris à regarder la France comme la puissance sur laquelle il devait particulièrement s'appuyer. La révolution qui s'était faite dans ce pays n'avait soulevé ni ses haines ni ses craintes. Il la jugeait froidement, sans préjugés, avec la modération et l'impartialité de jugement qu'il portait en toutes choses, gémissant sur ses excès, flétrissant les crimes commis en son nom, mais approuvant une grande partie des améliorations qu'elle avait introduites dans l'état civil des Français, et disposé à en faire lui-même l'application à la Prusse. « Vous n'avez contre vous que les nobles, disait avec un peu d'exagération et de flatterie un de ses ministres au représentant de la république française, M. Otto, peu de mois après son avénement au trône; le roi et le peuple sont ouvertement pour la France. La révolution que vous avez faite de bas en haut se fera lentement en Prusse de haut en bas. Le roi est démocrate à sa manière : il travaille sans relâche à réduire les priviléges de la noblesse. Il suivra à cet égard le plan de Joseph II, mais par des moyens lents. Sous peu d'années, il n'y aura plus de priviléges féodaux en Prusse. »

S'il entrait dans ses principes de vivre en bonne harmonie avec la France, sans former toutefois avec elle des liaisons trop intimes, il n'avait pas moins à cœur d'éviter tout ce qui pouvait blesser la Russie. La Prusse, monarchie pour ainsi dire toute neuve, n'a pas encore eu le temps de pourvoir, sur toute sa ligne de frontières, à la sécurité de son territoire. Ses places fortes font presque toutes face à l'Autriche. Son système de défense n'a pas été poussé plus loin sous le grand Frédéric, parce que le plan de ce prince était de s'étendre sur la Vis-

tule. Mais lorsque la monarchie eut reçu de ce côté l'accroissement auquel visait son ambition et qu'il lui fallut défendre toute sa nouvelle ligne avec la seule forteresse de Graudentz, elle se trouva trop vulnérable de ce côté pour ne pas ménager jusqu'à l'extrême indulgence le formidable voisin qu'elle s'est donné; juste punition qu'elle partage avec l'Autriche de sa coupable coopération à la ruine de la Pologne. Elles ont cru qu'elles seraient plus puissantes après s'être partagé ce royaume, et, dans la réalité, elles se sont affaiblies, car elles ont perdu la franchise et l'indépendance de leurs allures. A Berlin comme à Vienne, on tremble devant la Russie, on craint de l'irriter. Avant de prendre un parti, on l'observe, on la consulte. Frédéric-Guillaume subissait les conséquences de cette situation, et la peur de déplaire à la cour de Saint-Pétersbourg était encore plus forte chez lui que le désir d'être agréable à la France.

Ce prince était donc, par ses qualités comme par ses défauts, l'expression vivante de cette politique à la fois passive et ambitieuse que son père avait adoptée après la paix de Bâle. Aussi s'y attacha-t-il avec force et conviction, comme au seul système qui convenait alors à son pays. La nouvelle coalition qui se forma contre la France, en 1799, le trouva inébranlable dans ce système. Il résista à toutes les influences qui tendaient à l'en arracher, aux impulsions violentes de Paul Ier et à l'appât des subsides anglais, aussi bien qu'aux instances du directoire. Nos revers en Italie et l'imminence d'une invasion de nos provinces de l'est et du midi n'allumèrent point en lui le désir d'abuser de notre détresse pour nous accabler. Dans cette occasion, il sut triompher des tendances cupides du comte d'Haugwitz, qui, nous croyant perdus, et craignant que notre ruine n'entraînât, pour la Prusse, la perte, sans compensation, de ses duchés de Clèves et de Juliers, voulait nous en déposséder et les occuper de vive force. « L'Autriche a repris le Milanais, disait ce ministre à M. Otto; il est juste que nous reprenions ce qui nous appartient. Nous ne pouvons consentir à laisser nos provinces exposées aux ravages d'une armée russe. » — « La république n'y consentira pas non plus, » répondit le représentant du directoire. « Eh! le peut-elle? s'écria alors le comte d'Haugwitz. Je suis fâché de vous le dire, mais vous n'avez plus de ressources; vous n'avez ni troupes, ni argent, ni esprit public. Croyez-moi, la Hollande ne tiendra pas un mois, la Belgique sera bientôt envahie, et le roi doit à ses anciens sujets de les mettre à l'abri d'une invasion. » Masséna et Brune firent mentir le ministre prussien; ils se partagèrent la gloire de sauver la France, l'un à

Zurich, l'autre dans la Nord-Hollande. Le coup d'état du 18 brumaire, qui substitua à l'anarchie et à la corruption du directoire la dictature du premier consul; la défection de Paul Ier, qui ruina la coalition; enfin la bataille de Marengo, qui ramena la victoire sous nos drapeaux et l'Italie sous notre domination, et celle de Hohenlinden, qui réduisit l'Autriche au désespoir et l'obligea à signer le traité de Lunéville, tous ces faits, dus, les uns à la fortune, les autres à l'habileté de nos généraux et surtout au génie de l'homme que la France venait de placer à sa tête, n'éveillèrent dans l'ame de Frédéric-Guillaume que des sentimens de satisfaction, mêlés cependant de quelque crainte sur l'abus que nous serions tentés de faire de notre nouvelle grandeur.

Aussitôt après s'être emparé des affaires, Bonaparte avait envoyé à Berlin son aide-de-camp et son ami le colonel Duroc. Le but de cette mission était d'établir des rapports de confiance, et, s'il était possible, d'intimité entre le nouveau gouvernement de la France et la Prusse. Le roi fit l'accueil le plus amical à l'envoyé du premier consul. Il subissait, comme tous les hommes que n'aveuglaient ni la passion ni les préjugés, le prestige attaché au génie et à la gloire de Bonaparte, et il lui témoigna tout d'abord une sympathie qui ne fit que s'accroître sous l'influence de ses nouvelles victoires en Italie. Mais il demeura immuablement attaché à son système de neutralité, et résista aux avances du premier consul comme à celles du directoire. Cependant les circonstances le forcèrent bientôt à sortir de son immobilité.

Paul Ier ne savait jamais se brouiller ni se dévouer à demi; son humeur inconstante et fougueuse avait besoin d'aimer ou de haïr. Il ne s'était placé à la tête de la seconde coalition que pour relever toutes les légitimités détrônées, pour rétablir la maison de Savoie à Turin, l'ordre de Saint-Jean à Malte, l'oligarchie vénitienne dans son ancienne indépendance, la maison de Bourbon en France. Bientôt il s'était convaincu que ses alliés ne portaient point dans la ligue le même désintéressement, que l'Autriche ne voulait se dessaisir ni de Venise, ni de Milan, ni du Piémont; que peut-être les Anglais ne pressaient si vivement le siége de Malte que pour s'en emparer et la conserver; qu'enfin la guerre, pour eux, était devenue un moyen, non d'abattre la révolution, mais d'anéantir le commerce de tous les neutres, et d'usurper sur la mer une dictature sans contrôle. Des querelles de généraux accrurent son mécontentement. Enfin, la désastreuse expédition du duc d'York dans la Nord-Hollande acheva

de l'exaspérer et le décida à sortir d'une coalition où il ne tenait plus, disait-il, le rang qui convenait à sa puissance. Au moment où Bonaparte prit possession du fauteuil consulaire, le czar était dans un tel état d'exaspération contre ses alliés, qu'il était disposé, pour peu que les circonstances l'y poussassent, à tirer l'épée contre eux. De graves démêlés maritimes venaient de s'élever entre l'Angleterre et les cours de Stockholm et de Copenhague : la première voulait obliger les deux autres à lui prostituer l'indépendance de leur pavillon. La Suède et le Danemark luttaient noblement, malgré leur faiblesse, contre les prétentions dictatoriales de la Grande-Bretagne, et lui opposaient les principes de la liberté des mers, proclamés dans l'acte de neutralité armée du Nord de 1780. Elles implorèrent l'appui de l'empereur Paul, et ne l'implorèrent pas en vain. Ce prince s'empara de leurs griefs et en fit les siens propres; il embrassa leur cause avec cette ardeur chevaleresque qu'il portait dans toutes ses amitiés, et leur proposa de former une neutralité maritime d'après les principes de la neutralité armée fondée par sa mère, Catherine II.

Tandis qu'il prenait ainsi sous sa protection l'honneur et l'indépendance du pavillon neutre, le premier consul proclamait les mêmes principes, et y ramenait les États-Unis d'Amérique, qui avaient eu le tort impardonnable de les avoir un moment répudiés. Ainsi, tous les élémens d'une union intime entre le czar et le chef de la France existaient dans le fond même de leur situation. Bonaparte, en humiliant l'Autriche à Marengo, flattait les passions vindicatives de Paul, qui désirait de la voir chassée de l'Italie. Bonaparte, proclamant dans un traité solennel avec les États-Unis le principe que le pavillon couvre la marchandise, devenait de fait l'allié de la Russie, aussi bien que de la Suède et du Danemark. La nature avait donné à l'empereur Paul une imagination forte et mobile qu'impressionnait tout ce qui était noble et grand. La gloire militaire du premier consul, l'habileté profonde avec laquelle il avait retrempé le pouvoir en France, enchaîné les factions, rapproché les esprits, rendu aux lois et à la religion la majesté qu'elles avaient perdue, le caractère épique de la dernière campagne d'Italie, toutes ces merveilles, accomplies en si peu de temps, avaient excité dans l'ame de l'empereur un irrésistible attrait pour ce jeune homme, sur lequel se portaient les yeux et l'admiration du monde. Bonaparte à son tour, attentif à tous les mouvemens de ce prince, sentit de quelle importance il était de s'emparer de lui au moment où il échappait aux ennemis de la France. Il s'attacha à lui plaire, et, par un ensemble de procédés délicats, il réussit

facilement à le captiver. La prise de Malte par les Anglais et leur refus de la remettre au czar comme grand-maître de l'ordre portèrent ce prince aux résolutions les plus violentes. Il mit en œuvre tous ses moyens d'influence et de force pour faire partager ses ressentimens à Stockholm, à Copenhague et à Berlin, et entraîner ces cours dans une lutte ouverte contre l'Angleterre.

La passion de Frédéric-Guillaume était d'empêcher la guerre de pénétrer par quelque issue dans sa sphère d'action; sa seule ambition était d'étendre son influence dans l'ombre et le silence de sa neutralité et de se faire l'intermédiaire officieux et comme le régulateur des communications entre les cours de Paris et de Saint-Pétersbourg. Il entrait dans sa politique expectante et timide de se rendre nécessaire à l'une et à l'autre et d'empêcher qu'il ne se formât entre elles une trop vive intimité; mais Paul et Bonaparte, en s'éprenant mutuellement d'une amitié chaleureuse, avaient dérangé tout d'abord les combinaisons méticuleuses de la Prusse. Unis ensemble de pensées comme d'actions, ils pesaient sur elle de tout le poids de leur puissance et la forçaient de dévier de sa neutralité. Il fallut qu'elle entrât comme partie active dans l'alliance du Nord qui fut signée à Saint-Pétersbourg, les 16 et 18 décembre 1800, entre cette puissance, la Russie, la Suède et le Danemark. Pour que le plan conçu par la Russie contre l'Angleterre eût un plein succès, il fallait préluder par lui fermer les embouchures de l'Elbe et du Weser. Or, c'était au Danemark et à la Prusse qu'appartenait l'exécution de cette partie du plan. La cour de Copenhague ne recula point devant la gravité de la mesure; mais Frédéric-Guillaume eut peur, à la seule pensée de s'emparer du Hanovre : non qu'il se souciât peu de cette acquisition, il la désirait au contraire passionnément; mais il n'osait s'en saisir, dans la crainte de se mettre en guerre avec l'Angleterre. Il eût voulu concilier, ce qui était impossible, ses ménagemens pour cette redoutable puissance, sa cupidité qui l'appelait dans le Hanovre, et son rôle d'ami de la Russie et de la France. Le czar n'était pas d'humeur à se contenter d'un faux semblant d'alliance. La Prusse était entrée dans la ligue maritime; il fallait qu'elle y prît sa part de périls comme d'avantages. Il la somma de s'emparer du Hanovre, la menaçant, si elle hésitait, de le faire occuper par ses propres troupes. Il fallut bien que le roi se résignât à frapper le grand coup : il fit entrer, le 3 avril 1800, un corps d'armée dans l'électorat, après avoir pris soin de faire comprendre à Londres qu'il ne prenait cette possession qu'en dépôt et pour empêcher les Russes et les Français d'y entrer. Cette condes-

cendance du roi aux volontés des deux grands états qui le pressaient au nord et au midi lui devint funeste; elle leur livra le secret de sa faiblesse, secret fatal dont bientôt ils abusèrent tour à tour.

La mort de Paul Ier entraîna la dissolution de la ligue du Nord, et la Prusse, dégagée de la pression qu'exerçaient sur elle la Russie et la France, rentra avec délices dans sa neutralité. Enfin, la conclusion du traité d'Amiens lui rendit la sécurité qu'elle ne pouvait trouver que dans la paix maritime et continentale.

La France, en exigeant à Léoben et à Lunéville la barrière du Rhin, ne voulait point attenter à l'indépendance des autres états, mais garantir la sienne. La Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre s'étaient prodigieusement agrandies, les trois premières, par le démembrement de la Pologne, la dernière par ses conquêtes dans l'Inde. Tout équilibre était rompu entre les forces relatives de ces puissances et celles de la vieille France. En se partageant la Pologne, les grandes cours du Nord avaient répudié les principes du droit des gens et pris pour règles de conduite les convenances de la force et leur cupidité. La France, qui avait vaincu tous ses ennemis, était dans son droit en ne déposant les armes qu'après avoir obtenu les agrandissemens qui lui étaient indispensables pour remonter au même rang que les grandes monarchies. Ces agrandissemens ne pouvaient être que la Belgique et la rive gauche du Rhin. Mais un grand nombre de princes laïcs possédaient des domaines sur cette rive, et il répugnait à la France de les dépouiller sans les indemniser. Elle exigea donc, par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, que les domaines ecclésiastiques situés en Allemagne fussent sécularisés pour indemniser les princes laïcs dépossédés par l'extension de son territoire. Une telle opération était incontestablement une des plus épineuses et des plus graves, par leurs conséquences, que pût entreprendre la politique.

Le protecteur naturel et légal des princes dépossédés était l'empereur d'Allemagne; mais, dans cette grande question des indemnités, il avait deux intérêts fort distincts et même opposés, les intérêts de sa maison et ceux de son autorité impériale. Ses intérêts de famille devaient le porter à assurer promptement au grand-duc de Toscane et au duc de Modène les indemnités qu'ils devaient recevoir en Allemagne, en vertu du traité de Lunéville, pour la perte de leurs duchés italiens. D'un autre côté, l'opération des indemnités, ne pouvant se faire qu'en retranchant du corps germanique les princes ecclésiastiques, devait avoir pour inévitable résultat de le dépouiller de toute l'influence que lui assurait dans la confédération son rôle de

protecteur du parti apostolique. C'étaient les votes ecclésiastiques qui, depuis deux siècles, assuraient à sa maison une majorité constante dans le sein de la diète. Livrer les dépouilles du clergé aux princes laïcs, c'était ruiner de ses propres mains son parti en Allemagne et exposer sa maison à la honte de voir la couronne impériale passer un jour dans celle de Brandebourg et orner le front d'un hérétique. L'Autriche ne pouvait donc se résoudre à consommer des changemens qui devaient porter un coup si terrible à sa suprématie. Après la paix de Lunéville, elle n'eut qu'une pensée, celle de se soustraire à l'exécution de ses engagemens et de gagner du temps. Elle se conduisit comme après la paix de Campo-Formio; elle chercha à entraver, par mille obstacles, les travaux de la diète, ne se jetant dans le dédale des prétentions des princes dépossédés que pour embrouiller les fils qui devaient aider à en sortir. Ce système de lenteurs et d'ajournemens était bien funeste à l'Allemagne. Il laissait planer sur toute la confédération une incertitude qui augmentait les craintes des uns, autorisait les prétentions illimitées des autres, ouvrait un champ sans bornes aux intrigues de tous, et hâtait la décomposition du corps germanique. Mais l'état d'angoisses où se trouvait l'empire entrait dans les calculs de la cour de Vienne. Elle se flattait que, le désespoir armant toute l'Allemagne, les états qui l'avaient momentanément abandonnée viendraient se grouper de nouveau autour d'elle, pour nous chasser de ce pays. En raisonnant ainsi, elle faisait un faux calcul. Comme elle semblait abdiquer sa prééminence dans l'opération du partage, les princes dépossédés se trouvèrent livrés à toutes les impulsions de l'ambition, de la cupidité et de l'intrigue; le faisceau de la confédération se rompit; l'esprit d'égoïsme et d'isolement s'empara de tous ses membres; n'ayant plus de centre commun, plus de chef, ils cherchèrent dans l'étranger un protecteur qu'ils ne trouvaient plus à Vienne : les uns s'attachèrent à la Prusse, d'autres à la Russie, mais le plus grand nombre se tourna vers la France, vers la France qui donnait ou ôtait à son gré les couronnes.

Napoléon ne se faisait point illusion sur la durée de la paix maritime et continentale; il savait bien que ni l'Angleterre ni l'Autriche n'avaient complètement renoncé à nous écarter, la première, d'Anvers et de l'Escaut, la seconde, de l'Italie; que l'ordre de choses établi par les traités de Lunéville et d'Amiens n'était que provisoire, et que tôt ou tard la France serait obligée de reprendre les armes pour défendre et compléter son ouvrage. Dans cette prévision, il était naturel qu'il cherchât à affaiblir l'Autriche en Allemagne, comme il l'avait déjà affaiblie

en Italie, et qu'il combinât entre les puissances de première classe un nouvel équilibre qui ne laisserait à la cour impériale qu'une influence secondaire, et donnerait à la France la suprématie. Son plan une fois arrêté, il l'exécuta avec une audace et une dextérité merveilleuses. Il commença par s'assurer du concours de la Russie, garante de la paix de Teschen; il flatta l'orgueil d'Alexandre, en lui proposant de concourir avec lui à la nouvelle organisation qui allait être donnée à l'Allemagne. L'empereur Alexandre tenait à honneur de faire sentir son influence sur la confédération; il ne voulait pas que les changemens qui allaient s'y consommer fussent l'ouvrage seulement de la France. D'ailleurs étroitement uni par le sang aux maisons de Bavière, de Bade et de Wurtemberg, il leur avait promis d'appuyer leurs prétentions dans la répartition des indemnités; enfin, il n'était pas insensible aux avances d'un homme qui remplissait l'Europe de l'éclat de ses grandes actions. Il accepta donc comme une marque de haute courtoisie l'offre que lui fit le premier consul.

C'était surtout à Berlin que Bonaparte avait placé son point d'appui, pour assurer le succès de ces combinaisons. La Prusse était la pièce essentielle du nouveau système qu'il méditait de fonder au-delà du Rhin; il voulait la satisfaire de manière à la rendre redoutable à l'Autriche, et fortifier le nord aux dépens du midi. Il ne faisait que suivre, en procédant ainsi, les traditions de François Ier, du cardinal de Richelieu et de Louis XIV. Frédéric-Guillaume entra avec une véritable passion dans les vues du premier consul. Au fond, ce que la Prusse avait perdu sur la rive gauche était peu de chose; c'étaient les duchés de Gueldres et de Juliers, la principauté de Mœurs et une partie du duché de Clèves. La population de ces domaines ne s'élevait pas au-delà de cent trente-sept mille ames, et leur revenu était à peine de trois millions. S'il ne s'était agi pour elle que de recevoir la valeur exacte de ce qu'elle possédait sur la rive gauche, elle n'eût pas apporté dans cette affaire l'ardeur qu'elle y mettait; mais elle avait résolu de profiter de l'amitié de la France, pour se faire assigner une large part dans ces indemnités. Elle mit donc en œuvre tout ce qu'elle avait de séduction pour captiver le premier consul, et l'intéresser à son sort aussi bien qu'à celui du prince de Nassau, beau-frère du roi. Frédéric-Guillaume et l'empereur Alexandre témoignèrent mutuellement le désir de se connaître, et ils convinrent d'une entrevue qui eut lieu à Memel, dans les premiers jours de juin 1802. Les deux monarques s'inspirèrent dans cette rencontre une mutuelle affection; ils se comprirent, et cette harmonie tourna tout entière au profit de la France.

Le roi de Prusse calma les défiances qui commençaient à s'emparer de l'empereur Alexandre sur les vues ambitieuses du premier consul, et, en obtenant son concours à la pacification de l'empire, il devint comme le lien d'une triple alliance dont le poids, dans l'affaire des sécularisations, fut décisif.

Par une convention qui fut signée le 13 mai 1802, la France s'engagea à assurer à la Prusse, en dédommagement de ses possessions sur la rive gauche du Rhin, les évêchés de Paderborn et d'Hildesheim, Eichsfeldt, Erfurth, Untergleichen, la ville et une partie de l'évêché de Munster, et d'autres villes et abbayes. Ces acquisitions étaient hors de toute proportion avec ce qu'elle avait perdu; l'augmentation en population était de plus de quatre cent mille ames. Par cette même convention, le sort du prince de Nassau fut aussi réglé : il reçut l'évêché et l'abbaye de Fulde, les abbayes de Corwen et de Weingarten, et il fut décidé qu'en cas d'extinction de la ligne directe du prince actuel de Nassau, la maison de Prusse hériterait des territoires qui venaient de lui être dévolus. En retour de ces avantages, la cour de Berlin reconnaissait et garantissait (art. 13) tous les arrangemens que la France avait pris en Italie. Or, cette garantie comprenait l'incorporation du Piémont au territoire français, qui venait d'être rendue définitive. En même temps que la diplomatie consulaire augmentait le territoire de la Prusse, elle fortifiait aussi, par de larges indemnités, la Bavière, le Wurtemberg et le grand duché de Bade, et attachait ces états, par l'intérêt et la reconnaissance, à la fortune de la France. L'Autriche lutta long-temps, mais vainement, contre le nouvel ordre de choses, que le premier consul, secondé par la Prusse et la Russie, réussit à fonder en Allemagne : elle ne ratifia que le 24 mars le recès définitif du 23 février, qui sécularisait le patrimoine du clergé allemand.

Le partage des indemnités par la triple intervention de la France, de la Prusse et de la Russie, bouleversa toute l'économie du système germanique, et porta un coup mortel à sa vieille constitution. Elle subsista de nom pendant quelques années encore; mais tout ce qui faisait sa vie disparut pour jamais. En vain l'empereur chercha à faire, dans l'acte du 24 mars, des réserves pour retenir tous les confédérés dans le lien fédératif; en vain confirma-t-il les lois fondamentales de l'empire : l'empire n'existait plus. Le recès du 25 février apprit à tous les princes que l'Allemagne avait changé de maître, et que ce n'était plus à Vienne, mais à Paris, que se faisaient ses destinées.

Jusqu'à ce moment, Frédéric-Guillaume n'avait obtenu que des avantages du système qu'il avait embrassé. Il y avait trouvé ce qu'il désirait le plus ardemment, un accroissement notable de pouvoir et d'influence dans le nord de l'Allemagne, par les simples opérations d'une politique habile. Objet des égards empressés de l'empereur Alexandre et du premier consul, il se flattait de tenir toujours la balance entre eux et de leur servir d'intermédiaire officieux pour leurs communications. Il espérait enfin, à la faveur de l'accord qui existait alors entre la France, la Prusse et la Russie, contenir l'Angleterre et l'Autriche et garantir le maintien de la paix générale. Il s'abusait. La paix d'Amiens n'avait été pour l'Angleterre qu'une suspension d'hostilités, et une année s'était à peine écoulée depuis qu'elle l'avait signée, qu'elle la foula aux pieds et nous déclara de nouveau la guerre. Le moment des pénibles épreuves approchait pour la Prusse.

Lorsque l'Angleterre déchira le traité d'Amiens, elle n'avait point encore d'allié sur le continent; elle rouvrit la lice d'une main hardie et y descendit seule, prouvant ainsi qu'elle se sentait de force à lutter corps à corps avec son terrible ennemi. On pouvait être assuré toutefois qu'elle ne resterait pas long-temps dans cet isolement et qu'elle ferait jouer tous les ressorts de sa politique pour associer de nouveau à sa cause les monarchies du continent. Au désir qu'elle avait d'abattre notre suprématie se joignait chez elle un intérêt plus pressant encore, celui de détourner nos forces des rivages de l'Océan sur les champs de bataille du continent, et de nous ôter le pouvoir de venir lui dicter la paix dans les murs de Londres. Dans cette situation, nous n'avions pas à choisir entre plusieurs systèmes. Nous devions chercher à rompre la trame de ses intrigues, et, dans le cas où il nous serait impossible d'empêcher la formation d'une nouvelle ligue, de nous mettre en mesure de la vaincre. Dès que Napoléon eut acquis, par la pratique du pouvoir, une connaissance approfondie des affaires de l'Europe, sa sagacité découvrit bientôt le côté vulnérable de la France. Il comprit qu'au milieu de sa grandeur et de sa gloire, elle était faible parce qu'elle était isolée, qu'il était urgent de reconstruire au plus tôt son système fédératif tombé en ruines, et qu'elle n'acquerrait le degré de puissance nécessaire pour tenir tête à ses ennemis qu'en s'appuyant sur de fortes et solides alliances. La Hollande, la Suisse, l'Italie, devenues parties intégrantes de son système, n'étaient pas des alliés assez puissans pour lui donner cette attitude maîtrisante dont elle avait besoin pour prévenir de nouvelles coalitions et en triompher, si elles venaient à se former. Ce qu'il lui fallait enfin et ce que Napo-

léon désirait avec une extrême ardeur, c'était l'appui d'une des grandes monarchies du continent.

L'Autriche était hors de la question; nous l'avions blessée trop profondément en Italie et en Allemagne pour que nous pussions jamais nous flatter de nous la rattacher. Il était impossible qu'elle nous pardonnât de l'avoir rejetée sur la rive droite de l'Adige, et de lui avoir enlevé l'appui des votes ecclésiastiques à la diète impériale. Elle était sur le continent notre ennemie implacable, comme l'Angleterre l'était sur mer. Chez l'une comme chez l'autre, il y avait une résolution arrêtée, c'était de ne rentrer dans des voies réellement pacifiques que lorsqu'elles nous auraient chassés, l'une de l'Italie, l'autre d'Anvers. Entre nous et l'Autriche il y avait un abîme. Mais l'Autriche était une puissance timide, ses finances étaient délabrées, ses peuples découragés; il était permis de croire que, si la France réussissait à s'attacher la Russie ou la Prusse, la cour de Vienne serait contenue et sa haine impuissante.

Il y eut un moment où Napoléon crut trouver dans la Russie ce puissant allié qu'il cherchait. La France et la Russie étaient trop éloignées pour se froisser; elles avaient l'une et l'autre leur sphère distincte d'influence et d'action, où elles pouvaient se mouvoir librement, sans craindre de se porter ombrage. Unies ensemble, elles étaient assez fortes pour gouverner le continent et empêcher les passions brouillonnes d'en troubler le repos. La mort de l'empereur Paul enleva au premier consul un ami et un allié qui, s'il avait vécu, eût probablement changé le cours des évènemens. Alexandre, au début de son règne, parut ne s'écarter que faiblement des erremens de son père. Sans entretenir avec Napoléon des relations de confiance aussi intimes, il manifesta un vif désir de vivre avec lui dans une parfaite harmonie. Doué par la nature d'un esprit fin, délié, pénétrant et toutefois mobile et exalté, il ne pouvait se défendre d'une admiration secrète pour le premier consul. Il se sentait entraîné par un attrait invincible vers cet homme supérieur. Mais il ne rencontrait pas autour de lui les mêmes dispositions; son cabinet et sa noblesse étaient jaloux de la grandeur où le premier consul venait d'élever la France. Ils étaient blessés qu'au fond de l'Occident un homme nouveau, d'abord soldat heureux, puis devenu, par la puissance de son épée et l'autorité de ses grandes actions, le maître de la France, eût l'insolente pensée d'interdire à la Russie le droit de peser sur les affaires d'Occident. Alexandre subissait l'influence de sa cour. Le rôle secondaire qu'il avait joué dans l'opération du partage des indemnités avait com-

mencé à l'aigrir contre nous. Il se croyait dupe de notre habileté, et il était humilié d'avoir concouru à son insu à fonder notre prépondérance en Allemagne, tandis qu'il n'était intervenu dans l'opération que pour la diminuer en la partageant.

Aussitôt après la rupture de la paix d'Amiens, Napoléon avait occupé militairement le Hanovre et le royaume de Naples : le Hanovre, possession du roi d'Angleterre, où affluaient les principaux produits de l'industrie britannique destinés aux marchés de l'Allemagne; le royaume de Naples, qui était soumis sans réserve à l'action du cabinet de Londres. Or, la Russie avait pris Naples et le Hanovre sous sa protection. Elle fut blessée que nous eussions pris possession de la rade de Tarente et de l'électorat sans la consulter, et sollicité par le premier consul de prononcer en arbitre suprême dans les différends qui mettaient les armes aux mains de la France et de l'Angleterre, l'empereur Alexandre déclina ce rôle, qui eût embarrassé sa délicatesse, pour s'en tenir à celui de médiateur, qui laissait plus de latitude à ses exigences. Ses décisions furent celles non d'un juge impartial, mais d'un ami passionné de l'Angleterre. L'éclat que fit ensuite ce prince à la mort du duc d'Enghien, et les explications amères qui eurent lieu à cette triste occasion entre le czar et le chef de la France, achevèrent de détruire toute harmonie entre eux.

A dater de ce moment, nous perdîmes tout espoir, non-seulement de nous attacher la Russie, mais même de la retenir dans une ligne de modération. C'en était fait, elle avait arboré les couleurs de nos ennemis. La guerre n'était point encore déclarée sur le continent, mais tout équilibre était rompu entre les cabinets. Nous étions assurés d'avoir à combattre, dans un avenir plus ou moins prochain, l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, à moins que nous ne pussions réussir à les contenir par le frein d'une redoutable alliance.

Des trois grandes monarchies du continent, il n'y en avait plus qu'une seule disponible pour nos vues fédératives : c'était la Prusse. Cette monarchie pouvait mettre sur pied deux cent mille hommes; par elle, nous atteignions l'Autriche et la Russie. Son peuple avait le goût et le sentiment de la guerre; sa voix était écoutée dans les conseils de l'Europe. Si nous parvenions à l'attacher à notre fortune, l'équilibre se trouverait aussitôt rétabli entre les cabinets : la Russie et l'Autriche seraient maîtrisées, et si elles voulaient absolument combattre, la défaite serait le prix de leur témérité. Si au contraire nos ennemis l'emportaient à Berlin comme ils l'emportaient déjà à Saint-Pétersbourg et à Vienne, ce ne serait plus avec trois puissances

qu'il nous faudrait lutter, mais avec la masse réunie des grandes monarchies de l'Europe et de tous les états secondaires placés dans leur sphère d'action; ce ne serait plus notre suprématie qui serait en péril, mais notre existence même. L'alliance de la Prusse nous était donc nécessaire, indispensable, d'abord pour essayer de maintenir la paix sur le continent et pouvoir disposer de toutes nos forces contre l'Angleterre, ensuite, si la guerre générale se rallumait, pour en sortir vainqueurs.

Telle est la combinaison simple et féconde que Napoléon s'attacha à réaliser : elle devint le but principal de ses pensées, et, pour réussir, il usa de tous les moyens que peut suggérer l'habileté la plus consommée. Résolu de s'emparer à tout prix de Frédéric-Guillaume, il agit sur lui par tous les genres de séduction. Il le saisit pour ainsi dire par toutes ses fibres : caresses, promesses brillantes, perspective d'une grandeur indéfinie, proposition formelle de placer sur son front la couronne impériale, froideurs affectées suivies bientôt de nouvelles avances plus empressées, il mit tout en œuvre, et tout fut inutile. Plus d'une fois il se crut au moment de l'entraîner, et toujours Frédéric-Guillaume parvint à se dégager de ses fortes étreintes. L'histoire des relations de ces deux hommes, l'un si ardent dans ses avances, l'autre si obstiné dans sa résolution de rester libre et de ne se livrer à personne, pas plus à la France qu'à la Russie, prouve combien Napoléon avait l'intelligence de sa position, et quel art il savait alors déployer dans sa politique. Le roi se flattait, et en cela il s'abusait étrangement, que son impartiale neutralité paralyserait tous les mouvemens guerriers à Vienne comme à Pétersbourg, et rendrait impossible une nouvelle coalition. La duplicité de nos ennemis l'entretenait dans sa funeste illusion. L'empereur Alexandre ne se lassait pas de lui écrire pour lui protester de ses sentimens pacifiques, et la cour de Vienne lui prodiguait les mêmes assurances. En vain Napoléon s'efforçait-il de le désabuser et de le convaincre que la Russie et l'Autriche étaient de concert avec l'Angleterre pour nous abattre et nous déposséder de l'Italie, Frédéric-Guillaume ne voulait point le croire. Comme tous les hommes dominés par une seule idée, il repoussait tout ce qui ne rentrait pas dans le cadre un peu étroit de son système. L'ensemble et le fond des choses lui échappaient. Il croyait faire beaucoup pour le maintien de la paix en se faisant le messager timide et doucereux des plaintes et des vœux de tous les cabinets; il avait surtout le tort de laisser voir aux deux partis qui se le disputaient combien il craignait la guerre, et de ne point se placer

entre la France et ses ennemis en véritable médiateur. Il avait le choix entre trois systèmes : il pouvait s'allier à l'Angleterre, à l'Autriche et à la Russie contre la France, à la France contre ces trois couronnes, enfin se jeter entre les deux partis en médiateur armé, et, s'il ne pouvait réussir à les réconcilier, se prononcer alors d'après les conseils de l'équité ou de l'ambition. Chacun de ces systèmes lui offrait des chances d'agrandissement. Mais Frédéric-Guillaume avait une répugnance invincible pour tous les partis décidés. Il y eut un moment où il fallait passer de la neutralité à l'action, et ce moment, il n'eut pas le courage de le saisir. Qu'à la place de ce prince faible et incertain on suppose le grand Frédéric fermement résolu de maintenir la paix, levant dans ce but cent mille hommes, parlant à Pétersbourg, à Vienne, à Paris, un langage ferme et modéré : qui doute qu'il n'eût conjuré l'orage, ou que, s'il n'y eût pas réussi, il n'eût du moins évité la catastrophe où tombera bientôt son successeur?

Napoléon se dépitait de l'impuissance de ses efforts pour engager le roi. Il sentait que la paix continentale, et, avec la paix, les destinées de l'Europe dépendaient du parti qu'embrasserait ce prince. Aussi avait-il décidé, dans le secret de sa pensée, qu'il lui appartiendrait tôt ou tard, dût-il, pour l'obtenir, le violenter. Après tout, il avait peine à s'expliquer la répugnance du roi à s'associer à sa fortune. Ne l'avait-il pas largement rétribué dans le partage des indemnités germaniques? Il pouvait l'élever encore. Frédéric II avait beaucoup fait pour la grandeur de son pays. Napoléon, par les seuls bienfaits de son alliance, pouvait compléter l'œuvre de ce grand homme. Que la Prusse s'attachât sincèrement, sans réserve, à notre fortune, qu'elle s'associât à tous nos périls comme à toutes nos gloires, et nous récompenserions largement ses services. N'était-ce donc pas une perspective digne de séduire et de passionner un peuple ambitieux et guerrier que celle de ravir à l'Autriche le sceptre impérial, de s'agrandir de toutes les possessions allemandes de la maison d'Hanovre, de devenir le chef de la patrie et de l'unité germanique, enfin de dicter, de concert avec nous, la loi à l'Europe? D'ailleurs, une alliance franche et sincère de la Prusse avec la France était la combinaison la plus sûre pour contenir l'ambition de Napoléon. Un allié qui dispose de deux cent mille hommes a le droit de faire ses conditions; il n'est pas un instrument passif : cette union eût été à la fois pour le chef de la France une force et un frein. Mais le génie hardi et entreprenant de Napoléon, qui venait de ceindre la couronne impériale,

effrayait l'esprit circonspect et mesuré de Frédéric-Guillaume. Il lui faisait craindre qu'une fois engagé dans ses liens, il ne fût entraîné bien au-delà du but où il voulait s'arrêter. Au fond, si l'on y réfléchit bien, on se convaincra qu'il était impossible que ces deux hommes, en tous points dissemblables, pussent se comprendre et s'unir étroitement. Le roi était prudent jusqu'à la timidité; l'audace et la grandeur dans la pensée et dans l'exécution étaient les traits distinctifs du génie de l'empereur. Le premier avait une ambition modeste qui redoutait l'éclat et le bruit; le second, devenu maître du premier trône du monde par ses grandes actions, ne croyait pas avoir assez fait encore pour justifier son élévation. L'un redoutait la guerre comme le plus affreux des maux, l'autre l'aimait comme un grand artiste aime son art; il l'aimait aussi comme la source de sa fortune et de la puissance de son pays. Les projets de Frédéric-Guillaume étaient circonscrits dans une sphère un peu étroite, ceux de Napoléon embrassaient le monde. Le roi de Prusse portait dans les affaires d'état les délicatesses de la morale privée. Aux yeux du chef de la France, la moralité d'un souverain était dans le but plutôt que dans les moyens. Aux profondes dissemblances qui séparaient ces deux princes, ajoutons encore les préventions de la noblesse prussienne et l'influence personnelle de la reine.

A Berlin, comme dans toutes les cours, Napoléon avait de nombreux ennemis qui ne pouvaient lui pardonner d'avoir mis son épée et son génie au service de cette terrible révolution qui avait abattu le trône légitime et l'ancienne noblesse, fait trembler tous les rois et les castes nobiliaires de la vieille Europe. Quant à la reine, elle avait sur l'esprit de son époux tout l'ascendant que donne un caractère plein de graces et de douceur, uni aux charmes d'une beauté touchante. Elle craignait de le voir sortir de ses habitudes privées, et sans se demander si sur le trône un monarque peut trouver la vie paisible qui n'est que le partage des destinées obscures, elle croyait que le roi pouvait concilier ce qu'il se devait à lui-même et à ses ancêtres avec son amour pour la paix. En lui conseillant de ne point se livrer à la France, elle ne songeait pas seulement à le fixer près d'elle; elle travaillait aussi en secret pour les intérêts de la Russie; elle ne restait point étrangère aux intrigues de la politique. Dans l'entrevue de Memel, la reine et l'empereur Alexandre se plurent mutuellement, et la galanterie du czar tourna au profit de sa politique. A dater de ce moment, toutes les prédilections de la reine furent pour la cour de

Saint-Pétersbourg. Une correspondance suivie s'établit entre les souverains de Prusse et de Russie, et la reine y prit personnellement une part très active.

La France n'ayant pu réussir à former une solide alliance avec la Prusse, une nouvelle guerre continentale était inévitable. Elle éclata au mois de septembre 1805. Il n'est pas vrai qu'elle ait été provoquée par la réunion de Gênes, de Parme et de Plaisance, au territoire français. La réunion de Gênes eut lieu le 3 juin 1805, et le 11 avril de la même année, l'Angleterre, la Russie et l'Autriche avaient arrêté les bases de la troisième coalition. Le but avoué de la ligue était de nous déposséder de l'Italie; le but réel et secret était de nous dépouiller de toutes nos conquêtes, de celles qui pouvaient être imputées à notre ambition aussi bien que des plus légitimes, de nous refouler enfin dans les limites de l'ancienne monarchie. En mettant sur sa tête la vieille couronne des rois lombards, et en s'emparant de Gênes, Napoléon ne fit que relever le gant qui lui était jeté par ses ennemis. Au moment de s'arracher des rivages de l'Océan et d'aller combattre sur le Danube les Autrichiens, il voulut tenter un dernier effort pour entraîner Frédéric-Guillaume : il lui proposa, avec son alliance, la cession définitive du Hanovre.

M. de Hardenberg, qui avait un esprit élevé et hardi, accueillit ce projet comme une grande et forte pensée dont la réalisation compléterait l'organisation territoriale de la Prusse; mais le roi, qui désirait ardemment le Hanovre, reculait devant les scrupules de sa conscience et les dangers d'une rupture avec l'Angleterre et la Russie. « Puis-je, demanda-t-il à M. de Hardenberg, sans manquer aux règles de la morale, sans perdre en Europe l'estime de gens de bien, sans être noté dans l'histoire comme un prince sans foi, me départir, pour avoir le Hanovre, du caractère que j'ai maintenu jusqu'ici? » Le roi se peint tout entier dans ces paroles. Son ministre lui répondit que la morale d'un souverain n'était pas celle d'un particulier, qu'il s'agissait là de l'opération la plus propre à conserver le rang de sa monarchie. Le roi, à demi convaincu, consentit à traiter d'une alliance sur la base de l'incorporation du Hanovre à la Prusse. Cette fois l'empereur croyait l'avoir enfin engagé sans retour, et il lui avait envoyé Duroc pour lui dire son dernier mot et signer le traité (3 septembre). C'était encore une illusion. A peine le roi eut-il fait quelques pas dans les voies d'une alliance, que la peur le saisit et le fit reculer. Il rompit les négociations commencées et déclara que sa résolution était de rester neutre.

Tandis que Napoléon remuait tous les ressorts de sa politique pour l'attirer à lui, l'Angleterre et la Russie ne se donnaient pas moins de mouvement pour l'associer à la coalition. Elles lui reprochaient de se laisser retenir, pour des intérêts mesquins, dans un système d'immobilité qui, disaient-elles, discréditait sa puissance. Le Nord devait s'arranger pour présenter à la France un front impénétrable. C'était le seul moyen de contenir dans ses bornes cette turbulente puissance; autrement, elle les franchirait toutes sous le chef audacieux qu'elle avait mis à sa tête. La Prusse, la première dans l'ordre des envahissemens, serait aussi la première entraînée dans le débordement général. Mais les mêmes motifs qu'avait Frédéric-Guillaume pour ne pas offenser la Russie, il les avait pour ne pas blesser la France. Il avait le faible de vouloir être l'ami de tout le monde, moyen infaillible de ne contenter personne. La cour, mue par les passions de la reine, avait fait son choix : ses sympathies et ses vœux étaient pour la Russie; mais l'armée n'avait point encore de préférence décidée. Un sentiment presque unique dominait dans ses rangs, c'était la crainte de tomber dans le mépris de l'Europe. Entourée de tous côtés d'armées belligérantes, son inactivité lui pesait. Elle en rougissait comme d'une attitude humiliante, blâmait le système du roi et voulait se battre, moins pour faire triompher un des deux partis que pour prendre sur les champs de bataille sa part de périls et de gloire.

Dans l'état de fermentation singulière où étaient les esprits, tout dépendait du moindre incident. La violation du territoire d'Anspach par Bernadotte décida la crise et la décida contre nous. Au fond, cette infraction à la neutralité du margraviat était loin d'avoir un caractère outrageant pour la Prusse. Isolé au milieu du vaste champ de bataille dans lequel allaient se heurter la France, l'Autriche et la Russie, il était impossible que ce petit pays pût se soustraire aux incursions de leurs armées. La Prusse en avait accordé le libre passage en 1796 aux puissances en guerre. Avant que Bernadotte le traversât, les Bavarois, dans leur retraite de Munich sur Wurtzbourg, avaient les premiers forcé le passage, et ils avaient été suivis par un corps autrichien. C'était donc comme un pays ouvert à tout le monde. Lorsque l'ordre avait été envoyé au prince de Ponte-Corvo de passer par Anspach, l'empereur négociait son alliance avec la Prusse et croyait qu'elle allait être signée. Enfin, il faut le dire, il avait pris la mesure du roi et savait tout ce qu'il pouvait oser. Cependant Frédéric-Guillaume, en apprenant que nos troupes avaient violé le territoire de

son margraviat, entra dans un violent accès de colère. Son premier mouvement fut de rompre avec la France. A la cour, dans l'armée, dans les salons de la noblesse, il n'y eut qu'un cri, cri de fureur et de guerre contre nous. L'opinion, qui, la veille encore, était peu favorable à la Russie, prit la France pour objet de sa haine. On ne parlait que de se venger du honteux affront que nous venions d'infliger à l'honneur de la Prusse. L'occasion était belle pour entraîner le roi, qui ne cessait de répéter depuis quelque temps qu'il se déclarerait contre le premier qui attenterait à sa neutralité. Les ministres d'Angleterre, de Russie et de Vienne s'agitent, l'entourent et le somment de tenir sa parole. La reine est alors à la tête du mouvement guerrier. Des exprès sont envoyés en toute hâte à l'empereur Alexandre, qui avait écrit au roi pour lui demander une entrevue et qui attendait sa réponse à Pulawi. On l'instruit de l'incident d'Anspach; on lui dit que le moment est venu de s'emparer de Frédéric-Guillaume, et on le presse d'arriver sans délai à Berlin. Alexandre quitte aussitôt Pulawi et tombe à l'improviste au milieu de la famille royale de Prusse. Le roi, pressé, subjugué par les passions vraies ou factices qui s'agitent avec fureur pour l'entraîner, ne peut plus résister au torrent : il se laisse arracher la convention de Potsdam (3 octobre 1805). Une scène nocturne et théâtrale est préparée à dessein dans les caveaux de Potsdam, où reposent les cendres de Frédéric II. L'empereur de Russie, le roi et la reine s'y rendent dans la nuit du 3 au 4 octobre : Alexandre, saisi d'une émotion profonde, baise le cercueil du grand homme, et les souverains se séparent après s'être juré foi et amitié sur la tombe de Frédéric.

Le traité de Potsdam n'était point une alliance proprement dite, mais une simple promesse d'alliance dont l'exécution dépendait de l'acceptation ou du refus par Napoléon des bases de pacification que devait lui soumettre le comte d'Haugwitz. Un terme de rigueur, le 15 décembre 1805, avait été fixé pour l'acceptation ou le rejet des propositions.

Tout porte à penser que les conditions dont était porteur le comte d'Haugwitz n'avaient point la précision d'un ultimatum, qu'une grande latitude lui avait été laissée à cet égard, et que ses propositions devaient varier selon que la fortune de l'empereur aurait grandi ou baissé dans l'intervalle. On savait à Berlin que les grands coups seraient portés avant le 15 décembre. Napoléon serait vainqueur ou vaincu. Dans le premier cas, le comte d'Haugwitz irait le complimenter; dans le second, il lui dicterait la loi.

L'esprit de vertige et d'erreur semblait s'être emparé de la cour de Berlin et la pousser dans une voie de perdition. Comment ses hommes d'état n'avaient-ils pas compris qu'au point où en était arrivée la lutte entre la France et les grandes monarchies de l'Europe, Napoléon ne pouvait pas rester dans l'incertitude sur les dispositions de la Prusse, qu'il avait déjà trop d'ennemis pour lui permettre d'en grossir le nombre, qu'après avoir vainement épuisé pendant quatre ans toutes les ressources de sa politique pour s'en faire un allié, il fallait qu'au moins il pût être assuré qu'elle resterait neutre; que si elle avait le malheur de tremper dans les projets de la coalition, il ne lui laisserait le choix qu'entre ces deux partis, expier sa faute en se livrant à lui sans partage, ou entrer en guerre. La convention de Potsdam était une énorme faute, parce que, lorsqu'elle fut signée, la Prusse avait laissé échapper l'occasion d'agir avec succès. Ulm était sur le point de capituler; Vienne allait nous ouvrir ses portes : l'Autriche, vaincue et découverte, ne pouvait plus être sauvée que par les Russes, qui arrivaient à marches forcées du fond de la Moravie. Cependant tout n'était pas encore désespéré. Le fatal traité de Potsdam une fois signé, il ne fallait pas perdre un jour, un moment; il fallait marcher sur le Danube, forcer l'empereur à lâcher sa proie et à se retourner. Le salut de la Prusse était dans la rapidité de ses coups. En un cas si critique, les demi-mesures ne faisaient qu'aggraver la première faute et la rendre irréparable. Il n'y avait plus à se ménager des voies de réconciliation avec Napoléon : la Prusse s'était trop compromise pour en espérer jamais un pardon sincère. Au lieu d'adopter cette politique forte et hardie, le roi aima mieux temporiser, et se jeta, par ses fausses mesures, dans les serres de son ennemi.

Le comte d'Haugwitz arriva dans le camp de l'empereur trois jours avant la bataille d'Austerlitz. D'après les instructions de sa cour, il eût été alors mal habile à lui de remplir sa mission, comme à Napoléon de l'écouter. D'un commun accord, les explications furent ajournées. Ce qui fait que la victoire d'Austerlitz est une si grande page de la vie de l'empereur, c'est qu'il mit pour enjeu, sur ce champ de bataille, sa fortune et celle de la France. S'il avait été vaincu, il eût été perdu : cent mille Prussiens lui fermaient sa retraite sur le Rhin. En triomphant des Russes et des Autrichiens, il triomphait aussi de la Prusse, qui n'avait plus qu'à se faire pardonner, à force d'humilité, ses dernières fautes. On sait le mot de l'empereur au comte d'Haugwitz, qui vint mêler ses félicitations à celles de nos alliés : « C'est un

compliment dont la fortune a changé l'adresse. » Le traité de Presbourg (26 décembre 1805), qui enleva à l'Autriche Venise, le Tyrol et les îles Illyriennes, fut le prix de la victoire d'Austerlitz.

La prudence et la situation commandaient à Napoléon de prendre, vis-à-vis de la Prusse, un parti décisif. Son ressentiment contre cette puissance était extrême, et déjà commençait à naître dans son ame cette haine que nous verrons bientôt éclater terrible et implacable. Il avait désiré avec passion son alliance, parce que cette alliance était la seule combinaison capable de prévenir entre la France et les monarchies du continent une lutte qui ne pouvait se terminer que par la ruine de la première ou des autres. Au lieu de cette alliée qu'il eût voulu trouver en elle, il rencontrait un ennemi d'intention en attendant qu'elle le fût de fait. Quelle attitude allait-il prendre vis-à-vis de cette cour faible et passionnée, qui n'avait su embrasser franchement aucun parti, pas même celui de la neutralité? Marcher contre elle et la subjuguer était une résolution extrême dont les conséquences politiques l'effrayaient, quoi qu'en aient pu dire ses ennemis. Il y avait un autre parti conseillé par une politique généreuse et habile : c'était de lui pardonner tous ses torts et de lui offrir de nouveau notre alliance. Mais le roi, qui répugnait à tous engagemens décisifs, le roi, qui était poursuivi par les obsessions de nos ennemis jusque dans ses plus chères intimités, consentirait-il à former ces nœuds dans lesquels nous avions vainement essayé pendant si long-temps de l'engager? N'opposerait-il pas à nos instances nouvelles cette force d'inertie dont il ne s'était départi qu'une seule fois et en faveur de la coalition? L'empereur ne vit d'autre moyen de l'obtenir qu'en s'emparant de lui violemment. Le 12 décembre, de retour à Schœnbrunn, il fait venir le comte d'Haugwitz, et après lui avoir reproché en langage dur et amer les torts et l'ingratitude de sa cour, il lui donne à choisir entre la guerre ou l'alliance, l'alliance franche, sans réserve, cimentée par l'incorporation du Hanovre à la monarchie prussienne. Le comte d'Haugwitz n'hésita pas, et signa l'alliance le 15 décembre, le jour même où la Prusse avait promis à la Russie et à l'Autriche de se déclarer pour elles. En vertu de ce traité, la France transportait tous ses droits sur le Hanovre à la Prusse, qui, en retour, cédait à la France le margraviat d'Anspach, la principauté de Neuchâtel, ainsi que Wesel, la principauté de Berg et le duché de Clèves. La Bavière s'engagerait à donner à la Prusse un territoire de vingt mille ames pour compenser le margraviat d'Anspach. Par les cessions exigées,

la Prusse perdait quatre cent mille sujets, et par l'acquisition du Hanovre, elle en recevait un million.

Si Frédéric-Guillaume a fait une faute irréparable en signant la convention de Potsdam, Napoléon nous semble en avoir commis une autre presque aussi grave en lui imposant le traité du 15 décembre. Le but principal qu'il poursuivait dans ses victoires sur le continent était le rétablissement de la paix avec l'Angleterre. Or, il savait bien que la première condition qu'elle y mettrait serait la restitution du Hanovre. Pourquoi, dès-lors, faire de l'incorporation de cet électorat à la Prusse une base d'alliance qui devait disparaître aux premières négociations sérieuses qui s'ouvriraient entre les cabinets de Paris et de Londres? Pourquoi, surtout, exiger qu'en retour d'une possession d'un prix inestimable sans doute pour la Prusse, mais dont l'acquisition devait rencontrer des obstacles presque insurmontables, le roi cédât d'une manière définitive des pays qui lui appartenaient à des titres incontestables et reconnus par toute l'Europe? Pardonner à un ennemi en langage superbe et menaçant est une vengeance plus qu'un acte de clémence. Il n'y a que les partis francs et complets qui atteignent leur but. L'empereur voulait se montrer généreux envers la Prusse; il ne fallait pas l'être à demi, et lui dire : Je vous pardonne, mais je vous humilie.

Si, au lieu de lui imposer avec l'alliance des sacrifices qui pouvaient rester un jour sans compensation, l'empereur eût fermé les yeux sur ses torts et lui eût proposé, dans les formes les plus amicales, sans coup d'éclat, de s'unir à lui et d'accepter purement et simplement le Hanovre; si, prévoyant le cas où l'Angleterre exigerait absolument la restitution de l'électorat, il eût pris l'engagement formel d'en procurer à son allié l'équivalent; si, enfin, il n'avait pas insisté pour qu'il passât brusquement, sans les transitions que lui imposait le sentiment de sa dignité, des bras de la Russie dans les siens, il est possible que Frédéric-Guillaume, dont l'ame était noble et délicate, eût été touché de tant d'égards et se fût attaché sincèrement à sa fortune. L'alliance qu'il n'avait osé signer, lorsque l'Autriche et la Russie marchaient contre nous, il l'eût probablement acceptée comme un bienfait du vainqueur d'Ulm et d'Austerlitz. S'il s'y était refusé, il valait mieux encore lui laisser l'entière responsabilité de ses fautes et des malheurs qu'elles devaient entraîner, que de lui montrer le joug avant de l'avoir vaincu.

Lorsque le traité du 15 décembre eut été rendu public, l'opinion

se déchaîna de nouveau avec fureur contre l'empereur et le comte d'Haugwitz. La cour, la noblesse, l'armée, crièrent que la Prusse, déjà insultée à Anspach, était aujourd'hui immolée aux caprices de la France. On ne voulut point considérer le mal que l'empereur irrité aurait pu lui faire; on ne sentit que la honte d'une alliance dictée à la pointe de l'épée. Quant à Frédéric-Guillaume, il avait un sentiment très délicat de sa dignité, et, comme tous les hommes faibles, ce qu'il craignait le plus au monde, c'était qu'on eût l'air de le violenter. Dans cette pénible crise, il fit cause commune avec la cour et l'armée, et par cette nouvelle faute, qui cette fois n'était que trop motivée par les exigences hautaines de la France, il se perdit sans retour. Après la convention de Potsdam, la victoire d'Austerlitz et le traité du 15 décembre, il n'y avait pour Frédéric-Guillaume que deux partis à prendre : feindre d'accepter l'alliance et se concerter ensuite secrètement avec la Russie et l'Angleterre (c'était le système du baron de Hardenberg), ou bien rompre franchement avec ces deux puissances, embrasser hautement, sans arrière-pensée, le système français, prendre le Hanovre pour ne plus s'en dessaisir, dévouer toutes ses forces à son puissant allié, et mériter, par son ardeur à le servir, l'oubli de ses derniers torts. Ce système était celui du comte d'Haugwitz. La conscience délicate et timide du roi reculait également devant ces deux extrémités.

Il commença par supprimer dans l'acte du 15 décembre l'article 1er, qui stipulait l'alliance offensive et défensive, et qui était en quelque sorte tout le traité. Il refusa ensuite d'échanger les domaines héréditaires de sa maison contre une possession qui appartenait au roi d'Angleterre, et demanda que la France commençât par obtenir la renonciation de sa majesté britannique à l'électorat. Le comte d'Haugwitz fut encore chargé d'aller défendre à Paris les changemens qu'on voulait faire subir au traité du 15 décembre.

A la nouvelle que le roi avait complètement défiguré son ouvrage, Napoléon ne put maîtriser un mouvement de dédain et de colère. Sa première pensée fut de renvoyer sans l'écouter le négociateur prussien. Cependant, sur ses instances, il consentit à renouer les négociations; mais, à dater de ce moment, tout espoir de se rattacher Frédéric-Guillaume fut détruit dans son esprit, et il le regarda comme un ennemi secret qu'il faudrait tôt ou tard abattre. Toute confiance, tous ménagemens cessèrent de sa part; il avait le secret de sa faiblesse, et il en abusa.

Le roi avait demandé que la convention du 15 décembre fût an-

nulée. Ce traité fut remplacé par un autre, celui du 15 février 1806, qui consacrait les mêmes stipulations que le premier, avec un accroissement de charges et une diminution d'avantages pour la Prusse. Ainsi, par l'acte du 15 décembre, la Bavière devait céder à la Prusse vingt mille ames de population : cette clause fut supprimée. Par l'article 4 du nouveau traité, le roi s'engagea à fermer jusqu'à la paix, au commerce et à la navigation des Anglais, les embouchures de l'Elbe et du Weser. Le traité du 15 décembre n'avait pas dit un mot de cette disposition. Le ministre de France eut ordre de déclarer à Berlin que nos troupes n'évacueraient l'Allemagne que lorsque le roi aurait ratifié le nouveau traité. Entouré de corps français qui menaçaient d'envahir son territoire, Frédéric-Guillaume fléchit sous la volonté qui l'accablait, et ratifia le traité du 15 février.

Ce n'était là que le prélude d'autres humiliations. Le baron de Hardenberg, ministre des affaires étrangères, était devenu dans le cabinet de Berlin, depuis la violation du territoire d'Anspach, le chef du parti opposé à la France. L'empereur exigea qu'il fût éloigné des affaires. La république batave venait d'être formée en monarchie, et ce nouveau trône avait été donné à Louis Bonaparte. L'empereur n'en fit l'objet d'aucune communication confidentielle à Frédéric-Guillaume. Il en était de même pour les affaires d'Allemagne. Le bruit se répandait partout que la France était au moment de renverser l'ancienne constitution germanique, et le roi ne fut point consulté, lui la seconde personne de l'empire, sur un aussi grand changement. En vertu du traité du 16 février, la Prusse avait cédé à la France les duchés de Clèves et de Berg, qui avaient été érigés en principautés en faveur de Murat. Des détachemens français occupèrent les territoires d'Elten, d'Essen et de Werden, comme s'ils faisaient partie du duché de Clèves; le gouvernement prussien réclama contre cette occupation, alléguant que ces trois abbayes n'appartenaient point au duché de Clèves, et qu'elles ne lui avaient été réunies qu'administrativement. L'empereur ne tint nul compte de ces réclamations et continua de retenir ces territoires.

Ces procédés dédaigneux et violens semblaient calculés pour pousser le roi à des mesures extrêmes et le forcer à la guerre. Il était plongé dans la douleur et l'abattement, lorsqu'un retour inespéré de confiance et d'amitié de la part de la France vint l'arracher à ses sombres préoccupations. Napoléon s'effrayait à l'idée de détruire la Prusse; il voulut tenter encore un effort pour se la rattacher et lui ouvrit une dernière voie de salut. Il s'appliqua, par des marques

expressives d'égards et d'amitié, à effacer les traces de ses dernières offenses. En lui annonçant la dissolution de l'empire germanique et l'établissement de la confédération du Rhin, il offrit au roi de rallier autour de lui tous les états qui se trouveraient placés dans sa sphère d'action, et d'en composer une nouvelle fédération dont il serait le chef (22 juillet). Il alla même jusqu'à lui proposer de faire entrer dans sa maison la couronne impériale. Des négociations très actives étaient alors ouvertes entre la France et l'Angleterre. M. de Laforêt, notre ministre à Berlin, eut ordre de confier au cabinet prussien que probablement ces négociations seraient rompues; que l'Angleterre proposait, comme condition *sine quâ non*, la restitution du Hanovre; que l'empereur n'y consentirait jamais; que ce n'était que par une guerre vigoureuse que l'Angleterre pouvait être amenée à faire des propositions plus raisonnables; que la Prusse devait donc s'y préparer avec activité et énergie, et, dans ce but, concerter ses opérations avec la France.

Ces procédés bienveillans comblèrent de joie Frédéric-Guillaume. Il se crut sauvé, et, dans l'élan de sa joie, il exprima sa gratitude en termes trop vifs peut-être. Il s'occupa sans délai d'organiser en fédération tout le nord de l'Allemagne, et proposa à tous les princes de la maison de Saxe, à la Hesse, au Mecklenbourg, au Danemark lui-même, d'en faire partie. La confiance semblait rétablie entre la Prusse et la France, lorsque l'ardeur de la première pour la confédération du nord se refroidit tout à coup. Pressée de s'expliquer sur les mesures qu'elle devait prendre contre l'Angleterre, elle eut recours à des expédiens dilatoires. Il était visible que le roi reculait encore, et que, soit par crainte de se mettre en guerre ouverte avec l'Angleterre et la Russie, soit qu'il eût pris des engagemens secrets avec l'empereur Alexandre, il avait le dessein de se soustraire aux obligations du traité du 15 février. De toutes parts s'élevaient des voix accusatrices qui lui reprochaient la prise de possession du Hanovre comme un acte de lâcheté et de cupidité, son alliance avec la France comme l'indice qu'il était d'accord avec Napoléon pour démolir pièce à pièce avec lui tous les trônes de l'Europe. L'Angleterre ne se bornait pas à des plaintes. Aussitôt qu'elle avait connu l'adhésion de la Prusse au traité du 15 février et l'entrée de ses troupes dans l'électorat, elle lui avait déclaré la guerre; elle avait mis l'embargo sur ses navires et jeté la perturbation et la ruine dans son commerce maritime.

Quelque connaissance qu'eût l'empereur Napoléon de l'éloignement de Frédéric-Guillaume pour toute résolution forte, dans cette

circonstance, il attribua à une autre cause son immobilité. Il crut qu'il était d'intelligence avec Alexandre, et que la partie était définitivement liée entre les deux souverains. Sous l'influence de ce soupçon, il résolut de se mettre en mesure, et il distribua ses corps d'armée de manière à ce qu'au premier ordre ils fussent prêts à fondre sur la Prusse et à l'écraser. C'est aussi ce qui le détermina à proposer à la Saxe et à la Hesse, qui étaient comprises dans la circonscription de la Prusse, de ne point céder à ses instances et de se rattacher à la confédération du Rhin. En apprenant tous ces faits, le roi retomba dans ses angoisses habituelles; ses dernières espérances s'évanouirent, et il crut que l'empereur était décidé à lui faire la guerre. C'est ainsi qu'égarées par de mutuelles défiances et par un inconcevable enchaînement de fautes, la France et la Prusse allaient fondre l'une sur l'autre, quand tous leurs intérêts leur conseillaient de rester unies. Un dernier incident détermina la rupture. Le cabinet de Paris avait entamé deux négociations séparées, l'une avec la Russie, l'autre avec l'Angleterre. La première avait abouti au traité du 20 juillet, signé par M. d'Oubrill et envoyé aussitôt à l'empereur Alexandre pour être ratifié. La seconde n'avait été suivie d'aucun résultat pacifique. Au début de la négociation, l'Angleterre avait exigé, comme une condition de rigueur, la restitution du Hanovre. L'empereur devait s'y attendre. Comme il avait un extrême désir de faire la paix, il céda, sauf à indemniser la Prusse. Lorsque le gouvernement anglais eut perdu l'espoir de faire la paix, il eut la lâcheté de livrer au cabinet de Berlin le secret des négociations sur le Hanovre. En apprenant que l'empereur, qui l'avait forcé à s'emparer malgré lui de l'électorat, voulait le lui reprendre pour le restituer à l'Angleterre, sans s'être préalablement concerté avec lui, le roi fut saisi d'une violente douleur, et n'écoutant que son ressentiment, il se prépara à la guerre. Bientôt la fatale nouvelle fut rendue publique. L'opinion s'exalta, et de toutes parts on courut aux armes.

Les marques de dédain dont Napoléon avait récemment accablé la Prusse avaient porté jusqu'au dernier degré d'irritation l'esprit de l'armée. Toute remplie des souvenirs glorieux du règne de Frédéric II, elle s'exagérait sa force; elle ne parlait qu'avec mépris des armées de l'Autriche et de la Russie; elle se croyait appelée à venger les défaites d'Ulm et d'Austerlitz, et à humilier l'orgueil de celui qui avait abaissé tant de couronnes. La cour et la jeune noblesse partageaient l'ivresse de cet orgueil. S'arrachant à ses habitudes féminines, la reine donnait l'impulsion aux sentimens guerriers, et poussait le roi à prévenir

l'invasion des Français en se jetant audacieusement au milieu de leurs corps épars en Franconie. Cependant la Prusse, n'ayant pas saisi, en 1805, l'occasion favorable de faire la guerre à la France, la prudence lui commandait de combiner son plan d'opérations avec les Russes, de manière à éviter la faute qu'avait faite l'Autriche dans la dernière guerre, et à ne point se trouver seule aux prises avec les armées de Napoléon. Mais le roi, dominé par l'opinion, n'avait pas la force d'en modérer l'impétueuse ardeur : il était entraîné. La rupture des négociations entre l'Angleterre et la France avait déterminé l'empereur Alexandre à refuser sa ratification au traité du 20 juillet. Dans cet état de choses, il était impossible que Napoléon ne posât pas à Frédéric-Guillaume cette double alternative : l'alliance complète, sans réserve, avec le libre passage de son territoire pour aller combattre les Russes, ou la guerre.

La Prusse lui épargna l'embarras de lui tenir un pareil langage. Elle prit l'initiative des hostilités (9 septembre 1806) et se jeta dans cette lutte inégale avec l'imprévoyance de la présomption. Au premier choc, elle fut vaincue et renversée. Sa belle et valeureuse armée vint se briser à Iéna contre nos redoutables phalanges, et une fois dissoute, elle ne put se rallier nulle part. Tout son territoire devint la proie du vainqueur. Napoléon, maître de toute la monarchie prussienne, pouvait encore se montrer généreux et clément. La Prusse était à terre, vaincue, anéantie; il pouvait lui tendre la main, la relever, lui rendre tous ses états, y ajouter le Hanovre et ne lui demander, pour prix de tant de bienfaits, que son alliance. Un procédé si grand, si nouveau, eût touché l'ame de Frédéric-Guillaume. Il est certain que ce parti s'est offert à l'empereur comme un des systèmes qu'il pouvait adopter après la journée d'Iéna; mais le caractère timide et compassé du roi ne lui inspirait plus de confiance: il désespérait de lui. Il était convaincu que sa reconnaissance n'irait jamais jusqu'à lui assurer la coopération de ses armées. Quant à la cour et à l'armée, il s'en défiait plus encore; il pensait que jamais elles ne nous pardonneraient l'affront d'Iéna et qu'elles subiraient notre alliance, non comme un bienfait, mais comme un joug. L'idée de relever la monarchie prussienne fut donc écartée, et l'empereur marcha sur le Niémen avec la pensée de relever la Pologne ou de conquérir l'alliance de la Russie. Le rétablissement de la Pologne était une œuvre immense qui ne pouvait s'accomplir dans une seule campagne. Les combats de Pulstuck et d'Eylau nous causèrent des pertes énormes. L'Autriche n'attendait qu'un revers de nos armées

pour entrer en Silésie et nous prendre à revers. L'empereur jugea prudent d'ajourner la restauration de la Pologne et de terminer la guerre. Il ne vainquit à Friedland que pour obtenir l'alliance de la Russie. Elle fut signée à Tilsitt le 7 juillet 1807. Cette alliance était tout à la fois maritime et continentale; elle avait un double but : forcer l'Angleterre à la paix en fermant à son pavillon et à ses produits tous les ports et tous les marchés de l'Europe, et empêcher la guerre d'éclater de nouveau sur le continent. Cette alliance ne fut point un caprice de la pensée de Napoléon, une combinaison fortuite amenée par la victoire de Friedland et l'entrevue des deux empereurs; c'était, au contraire, la réalisation d'un plan profondément médité.

La Prusse fut la grande victime immolée à Tilsitt. Elle perdit tout ce qu'elle possédait sur la rive gauche de l'Elbe, ainsi que les provinces qui avaient appartenu autrefois à la Pologne, et qui, érigées en duché de Varsovie, furent cédées au roi de Saxe. Ce duché devint la première base d'une nouvelle Pologne. Des possessions prussiennes situées en-deçà de l'Elbe, l'empereur fit le royaume de Westphalie qu'il donna à son frère Jérôme. Avant la guerre de 1806, la population de la Prusse était de dix millions d'ames; elle fut réduite, par le traité de Tilsitt, à six millions. L'empereur ne se contenta pas de désorganiser sa puissance territoriale; il l'écrasa sous le poids de ses contributions de guerre. Il lui interdit la faculté d'avoir une armée de plus de quarante-deux mille hommes; il l'engréna dans son système continental; il prolongea l'occupation militaire de son territoire et de ses principales places fortes; enfin il disposa de ses routes pour le transport de ses magasins et de ses troupes.

Ces rigueurs lui ont été reprochées comme un luxe de violences que ne justifiaient ni les droits de la victoire ni les nécessités de sa politique. Ces reproches nous semblent injustes. Entre le parti de rétablir la Prusse dans son ancienne splendeur et de se l'attacher par la reconnaissance, et celui de la détruire ou du moins de l'affaiblir si profondément qu'elle fût hors d'état de nous nuire, il n'y en avait point d'intermédiaire. Si, à Tilsitt, l'empereur s'était contenté d'écorner son territoire et de diminuer de quelques centaines de mille ames sa population, elle eût agi comme l'Autriche en 1799, en 1805 et en 1809; elle eût recomposé en silence le matériel de ses armées, et serait entrée avec passion dans la première coalition. Puisque la Prusse n'avait point voulu devenir notre alliée, il fallait qu'elle fût démembrée. C'était là une des affreuses nécessités de la situation dans laquelle nous nous trouvions alors. Aussi Napoléon, qui mettait autant de

hardiesse dans ses conceptions politiques que dans ses entreprises guerrières, et qui acceptait audacieusement toutes les conséquences d'une situation, Napoléon avait juré une haine mortelle à la Prusse. Il ne voulait pas seulement l'affaiblir, il voulait la détruire. Si elle conserva, après le traité de Tilsitt, un reste de puissance, elle le dut uniquement à la protection de la Russie, et, il faut le dire aussi, à l'influence personnelle de la reine, qui avait sérieusement touché le cœur d'Alexandre. Plus Napoléon avait fait de mal à cette puissance, plus il voulait lui en faire, sentant bien qu'après de si cruelles injures il n'y avait plus de réconciliation possible, et qu'elle serait toujours pour la France une implacable ennemie. En 1808, lorsque ses relations avec Alexandre étaient les plus intimes, il ne cessait de lui demander de lui livrer les destinées de la Prusse. Sa pensée était de lui enlever la Silésie pour la donner à la Saxe, et de la réduire aux proportions d'un état de troisième ordre. Alexandre, qui avait empêché sa ruine à Tilsitt, la couvrit encore de son égide en 1808.

Il y avait alors dans le conseil du roi un homme d'une imagination forte et d'un patriotisme ardent. Le baron de Stein, ministre de l'intérieur, conçut le premier l'audacieuse pensée de chercher le salut du pays en dehors de la sphère d'un gouvernement régulier; c'est dans le moral des masses, dans leurs passions graduellement excitées, qu'il proposa de chercher la force destinée à affranchir un jour la Prusse et l'Allemagne de la domination française. Dans ce but, il fonda une société secrète dont tous les membres devaient s'unir par un même serment, celui de se dévouer à la délivrance de la patrie commune. C'est de cette société et d'une autre fondée par le duc de Brunswick-Oëls, que sortit le fameux *Tugend-Bund*. Les progrès de cette société furent rapides : elle ne tarda pas à s'étendre sur toute l'Allemagne. Tous ceux qui, à quelque degré que ce fût, avaient souffert de nos armes, s'empressèrent d'y entrer. Elle embrassait tous les rangs, s'adressait à toutes les fortunes, aux plus humbles comme aux plus brillantes; de ses sommités, elle touchait presque au trône, tandis que ses profondes racines s'enfonçaient dans les masses obscures mais passionnées des populations. Les plus hauts personnages de la monarchie, la plupart des chefs de l'armée, de la magistrature et de l'administration, des princes du sang même, s'affilièrent au Tugend-Bund. Entre tous se distinguaient le comte de Goltz et Scharnoost, ministres, l'un des affaires étrangères, l'autre de la guerre; Blücher, commandant de la Poméranie; les majors Grollmann, Schill, Lectocq et Chazot, l'un gouverneur, l'autre com-

mandant militaire de Berlin; Delbruck, chargé de l'éducation du prince royal; Krockberg, Märkel, Rüdiger, Gneisnau, tous officiers-généraux ou conseillers d'état. Mais Stein avait compris que, pour passionner les masses et les disposer à sacrifier leur vie, leur fortune à la patrie, il ne suffisait pas de recourir aux excitations mystiques des sociétés secrètes, qu'il fallait les attacher au gouvernement par le lien des intérêts, et il se jeta hardiment dans la voie des grandes réformes. Par une loi du 9 octobre 1807, il abolit le vasselage et la glèbe, et en général toutes les juridictions héréditaires. Les bourgeois et les paysans eurent le droit, jusqu'alors réservé aux nobles, d'acquérir des biens-fonds; ils purent acheter les terres de la noblesse, qui obtint à son tour la faculté de se livrer, sans déroger, au commerce et à l'industrie. Une autre loi, datée du 21 juillet 1808, compléta l'émancipation des paysans, en assurant leur sort : tout vassal héréditaire devint propriétaire légal des deux tiers du domaine exploité par lui; le dernier tiers forma le lot du seigneur. Les fermiers à vie ou à bail limité n'eurent que la moitié ou un tiers de la propriété qu'ils cultivaient.

Stein fit plus encore; il établit sur une base large et libérale le système des municipalités électives. Les citoyens des villes, sans distinction de naissance et de religion, eurent le droit d'élire leurs magistrats.

Le grand Frédéric avait divisé la nation en trois classes : les nobles, les bourgeois et les paysans ; les places d'officiers dans l'armée étaient exclusivement réservées à la noblesse. Stein et tous les hommes éclairés attribuaient à ces funestes distinctions de classes l'espèce d'indifférence avec laquelle la bourgeoisie et le peuple avaient assisté, en 1806, à la catastrophe de la monarchie. Toutes ces démarcations injurieuses, débris d'un système barbare et offensant pour les droits de l'humanité, furent effacées. Une loi du mois d'août 1808, et une autre de 1809, ouvrirent aux bourgeois et aux paysans la carrière des honneurs militaires; tous purent arriver, avec du courage et du talent, aux grades les plus élevés. L'organisation de l'armée fut entièrement refondue : le ministre de la guerre Scharnoost emprunta à la France ses principes et son système de recrutement, et s'occupa de donner à la Prusse une armée nationale; un ordre secret fut envoyé dans toutes les communes, d'exercer la jeunesse aux manœuvres militaires, en la laissant dans ses foyers jusqu'au jour où le gouvernement l'appellerait sous les drapeaux. Par cette combinaison habile, la Prusse trouva le secret d'éluder la stipulation flétrissante du traité

de Tilsitt, qui limitait sa force militaire à quarante-deux mille hommes. Les punitions infamantes furent supprimées du code militaire.

Stein était un adversaire trop passionné et trop dangereux de la France pour ne pas donner ombrage à Napoléon. Un ordre venu de Paris enjoignit au roi de Prusse d'écarter de son gouvernement le ministre réformateur. Stein se retira en Russie, mais n'en continua pas moins de préparer, à l'aide des sociétés secrètes, la délivrance de l'Allemagne.

Les nouvelles réformes étaient une véritable révolution dans l'état civil et administratif des Prussiens. Le roi, si timide dans sa politique extérieure, s'identifia tout entier avec les idées hardies du baron de Stein. Il était dirigé dans ses innovations par un mobile qui ne l'abandonna jamais, l'amour de son peuple et un sentiment profond de la justice et des devoirs de la royauté. Quant aux sociétés secrètes, elles lui inspiraient une sorte de terreur. Il s'effrayait de leur tendance et tremblait qu'elles ne le compromissent avant le temps vis-à-vis de la France : il voyait avec jalousie s'élever à côté du trône une puissance nouvelle qui semblait l'éclipser. Aussi ne voulut-il jamais ni encourager le Tugend-Bund ni lui reconnaître une existence légale.

La rigueur avec laquelle Napoléon avait traité la Prusse, la violence exercée sur les princes d'Espagne, et la crainte de devenir, après la soumission de la Péninsule, la proie de la France et de la Russie, déterminèrent l'Autriche à reprendre les armes. Elle avait fait, en 1805, une guerre d'ambition : elle fit, en 1809, une guerre de désespoir. Elle savait bien qu'en se jetant dans cette nouvelle lutte, elle renverserait l'édifice élevé à Tilsitt, dût-elle être ensevelie sous ses ruines. Elle conjura la Prusse d'unir ses efforts aux siens pour sauver l'Allemagne et l'Europe. Ses manœuvres échouèrent devant la volonté arrêtée du roi de ne point aventurer sa couronne dans une nouvelle guerre contre la France; mais les sectaires du Tugend-Bund n'eurent pas la même modération. A la nouvelle que les Autrichiens étaient entrés en Bavière, tous les esprits s'émurent; les chefs militaires, Blücher, Gneisnau, Rudiger, organisèrent, malgré les ordres exprès du roi, le soulèvement général de la population. Le major Schill, qui, le 29 avril, quitta Berlin à la tête de son régiment de hussards, donna le signal. L'enthousiasme était extrême et général; le roi allait être de nouveau entraîné : déjà des ordres avaient été donnés pour le rappel des semestriers, la remonte de la cavalerie et l'armement des places, lorsque la nouvelle de nos victoires d'Abersberg et d'Eckmühl arrêta le mouvement. Tous les complots atteints du même coup avortèrent,

et tout rentra dans le silence et l'abattement. A la cour de Kœnigsberg, la consternation fut profonde et mêlée de terreur. L'audace intempestive des sectaires était un crime que peut-être, dans sa méfiance et sa haine, l'empereur Napoléon ne pardonnerait point. Afin d'apaiser ses soupçons, le roi séquestra les biens du duc de Brunswick-Oëls, ordonna la dissolution du Tugend-Bund et en fit saisir les archives. Schill, le grand coupable, fut mis au ban de l'armée, déclaré traître à son pays et condamné à mort ainsi que ses complices. La sentence, comme on peut le croire, ne reçut point son exécution. Schill, d'ailleurs, se fit tuer les armes à la main.

La bataille d'Essling, présentée par nos ennemis comme une défaite complète de la grande armée, ranima les espérances et l'activité du Tugend-Bund. Le cri de guerre retentit de nouveau aux oreilles du roi, et il eut besoin de toute la fermeté que la nature lui avait départie pour réprimer les passions imprudentes qui grondaient autour de lui. Il lui fallut lutter contre la plupart de ses ministres qui demandaient la guerre. « Je ne veux point descendre déshonoré dans la tombe, lui écrivait le général Scharnoost, et je le serais si je ne conseillais à votre majesté de profiter du moment actuel pour faire la guerre à la France. Voulez-vous que l'Autriche victorieuse vous rende vos états comme une aumône, ou que Napoléon désarme vos soldats comme la milice d'une municipalité? » Blücher, qui semblait n'exister que pour nous chercher des ennemis, type énergique des passions populaires de l'Allemagne à cette époque, caressé et craint tout à la fois par la cour qui lui pardonnait sa fougue de sectaire à cause de son dévouement, Blücher écrivit directement au roi en termes peu mesurés, pour se plaindre de l'occasion perdue, demandant son congé, et aimant mieux, disait-il, aller mourir sous un drapeau étranger que de rester témoin de la chute du trône.

La conduite de Frédéric-Guillaume, pendant la guerre de 1805, fut pleine de timidité et d'irrésolution; dans celle de 1809, elle ne fut que modérée et prudente. En 1805, sa monarchie était intacte; il disposait de toutes ses ressources; la Russie et l'Autriche combattaient sous le même drapeau. Son adhésion à la coalition aurait modifié certainement le cours des évènemens. Dans la guerre actuelle, au contraire, toutes ses ressources étaient épuisées, toutes ses forces organisées ne dépassaient pas cinquante mille hommes; son matériel de guerre était détruit. Il fallait du temps pour le recréer : chevaux, artillerie, tout lui manquait; sa population était réduite de moitié; enfin, et cette circonstance était décisive, la Russie était l'alliée de la

France. Sa conduite, en 1809, est donc exempte de tout reproche. La victoire remportée par Napoléon à Wagram, suivie bientôt de l'armistice de Znaïm et de la paix de Vienne (14 octobre 1809), explique et justifie sa neutralité.

Après la guerre d'Autriche, l'empereur Napoléon commença à se relâcher de ses exigences envers la Prusse. Il diminua sa contribution de guerre et consentit à ce que le roi replaçât à la tête de son gouvernement le baron de Hardenberg. Ce ministre, non moins énergique, mais d'une habileté plus pratique que le baron de Stein, poursuivit l'œuvre des réformes que celui-ci avait commencée. Aux taxes partielles et inégales, il substitua une taxe uniforme et proportionnelle qui pesa sur tout le royaume sans distinction de classes. La noblesse, qui avait été jusqu'alors exempte d'impôts, murmura et voulut résister; mais on la laissa crier, et elle se soumit. Les corporations et les monopoles furent abolis; les villes et les villages furent délivrés de toutes les entraves qui gênaient autrefois le libre exercice de leur industrie, et chaque citoyen eut le droit de se livrer à toute espèce de commerce et de fabrication.

Par ces sages mesures, le roi acquérait chaque jour de nouveaux titres à l'amour de son peuple, et enlevait aux démagogues tout prétexte pour déchaîner les masses contre l'autorité. Le crédit se raffermissait, et le pays attendait avec une résignation triste mais calme les évènemens qui devaient fixer définitivement son sort.

Accablé de malheurs politiques, Frédéric-Guillaume se vit frappé encore dans les plus chères affections de son cœur. La reine, objet de son culte, lui fut enlevée pendant un court voyage qu'elle était allée faire au milieu de sa famille, dans le Mecklenbourg. Elle avait une beauté remarquable, une grace incomparable, et un désir de plaire poussé quelquefois jusqu'à la coquetterie, qui lui donnait une séduction irrésistible. La nation aimait en elle ses qualités personnelles et peut-être plus encore cette fougue présomptueuse avec laquelle elle avait osé braver, en 1806, le chef de la France. Le spectacle des désastres de son pays, désastres dont elle était un des auteurs, l'avait navrée de chagrins et abrégea ses jours. Sa mort causa en Prusse un deuil universel : le roi en fut long-temps inconsolable; rien ne put combler le vide que fit cette perte cruelle dans son intimité, et depuis aucune femme n'a occupé dans son cœur et dans sa vie la place de la belle reine Louise.

L'empereur Napoléon et l'empereur Alexandre s'étaient partagé à Tilsitt la domination du continent. Leurs pouvoirs se faisaient en

quelque sorte équilibre. La mauvaise foi de la Russie dans la guerre de 1809, le traité de Vienne, qui enleva à l'Autriche trois millions six cent mille ames et qui accrut de deux millions le duché de Varsovie malgré les instances de l'empereur Alexandre, rompirent toute harmonie et tout équilibre entre les deux empires, et rendirent une nouvelle lutte entre eux inévitable. La Prusse, placée entre ces deux colosses, ne pouvait rester neutre; elle n'avait pas non plus la liberté de choisir son allié. Elle ne s'appartenait plus; elle était la vassale de la France, qui l'avait subjuguée. Si elle avait hésité un moment, elle était perdue; Napoléon marchait sur elle et l'écrasait. Poursuivi par une logique impitoyable, il fut un moment tenté d'anéantir cette monarchie, qui, s'il était vaincu dans sa lutte contre le Nord, pourrait lui fermer sa retraite. La loyauté du roi, l'abnégation avec laquelle il se livra à lui tout entier, le désarmèrent, et la Prusse fut sauvée. Vingt mille Prussiens marchèrent sous nos drapeaux contre les Russes, et se conduisirent sur les champs de bataille en gens d'honneur; mais lorsque le froid et la disette eurent détruit la plus belle armée des temps modernes, les masques tombèrent, les haines contenues se déchaînèrent, Prussiens et Français se retrouvèrent ennemis. La défection du général York (30 décembre 1812) devint le signal du soulèvement de toute l'Allemagne. La conduite de Frédéric-Guillaume dans ce moment critique n'a pas été jugée comme elle mérite de l'être. Non-seulement il fut étranger à la défection du général York, mais son premier mouvement fut de le désavouer et d'ordonner sa mise en jugement. La terreur que lui inspirait encore la puissance de Napoléon n'était pas la seule cause qui le retenait dans son système; il était lié à sa politique par des traités, et sa conscience honnête répugnait à passer brusquement, sans ménagemens, du camp français dans celui de la Russie. Il se croyait tenu personnellement à des égards envers l'empereur. Si sa monarchie était debout, s'il régnait encore, il ne le devait qu'à ses protestations réitérées de fidélité. Ce n'est qu'en portant dans l'esprit de Napoléon la conviction qu'il avait affaire à un homme loyal dont le malheur n'avait point dégradé l'ame, que le chef de la France s'était décidé, en 1812, à l'accepter pour allié au lieu de le détrôner. Maintenant que la fortune avait trahi ses armes, et que la main de l'adversité commençait à s'étendre sur lui, fallait-il l'abandonner et le faire repentir d'avoir cru aux sermens du roi de Prusse? Il y avait dans la manière de sentir de Frédéric-Guillaume une délicatesse qui ne lui permettait pas de se mettre à la tête du mouvement de l'Alle-

magne, et il était de bonne foi, lorsque, après la défection du général York, il envoya le prince d'Hazfeldt à Napoléon pour protester de sa fidélité. Si ces scrupules n'étaient pas d'un grand politique, ils partaient du moins d'un honnête homme. Il n'avait pas, lui, donné sa fille à l'empereur comme gage de son dévouement : il n'avait donné que sa parole, et c'en était assez pour lui interdire une défection.

Mais bientôt l'impulsion donnée aux populations par la haine du joug étranger et les excitations du Tugend-Bund déconcerta tous les calculs de la prudence; le soulèvement devint général. La Prusse entière prit les armes et se trouva transformée en un vaste camp. Le roi, encore incertain et effrayé de ce torrent déchaîné, quitta Berlin et se retira à Breslau. Ses scrupules de conscience n'allaient pas jusqu'à l'empêcher de tirer avantage des chances favorables que lui envoyait la fortune. Son projet était de s'interposer entre la France et la Russie comme médiateur armé, de profiter de ce rôle pour régulariser et discipliner le mouvement de son peuple, réorganiser ses armées, et régler, de concert avec l'Autriche, les bases de la pacification européenne. S'il avait un désir ardent de secouer le joug de la France et de recouvrer ses provinces perdues, il n'attachait pas moins de prix à écarter de l'Allemagne le voisinage et la suprématie de la Russie. Il craignait, et cette appréhension était plus vive peut-être encore à Vienne, que le sceptre continental ne passât des mains de Napoléon dans celles d'Alexandre, et que la Pologne tout entière ne tombât sous les lois du czar. Il sentait la nécessité de fortifier sa monarchie sur la Vistule et d'empêcher la Russie de franchir ce fleuve. Ces combinaisons d'un esprit éclairé et modérateur furent emportées dans la grande tourmente de 1813. Ici s'ouvre pour Frédéric-Guillaume une période dans laquelle sa personnalité disparaît, pour ainsi dire, sous la violence des évènemens. Nous voyons la Prusse prendre une part active à toutes les opérations militaires et politiques dirigées contre la France, l'élite de son peuple combattre héroïquement à Lutzen, à Bautzen et à Leipsick, le nom de son souverain figurer dans toutes les grandes transactions de l'Europe à côté de ceux des empereurs de Russie et d'Autriche, et cependant le rôle politique de Frédéric-Guillaume reste subordonné à celui de ses alliés. Il est visiblement maîtrisé par les passions de son peuple et par l'ascendant de la Russie. L'impulsion qui naguère lui venait de Paris lui vient aujourd'hui de Pétersbourg, et la fatalité des circonstances est telle, qu'il ne peut pas plus résister à celle-ci qu'à la première. Le 1er mars 1813 il s'allie à la Russie par le traité de Kalisch, le 14 juin

à l'Angleterre par le traité de Reichenbach; le 9 septembre, il conclut à Tœplitz une triple alliance avec la Russie et l'Autriche, qui stipulent que les monarchies autrichienne et prussienne seront reconstruites dans les proportions qu'elles avaient avant leurs désastres; le 1er mars 1814, il signe encore avec l'Autriche, l'Angleterre et la Russie le traité de Chaumont, qui pose les bases de la nouvelle organisation de l'Europe. Napoléon succombe et abdique, et les souverains qui l'ont vaincu s'assemblent à Vienne pour se partager ses dépouilles.

Ce que Frédéric-Guillaume et M. de Metternich avaient redouté, et ce que, dans leurs sages prévisions, ils eussent voulu prévenir, ne s'était que trop réalisé. La Russie avait exploité à son profit l'exaltation des populations germaniques; elle s'en était servie comme d'un levier, non pas seulement pour abattre Napoléon, mais pour faire la loi à ses propres alliés. C'est elle qui, au congrès de Vienne, présida en arbitre suprême au partage des territoires devenus la proie des vainqueurs.

La plus importante des questions qui furent agitées à ce congrès fut celle de la reconstruction de la Prusse. Dans le projet de pacification générale que M. de Metternich avait remis au duc de Vicence, à Prague (août 1813), et que l'empereur Napoléon eut le tort d'accepter trop tard, le grand duché de Varsovie était partagé entre la Russie, l'Autriche et la Prusse : la Vistule devenait la limite de la Russie du côté de l'Allemagne. Les évènemens ayant donné à cette dernière puissance une prépondérance écrasante, elle exigea la réunion à ses états de la plus grande partie du duché de Varsovie, qui avait formé dans le second et le troisième partage de la Pologne le lot de la Prusse, en sorte que cette dernière puissance se vit obligée de chercher en Allemagne et sur le Rhin la compensation de ce qu'elle perdait sur la Vistule. Elle demanda que la Saxe entière fût incorporée à son territoire. C'est alors que la France éleva la voix pour sauver une maison dont le crime était de lui être restée fidèle dans ses malheurs comme dans sa prospérité. Elle rallia à son opinion l'Autriche et l'Angleterre, et conclut avec elles le traité d'alliance du 6 janvier 1815, dont le but était moins encore d'empêcher la spoliation de la Saxe que de combattre l'ascendant funeste de la Russie. Les ratifications du traité du 6 janvier n'avaient pas encore été échangées lorsque la nouvelle arriva à Vienne que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe, touché terre au golfe Juan, et qu'il marchait sur Paris. La frayeur fit dans cette occasion ce qu'elle fait toujours; elle mit fin aux dissidences et rallia

tous les partis. On ne pensa plus qu'à se concerter sur les moyens de détruire l'ennemi que la fortune ramenait une dernière fois sur le champ de bataille. L'Autriche avait proposé de couper la Saxe en deux, d'en donner une moitié à la Prusse, et de laisser l'autre à Frédéric-Auguste; la proposition fut acceptée, et l'on marcha contre la France.

La moitié de la Saxe n'ayant pu suffire à couvrir la Prusse de la perte qu'elle avait faite de ses provinces polonaises, on lui adjugea, pour compléter ses indemnités, le grand-duché du Bas-Rhin. Après la chute définitive de Napoléon, le second traité de Paris du 20 novembre 1815 réunit encore à cette monarchie Sarrelouis et le territoire voisin.

Il y avait sans doute de la noblesse à protéger ce vénérable roi de Saxe, qui, pendant tant d'années, avait honoré le trône et le commandement; mais il est bien évident que le zèle de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre s'est ici mépris. Puisqu'on avait résolu de réorganiser le continent sur des bases solides et durables, il ne fallait pas s'arrêter à des intérêts secondaires. Ce n'est point pour la sûreté de la Prusse seulement qu'il fallait la constituer fortement, mais pour la garantie de tout l'Occident. Au lieu d'épuiser leur énergie à défendre la Saxe, les trois puissances auraient dû avoir le courage d'attaquer de front les prétentions de la Russie et de l'empêcher de passer la Vistule. Elles auraient eu l'assentiment de tous les cabinets. Du moment qu'elles lui permettaient de franchir le fleuve et de prendre poste à deux pas de l'Oder, il valait mieux livrer à la Prusse la Saxe entière et laisser à la France les provinces rhénanes. Les deux puissances eussent trouvé dans cette double combinaison, la Prusse, une force de concentration qu'elle n'a pas, et la France, le complément indispensable de son territoire.

La Russie se trouve en état d'offensive contre tous les pays auxques elle confine, contre la Prusse, que la Wartha ne couvre pas, contre l'Autriche, découverte sur toute sa ligne du nord, enfin contre la confédération germanique, dont elle n'est plus séparée que par l'Oder. Il fallait que la Russie eût pris sur les autres puissances un ascendant bien dominateur pour qu'elles se résignassent à livrer ainsi sans défense l'Europe, sa civilisation et les arts qui la décorent aux spéculations ambitieuses d'un empire dont la pensée constante est de faire sentir à l'Occident sa suprématie.

La population de la Prusse était, en 1806, de dix millions d'ames. Elle a été portée, en 1815, à près de douze millions; elle est aujour-

d'hui de quatorze millions. Néanmoins ces accroissemens ne sauraient balancer les périls auxquels l'exposent l'invasion de la Russie au cœur de l'Allemagne, et l'espèce de dépendance dans laquelle se trouve ce royaume par sa position géographique.

Ce n'était pas seulement au nom de l'indépendance germanique, mais aussi de la liberté, que les chefs des sociétés secrètes avaient soulevé contre la France les populations de l'Allemagne. Dans l'entraînement de la lutte, les souverains avaient promis à leurs peuples des institutions représentatives, et Frédéric-Guillaume, dominé alors par le Tugend-Bund et le génie de Stein, avait été l'un des premiers à engager sa parole. Mais lorsque, après le rétablissement de la paix, le moment fut venu pour ce prince de tenir sa promesse, il recula devant les difficultés de son exécution. La Prusse était sortie du congrès de Vienne avec une organisation défectueuse. Habitans catholiques du duché du Bas-Rhin, Polonais du duché de Posen, Saxons violemment séparés de leur souverain légitime, Prussiens protestans du Brandebourg, on avait attaché au même sceptre toutes ces populations diverses, et on en avait formé une monarchie bigarrée qui, au défaut d'ensemble et d'unité, joignait celui d'être projetée sur une ligne immense, sans force de cohésion ni frontières militaires à ses deux extrémités. Le duché du Bas-Rhin, dominé par les idées françaises, réclamait la conservation du code Napoléon et du jury et une administration séparée; la noblesse médiatisée, le rétablissement de ses anciens priviléges; les vieilles provinces prussiennes, des assemblées provinciales; les paysans de la Westphalie, l'abolition de la servitude et de la glèbe; la bourgeoisie enfin et le peuple, une assemblée nationale. Pour que tous ces élémens discordans pussent s'ajuster et fonctionner ensemble, peut-être était-il nécessaire qu'une volonté unique, absolue, intelligente, les dominât tous de sa hauteur et les gouvernât quelque temps, chacun selon sa nature et ses tendances.

En 1815 et dans les années qui suivirent, les dissemblances étaient si tranchées, les prétentions si impérieuses, les esprits si exaltés, que l'on s'explique, sans l'absoudre complètement, les répugnances de Frédéric-Guillaume à leur ouvrir la grande arène parlementaire. Il a craint sans doute qu'une tribune libre ne devînt l'écho passionné de tous les regrets, de toutes les douleurs qu'avaient fait naître dans l'esprit des populations de la Pologne, de la Saxe et des bords du Rhin, la distribution arbitraire de leurs territoires et le mépris de leur nationalité. Sans rétracter sa promesse, il résolut d'en ajourner l'accomplissement. Par décret du 22 mai 1815, une commission devait

être formée pour organiser d'abord des états provinciaux, et bientôt après une assemblée centrale des représentans de tout le royaume. Deux années s'écoulèrent avant que cette commission fût nommée, et à la lenteur de ses travaux il était visible qu'il entrait dans les calculs du gouvernement prussien de ne point accorder les institutions qu'il avait promises.

Cependant les populations s'irritaient des lenteurs du roi à s'acquitter de sa parole; elles croyaient avoir acheté de leur sang, dans les champs de Lutzen et de Leipsick, l'indépendance de l'Allemagne et la liberté politique. Une partie des princes de la confédération, les rois de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe, les ducs de Saxe-Weimar et de Bade, fidèles à leurs engagemens, avaient accordé à leurs peuples des constitutions. Le contraste de cette conduite avec celle de Frédéric-Guillaume ajoutait encore, en Prusse, à l'irritation de l'opinion. Exaltée par d'audacieux novateurs, enivrée de ses exploits militaires, la jeunesse des universités s'agitait, complotait et s'affiliait à de nouvelles sociétés secrètes. Au Tugend-Bund, créé en haine de l'étranger, avaient succédé le *Burschenschafft* et l'*Arminia*, dirigés contre les gouvernemens établis. Dans les transports de leur exaltation, d'ardens sectaires se portèrent à d'affreux excès. Kotzebue, écrivain aux gages de la Russie, fut désigné comme la première victime qu'il fallait immoler : Sand, son assassin, appartenait à l'université d'Iéna.

Tout ce qui sortait d'une certaine mesure troublait l'esprit de Frédéric-Guillaume. A la vue de ce débordement de passions déchaînées contre son gouvernement, accusé publiquement de mauvaise foi et de trahison, en butte à des conspirations qui menaçaient son trône et sa vie, ce prince mit de côté toute pensée de rivalité, et, se jetant sans réserve dans les bras de l'Autriche, lui offrit de la seconder dans toutes les mesures qu'elle croirait devoir adopter pour combattre et réprimer les nouveaux sectaires. Les deux puissances, en se réunissant, parvinrent bientôt à dominer toute la confédération. Les mesures répressives arrêtées dans le congrès allemand de Carlsbad en 1819, dans les conférences de Vienne en 1820, et transformées ensuite à Francfort en résolutions diétales, enchaînèrent enfin l'esprit de révolution, amenèrent la dissolution de la plupart des sociétés secrètes, et rendirent le repos à l'Allemagne. Malheureusement, les droits des peuples et des souverains en reçurent de graves atteintes. L'indépendance des états secondaires a été étouffée en 1819 et 1820 par l'omnipotence des volontés de l'Autriche et de

la Prusse, et si le même accord devait toujours régner entre ces deux puissances dans toutes les questions germaniques, les princes du second ordre ne seraient plus que leurs préfets héréditaires. Les conséquences d'un tel état de choses seraient incalculables.

D'accord avec l'Autriche pour exercer sur la confédération une police dictatoriale, la Prusse s'est de même associée aux décisions arrêtées par cette puissance et la Russie dans les congrès de Troppau, de Laybach et de Vérone. Dans cette phase de sa vie, Frédéric-Guillaume n'a rempli qu'un rôle secondaire et effacé. Sa modération et son excellent jugement contrastaient avec les procédés violens de la sainte-alliance. Il dut souvent souffrir d'être entré dans un système qui n'était pas le sien, et où il ne tenait point un rang digne de sa puissance; mais il se trouvait lié aux souverains d'Autriche et de Russie par une solidarité de position et d'intérêts dont il lui était difficile de s'affranchir. Les souverains alliés avaient travaillé tous en commun à la pacification et à la réorganisation de l'Europe. L'œuvre qui était sortie de leurs mains était loin d'être un monument de sagesse et d'équité. Sous l'influence maîtrisante du cabinet de Saint-Pétersbourg, la Prusse et l'Autriche avaient été forcées de se montrer cupides et spoliatrices. Des populations dont les titres et les droits auraient dû être respectés, avaient été immolées aux calculs de l'égoïsme et de l'ambition. De là, pour les trois puissances, la nécessité de rester unies pour se garantir contre de légitimes ressentimens. La Prusse avait donc nécessairement sa place marquée dans la sainte-alliance; mais Frédéric-Guillaume, intimidé par l'exaspération des démocrates allemands, y apporta trop d'abnégation. Sans rompre avec ses alliés, il pouvait conserver une attitude plus ferme et plus digne de ses lumières et de l'élévation de son jugement. Du reste, il ne tarda pas à comprendre qu'il s'était laissé trop engager dans cette voie rétrograde. Aussitôt que la situation intérieure de la Prusse se fut améliorée, que l'arrestation et le jugement des conspirateurs, les restrictions plus sévères imposées au régime des universités, la dissolution des sociétés secrètes eurent ramené le calme dans les esprits, il reprit sa liberté d'action et agit en souverain, décidé à répudier, dans le gouvernement de ses peuples, les principes exclusifs et violens de ses alliés.

Le 5 juin 1823, au moment où succombait la révolution espagnole et où les idées absolutistes semblaient avoir pris possession de tout le continent, Frédéric-Guillaume donna aux provinces de sa monarchie une organisation d'états provinciaux conçue sur des bases assez

libérales. Ce n'était point encore là sans doute une représentation nationale; mais ces assemblées locales en étaient comme le premier degré. Leur effet devait être de préparer graduellement les esprits à une liberté plus générale et plus complète. Une série de mesures financières et administratives qu'il serait trop long d'énumérer fermèrent peu à peu les plaies que la guerre avait faites, et ouvrirent à la Prusse une nouvelle voie de prospérités.

Un édit du 25 septembre 1820 avait complété l'émancipation des paysans westphaliens, aboli les corvées et la glèbe, et réduit les droits seigneuriaux à des redevances annuelles.

Les lois civiles françaises, l'institution du jury et la publicité des débats judiciaires furent maintenues dans les provinces rhénanes, non cependant sans rencontrer de vives résistances dans le sein du gouvernement.

L'armée reçut son organisation définitive, organisation admirable qui, en temps de guerre, transforme la Prusse en un camp et fait de chaque citoyen un soldat, et qui, dans la paix, ne retient sous les armes que le nombre de troupes réclamé par les besoins du service.

Un large système d'éducation publique a été fondé sur la triple base des sciences, de la morale et de la religion. En Prusse, le gouvernement ne se contente pas de protéger l'instruction; il en fait une loi pour tous ses sujets. Tout habitant qui ne justifie pas d'une fortune suffisante pour élever chez lui ses enfans doit, sous peine d'amende, les envoyer à l'école. Les hautes sciences ont toujours été, comme l'instruction élémentaire, l'objet des encouragemens du pouvoir. Les universités de Berlin et de Breslau furent fondées dans les années qui suivirent la catastrophe de 1806, et comme les ressources de l'état étaient épuisées, le roi vendit ses bijoux pour payer les frais de ces établissemens. L'université de Bonn date de 1814.

Sous l'habile direction du comte de Bernstoff, qui prit en 1822 la direction des affaires étrangères, la politique du cabinet de Berlin reprit un caractère de fermeté et d'indépendance que le prince de Hardenberg, affaibli par l'âge, lui avait laissé perdre; elle commença à balancer de nouveau en Allemagne l'influence autrichienne.

La formation de la grande association des douanes allemandes, négociée avec tant de suite et d'habileté, a couronné dignement l'œuvre de cette sage politique. Ce système n'a point été inspiré par une pensée d'ambition et de suprématie. La Prusse, en l'établissant, n'a fait que céder aux instances du commerce allemand, qui ne pou-

vait se développer au milieu des entraves, des tarifs de douanes et des péages qui coupaient en tout sens, comme les cases d'un vaste échiquier, le territoire germanique. L'Allemagne comptait jusqu'à trente-huit tarifs différens. Chaque état s'enveloppant dans ses lignes de douanes, il n'y avait que les grandes puissances comme l'Autriche et la Prusse qui trouvaient dans leurs marchés intérieurs une consommation suffisante pour alimenter la production indigène. Dans les petits états où la consommation était extrêmement limitée, une foule d'industries, qui exigent de grands capitaux pour la fabrication et des marchés pour écouler leurs produits, ne pouvaient exister. Aussi toute l'Allemagne sentait le besoin d'affranchir son commerce intérieur des entraves qui l'étouffaient. Les petits états demandaient que l'on substituât à la multiplicité des tarifs une vaste association commerciale qui n'aurait qu'un seul et même système de douanes; mais les embarras financiers des grands états, la crainte de voir diminuer leurs revenus, et, ce qui était plus grave, de compromettre des industries indigènes en ouvrant leurs frontières à des produits similaires de qualité supérieure, les déterminèrent pendant long-temps à repousser les doléances du commerce. Enfin les plaintes devinrent si vives, si générales, que les gouvernemens prirent le parti de s'entendre avec leurs voisins et formèrent ces premières associations qui séparèrent l'Allemagne en plusieurs zones commerciales. La Prusse jugea qu'il ne lui était plus possible, à moins de soulever les reproches de toute la confédération, de maintenir la rigueur de ses tarifs. Elle commença aussi à mesurer les avantages politiques qu'elle trouverait à devenir le centre d'un vaste système commercial qui embrasserait tout le nord de l'Allemagne, et elle conclut les 9 et 17 juin 1826, avec plusieurs petits états, des traités qui servirent de base à tous ceux qu'elle a signés depuis.

La révolution de 1830 est venue mettre à une nouvelle épreuve la sagesse de Frédéric-Guillaume. Jamais peut-être, à aucune époque de son règne, ce prince n'eut besoin de plus de sagacité et de modération pour saisir le véritable caractère de cette révolution, calmer les frayeurs qu'elle avait partout excitées, et contenir les passions qui voulaient la combattre. Tout l'édifice européen fut ébranlé dans ses fondemens par la commotion de juillet. Tous les peuples qui avaient été frappés dans leur nationalité par les traités de 1815, comprimés dans leurs libertés intérieures par la sainte-alliance, les Belges, les Polonais, les Italiens, les Allemands eux-mêmes, tressaillirent à

ce grand évènement comme à un signal d'affranchissement. Quant à la Prusse, il était impossible qu'elle n'en ressentît pas un mouvement d'effroi.

La révolution belge, fille de celle de juillet, a rompu la chaîne des positions qui soutenaient et flanquaient le grand-duché du Bas-Rhin. Elle a frappé dans sa puissance et sa considération la maison d'Orange, à laquelle le roi de Prusse était attaché par les liens du sang, de l'amitié et des intérêts politiques. Émue au spectacle de ces deux révolutions accomplies si près d'elle, la population du duché du Bas-Rhin manifestait des dispositions inquiétantes. En France, un parti redoutable, exploitant d'universels regrets, appelait la nation aux armes, et demandait la guerre pour effacer la honte des traités de 1815, reconquérir nos limites et révolutionner l'Europe. Sur plusieurs points de l'Allemagne, en Saxe, à Francfort, en Bavière, les passions politiques se réveillaient et menaçaient de nouveau l'existence des gouvernemens. L'insurrection polonaise entretenait l'agitation dans le duché de Posen. L'empereur de Russie usait de tous les moyens d'influence que lui donnaient sur Frédéric-Guillaume sa puissance et ses liens de famille pour lui communiquer ses ressentimens et le pousser à des actes de protection déclarée en faveur du roi de Hollande. L'empereur a toujours entouré l'impératrice de soins et d'égards, et il avait acquis par là un grand ascendant sur le cœur du roi, qui portait à sa fille un extrême attachement. Il était à craindre qu'il n'abusât de cet ascendant. Enfin, dans le sein même de sa famille, le roi trouvait des esprits ardens et passionnés qui partageaient les haines de la cour de Saint-Pétersbourg contre la révolution, ses sympathies pour la maison d'Orange, et qui demandaient la guerre. A la tête de la faction belliqueuse était le prince royal, que l'âge, l'expérience, les conseils de son père ont depuis ramené à des sentimens plus modérés. Le roi ne se laissa point effrayer par les commotions dont la Belgique, l'Allemagne et la Pologne furent le théâtre, ni fasciner par toutes les influences conjurées pour l'entraîner hors des voies pacifiques. Le premier des souverains étrangers, il comprit que les évènemens de juillet n'étaient point une nouvelle phase révolutionnaire, mais le terme, au contraire, de nos longues agitations. Il s'assura que, sans désirer la guerre, nous ne la craignions pas, que nous étions résolus à ne point prendre l'offensive, mais que si l'Europe nous attaquait, nous étions prêts à déchaîner contre elle nos armées et nos principes.

Frédéric-Guillaume n'était point disposé à perdre le repos de ses

vieux jours dans une nouvelle lutte contre la France. Une fois, dans ses jeunes années, il avait cédé à l'entraînement des passions guerrières, et il avait compromis son trône et sa monarchie; le souvenir de cette faute et de ses conséquences était toujours présent à sa pensée, et fortifiait ses inclinations naturellement pacifiques. Il s'attacha au système de paix, comme au seul qui fût capable de préserver le continent d'une subversion totale. Il s'appliqua, comme toujours, à tenir la balance entre les deux forces qui se partagent l'Europe. Il resta fidèle aux principes de l'alliance qui l'unissait depuis vingt-sept ans à l'Autriche et à la Russie. Il s'entendit avec la première pour dicter de nouveau à la diète des résolutions destinées à comprimer en Allemagne l'esprit de révolution. Dans la guerre de Pologne, il servit la cause des Russes avec un dévouement qui eut, il faut le dire, tous les caractères d'une coopération matérielle. Mais en même temps on le vit annoncer, proclamer en toute occasion sa détermination formelle de profiter de la position centrale de ses états pour empêcher qu'on n'attaquât la France. Plus qu'aucun des souverains du continent, il contribua à faire résoudre d'une manière pacifique la question belge. Lorsqu'au mois d'août 1832, la France fit le siége d'Anvers, il en ressentit un vif déplaisir, et il était impossible qu'il en fût autrement; cependant il ne dévia pas un moment de la ligne qu'il avait adoptée.

Par cette politique ferme, il a déjoué tous les projets de collision, de quelque part qu'ils vinssent, et assuré la paix générale; ce système n'a pas cessé, depuis 1830, de dominer toutes les modifications de son cabinet. Le roi s'est appliqué avec ce zèle de conciliation, qui a toujours été un des penchans de sa politique, à adoucir l'amertume des sentimens qu'avait fait naître dans les cours de Pétersbourg et de Vienne notre révolution, n'usant de sa haute influence sur ses alliés que pour les modérer, dissiper leurs préventions, et les disposer à une appréciation plus exacte des hommes et des choses.

Lorsque l'affermissement de la monarchie de juillet eut justifié les prévisions de ce prince, il prit vis-à-vis d'elle une attitude pleine de bienveillance et de véritable amitié. Bien loin de partager les méfiances de la Russie contre notre alliance avec l'Angleterre, il l'a vue se consolider avec une satisfaction véritable, comme la combinaison la plus propre à assurer le repos du monde. Dans une occasion récente, quand de graves dissentimens, envenimés par la Russie, furent sur le point de dissoudre cette alliance, Frédéric-Guillaume ne dissimula ni les regrets qu'il en ressentait, ni ses vœux pour que ces nuages

disparussent sans retour. Il refusa formellement d'entrer dans le plan d'arrangement des affaires d'Orient, apporté à Londres par M. de Brunow. Ce plan n'avait point à ses yeux le caractère de sagesse et de haute impartialité qui convient à un système de véritable pacification; il le blâmait hautement comme un contrat passé entre deux puissances ambitieuses, qui ne s'accordaient qu'en se sacrifiant mutuellement l'Égypte et la Turquie. Il s'affligeait sérieusement des tendances de lord Palmerston à se séparer du cabinet de Paris dans la question d'Orient, convaincu que l'alliance de la France et de l'Angleterre était la plus solide garantie de la conservation de l'empire ottoman et de la paix générale.

Les dispositions amicales de Frédéric-Guillaume envers notre gouvernement se sont particulièrement manifestées dans l'accueil qu'il fit à Berlin, en 1836, aux princes français, et dans la négociation du mariage du duc d'Orléans. Il reçut ces princes avec une bonté infinie dégagée de toutes les froideurs de l'étiquette. Il les combla, lui et toute sa famille, d'attentions si empressées, si délicates, qu'il était impossible de n'y pas voir un dessein arrêté d'être agréable à la France. On sait la sensation profonde produite à Berlin par la présence des deux princes. Aux transports avec lesquels la population entière les applaudit, il était visible qu'elle saluait en eux, non pas seulement les fils du roi des Français, mais les jeunes et brillans représentans de la révolution de juillet.

On assure que les penchans militaires du duc d'Orléans effrayaient un peu l'esprit pacifique du roi de Prusse, et qu'il disait souvent, sans doute avec le désir secret qu'une telle parole fût comprise aux Tuileries : *Il faut marier ce jeune homme de bonne heure.* Il avait pensé d'abord que les vues de la famille royale se portaient sur une archiduchesse d'Autriche; mais le chef du cabinet français, c'était alors M. Thiers, ayant autorisé M. Bresson à déclarer que le prince n'était point limité dans le choix de son épouse à la maison de Lorraine, et qu'il mettait les convenances personnelles bien au-dessus de celles de la naissance, Frédéric-Guillaume fit savoir à Paris que si le duc d'Orléans consentait à recevoir une épouse de sa main, il avait à lui offrir une princesse accomplie. Cette princesse était la jeune duchesse Hélène de Mecklenbourg. La proposition toucha profondément la famille royale de France; elle fut acceptée, et Frédéric-Guillaume se chargea, avec une prédilection toute paternelle, de la négociation du mariage. Cette alliance rencontrait quelques oppositions dans le sein de la famille de Mecklenbourg; il réussit à les vaincre, et le

mariage fut conclu. Lorsque la duchesse Hélène passa par Berlin pour aller s'unir en France à l'héritier du trône, le roi la reçut dans ses bras avec une extrême émotion. Sans doute la vue de cette jeune princesse lui rappela de douloureux souvenirs et rouvrit une blessure mal fermée. Lui aussi, dans ses jeunes années, il avait demandé une épouse à la maison de Mecklenbourg, et il avait trouvé dans cette union, brisée trop tôt, un bonheur sans nuages.

Aucune puissance en Europe n'a plus habilement profité que la Prusse de la durée de la paix générale. Ses efforts ont eu surtout pour objet, depuis 1830, de compléter l'œuvre commencée de l'association des douanes allemandes. Sa tâche est aujourd'hui à peu près accomplie; presque tous les états de la confédération, les deux Hesses, la Bavière, Bade, le Wurtemberg, la Saxe, Francfort, Nassau, sont entrés dans cette vaste union, dont elle est le chef et le protecteur. Son influence morale s'est considérablement étendue et fortifiée à la faveur de ce système. La suprématie que les margraves de Brandebourg avaient cherché à obtenir dans une partie de l'Allemagne par l'assimilation des idées religieuses, le grand Frédéric par l'autorité de son génie et de ses armes, Frédéric-Guillaume III a voulu y arriver, dans ses dernières années, par la fusion des intérêts commerciaux. L'Autriche, qui se voit rejetée en dehors du mouvement matériel et moral de la confédération, assiste avec une jalousie secrète et haineuse aux succès de sa rivale. Sa dignité et sa considération souffrent de cet isolement, et l'accord qui règne entre elle et la Prusse sur les questions de politique générale, n'empêche pas que, dans les affaires d'Allemagne, elles ne se livrent une guerre sourde et incessante. Frédéric-Guillaume semble s'être attaché à prouver à toutes les populations qui font partie de l'union que l'esprit de lumières et de sages réformes n'était point incompatible avec une autorité absolue, et leur avoir montré dans la Prusse non pas seulement le protecteur de leur commerce et de leur industrie, mais comme le centre et le foyer de la véritable patrie allemande. Il ne faut pas cependant s'exagérer les avantages qu'elle peut retirer de son patronage commercial. Quant aux profits matériels, elle est plutôt en perte qu'en gain : ses manufactures soutiennent difficilement la concurrence avec celles de la Saxe, et dans la répartition, entre tous les membres de la ligue, des revenus de la douane, elle a éprouvé une réduction sensible dans ses recettes, tandis que d'autres états ont touché une part proportionnelle beaucoup plus forte que ce qu'ils recevaient autrefois. Les résultats politiques du système sont seuls incontestables; encore sont-ils limités à la durée de la paix.

L'union commerciale allemande est une combinaison essentiellement pacifique et qui ne saurait s'adapter à un état de guerre générale. La paix continentale une fois détruite, tout ce merveilleux mécanisme serait bientôt bouleversé; ce ne seraient plus les intérêts paisibles du commerce, mais les exigences et les passions de la politique, la crainte, l'ambition, la similitude et la dissemblance des principes de gouvernement qui détermineraient les inimitiés ou les alliances; tous les états qui, par leurs conditions géographiques, ne font point partie intégrante du système politique de la Prusse, s'en détacheraient forcément, et elle n'aurait plus autour d'elle que les états que la nature a placés dans sa sphère d'action.

Tandis que cette puissance fondait l'association des douanes allemandes, elle stimulait, par une foule de créations et d'encouragemens, sa prospérité intérieure. Elle réduisait sa dette de 600,000,000 thalers à 170,000,000. Elle couvrait son territoire de routes et de canaux, rendait ses rivières navigables, creusait des ports, défrichait ses landes, favorisait l'établissement de nombreuses manufactures et parvenait, par ce concours d'efforts, à transformer en terres fertiles les sables arides du Brandebourg. De nombreux traités de commerce conclus avec le Danemark, l'Angleterre, la Suède, les villes anséatiques, Hambourg, Brême et Lubeck, le Brésil, les États-Unis d'Amérique et enfin la Hollande, ouvraient à l'activité industrielle et aux produits de la Prusse et de tous les membres de l'association de nombreux débouchés.

Il est fâcheux qu'une situation si honorable et si prospère ait été altérée par les querelles religieuses qui ont agité les dernières années de la vie du feu roi. Ce prince, en vieillissant, était tombé dans une dévotion fervente et mystique. Il avait une pensée fixe et ardente : c'était de ramener à l'unité du culte, de fondre dans une seule et même église évangélique toutes les sectes dissidentes, les calvinistes, les luthériens et les catholiques. Le zèle religieux servait ici l'intérêt politique. Le roi savait que l'identité de religion entre ses provinces rhénanes et la France était un lien puissant qui tendait à les réunir un jour, et ce lien il voulait le rompre. Cette préoccupation le rendit injuste et persécuteur; elle le porta à écarter des affaires et des hautes fonctions de l'état tous les catholiques, et à ne confier qu'à des protestans l'administration militaire et civile de ses provinces catholiques. Ces fonctionnaires, presque tous Prussiens d'origine, avaient pour instructions secrètes d'étendre et de propager dans la population catholique l'esprit du protestantisme et les doctrines évangéliques dont le roi s'était fait le fondateur et l'apôtre; ils étaient en quelque

sorte les missionnaires du nouveau culte. Le plus puissant moyen dont se servait le gouvernement pour opérer la fusion des idées religieuses était de favoriser les mariages entre les fonctionnaires protestans et les femmes catholiques. De là ses doctrines sur les mariages mixtes, doctrines qui consacrent le principe de la puissance paternelle en matière de religion, tandis que la cour de Rome exige de l'époux catholique l'engagement d'élever ses enfans dans sa religion. De là ses querelles avec l'archevêque de Cologne et les rigueurs exercées contre ce prélat, qui s'était servi des doctrines apostoliques pour arrêter l'envahissement du protestantisme au sein de la population dont il était le pasteur. Le jugement si droit et si calme que Frédéric-Guillaume portait dans les affaires d'état l'abandonnait dans les questions religieuses. Ses arrêtés contre les juifs, marqués d'un cachet de bigotisme étroit, semblent inspirés par l'esprit d'un autre âge. Ses fautes, à cet égard, pouvaient avoir une portée incalculable. Il devait savoir, lui, homme de foi ardente, combien est puissant sur les ames religieuses l'empire des croyances. Il poussait, à son insu, dans les bras de la France, les catholiques du Rhin; il déterminait ces nombreuses émigrations de luthériens qui, dans les dernières années, aimèrent mieux s'exiler volontairement que de transiger avec le culte de leurs pères. Par la rigueur de ses mesures et le caractère de ses innovations, il avait fini par devenir l'adversaire personnel du saint-siége. Le pape en était troublé comme d'une épreuve nouvelle à laquelle était condamné le catholicisme, et, à l'amertume avec laquelle il s'en exprimait, on eût dit qu'il venait de surgir en Allemagne un nouveau Luther. Il disait en parlant du roi de Prusse : C'est une lutte ouverte entre *lui* et *moi*.

Nous avons essayé d'indiquer en traits rapides le caractère politique et le règne de Frédéric-Guillaume; il nous reste peu de chose à ajouter pour compléter cette esquisse. Ennemi du faste et de l'étiquette, ce prince portait dans sa vie privée cette simplicité pleine de noblesse et de bonhomie qui est habituelle aux princes allemands. Il avait un goût très vif pour les spectacles, et sa plus agréable distraction était de faire jouer des pièces sur le théâtre de la cour par les personnes de son intimité. S'il fallait en croire les réflexions malignes de la cour et de la ville, l'*Opéra* et les *Variétés* de Paris auraient été le principal attrait du voyage qu'il fit dans cette capitale en 1825. Ce qu'il préférait à tout, c'étaient les charmes de l'intimité. Afin de remplir le vide qu'avait produit dans sa vie domestique la mort de la reine Louise, il épousa le 9 novembre 1824, par un mariage morganatique, la comtesse Auguste de Harrach, qu'il éleva à la dignité de princesse

de Liegnitz et comtesse de Hohenzollern. C'était une jeune et belle personne, d'une douceur infinie et d'une complète abnégation; elle a charmé la vieillesse du feu roi, sans toutefois lui faire oublier sa première épouse.

Il n'a jamais eu de favoris en titre, et cependant il avait, comme souverain et comme homme, des prédilections décidées. Dans la première partie de son règne, M. Lombard, secrétaire intime de son cabinet, possédait toute sa confiance; plus tard, il l'a donnée sans partage au prince de Hardenberg, et enfin, dans les dernières années de sa vie, au prince de Wittgenstein. Il gouvernait par lui-même, dans toute l'étendue de ce mot; ses ministres ne furent jamais que les interprètes plus ou moins habiles de ses volontés. Dans la politique étrangère spécialement, il ne souffrait aucun partage. La terrible leçon d'Iéna lui avait appris à ne suivre, dans la gestion de ces hauts intérêts, que les inspirations de son propre jugement. Le peu de goût qu'il avait montré dans sa jeunesse pour le travail et les affaires avait fait place à une application forte et soutenue, et il remplissait avec une exactitude et un zèle scrupuleux tous les devoirs de la royauté. Aussi, quoique la nature ne l'eût pas doué de facultés éminentes, la longue pratique des affaires en avait fait un des hommes d'état les plus éclairés de l'Europe, et sa voix était toujours écoutée avec un religieux respect dans le conseil des souverains.

Sans doute, dans sa longue et orageuse carrière, il a commis des fautes; quel homme, si sage et si éclairé qu'il fût, aurait pu se flatter de n'en pas faire au milieu de si terribles vicissitudes? Comme tous les hommes, il a failli par l'excès de ses qualités, montrant de la faiblesse quand il ne fallait être que modéré, de l'irrésolution lorsqu'une décision prompte et ferme pouvait seule le sauver, une conscience trop scrupuleuse dans un ordre d'idées et de faits auquel ne sauraient s'appliquer les règles de la morale privée. Malgré ses fautes, ou peut-être même à cause de ses fautes, Frédéric-Guillaume III n'en sera pas moins classé par l'histoire au nombre des plus excellens rois qui aient honoré le trône. La Prusse a compté parmi ses souverains des hommes d'un génie plus grand et plus hardi; elle n'en a pas eu qui ait porté aussi loin que lui l'amour du bien et de la justice. Aucun, si l'on fait la part des circonstances difficiles dans lesquelles l'ont placé ses rapports avec la Russie et l'Autriche, aucun n'a plus fait pour le bonheur de son peuple, pour sa véritable civilisation, n'a porté dans la direction des hautes affaires, sauf les questions religieuses, moins de préjugés étroits. Dès qu'il a jugé le moment venu

d'améliorer la législation civile de ses peuples et leur condition sociale, il est entré franchement, sans se laisser arrêter par les murmures de sa noblesse, dans la voie du progrès. Le but auquel tant d'autres pays ne sont arrivés qu'à travers les révolutions, la Prusse l'a atteint, sans luttes intestines, en peu d'années, par la seule volonté de son roi et l'influence de ses hommes d'état. La révolution est aujourd'hui à peu près consommée dans son état civil; il lui reste à l'accomplir dans son état politique. Si cette monarchie appartient encore par les formes extérieures de son gouvernement au système absolutiste, elle appartient à la nouvelle Europe par les lumières de son peuple, par sa civilisation avancée et par son état social. Des trois grandes monarchies absolues du continent, elle est évidemment la première qui abandonnera les vieux erremens et viendra se rallier aux gouvernemens libres. Puissent ses hommes d'état et le prince qui occupe aujourd'hui le trône comprendre les nécessités du siècle, et acquitter la dette du sang versé dans les champs de Lutzen et de Leipsick! La Prusse aurait un beau et noble rôle à remplir, celui de chef du parti constitutionnel en Allemagne. N'est-il pas naturel que la maison qui a concouru avec tant d'énergie, au XVIe siècle, au triomphe de la réforme religieuse, prenne sous son patronage la réforme politique? L'ascendant moral qu'une telle position lui assurerait sur toutes les populations germaniques serait irrésistible. Elle y puiserait une force de cohésion et d'assimilation bien autrement puissante que celle qu'elle espère trouver dans ses alliances commerciales. Groupés autour de cette monarchie et unis par la conformité de leurs institutions et de leurs intérêts matériels, tous les états constitutionnels de la confédération ne formeraient plus qu'un seul système puissant et compact, qui, prenant ses points d'appui dans les gouvernemens représentatifs de l'Europe, opposerait un front impénétrable aux envahissemens du Nord. La France doit faire des vœux ardens pour que la Prusse embrasse hardiment ce système. Rapprochés par la similitude de leurs gouvernemens, ces deux grands états ne tarderaient pas à former entre eux une alliance intime qui leur assurerait, dans les affaires du monde, une suprématie décidée. La Prusse est un monument inachevé, construit sur un plan vicieux. Tant qu'elle n'aura pas acquis, par une meilleure distribution de son territoire, une force de concentration et des frontières militaires au nord et au midi, dont elle est aujourd'hui dépourvue, elle sera mécontente, inquiète, ambitieuse : elle sera tôt ou tard pour l'Europe un élément de troubles. Parvenue par la guerre au point de grandeur incomplète où nous la

voyons aujourd'hui, elle cherchera dans la guerre les moyens de consolider sa puissance. Elle ne se reposera que lorsqu'elle aura obtenu toute la consistance d'un état de premier ordre. La France aussi a une organisation territoriale incomplète, et, comme la Prusse, elle ne sera satisfaite et heureuse que lorsqu'elle aura atteint le but de sa légitime ambition, c'est-à-dire ses limites naturelles.

La France et la Prusse unies ensemble seraient assez fortes soit pour garantir la paix du continent, tant qu'elles croiraient de leurs intérêts de la maintenir, soit pour redresser en commun, par les opérations de la politique ou de la guerre, les grandes erreurs du congrès de Vienne. Si Frédéric-Guillaume IV méconnaissait les avantages d'une telle union, s'il était vrai qu'infidèle aux traditions de sagesse et de modération de son père, il s'associât aux combinaisons récemment conçues par la Russie et l'Angleterre, non pour pacifier l'Orient, mais pour y dominer sans partage, nous aurions peine à nous expliquer une si étrange politique, car enfin la Prusse a le même intérêt que la France à ce que la Russie soit contenue sur le Danube; elle sait que, l'harmonie une fois détruite entre les grandes puissances de l'Occident, Constantinople cesse d'être garantie, et que la paix générale est de nouveau compromise. Le prince qui la gouverne ne peut, sans s'affaiblir dans l'opinion de son peuple, être dupe des protestations de l'empereur Nicolas et de lord Palmerston en faveur de l'intégrité de l'empire ottoman. Il est impossible qu'il ne rende pas justice au gouvernement de la France, qui défend seul aujourd'hui, avec un désintéressement dont on ne lui tient pas assez compte, l'équilibre européen, qui veut, lui, loyalement, sans arrière-pensée, la conservation et l'indépendance de la Turquie, et qui, dans la puissance fondée par Méhémet-Ali, voit le plus solide appui de l'islamisme et de la Porte contre l'ambition de la Russie. C'était le jugement qu'en portait Frédéric-Guillaume III. Aussi nous plaisons-nous à croire que la combinaison à laquelle M. de Brunow a attaché son nom avortera encore une fois; ni le roi de Prusse ni M. de Metternich ne voudront entrer plus avant dans une voie fatale, qui pourrait replonger l'Europe dans les calamités de la guerre. Si au contraire, frappée d'aveuglement, la Prusse se faisait l'instrument passif des volontés du cabinet de Saint-Pétersbourg, il ne nous resterait plus qu'à la plaindre, car, dans une nouvelle guerre générale, c'est elle que la France rencontrerait la première sur son passage.

ARMAND LEFEBVRE.

LETTRES A UN AMÉRICAIN

SUR L'ÉTAT

DES SCIENCES EN FRANCE.

III.[1]

M. POISSON.

La mort de M. Poisson, que mon trouble douloureux m'avait permis à peine de vous annoncer dans ma lettre précédente, a frappé à la fois tous les premiers corps scientifiques de l'état. Par cette perte grande et prématurée, l'Institut, l'Université, l'École Polytechnique, le Bureau des Longitudes, l'École de Metz, ont vu s'éteindre une de leurs plus éclatantes lumières; la jeunesse a été privée d'un maître zélé, d'un guide qu'elle pouvait suivre avec confiance; ses amis ont à regretter un ami dévoué, dont les manières simples et l'accueil bienveillant les charmaient en même temps que sa haute raison et son génie les pénétraient d'admiration et de respect. Enfin, comme l'a dit M. Arago, la France est restée veuve d'*un de ces hommes rares*

(1) Voyez les livraisons des 15 mars et 1er mai.

dont les noms sortent de toutes les bouches quand les nations se disputent la prééminence intellectuelle. Depuis quarante ans, M. Poisson n'a cessé de contribuer avec une infatigable activité aux progrès des sciences mathématiques, et personne n'a songé à lui contester l'héritage de Laplace. En venant aujourd'hui vous retracer les principales circonstances de la vie de cet homme célèbre, en vous rappelant quelques-uns de ses travaux les plus remarquables, je crois satisfaire encore à votre désir de connaître chez nous la marche des sciences, qui certes n'avaient nulle part de plus ardent promoteur ni de plus digne représentant.

Siméon-Denis Poisson naquit à Pithiviers (1), le 21 juin 1781. Sa famille n'avait pas de fortune. Son père, qui s'appelait aussi Siméon, avait servi dans les guerres d'Allemagne comme simple soldat; rentré dans ses foyers, il acquit une petite charge de greffier et devint juge de paix à la révolution. Siméon Poisson était un homme simple et bon, dont la fermeté et la droiture avaient laissé une profonde impression dans le cœur de son fils, qui le perdit trop tôt, et qui ne cessa jamais de parler de lui avec vénération. Le géomètre futur ne fut conservé à la science que par une espèce de miracle. Dès le berceau, il fut atteint d'une indisposition grave : son père, qui avait vu disparaître tous ses enfans au même âge, le crut mort, et, ne pouvant s'expliquer ces pertes si rapides, se rendit chez la nourrice accompagné d'un chirurgien afin de le faire ouvrir et de connaître les causes du mal; mais l'enfant respirait encore, et la main qui devait le disséquer le guérit.

Sa première éducation fut très négligée. Il n'apprit à Pithiviers qu'un peu à lire et à écrire, et les traitemens barbares qu'il eut à supporter de la part de son maître laissèrent dans son jeune cœur un souvenir ineffaçable qu'il invoqua souvent plus tard, lorsqu'il fut en position d'exercer une si haute influence sur l'enseignement. Comme on était pressé de lui faire embrasser un état, on le conduisit de bonne heure à Fontainebleau auprès d'un de ses oncles appelé M. Lenfant, qui était chirurgien, et qui se chargea avec une affection toute paternelle de l'initier à l'art de guérir.

M. Poisson resta plusieurs années chez son oncle, qui l'emmenait

(1) La ville de Pithiviers, qui sent vivement l'honneur d'avoir donné à la France M. Poisson, a décidé qu'un monument serait élevé à sa mémoire, et elle a souscrit pour une somme égale à celle que la ville de Montbéliard destina au monument de Cuvier. Cette souscription, à laquelle l'Institut et l'École Polytechnique ont déjà voulu s'associer, doit exciter les sympathies de tous ceux qui aiment les sciences et la gloire nationale.

visiter ses malades avec lui, et qui ne dut pas augurer beaucoup de son élève, lorsqu'il s'aperçut que la vue de l'opération la plus simple le faisait tomber en défaillance. Ce fut ainsi que l'étudiant en chirurgie traversa les premières années de la révolution. En 1796, M. Lenfant engagea ses élèves à suivre les cours d'histoire naturelle institués à l'École Centrale nouvellement fondée à Fontainebleau. Un de ces jeunes gens, nommé Vanaud, se hâta de se rendre aux cours; mais les leçons d'histoire naturelle n'étaient pas commencées, et il allait se retirer, lorsque le professeur de mathématiques, M. Billy, qui n'avait guère d'élèves, accosta ce jeune homme, et s'efforça de lui persuader que les mathématiques étaient indispensables aux chirurgiens. Vanaud assista à la leçon, et, sans trop comprendre, il écrivit sous la dictée du professeur l'énoncé de quelques questions que devaient résoudre les élèves déjà instruits dans les premiers élémens. En sortant du cours, il fit part à ses camarades de ce qui lui était arrivé, et il leur communiqua les questions proposées. Ce fut une espèce de révélation pour M. Poisson. Sans s'être jamais arrêté à ce genre de considérations, sans connaître ni les notations ni les méthodes de l'algèbre, sans avoir jamais fait aucune étude préliminaire, il les résolut de lui-même, et dès ce jour il sentit naître en lui cet amour des mathématiques qui ne devait plus le quitter et qui a fait sa gloire. Il serait à désirer que l'on pût toujours constater le premier pas fait dans une carrière quelconque par un homme éminent; malheureusement, il est difficile de saisir le premier anneau de cette chaîne, car souvent les objets qui nous entourent et les personnes avec lesquelles nous vivons préparent longuement à notre insu les germes qui doivent se développer plus tard. Mais il n'en est pas ainsi dans les sciences de déduction, car celui qui marche sans guide est forcé de deviner à la hâte une suite de vérités qui s'enchaînent et qui doivent concourir à résoudre une question ou à démontrer une proposition dont la place est invariablement fixée, et qui a coûté quelquefois à l'humanité, dans son enfance, plusieurs siècles de travaux. Tout le monde a entendu raconter comment Pascal, à qui son père avait défendu l'étude de la géométrie, sut le fléchir en devinant à douze ans, par la force de son génie, les premières propositions d'Euclide. Ce fait extraordinaire, rapporté par une femme, a trouvé bien des incrédules, et cependant il n'est guère plus difficile à comprendre que la divination du jeune élève en chirurgie, surtout si l'on veut se rappeler que Pascal entendait continuellement parler de géométrie, et que le docteur Lenfant n'entretenait pas d'algèbre ses élèves.

Une des questions résolues ce jour-là par M. Poisson est restée dans le souvenir de quelques personnes; en voici l'énoncé :

Quelqu'un ayant un vase de douze pintes plein de vin en veut faire présent de la moitié, ou de six pintes, à un de ses amis; mais il n'a pour mesurer ces six pintes que deux autres vases, l'un de huit, l'autre de cinq pintes. Comment doit-il s'y prendre pour mettre six pintes de vin dans le vase de huit?

Ce problème ne saurait arrêter un instant quiconque a la plus légère teinture d'algèbre; mais ne pensez-vous pas, monsieur, que même des hommes instruits et d'un âge mûr, s'ils n'avaient jamais appliqué leur esprit à ce genre de considérations, pourraient être embarrassés par la question que le neveu de M. Lenfant résolut avec tant de facilité?

Ne croyez pas toutefois que je veuille inférer de ce fait que tous les enfans qui, sans aucune étude préliminaire, seraient capables de résoudre ce problème, deviendraient de grands géomètres; car ce n'est là qu'une épreuve isolée, et d'ailleurs je suis convaincu que, pour se distinguer dans une carrière, l'aptitude et le talent ne suffisent pas s'ils ne sont soutenus par une grande force de volonté. Mais il me semble que l'exemple d'un jeune homme prenant ainsi un vol qui doit s'élever si haut, est bien digne d'être signalé, surtout quand on remarque cette coïncidence singulière d'un autre enfant, pauvre et inconnu, qui à la même époque débutait d'une manière analogue dans un petit village de l'Allemagne, et qui maintenant, sous le nom de Charles-Frédéric Gauss, excite l'admiration de tous ceux qui cultivent les sciences.

Cette ferme volonté, si nécessaire au développement du génie, ne manqua pas à M. Poisson. Admis bientôt à suivre les leçons du professeur Billy, qui, pour vaincre les répugnances de la famille, se porta garant des succès de son élève, il s'appliqua avec une telle ardeur, qu'en deux ans il avait terminé un cours complet de mathématiques et remporté tous les prix d'analyse, de physique et de chimie (1). Un certificat signé par tous ses professeurs, et qui existe encore,

(1) Dans une de ces distributions de prix, celui qui la présidait, frappé des succès du jeune écolier, prononça ces vers de La Fontaine :

Petit poisson deviendra grand,
Pourvu que Dieu lui prête vie.

Cette citation a été attribuée mal à propos à Laplace : le goût exquis et le caractère grave de cet illustre géomètre n'admettaient point ces sortes de jeux de mots.

prouve qu'il avait en outre lu seul la *Géométrie descriptive* de Monge et la *Théorie des Fonctions analytiques* de Lagrange. De si étonnans progrès lui méritèrent toute l'affection de M. Billy, qui pendant deux ans fut pour lui comme un père, et qui ne cessa jamais de lui prodiguer les marques du plus vif attachement. Cette amitié, fondée sur l'admiration et sur la reconnaissance, ne s'est éteinte, au bout de trente-cinq ans, qu'avec la vie de celui à qui la France doit M. Poisson.

Le jeune mathématicien n'avait obtenu la permission de quitter la chirurgie qu'à la condition de s'ouvrir dans les sciences une carrière profitable, et il paraît qu'à Pithiviers on n'avait pas une foi aveugle dans les promesses de M. Billy. Pour convaincre les plus incrédules, celui-ci engagea son élève à se présenter à l'examen d'admission de l'École Polytechnique. M. Poisson, âgé de dix-sept ans, vint alors à Paris, où il fut examiné par Labey, et se retira ensuite chez ses parens pour attendre le résultat du concours. Le hasard cacha longtemps ce résultat à la juste impatience de sa famille. En effet, la lettre destinée à le lui apprendre était pliée de manière qu'en l'ouvrant on enleva, sans qu'il fût possible de le lire, le passage qui devait faire connaître le sort du candidat. Ce fut encore un motif de craintes et d'hésitations. Enfin la nouvelle arriva par d'autres voies, et l'on sut à Pithiviers que l'élève de M. Billy avait été reçu le premier et hors de rang dans la promotion de 1798. Alors l'étonnement et la joie succédèrent à la défiance, et l'on put se convaincre que les prédictions du professeur commençaient à se réaliser.

A cette époque, l'École Polytechnique renfermait l'élite des savans de la France et de l'Europe. Lagrange, Laplace, Monge, Prony, Fourier, Berthollet, Fourcroy, Vauquelin, Guyton-Morveau, Chaptal, y étaient attachés à différens titres, et leur exemple excitait des élèves qui devaient à leur tour devenir des maîtres célèbres. Cette école était alors fort différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Au lieu d'être casernés, comme ils l'ont toujours été depuis 1805, et de payer comme à présent une pension, les élèves recevaient la solde de sergens d'artillerie et logeaient dans des maisons particulières, sans être soumis aux sévères lois de la discipline militaire. C'était une institution toute républicaine. Je ne saurais traiter ici, monsieur, cette question du casernement, qui a été discutée si souvent aux chambres, et sur laquelle les meilleurs esprits sont partagés. Ne croyez-vous pas cependant qu'en cela, comme en toute chose, il faut s'efforcer de mettre les moyens en harmonie avec le but que l'on se propose d'atteindre? Les règlemens, la discipline sévère, les études uniformes

et à des heures fixes, sont des choses excellentes pour les esprits paresseux qui ne sauraient marcher sans contrainte, et je ne refuse pas de croire que l'instruction moyenne des élèves ait augmenté depuis qu'on les fait travailler au son du tambour; mais, d'autre part, je ne me persuaderai jamais que des esprits vifs et pénétrans, que des hommes énergiques, privés de toute liberté et astreints à marcher toujours au pas de leurs camarades, puissent se développer à leur aise. A force de régularité, l'enseignement devient parfois une espèce de mécanisme ingénieux où tous les mouvemens sont liés et subordonnés les uns aux autres, sans qu'aucune pièce puisse marcher à sa guise ni trop rapidement; et ce qui me frappe surtout dans ce système, c'est que l'instruction y devient le but unique de l'éducation, qui cependant doit se proposer une fin plus noble et plus grande, et qui doit tendre à former l'homme et le citoyen avant le chimiste ou l'ingénieur. Si je pouvais m'arrêter sur ce point, je vous citerais une foule de savans illustres sortis de l'École Polytechnique à une époque où les études étaient peut-être moins fortes, mais où chaque individu conservait encore une certaine liberté d'action. Pour me borner à M. Poisson, il est fort probable que le jeune géomètre qui, en perfectionnant une méthode de Lagrange six semaines après son admission à l'École, avait su mériter les éloges de cet immortel analyste, que celui qui de bonne heure put fixer l'attention de Laplace, et que ses camarades respectaient comme un maître, aurait été exclu de l'école, se serait vu classé dans ce qu'on appelle vulgairement les *fruits secs*, si le règlement avait prescrit dès-lors impérieusement les épures et les dessins; car tout le monde sait que cet esprit élevé, cet homme qui devait plus tard jeter un si vif éclat sur l'Institut, était tout-à-fait inapte aux travaux graphiques, et ne put jamais y réussir. Heureusement il était permis alors de suppléer aux règlemens par le génie, et, après deux années de brillantes études, M. Poisson, sur la proposition de M. Hachette, fut unanimement dispensé des examens nécessaires pour l'admission dans les services publics, et nommé répétiteur-adjoint du cours d'analyse, dont le professeur titulaire, Fourier, était alors en Égypte avec Bonaparte.

Dans cette place modeste, il put respirer un peu, car les deux années précédentes avaient été rudes. Les élèves recevaient alors 98 centimes par jour, et comme on avait accordé de plus à M. Poisson une petite indemnité extraordinaire, son traitement s'élevait à 36 francs par mois, avec lesquels il devait se loger, se nourrir, se chauffer, pourvoir en un mot à toute sa dépense; car sa famille croyait faire un grand sacri-

fice en se chargeant de son blanchissage. Dans les dernières années de sa vie, le célèbre géomètre aimait à raconter les privations qu'il avait endurées à cette époque. On conçoit qu'un jeune homme dévoré par l'amour de la science, et tout entier aux mathématiques, n'ait pas senti le froid en hiver ni la chaleur en été; mais ce que l'on a de la peine à comprendre, c'est que, dans sa position, il consentît à augmenter encore ses privations, à rendre sa vie plus pénible, pour entendre les chefs-d'œuvre de Racine et de Molière. Voici comment les choses se passaient : M. Poisson avait à Paris un parent chez lequel il dînait un jour par *décade;* un autre jour, il ne mangeait que du pain sec, et, avec le prix de ces deux dîners qu'il économisait, il se procurait les moyens d'aller tous les dix jours au spectacle. Le sentiment du beau, qui se développa de si bonne heure en lui, est un trait caractéristique dans un géomètre. C'est par la délicatesse de ce sentiment qu'il a pu jusqu'à un certain point suppléer au défaut d'études littéraires, et on l'a entendu jusqu'à ses derniers jours réciter des vers qu'il avait entendus au théâtre, et dont il avait retenu un nombre prodigieux dans sa mémoire. Il les disait, non pas pour faire le bel esprit, ni pour les introduire dans les discours sérieux, mais uniquement pour se procurer une jouissance. Son goût pour le spectacle le porta à se lier de bonne heure avec des artistes. Tandis que Lagrange ouvrait sa maison au jeune savant qui s'annonçait d'une manière si brillante, et que Laplace l'accueillait comme un fils, les Talma et les Gérard recherchaient avidement la société d'un géomètre si aimable, si spirituel. Les personnes qui ne l'ont connu que tard ne sauraient s'imaginer ce qu'était M. Poisson à cette époque; mais tous ses anciens amis s'accordent à le représenter comme le plus vif, le plus gai de ses camarades, auxquels il a joué plus d'un bon tour; et il existe encore un admirable portrait peint par Gérard qui nous donne une idée de l'expression de cette physionomie alors si mobile, et que la méditation et les souffrances avaient rendue si sérieuse dans les dernières années. Si je vous parle, monsieur, de ses succès de société, c'est surtout pour vous montrer combien M. Poisson avait de force de caractère et savait maîtriser ses penchans : car non-seulement il ne s'abandonna jamais à la dissipation; mais la science fut toujours son affaire principale et son unique passion. C'est au milieu de toutes les séductions de la jeunesse qu'il commença la série de ces beaux travaux qu'il ne devait interrompre qu'à son dernier jour.

Je vous ai dit qu'à peine entré à l'École Polytechnique, M. Poisson était parvenu à compléter et perfectionner une démonstration de

Lagrange. Ce premier essai avait tellement excité l'attention de ce grand géomètre, qu'à sa mort, arrivée long-temps après, on trouva dans ses papiers la note originale qui lui avait été remise par l'obscur élève de l'École Polytechnique, et à laquelle il avait ajouté une apostille, comme s'il eût voulu prédire ainsi ce que l'auteur deviendrait un jour (1). Cette note n'est pas seulement remarquable comme le premier pas dans la carrière des sciences d'un homme qui devait bientôt la parcourir si rapidement, mais surtout parce qu'elle révèle déjà la méthode, la pénétration de M. Poisson, et surtout le cachet de son esprit, qui ne montrait jamais plus de force et de sagacité que lorsqu'il s'agissait de perfectionner les travaux des autres, et qui aimait de préférence à s'exercer sur les difficultés qui avaient arrêté ses devanciers. Le jeune géomètre ne pouvait pas en rester à ce début. Après avoir rédigé en commun avec M. Hachette une addition à un mémoire de Monge sur la géométrie analytique, il présenta à l'Institut, dans la séance du 16 frimaire an IX (8 décembre 1800), un travail relatif au nombre d'intégrales complètes dont les équations aux différences finies sont susceptibles. Dans cet écrit, M. Poisson généralisait les méthodes de Monge et de Charles, et parvenait à de nouveaux résultats. MM. Lacroix et Legendre, commissaires nommés par l'Académie, déclarèrent que la théorie établie par ce jeune géomètre était exacte et que « l'on devait regarder comme contribuant aux progrès de la science l'éclaircissement d'un point d'analyse qui jusqu'alors était resté dans une grande obscurité. » Le rapport se terminait en demandant pour ce mémoire l'approbation de l'Institut et l'impression dans le recueil des *Savans étrangers*. C'est le seul exemple d'un tel honneur rendu à un jeune homme de dix-huit ans.

Ce rapport si honorable stimula puissamment l'ardeur de M. Poisson. Aussi le vit-on coup sur coup présenter à l'Académie un grand nombre de mémoires où la science recevait toujours quelque nouvel accroissement. A vingt-quatre ans, on le considérait déjà comme un géomètre consommé. C'est ce que prouvent les rapports lus à l'Institut, le 13 janvier 1806, sur deux de ses mémoires, rapports dans lesquels les commissaires, qui étaient les plus illustres mathématiciens de l'Europe, exprimaient et motivaient hautement leur appro-

(1) Ce papier original existe encore; il est intitulé : « Note sur la leçon donnée par le C. Lagrange, le 5 pluviose an VII. » M. Poisson y démontre que le coefficient du second terme du développement du binome de Newton, coefficient qu'il considère en général comme une fonction de l'exposant, est toujours égal à cet exposant, quelles que soient la nature et la valeur de celui-ci.

bation (1). Ces succès devaient accroître son goût pour l'analyse, à laquelle il consacrait toutes ses méditations; mais une circonstance particulière ayant dirigé son esprit vers les questions les plus difficiles de philosophie naturelle, il parvint rapidement à des résultats de la plus haute importance, et il se plaça ainsi au premier rang. Permettez-moi, monsieur, de m'arrêter un instant sur ce point.

M. Poisson remplit pendant deux années les fonctions de répétiteur-adjoint à l'École Polytechnique avec le traitement fort modique de *chef de brigade*. Mais ses talens proclamés par Laplace devaient l'élever à une brillante position sans que jamais il fût obligé de rien demander. Tantôt c'était une gratification extraordinaire, tantôt une chaire vacante que l'illustre auteur de la *Mécanique céleste* obtenait pour lui. Aux remerciemens réitérés du jeune géomètre, Laplace se contentait toujours de répondre : *Véritablement* (c'était son mot favori), *véritablement cela vous était dû*. C'est ainsi que M. Poisson devint rapidement suppléant, et puis professeur titulaire à l'École Polytechnique, où il remplaça Fourier; suppléant au Collége de France, géomètre-adjoint au Bureau des Longitudes, professeur à la Faculté des Sciences de Paris, et enfin membre de l'Institut. Pendant qu'il suppléait M. Biot au Collége de France, M. Poisson, s'acharnant sur une difficulté qui avait arrêté Lagrange et Laplace, résolut une question astronomique de la plus haute importance, et devint ainsi l'émule de ces maîtres célèbres. Cette question, qui intéressait vivement les géomètres, est digne aussi des méditations des philosophes et de l'attention de tous les hommes instruits.

Vous savez, monsieur, que rien n'est immuable dans l'univers.

(1) L'un de ces mémoires était relatif aux équations, aux différences mêlées. Le rapport, rédigé par MM. Lacroix et Laplace, se termine ainsi :

« En rapprochant ce qu'ont appris successivement sur les différences mêlées les mémoires de MM. Condorcet, Laplace et Biot, de celui dont nous devons rendre compte, il nous a paru que M. Poisson a le premier donné des notions précises sur la nature des intégrales de ces équations, en même temps qu'il augmente d'une manière notable le nombre de celles qu'on sait intégrer, et nous pensons en conséquence que son travail mérite l'approbation de la classe et l'impression dans le recueil des *Savans étrangers*. »

Dans le second rapport, MM. Lagrange et Lacroix, chargés d'examiner un mémoire sur les solutions particulières des équations différentielles, s'exprimaient d'une manière non moins honorable :

« Le mémoire (disaient-ils) dont nous venons de rendre compte présentant un assez grand nombre de résultats nouveaux sur une matière très importante et rendant uniformes les solutions des questions qu'elle embrasse, nous a paru très digne de l'approbation de la classe et de l'impression dans le recueil des *Savans étrangers*. »

Sur la terre, on a vu de tout temps les ténèbres succéder à la lumière, la durée des jours varier avec les mois, et les saisons se suivre avec des changemens notables dans les températures. Dans le ciel, les phases de la lune, les éclipses, la différente position des planètes, ont été observées dès la plus haute antiquité. Mais on s'est aperçu de bonne heure que ces divers phénomènes étaient périodiques, et avant qu'on en connût la théorie, leur retour régulier à des intervalles déterminés et en général fort courts les fit considérer comme constituant l'état normal de notre système planétaire. Il en est de même de beaucoup d'autres phénomènes qu'on n'a pu suivre et étudier que depuis l'invention du télescope, et dont la périodicité devient manifeste après une série plus ou moins longue d'observations. Une telle régularité rassure l'esprit et en bannirait toute crainte lors même que la théorie ne viendrait pas démontrer la nécessité de ces retours. Cependant il existe certains élémens du système du monde dans lesquels les observations nous font découvrir des variations très lentes, des augmentations ou des diminutions continuelles, sans que depuis plusieurs milliers d'années on ait jamais pu apercevoir aucune période, ni aucun point d'arrêt. Ces *inégalités séculaires*, nom qu'elles doivent à la lenteur avec laquelle leurs effets se manifestent, sont les plus difficiles à étudier, surtout parce que l'observation se borne à en faire connaître l'existence, et que la théorie seule peut en déterminer les lois. Ainsi, par exemple, lorsque vers le milieu du XVIe siècle, en comparant les anciennes observations avec les modernes, Ignace Danti (1) découvrit la variation de l'inclinaison de l'écliptique (2),

(1) Delambre et Montucla attribuent cette découverte à Tycho-Brahé, mais elle se trouve indiquée à la page 86 du *Trattato de l'Astrolabio*, que Danti fit paraître à Florence en 1569, c'est-à-dire quatre ans avant la publication du traité *De Nova stella*, qui est le premier ouvrage du grand astronome danois.

(2) L'écliptique est, comme on le sait, l'orbite que le soleil paraît décrire annuellement dans le ciel. Le plan qui passe par l'écliptique coupe le plan de l'équateur terrestre, et l'angle que ces deux plans forment entre eux est ce qu'on appelle *l'inclinaison de l'écliptique*. Cette inclinaison s'exprime par le nombre de degrés, comptés sur le méridien, qui sont compris entre l'équateur et chacune de ces lignes qu'on a nommées *tropiques*. C'est, en d'autres termes, la *latitude des tropiques* telle qu'on la trouve marquée sur les cartes géographiques et sur les mappemondes. Depuis long-temps cette latitude diminue, et les tropiques se rapprochent lentement de l'équateur. On a démontré que cette diminution ne saurait s'étendre au-delà d'une certaine limite. Si une telle limite n'existait pas, les tropiques finiraient par se confondre avec l'équateur, et alors le soleil se trouverait toujours dans la position qu'il occupe actuellement le jour de l'équinoxe de printemps ou de celui d'automne.

cette découverte pouvait faire supposer que, par une diminution continuelle de l'angle qu'ils font entre eux, le plan de l'écliptique et celui de l'équateur finiraient par se confondre, et qu'une telle coïncidence amènerait alors un changement notable dans les climats et un printemps perpétuel. L'observation ne pouvait rien faire prévoir dans des mouvemens aussi lents, mais la théorie a résolu ce problème, et vous savez qu'Euler a démontré que la variation de cette inclinaison est renfermée dans des limites fort restreintes, et que par conséquent son influence sur les saisons et sur les conditions physiques du globe ne peut être considérable. Cet important résultat se serait fait attendre long-temps, s'il avait dû être le fruit de l'observation; car le commencement de la période est antérieur aux temps historiques, et il se passera encore plusieurs siècles avant que l'inclinaison de l'écliptique, qui depuis long-temps diminue, commence à augmenter. Parmi les *inégalités séculaires*, il en est d'autres qui méritent encore plus l'attention du philosophe, car elles touchent essentiellement à la stabilité de notre système planétaire. Rien n'est plus important en effet que de rechercher si le monde renferme en lui-même des causes permanentes de dissolution, si, en d'autres termes, la terre et les planètes sont destinées à périr par des raisons mécaniques, ainsi que le genre humain et tous les êtres qu'elles renferment, ou bien si notre système planétaire n'éprouve que des changemens périodiques, et si les forces dont il est animé lui assurent une durée indéfinie. Les altérations que subissent les mouvemens des planètes et des satellites sont une conséquence nécessaire des actions réciproques que les astres exercent les uns sur les autres en vertu de la gravitation universelle. Si les effets de ces actions se modifiaient toujours, si le mouvement des planètes et les dimensions de leurs orbites variaient continuellement sans que ces variations fussent soumises à aucune période, notre monde serait menacé d'une dissolution inévitable, à moins que de temps en temps ce grand mécanisme ne fût remonté. Newton, qui avait compris toute la gravité d'une telle question, ne croyait pas que l'univers se trouvât dans les conditions d'une conservation indéfinie, et il avait dit qu'il fallait de loin en loin la main de Dieu pour arranger ce qui était dérangé.

Cette nécessité de l'intervention de Dieu, que Newton avait admise, a été écartée par les travaux de ses successeurs. C'est surtout à Euler, à Lagrange et à Laplace, que l'on doit la résolution de ce magnifique problème où l'immortalité du genre humain et l'éternité de l'univers étaient en question. Ces illustres géomètres ont voulu dé-

montrer que les principaux élémens de notre système planétaire d'où dépend sa stabilité, et qui varient par suite des inégalités séculaires, ne sont soumis qu'à des espèces d'oscillations qui, au bout d'un temps quelquefois très long, les ramènent à leur point de départ. Vous savez, monsieur, que les planètes tournent autour du soleil en décrivant des courbes que les mathématiciens appellent ellipses, et qui ont la figure d'un ovale. La droite qui unit les deux points les plus éloignés parmi ceux qui sont situés sur le contour de cette courbe, est ce qu'en termes de géométrie on nomme le *grand axe de l'ellipse;* c'est la longueur de l'ovale. Si le grand axe des orbites des planètes pouvait varier, et si cette variation avait lieu toujours dans le même sens, de manière que ce grand axe augmentât continuellement ou diminuât sans cesse, il est évident que la planète s'éloignerait dans le premier cas indéfiniment du soleil, et dans le second s'en approcherait de plus en plus, et pourrait même finir par y être précipitée. La variation ou l'invariabilité des grands axes est donc, comme on le voit, une des questions qui se lient le plus intimement à la stabilité de notre système planétaire, et il faut se hâter d'ajouter que c'est une des plus difficiles. Laplace s'est occupé le premier de ce problème, et il a prouvé, en négligeant certaines circonstances du phénomène, que la longueur des grands axes restait invariable; mais Lagrange est celui qui avait le plus fait à cet égard, en démontrant que dans tous les cas l'expression du grand axe de l'orbite des planètes ne contient que des inégalités périodiques, c'est-à-dire que la longueur de l'ovale décrit par une planète ne saurait jamais augmenter ni diminuer indéfiniment. Ce résultat cependant n'était qu'approximatif; car, pour y parvenir, Lagrange avait été forcé de négliger certaines quantités qui pouvaient influer notablement sur le calcul. Le mémoire de Lagrange est de 1776, et bien que depuis l'on se fût occupé de cette question, on n'avait jamais pu résoudre la difficulté qui avait arrêté le grand géomètre de Turin. Cet honneur, comme je vous l'ai dit, monsieur, était réservé à M. Poisson, qui présenta son mémoire à l'Institut le 20 juin 1808, jour où il accomplissait sa vingt-septième année.

Ce beau travail frappa vivement tous les géomètres, car, outre la grande question cosmologique à laquelle il se rattache, il avait à leurs yeux le mérite de servir à prouver que la durée moyenne de cette espèce d'année qu'on appelle *sydérale*, est constante; proposition intimement liée à la première, et qu'il était nécessaire d'établir afin de pouvoir employer toujours avec confiance les tables astronomi-

ques. M. Poisson n'a pas seulement exécuté dans cette vue des calculs immenses, mais il a dû aussi introduire dans son analyse des considérations théoriques très élevées lorsque les calculs devenaient impraticables. Son principal mérite est d'avoir su démontrer *à priori* que tous les termes non périodiques de l'ordre qu'il a considéré doivent se détruire, d'où il a déduit avec plus d'exactitude que n'avait pu le faire Lagrange l'invariabilité des grands axes des orbites des planètes et la stabilité (1) de notre système planétaire.

M. Poisson obtint à cette époque les suffrages les plus flatteurs. Laplace, qui n'était pas prodigue de louanges, a dit, dans la *Mécanique céleste*, que ces recherches « avaient acquis à M. Poisson de justes droits à la reconnaissance des géomètres et des astronomes. » Et malgré son caractère réservé et froid, il ne put s'empêcher, à propos de ce travail, de s'écrier en présence de plusieurs personnes (2) : *Poisson est un beau génie!* Toute l'Europe savante fut émue par ce grand résultat; mais ce qui dut surtout flatter le jeune analyste, ce fut de voir Lagrange, âgé de soixante-douze ans, et qui, depuis plusieurs années, semblait avoir négligé la mécanique céleste (3), électrisé par le mémoire de son ancien élève, reprendre ses premiers travaux pour y rattacher ces brillantes découvertes. L'illustre vieillard lut alors successivement à l'Institut trois mémoires, qui sont à la fois un de ses plus beaux titres à l'immortalité et le plus bel hommage qu'on ait jamais rendu au talent de M. Poisson.

(1) Il est évident que l'invariabilité des grands axes ne suffit pas pour la stabilité du système planétaire, et qu'il faut prouver aussi que les variations séculaires des excentricités et des inclinaisons des orbites seront toujours renfermées dans des limites assez restreintes. Mais cela avait été déjà démontré par Laplace en partant de l'invariabilité des grands axes, d'où il résulte que cette invariabilité établie par M. Poisson prouve complètement la stabilité du système planétaire.

(2) Parmi ces personnes se trouvait M. Dinet, inspecteur-général de l'Université, et l'un des plus anciens amis de M. Poisson.

(3) On a dit souvent que le génie de Lagrange s'était endormi et que ce fut M. Poisson qui le réveilla; mais cela est inexact, car, sans parler des *Leçons sur la Théorie des fonctions*, qui parurent avec des additions considérables en 1806, M. Maurice, dans son excellente notice sur Lagrange, a fait ressortir toute l'importance des notes que cet illustre géomètre avait ajoutées, en 1808, à sa *Résolution des équations numériques*, et qui avaient pour but de rattacher à sa théorie générale la mémorable découverte de M. Gauss sur la résolution des équations à deux termes. Lagrange, en parlant du beau travail du géomètre de Pithiviers, a dit ce qui suit : « Cette découverte de M. Poisson a réveillé mon attention sur un objet qui m'avait autrefois beaucoup occupé, et que j'avais ensuite totalement perdu de vue. » Et c'est là la vérité.

Si je me suis arrêté à ces recherches, ce n'est pas seulement à cause de leur importance, mais aussi parce qu'elles exercèrent une influence marquée sur la direction des travaux de M. Poisson. Attiré dans une sphère où, dès son entrée, il avait obtenu de si beaux succès, encouragé par l'exemple et les conseils de Laplace, qui considérait surtout l'analyse comme un admirable instrument qu'on devait appliquer à la mesure des phénomènes naturels et à la détermination des causes qui les produisent, soutenu par les plus heureuses dispositions, M. Poisson, depuis cette époque, s'occupa spécialement de mécanique céleste et de physique mathématique; ses premières recherches sur la physique datent de 1812 (1), et sont relatives à la distribution de l'électricité à la surface des corps conducteurs; elles ouvrirent à M. Poisson les portes de l'Académie des Sciences, où il fut appelé à remplacer Malus.

On s'est quelquefois étonné dans le public qu'un tel analyste appartînt à la section de physique, plutôt qu'à celle de géométrie; mais si l'on considère que M. Poisson n'a pas cessé de s'occuper pendant trente ans de physique mathématique, qu'il a composé un grand nombre de mémoires sur les questions les plus ardues de cette science, sur la théorie des surfaces élastiques et sur la théorie des ondes, sur le magnétisme, sur la chaleur et sur la lumière; qu'il a publié des traités spéciaux sur l'action capillaire et la théorie de la chaleur, et qu'il se proposait de traiter dans des ouvrages séparés toutes les branches de la physique qui peuvent être soumises au calcul, de manière à former un grand traité de physique mathématique qui aurait eu huit ou dix volumes, on ne pourra s'empêcher de reconnaître que M. Poisson était un physicien d'un ordre très élevé, et qu'il remplissait parfaitement la place qu'on lui avait conférée à l'Académie. Je ne puis vous donner ici, monsieur, un extrait des nombreux travaux de M. Poisson sur la physique mathématique. Cette exposition doit se trouver dans l'éloge de M. Poisson qui sera lu à l'Institut par M. Arago,

(1) A la vérité, M. Poisson avait déjà présenté à l'Institut, en 1807, un travail sur la théorie du son; mais cet écrit ne renfermait guère que de l'analyse, et c'est surtout son mémoire sur l'électricité qui le classa parmi les physiciens. Ce mémoire fut lu à l'Académie le 9 mars 1812, et quinze jours après M. Poisson était membre de l'Institut. C'est par erreur que, dans la première partie des Mémoires de la classe des sciences mathématiques de l'Institut pour l'année 1811, il est dit que les premières recherches de M. Poisson sur l'électricité furent présentées à l'Académie le 9 mai 1812. Ces recherches précédèrent sa nomination et l'assurèrent : le 9 mai n'était même pas un jour de séance.

et, n'en doutez pas, le savant secrétaire perpétuel saura dignement remplir cette tâche. Je me bornerai à vous exposer succinctement deux idées fondamentales, que M. Poisson a présentées dans sa *Théorie de la chaleur*, afin que vous puissiez vous convaincre que chez lui la physique n'était pas seulement une occasion d'appliquer l'analyse, mais qu'il savait étudier aussi les propriétés générales des corps et la constitution de l'univers.

Fourier, qui a créé la théorie mathématique de la chaleur, avait adopté une hypothèse fort ancienne, d'après laquelle l'accroissement graduel de la température que l'on observe dans les couches superficielles de notre globe à mesure que l'on s'approche du centre, irait toujours en augmentant, de manière que l'intérieur de la terre devrait se trouver à une température extrêmement élevée, température qui dépendrait de l'état primitif du globe et du temps qui s'est écoulé depuis sa formation. Cette hypothèse a servi à plusieurs savans pour tâcher d'expliquer les phénomènes géologiques les plus remarquables. Les personnes qui l'adoptent doivent nécessairement supposer que le globe se trouve menacé d'un refroidissement graduel, qui finira par détruire tous les corps organisés. M. Poisson, qui avait si bien réussi à démontrer la périodicité de certains changemens dans le système du monde, pensa que sous le rapport calorifique aussi les variations devaient être périodiques. A cet effet, partant de la supposition adoptée par M. Herschell que le soleil se meut dans l'espace, traînant avec lui notre système planétaire, M. Poisson a remarqué avec beaucoup de raison que tous les points de l'espace ne sauraient avoir une température uniforme, car cette température dépend de la quantité de rayons calorifiques que chaque astre envoie au point que l'on considère, et de la direction de ces rayons, ainsi que de la température et de la distance des points dont ils émanent. Il est donc évident qu'elle ne peut pas être la même dans tous les points de l'espace. De cette remarque, M. Poisson déduit la conséquence que si le soleil se meut avec le système planétaire, la terre doit traverser successivement des régions différemment échauffées, de manière à avoir, pour ainsi dire, des étés très longs et des hivers interminables. Les conséquences de cette hypothèse, que M. Poisson s'est efforcé d'appuyer sur le raisonnement, et qui ne peut être vérifiée que par de nombreuses observations, seraient très importantes pour la physique terrestre et pour la géologie; car la terre se refroidissant ou se réchauffant ainsi par le dehors, ce ne serait plus que dans les couches superficielles que des changemens considérables de température

pourraient s'opérer, tandis que la masse intérieure se trouverait presque entièrement à l'abri des actions extérieures. Les effets mécaniques du refroidissement terrestre, auxquels plusieurs géologues attribuent une action si marquée, s'évanouiraient alors, ou seraient du moins considérablement atténués.

L'idée hardie que M. Poisson a émise aussi sur l'étendue et la constitution de l'atmosphère de la terre a paru étonner les savans. Suivant cet illustre géomètre, notre atmosphère serait terminée par une couche d'air liquéfié, c'est-à-dire d'un air qui aurait perdu son élasticité. Cette hypothèse, qui peut donner lieu à des objections graves, mérite cependant d'être examinée très sérieusement, non-seulement à cause du nom de M. Poisson, mais aussi parce que M. Biot a cru devoir l'adopter et la défendre publiquement.

Ce n'est pas uniquement par ses écrits que M. Poisson s'est efforcé de propager en France l'étude de la physique mathématique et de la mécanique céleste. Dans ses leçons, il n'a jamais cessé de recommander aux jeunes mathématiciens l'étude des grands phénomènes naturels. Comme membre de l'Institut et du conseil de l'instruction publique, il a employé tout son ascendant à l'Académie et dans l'université, pour assurer à la France la suprématie dans la mécanique céleste, qu'il aurait voulu fixer irrévocablement chez nous, et qui, disait-il, depuis Clairaut et d'Alembert, était devenue une de nos gloires nationales. L'espoir d'atteindre ce but, qu'il poursuivait avec la persévérance qui lui était propre, le soutenait au milieu de ses occupations nombreuses et semblait doubler ses forces qui étaient grandes, mais dont malheureusement il abusa. Outre ses cours nombreux au Collége de France, à l'École Polytechnique et à la Faculté des Sciences, cours qu'on a trouvés rédigés, il exerçait depuis longues années les fonctions difficiles et fatigantes d'examinateur à l'École Polytechnique et à l'École de Metz; il dirigeait seul à l'Université la marche des études mathématiques, il était membre de l'Institut et du Bureau des longitudes, et il a toujours rempli ses devoirs avec une exactitude incomparable, sans jamais manquer une séance académique ni une leçon. On a de la peine à comprendre comment le même homme pouvait suffire à tous ces travaux obligatoires et composer en même temps une foule d'admirables mémoires sur les points les plus difficiles de la science dont la plupart, pour l'étendue et l'importance, sont de véritables ouvrages, et qui enrichissent les volumes de l'Institut, la collection de l'École Polytechnique, la *Connaissance des temps*, le journal de M. Crelle, le *Bulletin de la Société Philomatique*,

les *Annales de Chimie et de Physique,* et plusieurs autres recueils périodiques. Le nombre des notes ou mémoires imprimés de M. Poisson s'élève à plus de *trois cent cinquante,* auxquels il faut ajouter les ouvrages séparés, tels que le *Traité de Mécanique*, la *Théorie de l'action capillaire*, la *Théorie de la chaleur,* les *Recherches sur la probabilité des Jugemens,* et le livre où l'on expose le mouvement des projectiles : travaux considérables, dont chacun aurait coûté plusieurs années à tout autre qu'à M. Poisson. Euler avait déjà donné l'exemple d'une prodigieuse fécondité; mais l'illustre géomètre de Bâle est mort dans un âge très avancé, tandis que le savant français nous a été ravi au milieu de sa carrière et dans toute la vigueur de son esprit.

Malgré sa facilité, on conçoit qu'il était impossible à M. Poisson de continuer à vivre dans le monde pendant qu'il se livrait à des travaux si nombreux. Marié en 1817 à mademoiselle de Bardi, d'une ancienne famille du Languedoc, originaire de Florence, il devint père de quatre enfans, se retira peu à peu de la société, et trouva dans sa famille le bonheur paisible auquel il aspirait. Mais le goût de la retraite, alimenté par le besoin du travail et par l'amour de la science, devint si vif chez lui, que bientôt il ne sortit plus que pour remplir les fonctions dont il était chargé. Il passait la journée enfermé dans son cabinet, sans jamais y admettre personne, sous quelque prétexte que ce fût. Là, depuis dix heures du matin jusqu'à six heures du soir, il s'occupait sans relâche de ses recherches scientifiques. Puis il dînait, et le soir, lorsqu'il n'avait point d'épreuves à corriger, il aimait à jouer avec ses enfans et à causer avec quelques amis. A le voir alors si gai, si léger d'esprit, on ne se serait pas douté du travail auquel il s'était livré toute la journée. Une partie de whist ou de piquet semblait le reposer de ses graves méditations, et il s'abstenait scrupuleusement de parler de science, à moins toutefois que de jeunes savans ne vinssent le consulter, car il s'empressait toujours de leur communiquer ses idées et de diriger leurs premiers pas. Cette vie si uniforme, si occupée, ce travail continuel de l'esprit dans un corps qui se condamnait à une immobilité complète, finirent, malgré sa constitution robuste, par altérer sa santé. Il perdit le sommeil, commença à maigrir, et fut pris de vomissemens qui se renouvelaient fréquemment après son dîner. A cette époque, il était peut-être temps encore de prévenir une catastrophe; mais, sourd aux conseils des médecins, aux instances de sa famille et de ses amis, il se refusa avec une invincible opiniâtreté à tout ce qui pouvait le sauver. Plus il était

menacé, moins il quitta son cabinet. Enfin, dans l'automne de 1838, il se fit tout à coup un épanchement dans la poitrine.

A la première apparition de cette terrible maladie, les médecins le crurent perdu, et lui-même se sentit menacé d'une fin prochaine. Mais les maux de cette nature présentent souvent des alternatives inattendues, et malgré la violence du coup, en voyant au bout de quelque temps disparaître les symptômes les plus alarmans, on put espérer au moins de prolonger encore la vie de M. Poisson. Malheureusement, dès qu'il fut un peu moins souffrant, il se crut guéri et reprit ses travaux. Ni la douleur de ses amis, ni les menaces des médecins, ni les angoisses de sa famille, rien ne put l'arrêter. Il répondait toujours que, pour lui, la vie c'était le travail, et qu'il n'y avait pas de milieu entre travailler et mourir. L'hiver et le printemps de 1839 se passèrent dans des vicissitudes cruelles. On crut avoir remporté une grande victoire en le voyant partir pour la campagne; mais là, quoique sa vue se fût affaiblie, ainsi que tous ses autres organes, et qu'il n'eût même plus la force d'écrire, il s'enfermait des journées entières pour travailler à la théorie mathématique de la lumière, qu'il voulait asseoir sur de nouvelles bases, stimulé surtout par les travaux récens de M. Cauchy. Ces recherches devaient former un volume, mais il n'a pu en rédiger que deux cents pages environ, qui paraîtront dans les *Mémoires de l'Institut* (1). On conçoit facilement que le séjour à la campagne ne fût pas très profitable à un malade qui se livrait à de tels travaux. Toutefois, tant qu'il y resta, il n'éprouva pas de crise violente; mais à son retour ayant absolument voulu faire les examens de l'École Polytechnique, dans lesquels durant un mois il fut obligé d'interroger les élèves pendant dix à douze heures par jour, ce dernier effort le brisa. Il se forma alors un épanchement dans le cerveau, qui amena la paralysie du bras gauche, et qui, affectant profondément les organes de la pensée, lui fit perdre la mémoire des noms propres. Rien ne saurait rendre le spectacle déchirant de cette tête, où naguère encore s'élaboraient de si profondes pensées, et qui avait toujours semblé se jouer des difficultés de la science,

(1) La partie que M. Poisson a rédigée ne contient que les généralités; les applications devaient se trouver dans une dernière section, qu'il n'a pas écrite, mais qui était préparée dans son esprit. Dans ses derniers momens, il regrettait vivement de ne pouvoir achever ce travail, et sa faiblesse l'a empêché de faire connaître les bases sur lesquelles il voulait établir son analyse. Tout ce qu'il a pu dire un jour à cet égard, c'est *qu'il prenait un filet de lumière :* il lui a été impossible de continuer, et son secret est mort avec lui.

courbée sous le poids de la souffrance et incapable du moindre effort. Peu à peu, cependant, la mémoire revint, les membres reprirent leurs mouvemens, et comme M. Poisson était naturellement porté à espérer, cette légère amélioration suffit pour lui rendre la sécurité lorsqu'il ne restait plus d'espoir à personne. Dans une conversation qu'il eut avec un de ses amis, le dernier jour du carnaval, il parla avec détail de la maladie à laquelle il croyait avoir échappé, des travaux qu'il avait déjà publiés et de ses projets ultérieurs, et surtout des réflexions qu'il avait faites, lorsque, soudainement frappé de paralysie, il s'était apprêté à la mort. A ce moment suprême, privé de la parole et de presque tous les sens, il s'était, disait-il, replié sur lui-même pour observer avec calme cette suite de phénomènes qui devaient aboutir à la cessation de la vie, et il avait été satisfait de voir que ses principes philosophiques ne cédaient pas aux vaines terreurs qui s'emparent si souvent de l'esprit des moribonds. Dans cette longue conversation, qui dura au moins quatre heures, il traita avec une lucidité d'esprit incomparable, avec aménité, avec gaieté même, les questions les plus ardues de la philosophie et de la science. Il rappela diverses circonstances de sa vie, dont il aimait à raconter les humbles commencemens; il s'arrêta longuement sur ce qu'il devait à Laplace, à la mémoire duquel il avait voué une espèce de culte. Il s'étendit sur ses amis et nomma tous ceux qui lui avaient donné des marques d'intérêt pendant sa longue maladie; il parla surtout de sa femme, aux soins infatigables de laquelle il attribuait principalement sa guérison. La conviction qu'il avait d'être sauvé le porta quelques jours après à vouloir exprimer à l'Institut sa reconnaissance envers les médecins qui l'avaient soigné, et comme l'un des secrétaires perpétuels, forcé de répéter des paroles qu'on ne pouvait entendre, n'avait cité que M. Double, qui depuis longues années était lié de l'amitié la plus sincère avec M. Poisson, celui-ci éleva la voix pour nommer aussi M. Sédillot, habile chirurgien, qui n'avait cessé de seconder M. Double. Mais ce furent là ses dernières illusions. L'affaissement total des forces, la perte du sommeil et de l'appétit, des étouffemens continuels, des douleurs insupportables au cœur, vinrent l'avertir bientôt que tout était perdu. Après dix-huit mois de tourmens, on avait lieu de s'étonner qu'il pût résister encore si long-temps; le malade s'en irritait, il demandait à grands cris une fin prompte à tant de maux. Cependant il ne pouvait s'empêcher de regretter une vie où tout lui souriait, car, entouré de l'estime publique, il avait des amis dévoués, une famille florissante, et

cette famille surtout excitait ses regrets. Un jour, au plus fort de ses souffrances, un homme qui lui était très attaché, lui ayant présenté Mlle de Wailly, sa petite-fille, en lui disant : « Voici votre petite Marguerite que vous aimez tant, » M. Poisson embrassa cette enfant avec tendresse, et répondit en pleurant : « Si j'avais pu vivre j'aurais été heureux ! »

Convaincu désormais que rien ne pouvait l'arracher à la mort, et bien qu'en proie aux plus vives souffrances, il trouvait encore la force nécessaire pour corriger les épreuves de son dernier mémoire, et pour assister aux séances de l'Académie des Sciences, dont il était président, et d'où on ne pouvait l'arracher. C'étaient là les volontés d'un mourant, qui savait les imposer avec une énergie irrésistible. Enfin, on le transporta à Sceaux, dans l'espoir que l'air de la campagne pourrait peut-être le faire vivre quelques jours de plus; mais cet espoir ne devait pas se réaliser. Le matin du 25 avril dernier il demanda à se lever, et s'étant recouché presqu'immédiatement, il expira sans douleur au bout de quelques instans.

Ainsi s'éteignit à l'âge de cinquante-huit ans un des hommes qui ont le plus fait pour la gloire de notre pays. En apprenant cette perte cruelle, l'Académie des Sciences voulut donner un témoignage éclatant d'estime à l'un de ses membres les plus illustres, et s'abstint de tenir de séance ce jour-là. L'Université éprouva de profonds regrets, qui furent noblement exprimés sur la tombe de M. Poisson par le ministre de l'instruction publique. Jamais, depuis la mort de Cuvier, on n'avait vu une affliction si générale ni un convoi suivi par tant d'illustrations en tout genre. Mais le plus grand deuil était sans doute dans le cœur de nos géomètres, qui depuis la mort de M. Poisson doivent sentir le besoin de redoubler d'efforts pour conserver à la France l'héritage de gloire que Fermat et Descartes nous ont transmis, et qui, augmenté par deux siècles de succès, forme un des plus beaux fleurons de la couronne nationale.

Ce que je vous ai dit jusqu'ici sur la vie et les écrits de M. Poisson ne vous donnerait, monsieur, qu'une idée incomplète de cet homme célèbre, si je n'essayais d'apprécier l'ensemble de ses travaux et d'esquisser rapidement les principaux traits de son esprit et de son caractère. Les géomètres les plus éminens des temps modernes se distinguent entre eux par des qualités spéciales et souvent opposées. Tandis que Newton préparait longuement par de profondes méditations un livre qui devait révéler aux hommes le système du monde, son rival, Leibnitz, distrait par mille occupations, jetait à la hâte

dans des articles de journal, dans des lettres et jusque dans les moindres fragmens, les fondemens des plus belles découvertes. D'Alembert, qui s'est montré si méthodique dans d'autres travaux, rédigeait avec si peu d'ordre et de clarté ses recherches mathématiques, que les plus importans de ses ouvrages sont presque illisibles aujourd'hui. Euler, si fécond, si inventif, ne semblait voir dans les applications qu'un moyen d'employer l'analyse et de la faire avancer, tandis que Daniel Bernoulli ménageait les calculs et savait suppléer par les considérations les plus ingénieuses à l'impuissance de la géométrie. Lagrange, qu'on a surnommé le Racine des mathématiques, ne se contentait pas d'avoir fait une découverte; il voulait donner à son analyse la forme la plus élégante, il s'efforçait de la généraliser et de l'exposer de la manière la plus simple (1). Laplace, qui a tant fait pour achever l'édifice dont Newton a posé les fondemens, ne voyait dans l'analyse qu'un moyen d'arriver à des résultats importans, et ne s'appliquait guère à aplanir la route qui devait le conduire au but. Fourier, auquel on doit tant de vérités nouvelles, avait peut-être plus d'invention dans l'esprit que de critique et de rigueur dans les démonstrations. Quant à M. Poisson, si vous me demandiez, monsieur, quel était le caractère de son esprit, je vous dirais qu'à mon avis cet illustre géomètre, doué d'une sagacité et d'une pénétration incomparables, était né surtout pour perfectionner ce qu'avaient fait ses devanciers et pour surmonter les difficultés qui les avaient arrêtés. Sans rappeler sa mémorable découverte sur la stabilité du système planétaire, cette disposition de son esprit se remarque dans ses recherches sur le mouvement des surfaces élastiques, qu'il avait entreprises à l'occasion des travaux analogues de Mlle Germain, et dans sa *Nouvelle Théorie de l'action capillaire*, où, en introduisant la considération de la variation de densité que le liquide éprouve à la surface, il a complété d'une manière si heureuse les recherches de Laplace; elle se retrouve surtout dans sa *Théorie de la Chaleur*, ouvrage destiné à établir sur les véritables principes de la constitution moléculaire des corps cette nouvelle branche de la physique mathématique,

(1) Malgré son génie, ce n'est que par le travail le plus opiniâtre que Lagrange parvenait à ces formules symétriques, à cette rédaction simple et élégante que l'on admire tant. La collection de ses manuscrits existe à l'Institut, et l'on y trouve la preuve qu'après avoir résolu une question et rédigé sa solution, cet illustre géomètre ne cessait de corriger et de copier son écrit jusqu'à ce qu'il fût arrivé à l'expression la plus simple et la plus claire de sa pensée. Il y a tel mémoire dont il a fait six copies successives en les corrigeant toujours.

et à éclaircir ou à démontrer rigoureusement ce que les travaux de Fourier pouvaient présenter encore d'obscur et d'incertain. Personne assurément n'osera dire que M. Poisson manquât d'invention; mais il aimait principalement les questions déjà traitées par d'autres et qu'ils n'avaient pu résoudre, ou dans lesquelles il restait encore quelque chose à faire. Il savait même se servir avec un art infini des considérations déjà employées et en déduire de nouveaux et importans résultats. Perfectionner ainsi, c'est inventer, et l'on sait que rien n'est plus difficile dans les sciences que de tirer d'une idée des conséquences que n'avait pas prévues le premier inventeur. Ce même esprit de critique, qui lui permettait de saisir les défauts des autres et de les corriger, le portait à se critiquer sévèrement lui-même et à ne produire que des ouvrages irréprochables. On ne trouvera jamais un homme qui sache mieux que M. Poisson appliquer l'analyse à la recherche des forces qui agissent sur les corps naturels. Entre ses mains, la mécanique moléculaire était devenue une science nouvelle, et je crois que c'est surtout pour la mécanique céleste et la physique mathématique (1) que la perte de M. Poisson est regrettable. Il avait pour les travaux de ce genre une prédilection marquée, que quelques personnes ont pu même croire excessive, car il semble qu'on doive laisser aux géomètres le champ libre et leur demander des découvertes et des vérités nouvelles dans une branche quelconque des mathématiques sans exiger immédiatement des applications. Cependant, malgré ses préférences, il ne cessa jamais de suivre les progrès de l'analyse pure, et l'on put s'en convaincre lorsqu'il présenta à l'Institut ce beau rapport, que tous les géomètres connaissent, sur les travaux de M. Jacobi, relatifs aux transcendantes elliptiques. Un petit portefeuille où il inscrivait les questions qu'il voulait étudier, et dont plusieurs ont été déjà résolues par lui, prouve encore mieux que rien ne lui échappait, et qu'il avait le projet de traiter de nouveau toutes les parties de l'analyse et de la physique mathématique. Il serait bien intéressant de connaître les problèmes que les hommes supérieurs dans une branche quelconque des connaissances humaines croient susceptibles de solution. Cette espèce de testament scientifique aurait de grands avantages,

(1) Quelques savans un peu trop impatiens murmurent contre la physique mathématique, parce que, disent-ils, elle n'a pas encore produit de grands résultats; mais on peut leur répondre que la théorie de l'attraction universelle, qui forme du reste aussi un chapitre de la physique mathématique, ayant exigé plus d'un siècle et demi de travaux et les efforts des plus grands géomètres pour arriver au point où elle est aujourd'hui, il ne faut pas s'étonner si d'autres théories, qui viennent à peine de naître, n'ont pas fait d'aussi grands progrès.

et les petites notes de M. Poisson sont dignes de toute l'attention des savans (1).

Au reste M. Poisson n'était pas seulement un géomètre du premier ordre; c'était en tout un homme supérieur, et ceux qui l'ont approché savent qu'il avait des opinions arrêtées et fort remarquables sur toute chose. Ce n'est pas un des moindres caractères de cette supériorité que d'avoir pu, sans aucune instruction littéraire, et ayant appris fort tard à peine assez de latin pour deviner les mémoires d'Euler, se distinguer même comme écrivain, car il avait un style sévère, mesuré et éminemment clair, sans ornemens inutiles, mais aussi sans sécheresse. Il excellait surtout dans les analyses et dans ces introductions destinées à traduire en langage ordinaire les résultats généraux de ses recherches, et il a mérité à cet égard plusieurs fois les éloges de M. Villemain, excellent juge, qui a toujours apprécié les qualités du style scientifique de M. Poisson.

Les opinions philosophiques de M. Poisson étaient celles du XVIIIe siècle. Cela doit vous expliquer, monsieur, pourquoi, dans les sciences, il s'attacha plutôt aux résultats qu'aux méthodes, et pourquoi il préféra toujours l'analyse à la synthèse. Cependant, avec l'âge, et comme d'autres géomètres, il commença à se préoccuper de certaines difficultés métaphysiques qui ont arrêté les esprits les plus subtils. C'est ainsi, par exemple, qu'il fut amené à vouloir démontrer

(1) M. Poisson ne voulait jamais s'occuper de deux choses à la fois, et lorsque, dans ses travaux, il lui venait à l'esprit un projet de recherche qui ne se rattachât pas immédiatement à ce qu'il faisait alors, il se contentait d'écrire quelques mots dans son petit portefeuille. Les personnes auxquelles il communiquait ses idées scientifiques savent que, dès qu'il avait terminé un mémoire, il passait sans interruption à un autre sujet, et qu'habituellement il choisissait dans son portefeuille les questions dont il devait s'occuper. Prévoir ainsi d'avance les problèmes qui offrent des chances de succès, et savoir attendre, avant de s'y appliquer, pour ne pas entraver la marche de ses autres travaux, c'est faire preuve d'un esprit pénétrant et méthodique à la fois. Dans son portefeuille, il a inscrit deux différentes classes de questions, qu'il a appelées du premier ordre et du second ordre. Plusieurs, la variation des grands axes par exemple, et l'action capillaire, qui s'y trouvent indiquées, ont déjà été traitées par lui. Pour d'autres, après s'en être occupé, il a marqué l'impossibilité d'en tirer des résultats importans. Enfin, il en reste encore un grand nombre qui mériteraient de fixer l'attention des géomètres, comme ayant été par M. Poisson jugées susceptibles d'être résolues. Voici quelques-unes de ces questions.

« Équations algébriques et numériques... rien à espérer. »—« Intégrales définies... rien à espérer... »—« Revoir la théorie des nombres. »—« Problèmes de géométrie dépendans des différences mêlées... feuilleter tous les mémoires d'Euler. »—« Électricité dans le cas de trois corps. » Etc., etc.

le principe de la proportionnalité des forces aux vitesses, principe que Laplace lui-même avait cru impossible de prouver par le raisonnement. La démonstration de M. Poisson laisse encore quelques doutes dans l'esprit, car il semble qu'en l'adoptant on pourrait l'étendre généralement à tous les rapports qui existent entre les causes et les effets. Dans sa conduite, il avait adopté une philosophie pratique fort douce qui consistait surtout à voir le beau côté des choses et à espérer dans l'avenir. Il était spirituel et gai dans la conversation ; mais il n'aimait pas les succès bruyans, et, pour se montrer tel qu'il était, il avait besoin, comme tous ceux qui, après avoir été beaucoup dans le monde, en ont reconnu le vide, de se trouver avec un petit nombre d'amis. Ceux qui l'ont entendu professer n'ont pas oublié le talent avec lequel il exposait les principes les plus élevés de la science. A l'Académie néanmoins, il ne savait pas maîtriser l'émotion que lui causait cet imposant auditoire, et l'on était frappé de l'hésitation qu'il montrait alors et qui était encore augmentée par une petite toux convulsive qui le prenait toujours. Nulle part cependant il ne pouvait trouver un auditoire plus bienveillant ni plus favorablement disposé, car son influence à l'Institut était très grande, et d'autant plus qu'il évitait avec soin de l'exercer : cette influence tenait à son talent non moins qu'à la modération de son caractère, qui était, à mes yeux, celui du véritable savant. Sa seule passion a été la science; il a vécu et il est mort pour elle. Travaillant sans cesse à agrandir le cercle des connaissances humaines, il n'ambitionnait que les suffrages des juges compétens, sans jamais briguer les applaudissemens de la foule ni cette popularité que dans les hautes sciences on ne peut recueillir qu'en s'abaissant. Et pourtant il n'y avait pas un coin du globe où sa renommée n'eût pénétré, et toutes les Académies du monde tenaient à honneur d'inscrire son nom sur leurs registres. Bien qu'il dût connaître sa force, M. Poisson avait une véritable modestie qui se manifestait dans sa conversation comme dans ses écrits (1), et personne n'a jamais entendu sortir de sa bouche un mot qui pût faire soupçonner en lui le sentiment de sa supériorité.

Bien que M. Poisson ait été élevé à la pairie sous le gouvernement actuel, il n'a jamais été un homme politique. Partisan d'une sage liberté, et convaincu qu'il en aurait toujours assez pour lui-même,

(1) Ce n'est pas seulement dans ses ouvrages imprimés que M. Poisson savait être modeste, il apportait cette réserve jusque dans les écrits qu'il ne se proposait pas de publier. Il avait rédigé pour son usage particulier deux notices fort détaillées et très importantes, l'une *sur les travaux et les découvertes de Laplace*, l'autre *sur les manuscrits de Lagrange*, qui contiennent des analyses, et des jugemens très

ce qu'il demandait surtout au gouvernement, c'étaient les conditions nécessaires de stabilité. La guerre et le despotisme militaire l'avaient éloigné de Napoléon dans les dernières années de l'empire. Il crut à la durée de la restauration, mais ne sacrifia aucune de ses convictions au gouvernement des Bourbons. M. de Frayssinous et M. de Villèle faisaient grand cas de la justesse de son esprit, et le consultaient. Ils songèrent même à le faire nommer député à Pithiviers; mais, chose assez bizarre, il échoua, parce que les libéraux qui lui étaient opposés rappelèrent habilement aux légitimistes que M. Poisson était né roturier, et que son père avait été juge de paix sous la Convention. Après la révolution de juillet, il craignit longtemps une conflagration générale; mais dès qu'il put croire que la nouvelle dynastie s'affermissait, il s'y rattacha sincèrement. Il n'a guère eu le temps de prendre part aux délibérations de la chambre des pairs, où, sans aucun doute, sa haute raison et ses connaissances l'auraient fait distinguer. Lorsqu'il apprit sa nomination, il se borna à dire aux personnes qui l'entouraient : « Cela fera bien plaisir à ma femme. » Pour lui, ce qui le touchait surtout, c'était d'être admis dans un corps auquel Laplace avait appartenu, car rien n'égalait sa vénération pour la mémoire de ce grand géomètre, et rien ne le flattait autant que les rapprochemens qu'on établissait entre lui et l'auteur de la *Mécanique céleste*.

Simple par goût et modéré par caractère, il savait cependant allier à ces qualités une grande ténacité dans les idées. Il n'aimait pas à se décider, et lorsqu'on lui parlait d'une affaire quelconque, on pouvait

remarquables sur les écrits de ces illustres géomètres. On a vu précédemment combien tous deux avaient été frappés de la découverte de M. Poisson sur l'invariabilité des grands axes, et en quels termes ils s'étaient exprimés à ce sujet. Dans le dixième paragraphe de sa Notice sur les travaux de Laplace, M. Poisson fait allusion à sa découverte, et il se borne à dire à cet égard :

« Les expressions différentielles des six élémens elliptiques, au moyen des différences partielles de la fonction perturbatrice, prises par rapport à ces élémens et multipliées par des fonctions de ces mêmes élémens, qui ne contiennent pas le temps explicitement, sont des formules très importantes que Laplace regardait comme le plus grand pas qu'on eût fait depuis long-temps dans la théorie des perturbations, et que Lagrange et lui ont présentées au Bureau des longitudes dans une même séance. Elles forment le supplément au troisième volume de la *Mécanique céleste*. L'invariabilité des grands axes et des moyens mouvemens, en ayant égard aux carrés des masses, *qui venait d'être démontrée*, s'en déduit immédiatement, et c'est à l'occasion de ce théorème que ces formules ont été trouvées par nos deux grands géomètres. »

C'est là, il faut l'avouer, une rare modestie : le nom de l'inventeur ne s'y trouve même pas.

être sûr qu'il commencerait par en faire ressortir les difficultés; mais une fois que son opinion était formée, il ne changeait jamais. S'il s'agissait d'une chose pour laquelle le concours d'autres personnes fût nécessaire, on pouvait prévoir que, malgré les plus vives oppositions, il finirait par réussir, sans emportement ni colère, mais par sa haute raison et sa fermeté. Cependant, pour lui-même, il évitait les entreprises qui lui auraient coûté trop de temps, et qui pouvaient le détourner de ses travaux, et ce n'est qu'en faveur de ses amis qu'il consentait à s'en charger; car quoique M. Poisson ne fût pas de ces gens qui accablent tout le monde de témoignages et de protestations d'amitié, il était véritablement et sincèrement attaché au petit nombre d'amis qu'il avait choisi, et qu'il avait le mérite rare d'aimer chaque jour davantage. Sa constance dans l'affection lui rendait les brouilleries insupportables, et on l'a toujours vu faire les premières avances pour effacer jusqu'aux moindres traces des dissentimens qui avaient pu surgir entre lui et ses amis. Chez toute autre personne, cela aurait pu passer pour de la faiblesse; mais dans la position où se trouvait M. Poisson, c'était de la bonté qui quelquefois se manifestait d'une façon pleine de noblesse. Une anecdote que je sais, monsieur, d'une manière certaine, suffira pour vous prouver que sans se soucier d'en faire parade, cet illustre géomètre ne le cédait à personne en fait de sentimens élevés.

En 1833, un étranger que les révolutions de son pays avaient contraint à demander à la France une hospitalité qu'elle sait exercer avec tant de générosité, eut l'honneur d'être admis à l'Institut. Son élection, à laquelle contribuèrent plusieurs savans célèbres, fut surtout décidée par M. Poisson, qui, malgré la divergence des opinions politiques, soutint presque seul, et avec une énergie remarquable, la lutte et la discussion en faveur du candidat étranger. Quelques mois après, le nouvel académicien fit paraître un écrit où l'on parlait des fatales lenteurs qui avaient d'abord retardé l'examen d'un mémoire adressé à l'Institut par un jeune savant d'un rare mérite, et auquel cependant l'Académie avait plus tard rendu pleine justice. Cet écrit, qui n'avait rien de personnel contre M. Poisson, l'offensa, et un soir il en témoigna son mécontentement à l'auteur, qui soutint son opinion avec mesure, mais avec fermeté. M. Poisson, contre son habitude, s'irritant de plus en plus, finit par dire : « Vous devriez savoir mieux que personne, monsieur, que l'on sait accueillir les étrangers en France. » — Profondément blessé par ces paroles, l'interlocuteur se retira sans répondre, et comme il n'a pas beaucoup de souplesse dans le caractère, ne pouvant supporter l'idée qu'un homme qui

avait contribué à son élection à l'Institut le lui reprochât et voulût le dominer, il forma immédiatement le projet de donner sa démission à l'Académie, pour ne pas rester dans une position dépendante au milieu de cette illustre assemblée. Toutefois, il n'eut pas le temps d'exécuter ce dessein, car deux jours après il vit arriver chez lui M. Poisson, qui n'allait jamais chez personne, et qui l'aborda en lui disant : « J'ai eu bien tort avant-hier, et j'espère que vous oublierez ma vivacité. » — Vous concevez, monsieur, qu'une telle démarche de la part de M. Poisson auprès d'un jeune homme devait pénétrer de respect et de reconnaissance celui qui en était l'objet. Aussi n'a-t-il jamais cessé d'honorer et de chérir comme un père M. Poisson, qui, de son côté, lui a témoigné jusqu'à ses derniers momens la plus sincère, la plus tendre amitié.

Un homme comme M. Poisson, qui se montrait peu et qui n'avait qu'un petit nombre d'amis, était exposé à être jugé défavorablement par ceux qui ne le connaissaient pas, et que blessait sa supériorité. Les accusations les plus banales n'ont pas manqué contre lui. On a crié au cumul, et quelques personnes s'indignaient même de la fortune qu'il se préparait à laisser à ses enfans. Je vous ai déjà dit, monsieur, ce que je pensais de ces clameurs contre les traitemens qu'ont touchés les Cuvier et les Poisson, de ces clameurs qui, dans la société comme elle est organisée actuellement, ne pourraient avoir d'autre résultat que d'éloigner des fonctions publiques les hommes les plus éminens; mais enfin, puisque l'accusation a été formulée, il est bon de faire remarquer que M. Poisson n'a jamais rien demandé. D'abord ce fut Laplace qui s'occupa de pourvoir à son avancement; ensuite, lorsqu'après la chute de l'empire la restauration voulut s'entourer de tous les hommes qui avaient cru à ses promesses de paix et de liberté, M. Poisson dut nécessairement fixer l'attention du nouveau gouvernement. Néanmoins, malgré les tendances de cette époque, non-seulement il ne sacrifia jamais aucune de ses opinions philosophiques, mais il ne voulut même pas essayer de les voiler; et pourtant sa réputation était telle, qu'il fut nommé membre du conseil de l'instruction publique sans en être prévenu (1), et qu'il reçut le titre de baron sans le désirer et sans vouloir jamais faire les dé-

(1) Voici la lettre par laquelle cet illustre géomètre apprit qu'il venait d'être nommé à ces hautes fonctions :

« M. Cuvier a le plaisir d'annoncer à son cher collègue M. Poisson, que le roi vient de le nommer membre de la commission de l'instruction publique; cette nouvelle surprendra peut-être le savant qui en est l'objet, mais on peut être sûr qu'elle plaira à tous les amis des sciences et de la véritable instruction. G. CUVIER.

« Au Jardin du Roi. — Le 22 juillet 1820. »

marches nécessaires pour rendre régulière sa nomination. Il est vrai, comme on l'a dit, que M. Poisson, qui aimait tendrement ses enfans, leur a laissé une fortune considérable, fruit de ses économies; mais on doit ajouter que jamais le soin de sa fortune ne put le distraire un instant de ses travaux, et que, menacé tout à coup d'une ruine totale, il montra une force d'ame dont peu de personnes seraient capables. C'était en 1821 : depuis long-temps M. Poisson avait pris l'habitude de remettre toutes ses épargnes à une personne qui devait acheter des rentes et placer successivement les intérêts. Sa confiance était telle qu'il n'avait aucun reçu et ne demandait jamais à voir aucun papier. Le dépôt s'était accru ainsi jusqu'à la somme de 300,000 francs. Un jour, on vient lui annoncer que son ami l'a trahi, qu'il n'a rien acheté et que tout est perdu. M. Poisson, qui était déjà père de plusieurs enfans, fut très sensible à ce coup, mais il sut maîtriser son émotion. Il n'en fit confidence qu'à son ami M. Thénard, et alla passer quelque temps à la campagne, où il composa un de ses plus beaux mémoires. Ne trouvez-vous pas, monsieur, qu'un tel homme devait avoir une grande force de caractère, et que, s'il était intéressé, il l'était d'une singulière façon? Au reste, pour achever l'histoire, je vous dirai que, grace à la loyauté du fils de ce dépositaire infidèle, M. Poisson finit par recouvrer les 300,000 francs : il fallut attendre plusieurs années, et, durant cette longue épreuve, le géomètre, qui sut toujours se taire, ne cessa pas un seul instant de produire de nouveaux travaux et de remplir tranquillement les fonctions dont il était investi.

Je m'arrête ici, monsieur, car je n'ai pas la prétention d'écrire un éloge, et je ne veux que vous transmettre mes impressions et mes souvenirs. Dans tous les temps, la mort de M. Poisson aurait laissé des regrets infinis; de nos jours, sa vie mérite de servir d'exemple et d'enseignement : car, possédant tout ce qu'il fallait pour briller aux yeux de la foule, il sut renoncer à ces faciles succès qui ont perdu tant de monde, pour se livrer exclusivement aux progrès de la science. Mais si de son vivant il a pu renoncer à quelques applaudissemens, la postérité, qui met chaque chose à sa place, le récompensera de ce léger sacrifice en entourant sa mémoire de vénération et de respect; et la jeunesse appelée à combler les grands vides qui se forment sans cesse au milieu de nous, sentira qu'il n'y a pas d'hommes plus regrettables ni plus dignes d'être imités que ceux qui savent également graver leur nom dans l'histoire et dans le cœur de leurs amis.

****

MADAME

DE LONGUEVILLE.

Les noms de Mme de La Fayette et de M. de La Rochefoucauld, auxquels on s'est précédemment arrêté (1), semblent en appeler un autre, lié naturellement au leur par toutes sortes de relations attrayantes, de convenances et de réverbérations plus ou moins mystérieuses : Mme de Longueville, dans sa délicate puissance, est encore à peindre. Sa vie, qui s'est partagée en deux moitiés contraires, l'une d'ambition et de galanterie, l'autre de dévotion et de pénitence, n'a trouvé le plus souvent que des témoins trop préoccupés d'un seul aspect. Mme de Sévigné seule, dans une lettre célèbre, a éclairé l'ensemble du portrait au plus pathétique moment. Pour nous, à qui une rencontre inévitable l'a offerte, pour ainsi dire, au milieu et au cœur d'un sujet que nous traitions, il nous a été donné de la suivre, et nous avons eu comme l'honneur de la fréquenter en des heures de retraite et à travers ses dispositions les plus cachées. Elle nous apparaissait la plus illustre pénitente et protectrice de Port-Royal durant des années; c'est d'elle et de sa présence en ce monastère que dépendit uniquement, vers la fin, l'observation de la *paix de l'église;* c'est sa mort qui la rompit. Sans prétendre retracer une vie si diverse et si fuyante, il y a eu devoir et plaisir pour nous à bien saisir du moins cette physio-

(1) Voir particulièrement l'article sur La Rochefoucauld, n° du 15 janvier 1840.

nomie à laquelle s'attache un enchantement immortel, et qui, même sous ses voiles redoublés, nous venait sourire du fond de notre cadre austère. Nous l'en détachons pour la donner ici.

Mlle Anne-Geneviève de Bourbon, fille d'une mère bien belle (1), et dont la beauté, si fort convoitée par Henri IV, avait failli susciter aussi bien des guerres, parut très jeune à la cour, et y apporta, près de Mme la Princesse, encore hautement brillante, « les premiers charmes de cet angélique visage qui depuis a eu tant d'éclat, et dont l'éclat a été suivi de tant d'évènemens fâcheux et de souffrances salutaires (2). »

Ses plus tendres pensées pourtant furent à la dévotion; sa fin ne fit que réaliser et ressaisir les rêves mystiques de son enfance. Elle accompagnait souvent Mme la Princesse aux Carmélites du faubourg Saint-Jacques; elle y passait de longues heures, qui se peignirent d'un cercle idéal en son imagination d'azur, et qui se retrouvèrent tout au vif dans la suite après que le tourbillon fut dissipé. Elle avait treize ans (1632) quand son oncle Montmorency fut immolé à Toulouse aux vengeances et à la politique du cardinal; cette jeune nièce, frappée dans sa fierté comme dans sa tendresse d'un coup si sensible, eût volontiers imité l'auguste veuve, et voué dès-lors son deuil à la perpétuité monastique. Cependant sa mère commençait à craindre trop de penchant en elle vers les bonnes carmélites; elle croyait trouver que ce blond et angélique visage ne s'apprêtait pas à sourire assez au monde brillant qui l'allait juger sur les premiers pas. A quoi Mlle de Bourbon répondait avec une flatterie instinctive qui démentait déjà les craintes : « Vous avez, madame, des graces si touchantes que comme je ne vais qu'avec vous et ne parais qu'après vous, on ne m'en trouve point (3). » Le tour de l'esprit de Mme de Longueville perce d'abord dans ce mot-là.

On raconte que, lorsqu'il s'agit du premier bal où Mlle de Bourbon dut aller pour obéir à sa mère, ce fut chez les carmélites un grand conseil; il fut décidé, pour tout concilier, qu'avant d'affronter le péril, elle s'armerait en secret, sous sa parure, d'une petite cuirasse appelée cilice. Cela fait, on crut avoir pourvu à tout, et Mlle de Bourbon ne s'occupa plus qu'à être belle. A peine entrée au bal, ce fut autour d'elle un murmure universel d'admiration et de louanges;

(1) Charlotte de Montmorency, princesse de Condé.

(2) Expressions de Mme de Motteville.

(3) J'emprunte beaucoup pour ces commencemens à *la véritable Vie* de la duchesse de Longueville, par Villefore (1739).

son sourire, dont sa mère avait un instant douté, y répondit et ne cessa plus. Délicieux ravage! le cilice à l'instant s'émoussa, et, à partir de ce jour, les bonnes carmélites eurent tort.

Elle y pensa pourtant encore par intervalles; dans ses plus grandes dissipations, elle entretenait de ce côté quelque commerce de lettres; elle leur écrivait à chaque assaut, à chaque douleur; elle leur revint à la fin, et se partagea entre elles et Port-Royal. Elle était chez ces mêmes carmélites du faubourg Saint-Jacques, lorsqu'elle mourut; elle y était lorsque Mme de La Vallière y entra, et, parmi les assistans touchés, on put la remarquer pour l'abondance de ses larmes. La vie de Mme de Longueville a de ces symétries harmonieuses, de ces accords et de ces retours qui la font aisément poétique, et auxquels l'imagination, malgré tout, se laisse ravir. C'est ainsi (j'ai omis de le dire) qu'elle était née au château de Vincennes, durant la prison du prince de Condé son père (1619), à ce Vincennes où son frère le grand Condé, captif, cultivera des œillets un jour, à ce Vincennes de saint Louis, destiné à porter au front, dans l'avenir, l'éclaboussure du sang du dernier Condé.

Elle fréquenta beaucoup, avec le duc d'Enghien, l'hôtel de Rambouillet, alors dans sa primeur, et l'on a des lettres à elle de M. Godeau, évêque de Grasse, qui sont toutes pleines de myrtes et de roses. Ce genre d'influence fut sérieux sur elle, et sa pensée, même repentante, s'en ressentira toujours. A cette époque et avant que la politique s'en mêlât, elle et son frère, et cette jeune cabale, déjà décidée à l'être, ne songeait encore, est-il dit (1), qu'à faire briller leur esprit dans des conversations galantes et enjouées, qu'à commenter et raffiner à perte de vue sur les délicatesses du cœur. Il n'y avait pour eux d'honnêtes gens qu'à ce prix-là. Tout ce qui avait un air de conversation solide leur semblait grossier, vulgaire. C'était une résolution et une gageure d'être *distingué*, comme on aurait dit soixante ans plus tard, d'être *supérieur*, comme on dirait aujourd'hui : on disait alors *précieux*.

Mlle de Bourbon avait vingt-trois ans (1642), lorsqu'on la maria au duc de Longueville, âgé de quarante-sept ans, déjà veuf d'une princesse de plus de vertu que d'esprit, que j'ai montrée ailleurs (2) très liée avec les mères de Port-Royal durant l'époque dite de *l'Institut du Saint-Sacrement* et dans la période de M. Zamet; il en avait une

(1) Mémoires de Mme de Nemours.
(2) *Port-Royal*, tom. I, pag. 341.

fille, déjà âgée de dix-sept ans, qui, avant d'être duchesse de Nemours, resta long-temps auprès de sa jeune belle-mère, nota tous ses écarts, et finalement, en ses *Mémoires*, ne lui fit grace d'aucun.

Le duc de Longueville pouvait passer pour le plus grand seigneur de France, mais il ne venait qu'après les princes du sang; c'était un peu descendre pour Mlle de Bourbon. Son père, M. le Prince, l'avait forcée à ce mariage; elle fit bonne contenance. Dès les premiers temps, un grand éclat vint irriter à la fois et flatter sa passion glorieuse, et donner jour aux vanités de son cœur.

M. de Longueville, outre la disproportion de son âge, avait le tort de paraître aimer Mme de Montbazon; les deux rivales n'eurent pas de peine à se haïr. Un jour qu'il y avait cercle chez Mme de Montbazon, quelqu'un ramassa une lettre perdue, sans adresse ni signature, mais qui semblait d'une main de femme écrivant tendrement à quelqu'un qu'on ne haïssait pas. On lut et relut la lettre, on chercha à deviner, on décida bientôt qu'elle devait être de la duchesse de Longueville, et qu'elle était tombée à coup sûr de la poche du comte de Coligny, qui venait de sortir. Il paraît bien réellement qu'à dessein ou non, on se trompait. Cette atteinte était la première qu'on eût encore portée à la vertu de la jeune duchesse. On redit le malin propos sans trop y croire. Au premier bruit qui en vint aux oreilles de l'offensée, celle-ci, qui savait que l'histoire était fausse, mais qui se réservait tout bas peut-être de la rendre vraie, crut qu'il était mieux de se taire. Mme la Princesse sa mère ne le souffrit pas, et prit la chose du ton d'une personne toute fière d'être entrée dans la maison de Bourbon; elle exigea des réparations solennelles. Sa plainte devint une affaire d'état. On était alors dans la première année de la régence; Mazarin essayait son pouvoir, et ce fut pour lui la première occasion de démêler les intrigues de cour, de mettre de côté les amis de Mme de Montbazon, Beaufort et les *importans:* Mme de Motteville déduit tout cela en perfection.

La rédaction des paroles d'excuse fut débattue et arrêtée dans le petit cabinet du Louvre, en présence de la reine; on les écrivit sur les tablettes même du cardinal, qui faisait son jeu sous cette comédie. Puis on les copia sur un petit papier que Mme de Montbazon attacha à son éventail. Elle se rendit à heure fixe chez Mme la Princesse, et lut le papier, mais d'un ton fier et qui semblait dire : *Je m'en moque.* A peu de temps de là, Coligny, par suite de cette prétendue lettre, *appelait* le duc de Guise, qui tenait pour Mme de Montbazon; ils se battirent sur la Place-Royale. Coligny reçut une blessure, dont il

mourut, et on assura que Mme de Longueville était cachée derrière une fenêtre, à voir le combat. Au moins, tout ce bruit pour elle l'avait charmée : c'était l'hôtel de Rambouillet en action. Coligny y allait trouver son compte, s'il avait vécu.

Est-ce avant ou après cette aventure que Mme de Longueville fut atteinte de la petite vérole? Ce fut probablement un peu avant; elle l'eut l'année même de son mariage, et sa beauté s'en tira sans trop d'échec; l'éclipse fut des plus passagères. « Pour ce qui regarde Mme de Longueville, dit Retz, la petite-vérole lui avoit ôté la première fleur de sa beauté; mais elle lui en avoit laissé presque tout l'éclat, et cet éclat, joint à sa qualité, à son esprit, et à sa langueur qui avoit en elle un charme particulier, la rendoit une des plus aimables personnes de France. » M. de Grasse se croyait plus fidèle à son caractère d'évêque en lui écrivant, dès qu'elle fut rétablie : « Je loue Dieu de ce qu'il a conservé votre vie.... Pour votre visage, un autre que moi se réjouira avec plus de bienséance qu'il n'est pas gâté. *Mademoiselle Paulet me le manda.* J'ai si bonne opinion de votre sagesse, que je crois que vous eussiez été bien aisément consolée si votre mal y eût laissé des marques. Elles sont souvent des caractères qu'y grave la divine miséricorde, pour faire lire aux personnes qui ont trop aimé leur teint que c'est une fleur sujette à se flétrir devant que d'être épanouie, et qui, par conséquent, ne mérite pas qu'on la mette au rang des choses que l'on peut aimer. » Le courtois évêque ne s'étend si complaisamment sur ces traces miséricordieuses au visage, que parce qu'il est sûr par Mlle Paulet qu'il n'y en a point.

Mme de Motteville va plus loin; elle nous décrit, même après cet accident, cette beauté qui consistait plus dans certaines nuances incomparables du teint que dans la perfection des traits, ces yeux moins grands que doux et brillans, d'un bleu admirable, *pareil à celui des turquoises;* et les cheveux blonds argentés, qui accompagnaient à profusion ces merveilles, semblaient d'un ange. Avec cela une taille accomplie, ce je ne sais quoi qui s'appelait bon air, air galant, dans toute la personne, et de tout point une façon suprême. Personne, en l'approchant, n'échappait au désir de lui plaire; son agrément irrésistible s'étendait jusque sur les femmes (1).

Le duc de Longueville, tout descendant de Dunois qu'il était, avait en lui peu de chevaleresque; c'était un grand seigneur magnifique et

(1) Après ces témoignages d'une personne aussi véridique que Mme de Motteville, et d'un connaisseur désintéressé ici comme Retz, je n'ai garde d'aller demander à cette méchante langue et à ce fou de Brienne quelques détails moins enchanteurs

pacifique, sans humeur, assez habile dans les négociations autant qu'un indécis peut l'être. On l'envoya pour suivre celles de Munster; Mme de Longueville ne l'y alla rejoindre qu'au bout de deux ans (1646), et lorsque déjà le prince de Marsillac avait fait sur elle une impression qu'il avait également reçue.

Le monde diplomatique et les honneurs dont elle fut l'objet la laissèrent nonchalante et assez rêveuse; elle en pensait volontiers ce qu'elle dit un jour en bâillant de *la Pucelle* de Chapelain, qu'on lui voulait faire admirer : *Oui, c'est bien beau, mais c'est bien ennuyeux.* — « Ne vaut-il pas mieux, madame, lui écrivait durant ce temps le soigneux M. de Grasse, que vous reveniez à l'hôtel de Longueville, où vous êtes encore plus plénipotentiaire qu'à Munster? Chacun vous y souhaite cet hiver. Monseigneur votre frère est revenu chargé de palmes; revenez couverte des myrtes de la paix : car il me semble que ce n'est pas assez pour vous que des branches d'olivier. » Elle reparut en effet à Paris en mai 1647. Cette année d'absence avait encore renchéri son prix; le retour mit le comble à son succès. Tous les désirs la cherchèrent. Sa ruelle, est-il dit, devint le théâtre des beaux discours, du fameux duel des deux sonnets, et aussi de préludes plus graves. Pour parler le langage de M. Godeau, les myrtes commençaient à cacher des glaives.

Son frère le victorieux, jusque-là si uni à ses sentimens, peu à peu s'en sépare; elle s'en irrite. Son autre frère, le prince de Conti, s'enchaîne de plus en plus à elle. Marsillac saisit décidément le gouvernail de son cœur.

Suivre la vie de Mme de Longueville à cette époque, dans les rivalités commençantes, dans les intrigues et bientôt les guerres de la Fronde, ce serait se condamner (chose agréable d'ailleurs) à émietter les mémoires du temps; ce serait surtout vouloir enregistrer tous les caprices d'une ame ambitieuse et tendre, où l'esprit et le cœur sont dupes sans cesse l'un de l'autre; ce serait prétendre suivre pas à pas l'écume légère, la risée des flots :

In vento et rapidâ scribere oportet aquâ (1).

Attachons-nous au caractère. La Rochefoucauld, qui eut plus que

sur une telle beauté, détails suspects et qui ne se rapporteraient d'ailleurs qu'à l'époque déclinante. Ce qui est certain de Mme de Longueville, c'est que, sans posséder peut-être de certains attraits complets, elle sut avoir toute la grace.

(1) Quatre livres de mémoires bien lus suffisent, Retz et La Rochefoucauld, Mmes de Motteville et de Nemours.

personne qualité pour la juger, nous a dit déjà, et je répète ici ce passage trop essentiel au portrait de Mme de Longueville pour ne pas être rappelé : « Cette princesse avoit tous les avantages de l'esprit et de la beauté en si haut point et avec tant d'agrément, qu'il sembloit que la nature avoit pris plaisir de former en sa personne un ouvrage parfait et achevé; mais ces belles qualités étoient moins brillantes à cause d'une tache qui ne s'est jamais vue en une personne de ce mérite, qui est que, bien loin de donner la loi à ceux qui avoient une particulière adoration pour elle, elle se transformoit si fort dans leurs sentimens, qu'elle ne reconnaissoit plus les siens propres. »

La Rochefoucauld ne put d'abord se plaindre de ce défaut, puisqu'il lui dut de la conduire. Ce fut l'amour qui chez elle éveilla l'ambition, mais il l'éveilla si vite, pour ainsi dire, qu'il ne s'en distingua jamais.

Contradiction singulière! plus on considère la politique de Mme de Longueville, et plus elle se confond avec son caprice amoureux; mais si l'on serre de près cet amour lui-même (et plus tard elle nous l'avouera), il semble que ce n'est plus que de l'ambition travestie, un désir de briller encore.

Son caractère manquait donc tout-à-fait de consistance, de volonté propre. Et son esprit, notons-le bien, si brillant et si fin qu'il fût, n'avait rien qui s'opposât trop directement à ce manque de caractère. On peut voir juste et n'avoir pas la force de faire juste. On peut avoir de la raison dans l'esprit et pas dans la conduite, le caractère entre les deux faisant faute. Mais ici le cas diffère : l'esprit de Mme de Longueville n'est pas, avant tout, raisonnable; il est fin, prompt, subtil, ingénieux, tout en replis; il suit volontiers son caractère, qui lui-même fuit; il brille volontiers dans les entrecroisemens et les détours, avant de se consumer finalement dans les scrupules. Il y a beaucoup de l'hôtel Rambouillet dans cet esprit-là.

« L'esprit de la plupart des femmes sert plus à fortifier leur folie que leur raison. » C'est encore l'auteur des *Maximes* qui dit cela, et Mme de Longueville, avec toutes ses métamorphoses, lui était certainement présente lorsqu'il l'a dit. Elle, la plus féminine des femmes, lui put servir du plus bel abrégé de toutes les autres. Au reste, s'il a observé évidemment d'après elle, elle aussi semble avoir conclu d'après lui; l'accord est parfait. La confession finale de Mme de Longueville, que nous lirons, ne nous paraîtra que la traduction chrétienne des *Maximes*.

Retz, moins engagé à ce sujet que La Rochefoucauld, et qui

aurait bien voulu l'être autant, a merveilleusement parlé de Mme de Longueville. C'est l'unique gloire de notre portrait, de rassembler tous ces traits : « Madame de Longueville a naturellement, dit-il, bien du fond d'esprit, mais elle en a encore plus le fin et le tour. Sa capacité, qui n'a pas été aidée par sa paresse, n'est pas allée jusques aux affaires dans lesquelles la haine contre M. le Prince l'a portée, et dans lesquelles la galanterie l'a maintenue. Elle avoit une langueur dans ses manières, qui touchoit plus que le brillant de celles mêmes qui étoient plus belles; elle en avoit une même dans l'esprit qui avoit ses charmes, parce qu'elle avoit, si l'on peut le dire, des réveils lumineux et surprenans. Elle eût eu peu de défauts, si la galanterie ne lui en eût donné beaucoup. Comme sa passion l'obligea de ne mettre la politique qu'en second dans sa conduite, d'héroïne d'un grand parti elle en devint l'aventurière. La Grace a rétabli ce que le monde ne lui pouvoit rendre. »

Autant, dans la Fronde, on voit Mme de Longueville supérieure, comme esprit, à Mme de Montbazon par exemple, ou à Mlle de Chevreuse (ce qui est trop peu dire), ou même à Mademoiselle, autant elle reste inférieure à son amie la princesse Palatine, véritable génie, ferme, ayant le secret de tous les partis, et les dominant, les conseillant avec loyauté et sang-froid; non pas l'aventurière, elle, mais l'homme d'état de la Fronde. « Je ne crois pas que la reine Élisabeth ait eu plus de capacité pour conduire un état, » dit Retz.

Pourquoi Bossuet n'a-t-il pas célébré Mme de Longueville, comme il a fait cette autre princesse pénitente, dont il prononçait l'oraison funèbre dans l'église de ces mêmes carmélites du faubourg Saint-Jacques? M. le Prince, qui lui demanda cet éloquent office pour la mémoire de la Palatine, n'eut pas l'idée, à ce qu'il paraît, quelques années auparavant, de lui exprimer le même désir à l'égard de sa sœur. En jugea-t-il l'accomplissement par trop impossible dans cette bouche retentissante? Les difficultés en effet étaient grandes; la pénitence même de Mme de Longueville avait gardé quelque chose de rebelle. Bossuet n'aurait pu dire ici bien haut, comme de la princesse Palatine : « Sa foi ne fut pas moins simple que naïve. Dans les fameuses questions qui ont troublé en tant de manières le repos de nos jours, elle déclaroit hautement qu'elle n'avoit d'autre part à y prendre, que celle d'obéir à l'église. » Port-Royal eût été un écueil plus périlleux à toucher que la Fronde; on aurait pu encore, dans l'arrière-fond, faire, jusqu'à un certain point, vaguement pressentir M. de La Rochefoucauld ou M. de Nemours, mais non pas M. Singlin.

Comme pourtant quelques traits du puissant orateur auraient fixé, dans une majesté gracieuse, cette figure d'éblouissante langueur, ce caractère d'ingénieuse et séduisante faiblesse, d'une faiblesse qui ne fut jamais plus agissante que quand elle était plus subjuguée! Comme elle se fût admirablement dessinée dans ce même fond de tempêtes et de tourbillons civils, où il a jeté et détaché l'autre princesse! On connaît cette grande page sur la Fronde, on ne la saurait trop rouvrir, j'y renvoie (1). Il ne l'eût pas écrite autrement pour cette oraison funèbre absente, qui est un de mes regrets.

A défaut de cette grandeur de peinture qui nous supprimerait, la chronique des mémoires est là qui nous soutient. En me servant de la clé que fournit La Rochefoucauld, j'ai pu déjà, dans le portrait de ce dernier, simplifier et dire comment la direction de Mme de Longueville fut autre avant l'époque de la prison des princes, et après cette prison. Dans le premier temps, c'est-à-dire pendant le siége de Paris (1648), brouillée avec le prince de Condé, elle ne suivit que les intérêts et les sentimens de M. de La Rochefoucauld; elle les suivait encore, lorsqu'après la signature de la paix (avril 1649), elle postulait pour lui en cour brevets et priviléges, lorsqu'après l'arrestation des princes ses frères (janvier 1650), elle s'enfuyait avec toutes sortes de périls de Normandie en Hollande par mer (2), et arrivait, bien glorieuse enfin, à Stenay, où elle traitait avec les Espagnols et troublait Turenne.

A son retour en France après la sortie des princes et dans les préliminaires de la reprise d'armes, elle semblait suivre encore les mêmes sentimens, bien qu'avec un abandon moins décidé. On la voit dans ses conseils près de M. le Prince, à Saint-Maur, tantôt vouloir l'accommodement parce que M. La Rochefoucauld le désire, tantôt vouloir la rupture parce que la guerre l'éloigne de son mari, « qu'elle n'avoit jamais aimé, dit Retz, mais qu'elle commençoit à craindre. » Et il ajoute : « Cette constitution des esprits auxquels M. le Prince

(1) Oraison funèbre d'Anne de Gonzague, depuis ces mots : « *Pour la plonger entièrement dans l'amour du monde....* » jusqu'à cette phrase : « *O éternel Roi des siècles, voilà ce qu'on vous préfère, voilà ce qui éblouit les ames qu'on appelle grandes!* »

(2) Ses aventures près de Dieppe furent romanesques. Elle erra plusieurs jours le long des côtes. Si elle avait pu faire dans le pays une Vendée, ou, comme on disait alors, une Fronde, elle l'aurait entreprise, et se sentait de cœur pour cela. Elle trouva enfin à s'embarquer à bord d'un vaisseau anglais, et y fut reçue sous le nom d'un gentilhomme qui s'était battu en duel.

avait à faire eût embarrassé Sertorius (1). » Fâcheux et bizarre augure! cette aversion pour le mari combattait ici les intérêts de l'amant, et pour celui-ci, n'en pas triompher, c'était déchoir. Enfin les sentimens de M. de La Rochefoucauld cessent positivement d'être la boussole de Mme de Longueville : elle semble accueillir sans défaveur les hommages de M. de Nemours; elle les perd peu après par l'intrigue de Mme de Châtillon, qui les ressaisit comme son bien, et qui en même temps trouve moyen d'obtenir ceux du prince de Condé, lequel échappe de nouveau à la confiance de sa sœur. C'est M. de La Rochefoucauld dont la politique et la vengeance ont concerté cette revanche trois fois ulcérante pour Mme de Longueville. Elle était déjà d'ailleurs brouillée ouvertement avec son autre frère, le prince de Conti, qu'elle avait jusqu'alors absolument gouverné, et même subjugué (2). Elle perd bientôt ses derniers restes d'espoir sur M. de Nemours, qui est tué en duel par M. de Beaufort, et dès ce moment sa colère, sa haine contre lui tournent en larmes, comme s'il lui était pour la première fois enlevé. Vers le même temps, la paix finale se conclut (octobre 1652); la cour et le Mazarin triomphent; la jeunesse fuit, et sans doute aussi la beauté commence à suivre; tout manque donc à la fois ou va manquer à Mme de Longueville. Étant encore à Bordeaux, et d'un couvent de bénédictines où elle s'était logée aux approches de cette paix, elle écrivait à ses chères carmélites du faubourg Saint-Jacques, avec lesquelles, dans les plus grandes dissipations, elle n'avait jamais tout-à-fait rompu : « Je ne désire rien avec tant d'ardeur présentement que de voir cette guerre-ci finie, pour m'aller jeter avec vous pour le reste de mes jours.... *Si j'ai eu des attachemens au monde, de quelque nature que vous les puissiez imaginer, ils sont rompus et même brisés.* Cette nouvelle ne vous sera pas désagréable... Je prétends que, pour me donner une sensibilité pour Dieu que je n'ai point encore, et sans laquelle je ferois pourtant l'action que je vous ai dite, si l'on avoit la paix, vous me fassiez la

(1) Lemontey, dans sa notice sur Mme de Longueville, dit qu'on a pu définir ainsi les dernières années de la guerre civile : « Tournoi de deux femmes, Geneviève de de Condé et Anne d'Autriche; l'une pour fuir son mari, l'autre pour rapprocher son cardinal. »

(2) Ses relations avec ses deux frères eurent tout le train et toute l'apparence orageuse des passions. Le prince de Conti en particulier, dès son entrée dans le monde, s'était mis sur le pied de lui plaire *plutôt en qualité d'honnête homme que comme frère.* Est-il possible de dire plus et en même temps de dire moins? Ce ne peut être qu'une femme (Mme de Motteville) qui ait trouvé cela.

grace de m'écrire souvent et de me confirmer dans l'horreur que j'ai pour le siècle. Mandez-moi quels livres vous me conseillez de lire. »

Antérieurement à cette époque, on a des lettres d'elle à ces mêmes religieuses; chaque malheur, je l'ai dit, y ramenait involontairement son regard; elle leur avait écrit lorsqu'elle avait perdu une petite fille, et à la mort aussi de Mme la Princesse sa mère. Celle-ci mourut pendant que la duchesse était à Stenay (1). C'est de là qu'en réponse aux condoléances venues du monastère (octobre 1650), partit une touchante lettre adressée à la mère prieure pour solliciter d'elle des particularités sur les circonstances de cette mort : « C'est en m'affligeant que je me dois soulager, écrivait Mme de Longueville. Ce récit fera ce triste effet, et c'est pourquoi je vous le demande; car, enfin, vous voyez que ce ne doit pas être le repos qui succède à une douleur comme la mienne, mais un tourment secret et éternel. Aussi je me prépare à le porter en la vue de Dieu et de mes crimes qui ont appesanti sa main sur moi. Il aura peut-être pour agréable l'humiliation de mon cœur et l'enchaînement de mes misères profondes... Adieu, ma chère mère, mes larmes m'aveuglent; et s'il étoit de la volonté de Dieu qu'elles causassent la fin de ma vie, elles me paroîtroient plutôt les instrumens de mon bien que les effets de mon mal. » M. de Grasse ne cessait aussi de lui écrire, et il l'avait fait avec une sorte d'éloquence, sur cette mort. Ainsi s'étaient conservés, même aux saisons du plus prodigue délire, des trésors secrets de cœur chez Mme de Longueville.

Ses larmes, à temps renouvelées et abondantes, empêchaient de tarir en elle les sources cachées.

Une vie vraiment nouvelle pourtant va commencer. Elle a trente-quatre ans. Elle quitte Bordeaux par ordre de la cour, s'avance jusqu'à Montreuil-Bellay, domaine de son mari, en Anjou, et de là jusqu'à Moulins. En cette ville, elle descend aux Filles de Sainte-Marie, et y visite le tombeau du duc de Montmorency, son oncle,

(1) Un éloquent détail à ce sujet nous revient par les *Mémoires* de M. de Châteaubriand, en ce passage dont sa bienveillance nous a permis de nous décorer : « La princesse de Condé, près d'expirer, dit à Mme de Brienne : « Ma chère amie, mandez « à cette pauvre misérable qui est à Stenay l'état où vous me voyez, et qu'elle « apprenne à mourir. » Belles paroles! mais la princesse oubliait, continue M. de Châteaubriand, qu'elle-même avait été aimée d'Henri IV, qu'emmenée à Bruxelles par son mari, elle avait voulu rejoindre le Béarnais, *s'échapper la nuit par une fenêtre et faire ensuite trente ou quarante lieues à cheval :* elle était alors une *pauvre misérable* de dix-sept ans. »

dont la mort tragique l'avait tant touchée à cet âge encore pur de treize ans, et lui devenait d'une bien haute leçon, aujourd'hui qu'elle-même sortait vaincue des factions civiles. Sa tante, veuve de M. de Montmorency, était supérieure de ce monastère. Un exemple de si chaste et pieuse uniformité agit plus que tout sur cette imagination aisément saisie, sur cette ame à peine échouée et encore trempée du naufrage. Un jour, à Moulins, au milieu d'une lecture de piété, « il se tira (c'est elle-même qui parle) comme un rideau de devant les yeux de mon esprit : tous les charmes de la vérité rassemblés sous un seul objet se présentèrent devant moi; la foi, qui avoit demeuré comme morte et ensevelie sous mes passions, se renouvela; je me trouvai comme une personne qui, après un long sommeil où elle a songé qu'elle étoit grande, heureuse, honorée et estimée de tout le monde, se réveille tout d'un coup, et se trouve chargée de chaînes, percée de plaies, abattue de langueur et renfermée dans une prison obscure. » — Après dix mois de séjour à Moulins, elle fut rejointe par le duc de Longueville, qui l'emmena avec toutes sortes d'égards dans son gouvernement de Normandie. De nouvelles atteintes s'ajoutaient à chaque instant aux anciennes; la moindre annonce de quelque succès de M. le Prince, qui avait passé aux Espagnols, et qui n'y était en définitive que par suite des suggestions de sa sœur, ravivait tous les remords de celle-ci, et prolongeait l'équivoque de sa situation par rapport à la cour. Elle se réconcilia en ces années avec le prince de Conti, et se lia étroitement avec la princesse de Conti, sa belle-sœur, qui, nièce du Mazarin, rachetait ce rang suspect par de hautes vertus; ces trois personnes devinrent bientôt à l'envi des émules dans les voies de la conversion. Pourtant, Mme de Longueville manquait de direction encore, et avec son genre de caractère, avec cette habitude de ne suivre jamais que des sentimens adoptifs, et de ne les régler que sur une volonté préférée, elle avait plus que personne besoin d'un guide très ferme. Elle écrivait de Rouen pour demander conseil à Mme de Montmorency sa tante, à une amie intime, la prieure des Carmélites de Paris, Mlle du Vigean (1), à d'autres encore. Elle s'adressa à l'abbé Camus (depuis évêque de Grenoble et cardinal), récemment converti lui-même, et qui lui répondait : « Dieu vous mènera plus loin que vous ne pensez, et demande de vous des

(1) Mlle du Vigean avait été aimée du duc d'Enghien autrefois, avant la Fronde; il voulait même se démarier, dit-on, et l'épouser; ces amours, traversées par Mme de Longueville, qui en avertit M. le Prince son père, avaient eu, du côté de la dame, le cloître pour tombeau.

choses dont il n'est pas encore temps de vous parler. Quand on examine sa conduite sur les principes de l'Évangile, on y trouve des vides effroyables. » Mais le médecin éclairé, et qui sût prendre en main cette ame oscillante et endolorie, tardait toujours. C'est alors que les conseils de M. de Bernières, de M. Le Nain peut-être (père de M. de Tillemont et chef du conseil de Mme de Longueville), à coup sûr l'entremise de M. de Sablé, indiquèrent à la postulante en peine Port-Royal et ses directeurs.

A la date d'avril 1661, on lit dans une lettre de la mère Angélique à Mme de Sablé, qu'elle avait vu Mme de Longueville, et l'avait trouvée plus solide et plus mûrie qu'on ne la lui avait annoncée : « Tout ce que j'ai vu en peu de temps de cette princesse m'a semblé tout d'or fin. » M. Singlin, déjà obligé à cette époque de se cacher pour éviter la Bastille, consentit à se rendre près de Mme de Longueville, et il fut celui qui le premier éclaira et régla sa pénitence.

Je trouve une lettre de Mlle de Vertus à Mme de Sablé, ainsi conçue (car, selon moi, tous les détails ont du prix touchant des personnes si élevées, si délicates et finalement si respectables) :

« Enfin je reçus hier au soir un billet de la dame (*Mme de Longueville*). On vous supplie donc de faire en sorte que votre ami (*M. Singlin*) vienne demain ici, afin qu'on n'ait pas l'inquiétude qu'il soit connu dans son quartier. Il peut venir en chaise et renvoyer ses porteurs, et je lui donnerai les miens pour le reporter où il lui plaira. S'il lui plaît de venir dîner, on le mettra dans une chambre où personne ne le verra qui le connaisse, et il est mieux, ce me semble, qu'il vienne d'assez bonne heure, c'est-à-dire entre dix et onze heures au plus tard... J'ai bien envie que cela soit fait, car cette pauvre femme (1) n'a pas de repos. Faites bien prier Dieu, je vous en conjure. Si je la puis voir en de si bonnes mains, j'aurai une grande joie, je vous l'avoue; il me semble que je serai comme ces personnes qui voient leur amie pourvue et qui n'ont plus qu'à se tenir en repos pour elles. C'est que, dans la vérité, cette personne se fait d'étranges peines, qu'elle n'aura plus quand elle sera fixée. J'ai bien peur que votre ami ait trop de dureté pour nous. Enfin, il faut prier Dieu et lui recommander cette affaire (2). »

M. Singlin, une fois introduit, revint souvent; il faisait ses visites

(1) *Cette pauvre femme.* Mme de Sévigné, parlant de la mort de M. de Turenne, dit *ce pauvre homme.* Si grands que nous soyons ou que nous croyons être, il est plus d'une circonstance, et il viendra tôt ou tard un jour où l'on dira de nous : *Ce pauvre homme! Cette pauvre femme!* et où l'on ne dira que juste par cette expression de pitié, qui sera encore, à la bien prendre, une générosité d'ame.

(2) Bibliothèque du roi, manuscrits. Papiers de Mme de Sablé. Résidu de Saint-Germain, paquet 4, no 6, 7e portefeuille.

déguisé en médecin et sous l'énorme perruque qui était alors de rigueur; il avait besoin de se dire, pour se justifier à lui-même ce déguisement, qu'il était bien médecin en effet. On le tint quelque temps caché à Méru, dans la terre de la princesse. Est-ce trop raffiner que de croire que ces mystères, ces précautions infinies et concertées en vue de la pénitence, étaient pour Mme de Longueville comme un dernier attrait d'imagination romanesque à l'entrée de la voie sévère?

On possède son examen de conscience écrit par elle-même après la confession générale qu'elle fit à M. Singlin, le 24 novembre 1661. C'est un morceau à rapprocher de cette autre confession de la princesse Palatine, écrite par celle-ci sur le conseil de l'abbé de Rancé, et si magnifiquement paraphrasée par Bossuet. Il les faut lire sans superbe et d'un cœur simple : il n'y a, dans ces morceaux en eux-mêmes, rien d'agréable ni de flatteur.

Mais, à ne voir encore qu'humainement et au seul point de vue d'observation psychologique, de telles pièces méritent tout regard (*respectus*). Si elles nous détaillent le cœur humain dans sa plus menue petitesse, c'est que cette petitesse en est le fond ordinaire, définitif; elles le vont ainsi poursuivre et démontrer petit à tous les degrés de sa profondeur.

Mme de Longueville considère ce renouvellement comme étant pour elle le premier pas d'une vie vraiment pénitente :

« Il y avoit long-temps que je cherchois (ce me sembloit) la voie qui mène à la vie, mais je croyois toujours de n'y être pas, sans savoir pourtant précisément ce qui étoit mon obstacle; je sentois qu'il y en avoit entre Dieu et moi, mais je ne le connaissois pas, et proprement je me sentois comme n'étant pas à ma place; et j'avois une certaine inquiétude d'y être, sans pourtant savoir où elle étoit, ni par où il la falloit chercher. Il me semble, au contraire, depuis que je me suis mise sous la conduite de M. Singlin, que je suis proprement à cette place que je cherchois, c'est-à-dire à la vraie entrée du chemin de la vie chrétienne, à l'entour duquel j'ai été jusques ici (1). »

(1) *Supplément au Nécrologe de Port-Royal*, in-4°, pag. 137 et suiv. — On peut remarquer dans cet examen de la duchesse de Longueville, et en général dans toutes ses lettres manuscrites dont j'ai vu une quantité, un style suranné, et bien moins élégant qu'on n'attendrait, beaucoup moins vif et précis, par exemple, que celui des divines lettres et *réflexions* de Mme de La Vallière, publiées en un volume par Mme de Genlis. C'est qu'il y a vingt-cinq ans de différence dans l'âge de ces deux illustres personnes; Mme de La Vallière est une contemporaine exacte de La Bruyère, presque de Fénelon; Mme de Longueville était formée entièrement avant Louis XIV. Mais qu'on aille au fond et au bout de ces longueurs de phrases, la finesse se retrouvera.

Avant de s'embarquer à écouter sa confession générale et de s'engager par là à lui donner conduite, M. Singlin voulut d'abord savoir d'elle si elle se sentait disposée à quitter le monde au cas qu'un jour elle fût à même de le faire. Elle lui répondit en toute sincérité qu'oui. Cet aveu et ce vœu obtenus, il exigea qu'elle continuât de s'occuper de ses affaires extérieurement, tant qu'il le fallait, et sans lui permettre de les appeler *misérables*.

En habile docteur et praticien de l'ame qu'il était, M. Singlin, du premier coup d'œil, lui découvrit son défaut capital, cet orgueil qu'elle-même avait quasi ignoré, dit-elle, depuis tant d'années. C'est ce qu'aussi la duchesse de Nemours dénonce dans ses *Mémoires* en cent façons. Il est curieux de voir comme les incriminations de celle-ci, les indications de M. Singlin, et les aveux sincères de Mme de Longueville se rejoignent justement et concordent : « Les choses qu'il (*l'orgueil*) produisoit, écrit la pénitente, ne m'étoient pas inconnues; mais je m'arrêtois seulement à ses effets que je considérois bien comme de grandes imperfections; pourtant, par tout ce qu'on m'en a découvert, je vois bien que je n'allois pas à cette source. Ce n'est pas que je ne reconnusse bien que l'orgueil avoit été le principe de tous mes égaremens, mais je ne le croyois pas si vivant qu'il est, ne lui attribuant pas tous les péchés que je commettois, et cependant je vois bien qu'ils tiroient *tous* leur origine de ce principe-là. » Elle reconnaît à présent que, du temps même de ses égaremens les plus criminels, le plaisir qui la touchait était celui de l'esprit, celui qui tient à l'amour-propre, *les autres naturellement ne l'attirant pas*. Ces deux misérables mouvemens, plaisir de l'esprit et orgueil, qui n'en sont qu'un, entraient dans toutes ses actions et faisaient l'ame de toutes ses conduites : « J'ai toujours mis ce plaisir, que je cherchois tant, à ce qui flattoit mon orgueil, et proprement à me proposer ce que le Démon proposa à nos premiers parens : *Vous serez comme des Dieux !* Et cette parole, qui fut une flèche qui perça leur cœur, a tellement blessé le mien, que le sang coule encore de cette profonde plaie, et coulera long-temps, si Jésus-Christ par sa grâce n'arrête ce flux de sang... » Cette découverte qu'elle doit pour la première fois dans toute son étendue à M. Singlin, cette veine monstrueuse qu'il lui a fait toucher au doigt et suivre en ses moindres rameaux, et qui lui paraît maintenant composer à elle seule l'entière substance de son ame, l'épouvante et la mène jusque *sur le bord de la tentation du découragement*. Elle appréhende désormais de retrouver l'orgueil en tout, et cette docilité même, qui paraît le seul endroit sain de son ame,

lui devient suspecte; elle craint de n'être docile qu'en apparence, et parce qu'en obéissant on plaît, qu'on regagne par là l'estime qu'on a perdue. Il lui semble, en un mot, voir jusque dans cette docilité son orgueil *qui se transforme, s'il faut ainsi dire, en Ange de lumière, pour avoir de quoi vivre.* Effrayée, elle s'arrête, elle ne peut que s'écrier à Dieu, face contre terre, à travers de longs silences : *Sana me et sanabor.*

Mais une lettre de M. Singlin qu'elle reçoit, et qu'elle lit après avoir prié, la console en lui prouvant que ce serviteur de Dieu ne désespère pas d'elle ni de ses plaies. Je pourrais, si c'était ici le lieu, multiplier les extraits encore, et trahir sans ménagement, dans toute leur subtilité naïve et leur négligence déjà vieillie, ces délicatesses de conscience d'un esprit naguère si élégant et si superbe, à présent si abaissé et comme abîmé. Elle se connaît dorénavant, elle se décrit et se décompose à nu. Sa description, en un endroit, tombe juste avec ce qu'en dit Retz, et semble précisément y répondre. On se rappelle cette paresse et cette langueur, qu'il nous peint interrompue tout d'un coup chez elle par des réveils de lumière. Voici la traduction chrétienne et moralement rigoureuse de ce trait d'apparence charmante. Encore une fois, je ne demande pas pardon pour le négligé du récit; tout indigne qu'on est, quand on s'est plongé à fond dans ces choses, on se sent tenté plutôt de dire comme Bossuet parlant du songe de la princesse Palatine : *Je me plais à répéter toutes ces paroles, malgré les oreilles délicates; elles effacent les discours les plus magnifiques, et je voudrais ne parler plus que ce langage.*

« En recevant la lettre de M. Singlin, qui m'a paru fort grosse, écrit Mme de Longueville, et qui par là me faisoit espérer bien des choses de cette part qui est présentement ce qui m'occupe, je l'ai ouverte rapidement, comme ma nature me porte toujours à mon occupation d'esprit; comme au contraire (je dis ceci pour me faire connaître) elle me donne une si grande négligence et froideur pour ce qui n'est pas mon occupation présente, qui est toujours forte et unique en moi. Et c'est ce qui me fait croire violente et emportée aux uns, parce qu'ils m'ont vue dans mes passions ou même dans mes plus petites inclinations et pentes; et à d'autres, lente et paresseuse, morte même, s'il faut user de ce mot, parce qu'ils ne m'ont pas vue touchée de ce dont je l'ai été, soit en mal, soit en bien. C'est aussi pourquoi l'on m'a définie comme si j'eusse été deux personnes d'humeur même opposée, ce qui a fait dire quelquefois que j'étais fourbe, quelquefois que j'étais changée d'humeur, ce qui n'était ni l'un ni l'autre, mais ce qui venait des différentes situations où on me trouvait. *Car j'étais morte, comme la mort, à tout ce qui n'était pas dans ma tête, et toute vivante aux moindres parcelles des choses qui me*

touchaient. J'ai toujours le diminutif de cette humeur, et je ne m'y laisse que trop dominer. Par cette humeur donc, j'ai ouvert avec rapidité cette lettre. »

Elle poursuit de la sorte, et ajoute bien des aveux sur ses prompts dégoûts, ses mobilités d'humeur, ses brusques *sécheresses* envers les gens, si elle n'y prenait garde. J'y surprends surtout d'incroyables témoignages de cet esprit, avant tout délié et fin, qui n'a plus à creuser que son propre labyrinthe (1). Elle dit en finissant :

« Il m'est venu encore une pensée sur moi-même, c'est que je suis fort aise, par amour-propre, qu'on m'ait ordonné d'écrire tout ceci, parce que sur toute chose j'aime à m'occuper de moi-même, et à en occuper les autres, et que l'amour-propre fait qu'on aime mieux parler de soi en mal, que de n'en rien dire du tout. J'expose encore cette pensée, et la soumets en l'exposant, aussi bien que toutes les autres (2). »

J'ai copie de plusieurs lettres manuscrites de Mme de Longueville, toutes également de scrupules et de troubles, sur quelque action qu'elle croit de source humaine, sur quelque péché oublié, sur une absolution reçue avec une conscience douteuse. Elle pratiquait la pénitence et la mortification par ces vigilances continuelles et ces angoisses encore plus que par ses cilices.

Sur le conseil de M. Singlin, Mme de Longueville s'occupa avant tout d'aumônes et de restitutions dans les provinces ravagées par sa

(1) Par exemple dans ce passage, qui échappe presque à force de ténuité, à force de dédoublement et de reploiement du cheveu de la pensée. Elle se reproche, en se condamnant elle-même, de désirer tout bas de voir ses condamnations condamnées, et de vouloir découvrir, par cette sorte de provocation détournée, si on n'a pas d'elle quelque peu de bonne opinion. « Je me défigure en partie, dit-elle, pour m'attirer le plaisir de connoître qu'on croit plus de bien de moi, et c'est même un artifice de mon amour-propre et de ma curiosité de me pousser à me dépeindre défectueuse, pour savoir au vrai ce que l'on croit de moi, et satisfaire par même voie mon orgueil et ma curiosité. » Toujours la méthode d'esprit de l'hôtel Rambouillet; c'est l'application seule qui a changé.

(2) M. de La Rochefoucauld aurait eu quelque droit de revendiquer cette pensée comme très voisine d'une des siennes : « Ce qui fait, a-t-il dit, que les amans et les maîtresses ne s'ennuient point d'être ensemble, c'est qu'ils parlent toujours d'eux-mêmes. » Je me pose une question : Si M. de La Rochefoucauld avait lu cette confession de Mme de Longueville, en aurait-il été touché? aurait-il changé de jugement sur elle? On en peut douter. Il aurait toujours prétendu y suivre la même nature s'inquiétant, se raffinant pour se reprendre à mieux, et persistant sous ses transes. « L'orgueil est égal dans tous les hommes, a-t-il dit encore, et il n'y a de différence qu'aux moyens et à la manière de le mettre au jour. » Il lui eût fallu avoir en lui le rayon pour le voir en elle comme il y était. Là gît la difficulté toujours.

faute durant les guerres civiles. A la mort de M. Singlin, elle passa sous la direction de M. de Saci. Lorsque celui-ci fut à la Bastille, elle eut M. Marcel, curé de Saint-Jacques, et d'autres également sûrs; elle écrivait très assiduement au saint évêque d'Aleth (Pavillon), et suivait en détail ses réponses comme des oracles.

Le duc de Longueville étant mort en mai 1663, elle pouvait courir dorénavant avec moins de retard dans cette voie de la pénitence qui la réclamait tout entière. Les troubles seuls de l'église à cette époque la retenaient encore. Elle fut très active pour Port-Royal en ces années difficiles. La révision du Nouveau-Testament dit *de Mons* s'acheva dans des conférences qui se tenaient chez elle. A partir de 1666, elle eut cachés dans son hôtel Arnauld, Nicole et le docteur Lalane. On en raconte quelques anecdotes assez vraisemblables, qui durent égayer un peu les longueurs de cette retraite.

Arnauld, un jour, y fut attaqué de fièvre; la princesse fit venir le médecin Brayer et lui recommanda d'avoir un soin particulier d'un gentilhomme qui logeait depuis peu chez elle; car Arnauld avait pris l'habit séculier, la grande perruque, l'épée, tout l'attirail d'un gentilhomme. Brayer monte et, après le pouls tâté, il se met à parler d'un livre nouveau qui fait bruit, et qu'on attribue, dit-il, à messieurs de Port-Royal : « Les uns le donnent à M. Arnauld, les autres à M. de Saci; mais je ne le crois pas de ce dernier, il n'écrit pas si bien. » A ce mot, Arnauld oubliant le rôle de son habit et secouant vivement son ample perruque : « Que voulez-vous dire, monsieur? s'écrie-t-il; mon neveu écrit mieux que moi. » Brayer descendit en riant et dit à Mme de Longueville : « La maladie de votre gentilhomme n'est pas considérable. Je vous conseille cependant de faire en sorte qu'il ne voie personne : il ne faut pas le laisser parler. » Tel était au vrai, dans son ingénuité, le grand comploteur et chef de parti Arnauld.

On voit dans les fragmens (à la suite de l'Histoire de Port-Royal, par Racine) que Nicole était plus au goût de Mme de Longueville qu'Arnauld, comme plus poli en effet, plus attentif. Dans les entretiens du soir, le bon Arnauld, près de s'endormir au coin du feu, et rentrant tête baissée dans l'égalité chrétienne, défesait tout doucement ses jarretières devant elle : *ce qui la faisait un peu souffrir.* Nicole avait plus d'usage; on dit pourtant qu'un jour, par distraction, il posa en entrant son chapeau, ses gants, sa canne et son manchon sur le lit de la princesse! Tout cela faisait partie de sa pénitence.

Elle contribua autant qu'aucun prélat à la paix de l'église. Ces négociations croisées, si souvent renouées et rompues, leur activité

secrète, et le centre où elle était, recommençaient pour elle la seule Fronde permise, et lui en rendaient quelques émotions à bonne fin et en toute sûreté de conscience. En apprenant un matin (vers 1663) l'une des ruptures qu'on imputait aux jésuites, elle disait avec son tour d'esprit : « J'ai été assez simple pour croire que les Révérends Pères agissaient sincèrement; il est vrai que je n'y croyais que d'hier au soir. » Enfin des négociations sérieuses s'engagèrent : M. de Gondrin, archevêque de Sens, concertait tout avec elle. Elle écrivit au pape pour justifier les accusés et garantir leur foi; elle écrivit au secrétaire d'état, le cardinal Azolin, pour l'intéresser à la conclusion. Avec la princesse de Conti, elle mérita d'être saluée une *mère de l'église*.

La paix faite, elle fit bâtir à Port-Royal-des-Champs un corps-de-logis ou petit hôtel qui communiquait par une galerie avec une tribune de l'église. A partir de 1672, elle se partagea entre ce séjour et celui de ses fidèles carmélites du faubourg Saint-Jacques, chez lesquelles elle avait déjà un logement. Des épreuves bien douloureuses du dehors achevèrent de la pousser vers ces deux asiles, où elle allait être si ardente à se consumer : la perte d'abord de sa belle-sœur, la princesse de Conti, l'imbécillité et la mauvaise conduite de son fils aîné, le comte de Dunois, la mort surtout de son fils chéri, le comte de Saint-Paul. Elle ne quitta tout-à-fait l'hôtel de Longueville qu'après cette dernière mort si cruelle, et qui nous est tant connue par l'admirable lettre de Mme de Sévigné. Le jeune M. de Longueville fut tué, on le sait, un moment après le passage du Rhin, en se jetant, par un coup de valeur imprudente, dans un gros d'ennemis qui fuyaient, et avec lui périrent une foule de gentilshommes. Il fallait annoncer ce malheur à Mme de Longueville. De peur de rester trop incomplet, nous répétons ici la page immortelle :

« Mademoiselle de Vertus, écrit Mme de Sévigné (20 juin 1672), étoit retournée depuis deux jours à Port-Royal, où elle est presque toujours; on est allé la quérir avec M. Arnauld, pour dire cette terrible nouvelle. Mademoiselle de Vertus n'avoit qu'à se montrer; ce retour si précipité marquoit bien quelque chose de funeste. En effet, dès qu'elle parut : Ah, mademoiselle! comment se porte monsieur mon frère (le grand Condé)? Sa pensée n'osa aller plus loin. — Madame, il se porte bien de sa blessure. — Il y a eu un combat! et mon fils? — On ne lui répondit rien. — Ah! mademoiselle, mon fils, mon cher enfant, répondez-moi, est-il mort? — Madame, je n'ai point de paroles pour vous répondre. — Ah! mon cher fils! est-il mort sur-le-champ? N'a-t-il pas eu un seul moment? Ah! mon Dieu! quel sacrifice! Et là-dessus elle tomba

sur son lit, et tout ce que la plus vive douleur peut faire, et par des convulsions, et par des évanouissemens, et par un silence mortel, et par des cris étouffés, et par des larmes amères, et par des élans vers le ciel, et par des plaintes tendres et pitoyables, elle a tout éprouvé. Elle voit certaines gens, elle prend des bouillons, parce que Dieu le veut; elle n'a aucun repos; sa santé, déjà très mauvaise, est visiblement altérée. Pour moi, je lui souhaite la mort, ne comprenant pas qu'elle puisse vivre après une telle perte. »

Et sept jours après cette lettre (27 juin) : « J'ai vu enfin madame de Longueville; le hasard me plaça près de son lit : elle m'en fit approcher encore davantage, et me parla la première, car, pour moi, je ne sais point de paroles dans une telle occasion; elle me dit qu'elle ne doutoit pas qu'elle ne m'eût fait pitié, que rien ne manquoit à son malheur; elle me parla de madame de La Fayette, de M. d'Hacqueville, comme de ceux qui la plaindroient le plus; elle me parla de mon fils, et de l'amitié que son fils avoit pour lui : je ne vous dis point mes réponses; elles furent comme elles devoient être, et, de bonne foi, j'étois si touchée que je ne pouvois pas mal dire : la foule me chassa. Mais, enfin, la circonstance de la paix est une sorte d'amertume qui me blesse jusqu'au cœur, quand je me mets à sa place; quand je me tiens à la mienne, j'en loue Dieu, puisqu'elle conserve mon pauvre Sévigné et tous nos amis. »

On découvrit bientôt (un peu complaisamment peut-être) qu'avant de partir pour la guerre, M. de Longueville s'était converti en secret, qu'il avait fait une confession générale, que messieurs de Port-Royal avaient mené cela, qu'il répandait d'immenses aumônes, enfin que, nonobstant ses maîtresses et un fils naturel qu'il avait, il était quasi un saint. Ce fut une sorte de douceur dernière, et bien permise, à laquelle son inconsolable mère fut crédule.

Aussitôt ce premier flot de condoléances essuyé, Mme de Longueville alla à Port-Royal-des-Champs où sa demeure était prête, et elle y redoubla de solitude. Elle en sortait de temps en temps, et revenait faire des séjours aux Carmélites, où elle voyait successivement passer comme un convoi des grandeurs du siècle, Mme de La Vallière y prendre le voile, et peu après arriver le cœur de Turenne, — ce cœur qu'hélas! elle avait un jour troublé.

Ses austérités, jointes à ses peines d'esprit, hâtèrent sa fin; un changement s'opéra dans sa dernière maladie et elle entra dans l'avant-goût du calme. Elle mourut aux Carmélites le 15 avril 1679, âgée de cinquante-neuf ans et sept mois. Son corps fut enterré en ce couvent même, ses entrailles à Saint-Jacques-du-Haut-Pas; son cœur alla à Port-Royal.

Un mois après sa mort, l'archevêque de Paris, M. de Harlay, se rendit en personne à ce dernier couvent pour signifier, par ordre du roi, aux religieuses, de renvoyer leurs pensionnaires et leurs postu-

lantes, et pour leur défendre d'en recevoir à l'avenir. On n'attendait que la mort de cette princesse pour commencer le blocus final où le célèbre monastère devait succomber. Il n'y avait plus de palladium dans Ilion.

L'oraison funèbre de Mme de Longueville fut prononcée un an après sa mort, non point par Bossuet, je l'ai regretté, mais par l'évêque d'Autun, Roquette, le même qu'on suppose n'avoir pas été étranger à l'idée du *Tartufe*, et duquel encore on a dit que les sermons qu'il prêchait étaient bien à lui, puisqu'il les achetait. Mme de Sévigné (lettre du 12 avril 1680) loue d'étrange sorte, et non sans de vives pointes d'ironie, cette oraison funèbre qu'on ne permit pas même d'imprimer. Ce qui était plus éloquent que les phrases de M. d'Autun, c'étaient, à cet anniversaire de Mme de Longueville, Mlles de La Rochefoucauld qui pleuraient leur père; c'était Mme de La Fayette, qu'au sortir de la cérémonie Mme de Sévigné visitait et trouvait en larmes; car Mme de Longueville et M. de La Rochefoucauld étaient morts dans la même année : « il y avoit bien à rêver sur ces deux noms! »

Nos dignes historiens de Port-Royal ont dit bien des banalités et des petitesses sur Mme de Longueville : cette qualité d'Altesse sérénissime les éblouissait. Quand ils parlent d'elle, ou de Mlle de Vertus, ou de M. de Pontchâteau, ils ne tarissent plus, et dans l'uniformité de leur louange, dans la plénitude bien légitime de leur reconnaissance, il ne leur faut pas demander le discernement des caractères. On voit par un petit fragment qui suit l'*Abrégé* de Racine, et qu'il n'a pas eu le temps de fondre, de dissimuler dans son récit, que si Mme de Longueville avait gardé jusqu'aux dernières années la grace, la finesse, et, comme dit Bossuet de ces personnes revenues du monde, *l'insinuation dans les entretiens*, elle avait gardé aussi les prompts chatouillemens, les dégoûts, les excès d'ombrage : « elle étoit quelquefois jalouse de Mlle de Vertus, qui étoit plus égale et plus attirante. » Enfin, pourquoi s'étonner? jusque dans le froid abri des cloîtres, jusque sur les dalles funéraires où elle se collait le visage, elle s'était emportée elle-même, et, bien qu'en une sphère plus épurée, c'étaient les mêmes ennemis toujours, et la continuation secrète des mêmes combats.

La vraie couronne de Mme de Longueville en ces années, celle qu'il faut d'autant plus révérer en elle qu'elle ne l'apercevait pas, qu'elle la couvrait comme de ses deux mains, qu'elle l'abaissait et la cachait contre le parvis, c'est la couronne d'humilité. Voilà sa gloire chrétienne, que les inévitables défauts ne doivent pas obscurcir. On en

rapporte des traits touchans. Elle avait ses ennemis, ses envieux; des mots blessans ou même insultans lui arrivaient; elle souffrait tout, et elle disait à Dieu : *Frappe encore!* Un jour, allant en chaise des Carmélites à Saint-Jacques-du-Haut-Pas, elle fut abordée par un officier qui lui demanda je ne sais quelle grace; elle répondit qu'elle ne le pouvait, et cet homme, là-dessus, s'emporta aux termes les plus insolens. Ses gens allaient se jeter sur lui. « Arrêtez, leur cria-t-elle; qu'on ne lui fasse rien; j'en mérite bien d'autres. » Si j'indique à côté de ce grand trait principal d'humilité les autres petitesses persistantes, c'est donc bien moins pour infirmer une pénitence si profonde et si sincère que pour trahir jusqu'au bout les secrètes misères obstinées et les faux-fuyans de ces élégantes natures.

Lemontey, dans une notice spirituelle, mais sèche et légère, n'a pas craint de l'appeler une *ame théâtrale et vaine*. Qui oserait, après avoir assisté avec nous de près à sa pénitence, l'appeler autrement qu'une pauvre ame délicate et angoissée?

Nicole, cet esprit si délicat aussi, et qui la fréquenta si long-temps, l'a très bien jugée. Il avait toujours été fort en accord avec elle. Elle trouvait qu'il avait raison dans toutes les petites querelles de Port-Royal. Il disait agréablement qu'elle morte, il avait baissé de beaucoup en considération : « J'y ai même perdu, disait-il, mon abbaye, car on ne m'appelle plus M. l'abbé Nicole, mais M. Nicole tout simplement. » Au tome XII des *Ouvrages de Morale et de Politique* de l'abbé de Saint-Pierre, on trouve sur le genre d'esprit et la qualité intellectuelle de Mme de Longueville ce témoignage assez particulier qu'on n'aurait guère l'idée d'aller chercher là, et dont l'espèce de bizarrerie n'est pas sans piquant (1).

« Je demandai un jour à M. Nicole quel était le caractère d'esprit de Mme de Longueville; il me dit qu'elle avait l'esprit très fin et très délicat sur la connaissance des caractères des personnes, mais qu'il était très petit, très faible, et qu'elle était très bornée sur les matières de science et de raisonnement, et sur toutes les choses spéculatives dans lesquelles il ne s'agissait point de sujets de sentiment. — Par exemple, ajouta-t-il, je lui dis un jour que je pouvais parier et démontrer qu'il y avait dans Paris au moins deux habitans qui avaient même nombre de cheveux, quoique je ne pusse pas marquer quels sont ces deux hommes. Elle me dit que je ne pouvais jamais en être assuré qu'après avoir compté les cheveux de ces deux hommes. Voici ma démonstration, lui dis-je : je pose en fait que la tête la mieux garnie de cheveux n'en a pas 200,000, et que la tête la moins garnie, c'est celle qui n'a qu'un cheveu. Si maintenant

(1) Je supprime la singulière orthographe de l'abbé de Saint-Pierre; il y aura assez d'algèbre sans cela.

vous supposez que 200,000 têtes ont toutes un nombre de cheveux différent, il faut qu'elles aient chacune un des nombres de cheveux qui sont depuis un jusqu'à 200,000; car si l'on supposait qu'il y en avait deux parmi ces 200,000 qui eussent même nombre de cheveux, j'aurais gagné le pari. Or, supposant que ces 200,000 habitans ont tous un nombre différent de cheveux, si j'y apporte un seul habitant de plus qui ait des cheveux et qui n'en ait pas plus de 200,000, il faut nécessairement que ce nombre de cheveux, quel qu'il soit, se trouve depuis un jusqu'à 200,000, et par conséquent soit égal au nombre de cheveux d'une de ces 200,000 têtes. Or, comme au lieu d'un habitant en sus des 200,000, il y a en tout près de 800,000 habitans dans Paris, vous voyez bien qu'il faut qu'il y ait beaucoup de têtes égales en nombre de cheveux, quoique je ne les aie pas comptés. — Mme de Longueville ne put jamais comprendre que l'on pût faire une démonstration de cette égalité de cheveux, et soutint toujours que la seule voie de la démontrer était de les compter. »

Ceci nous prouve que Mme de Longueville, qui avait tant de rapports en délicatesses et démangeaisons d'esprit avec Mme de Sablé, était bien différente d'elle en ce point; Mme de Sablé aimait et suivait les dissertations, et en était bon juge; mais Arnauld n'aurait pas eu l'idée de faire lire la Logique de Port-Royal à Mme de Longueville, pour la divertir et tirer d'elle un avis compétent.

Elle était proprement de ces *esprits fins* que Pascal oppose aux esprits géométriques, de ces « esprits fins qui ne sont que fins, qui, étant accoutumés à juger les choses d'une seule et prompte vue, se rebutent vite d'un détail de définition en apparence stérile, et ne peuvent avoir la patience de descendre jusqu'aux premiers principes des choses spéculatives et d'imagination, qu'ils n'ont jamais vues dans le monde et dans l'usage. »

Mais, géométrie à part, l'usage même, le monde et son coup d'œil, sa finesse et ses élégances, le sang de princesse dans toutes les veines, une ame féminine dans tous ses replis, cette vocation, ce point d'honneur de plaire qui est déjà une victoire, de belles passions, de grands malheurs, une auréole de sainte en mourant, l'entrelacement suprême autour d'elle de tous ces noms accomplis de Condé, de La Rochefoucauld et de Port-Royal, cela suffit à composer à Mme de Longueville une distinction durable, et lui assure dans la mémoire française une part bien flatteuse, que nul renom d'héroïne ne surpasse, que nulle gloire, même de femme supérieure, n'effacera. Que dirai-je encore? si du sein du monde sérieux, où elle est entrée, elle pouvait sourire à l'effet, au charme de son nom seul sur ceux qui la jugent, elle y sourirait.

SAINTE-BEUVE.

LES

HARVIS DE L'ÉGYPTE

ET

LES JONGLEURS DE L'INDE.

I.

De tout temps, l'Égypte a eu des sorciers. Les devins qui luttèrent contre Moïse firent tant de prodiges, qu'il fallut au législateur des Hébreux la puissance invincible dont Jéhovah l'avait doué pour triompher de ses ennemis. La cabalistique, la magie, les sciences occultes importées par les Arabes en Espagne, puis dans toute l'Europe, où déjà elles avaient paru sous d'autres formes à la suite des barbares venus d'Orient par le Nord, n'étaient que des tentatives pour retrouver ces pouvoirs surnaturels, premier apanage de l'homme, alors qu'il commandait aux choses de la création en les appelant du nom que la voix de l'Éternel leur avait imposé.

Désormais, soit que les lumières de la vérité, plus répandues, rendent moins faciles les expériences des sorciers dégénérés, soit que

l'homme en avançant dans les siècles perde peu à peu ce reste d'empire sur la matière, qu'il cherche aujourd'hui à dompter par l'analyse des lois auxquelles elle obéit, toujours est-il que la magie est une science perdue ou considérée comme telle.

L'Égypte cependant prétend en avoir conservé la tradition, et les devins du Caire jouissent encore, sur les bords du Nil, d'une réputation colossale. Il ne s'agit pas pour eux précisément de jeter des sorts, de prédire des malheurs; ils n'ont pas la *secondue vue* du Tyrol ou de l'Écosse; leur science consiste à évoquer, dans le creux de la main d'un enfant pris au hasard, telle personne éloignée dont le nom est prononcé dans l'assemblée, et de la faire dépeindre par ce même enfant, sans qu'il l'ait jamais vue, sous des traits impossibles à méconnaître.

Le plus célèbre des *harvis* (c'est ainsi qu'on nomme ces sorciers) a eu l'honneur de *travailler* devant plusieurs voyageurs européens dont les écrits ont été lus avec avidité, et il a généralement assez bien réussi pour que sa gloire n'ait eu rien à souffrir de ces rencontres périlleuses. Voir cet homme, assister à une séance de magie, juger par mes propres yeux de l'état de la sorcellerie en Orient, trois choses qui me tentaient violemment : l'occasion s'en présenta.

C'était au Caire, dans une des hôtelleries de cette capitale de l'Égypte. A la suite de quelques discussions qui s'étaient élevées entre nous au sujet du grand harvi, il fut unanimement résolu de le faire appeler. La table était presque toute composée d'Anglais.

Vers la fin du dîner, le sorcier arriva. Il entre, fait un léger signe de tête, et va s'asseoir au coin du divan, dans le fond du salon; bientôt, après avoir accepté le café et la pipe comme chose due à son importance, il se recueille, tout en parcourant l'assemblée d'un regard scrutateur. Le devin est né à Alger; sa physionomie n'a rien de gracieux, son œil est perçant et peu ouvert, sa barbe grisonnante laisse voir une bouche petite, à lèvres minces et serrées; ses traits, plus fins que ceux d'un Égyptien, n'ont pas non plus le calme impassible et sauvage d'un Bédouin; il est grand, fier, dédaigneux, et se pose en homme supérieur.

Tandis que nous achevions de fumer, celui-ci son chibouk, celui-là son narguilé, le harvi, immobile dans son coin, cherchait à lire sur nos visages le degré de croyance que nous étions disposés à lui accorder; puis tout à coup il tira de sa poche un *calam* (sorte de plume) et de l'encre, demanda un réchaud, et se mit à écrire ligne à ligne, sur un long morceau de papier, de mystérieuses sentences. Dès qu'il

eut jeté dans le feu quelques-unes de ces lignes, déchirées successivement, le charme commençant à opérer, un enfant fut introduit. C'était un Nubien de sept à huit ans, esclave au service de l'un de nos convives, récemment arrivé de son pays, noir comme l'encre du harvi, et affublé du plus ample costume turc. Le sorcier prit la main de l'enfant, y laissa tomber une goutte du liquide magique, l'étendit avec sa plume de roseau, et abaissant la tête du patient sur ses doigts, de manière à ce qu'il ne pût rien voir, il le plaça dans un coin de l'appartement, près de lui, le dos tourné à l'assemblée.

— Lady K...! s'écria le plus impétueux des spectateurs. — Et l'enfant, après avoir hésité quelques instans, prit la parole d'une voix faible. — Que vois-tu? lui demanda son maître, tandis que le harvi, de plus en plus sérieux, marmottait des vers magiques, tout en brûlant ses papiers, dont il tira une grande poignée de dessous sa robe. — Je vois, répondit le petit Nubien, je vois des bannières, des mosquées, des chevaux, des cavaliers, des musiciens, des chameaux.... — Toutes choses qui n'ont rien à faire avec lady K..., me dit tout bas un esprit fort. — *Shouf ta' ib! Shouf ta' ib!* regarde bien! criait le spectateur qui voulait évoquer lady K... L'enfant se taisait, balbutiait; puis il déclara qu'il voyait une personne. — Est-ce une dame, un monsieur? — Une dame! — Le harvi s'aperçut à nos regards qu'il avait déjà converti à moitié les plus incrédules. — Et comment est cette dame? — Elle est belle, reprit l'enfant, bien vêtue et bien blanche; elle a un bouquet à la main; elle est près d'un balcon, et regarde un beau jardin.

— On dirait que ce négrillon a vu quelquefois les portraits de Lawrence, dit le maître de l'esclave à son voisin; il a deviné juste, et pourtant jamais rien de semblable ne s'est présenté à ses yeux. — Et puis, reprit l'enfant après quelques secondes, car il parlait lentement et par mots entrecoupés, cette belle dame a *trois jambes!*

L'effort que fit le harvi pour ne pas anéantir le négrillon d'un coup de poing se trahit par un sourire forcé. Il lui répéta avec une douceur contrainte, une grace pleine de rage : *Shouf ta' ib!* regarde bien! — L'enfant tremblait; toutefois il affirma que le personnage évoqué dans le creux de sa main avait trois jambes.

Aucun de nous ne put se rendre compte de l'illusion; mais on fit retirer le petit nègre, qui fut remplacé par un autre en tout semblable. Durant cette interruption, le sorcier avait marmotté bon nombre de phrases magiques et brûlé force papiers. L'assemblée fumait, le café circulait sans cesse; l'animation allait croissant. On convint d'évoquer

cette fois sir F. S...., facile à reconnaître, puisqu'il a perdu un bras. Le nouveau négrillon prit la place du premier, abaissa de même sa tête sur la goutte d'encre, et l'on fit silence.

— Sir F. S....! dit une voix dans l'assemblée, et l'enfant répéta, syllabe par syllabe, ce nom tout-à-fait barbare pour lui. Ainsi que son prédécesseur, il déclara voir des chevaux, des chameaux, des bannières et des troupes de musiciens : c'est le prélude ordinaire, le chaos qui se débrouille avant que la lumière magique de la goutte d'encre éclaire le personnage demandé.

Le harvi ne comprend ni le français, ni l'anglais, ni l'italien; mais, habitué à lire dans les regards du public, il devina qu'on lui proposait un *sujet* marqué par quelque signe particulier. Jadis on lui avait demandé de faire paraître Nelson, à qui, comme chacun sait, il manquait un bras et une jambe, et il avait rencontré juste, grace à la célébrité du héros. Cette fois, il eut vent de quelque tour de ce genre; aussi, après bien des réponses confuses, l'enfant s'écria : — Je vois un monsieur! c'est un chrétien, il n'a pas de turban; son habit est vert... Je ne vois qu'un bras! — A ces mots, nous échangeâmes un sourire, comme des gens qui s'avouent vaincus : il fallait croire à la magie... Mais mon voisin l'esprit fort, après avoir fait bouillonner l'eau de son narguilé avec un bruit effroyable, regarda le harvi. Je remarquai que notre pensée avait été mal interprétée par le devin, et qu'il chancelait dans son affirmation, supposant que nous avions ri de pitié. Il demanda donc à l'enfant : — Tu ne vois qu'un bras? Et l'autre? — L'enfant ne répondit pas, et il se fit un grand silence. On entendit les petits papiers s'enflammer plus vivement sur le réchaud. — L'autre bras, reprit le négrillon... je le vois : ce monsieur le met devant son dos, et il tient un gant de cette main!

La première personne évoquée avait trois jambes; la seconde, au lieu d'un bras de moins, se trouvait être au grand complet!... La séance languissait : aussi, fatigué de ces expériences et de ma position, placé que j'étais en face du grand harvi, je levai le siége, et je montai sur la terrasse de la maison.

Là debout, appuyé sur le mur, au milieu d'une nuit illuminée par le plus pur clair de lune, en face de tant de mosquées élégantes sur lesquelles se détachait la silhouette des aigles et des buses, j'allumai ma longue pipe et je m'abandonnai à la rêverie.

A l'horizon se montrait le palais, le balcon même où Kléber fut assassiné; çà et là je voyais s'élancer quelques beaux et sveltes minarets contemporains des sultans mameloucks, partout des croissans :

l'Orient se révélait à moi avec ses nuits silencieuses et ses maisons pleines de mystère. Alors je vins à penser que celui-là serait un sorcier bien habile qui pourrait dire ce que tout cela sera dans un demi-siècle.

Le harvi avait donc échoué complètement; mais enfin que voyait ce négrillon dans le creux de sa main? Comment la farce se jouait-elle? Par hasard, je pus l'apprendre.

Un mois après, à bord de *la Zénobie*, en route pour Bombay, je retrouvai le lieutenant St... et son négrillon, le même qui avait servi de compère au harvi. — C'était assurément une soirée magique : le flot calme de la mer Rouge baignait mollement la ligne de sable qui s'allonge au pied des grands monts de la côte d'Arabie; les étoiles, reflétées dans les eaux, semblaient des lumières phosphorescentes se jouant à la proue du navire. L'instant ne pouvait être mieux choisi... Le lieutenant St... me donna donc l'explication suivante :

« Le grand art du harvi, c'est de savoir se faire entendre de l'enfant sans que personne de l'assemblée puisse distinguer un seul mot de ce qu'il dit, tandis qu'il semble murmurer des paroles mystérieuses. D'abord il effraie le compère improvisé, le menace de lui montrer le diable, lui dicte les réponses que parfois celui-ci entend de travers (comme dans le cas de la dame aux trois jambes), et, pour le forcer à parler, de son orteil il lui presse le pied d'une façon horrible; manœuvre dissimulée aux yeux du public par la longue robe dont s'enveloppe le sorcier. S'il devine juste, la gloire de la réussite lui revient de droit; s'il se trompe, on s'en prend à l'enfant. Souvent le hasard l'a merveilleusement servi. Aussi la goutte d'encre est-elle considérée comme infaillible par tous les Égyptiens, dont le harvi est depuis long-temps en possession d'amuser les soirées. »

II.

Il suffit parfois d'une expérience manquée pour dégoûter à tout jamais des plus curieux spectacles, et je me sentis prévenu contre les merveilles de l'Inde.

Deux mois plus tard, faisant route de Bombay à Pounah, je m'arrêtai à Karli pour visiter le temple souterrain creusé dans la colline qui fait face au village; et, pendant la chaleur du jour, je me reposais sous l'ombrage des cocotiers, si beaux en ce lieu, quand je vis s'avancer, au bruit d'instrumens discordans, une bande d'Hindous.

L'un d'eux tenait dans chaque main une *cobra-capella*, la plus terrible espèce de serpens dont l'Inde puisse se vanter, et en outre il portait en sautoir un énorme *boa*.

Arrivé près de moi, le *jongleur* jeta ses serpens à terre, les fit courir, irrita les cobras, qui déroulaient leurs anneaux d'une manière effrayante, embrassa son boa, puis il se prit à les faire danser tous les trois au son d'un flageolet singulier, qui se touchait comme une vielle, bien qu'il fût formé d'une calebasse. Pendant ce temps, ses acolytes avaient disposé tout leur établissement sur la poussière; le tambourin rassemblait les enfans du village, et bientôt se forma un cercle considérable de spectateurs de dix ans et au-dessous : les plus petits nus, les autres portant une ceinture, et tous accroupis, dans l'attente des grandes choses qui se préparaient.

A la différence du silencieux harvi, ce jongleur avait toute la volubilité d'expressions d'un saltimbanque européen. Il s'exprimait très clairement, en bon hindoustani, bien qu'il se trouvât en pays mahratte; mais le public semblait n'y rien perdre, tant ses gestes et ses gambades étaient intelligibles.

D'abord, il posa par terre une marionnette, soldat portant le sabre et l'arc. A l'entendre, c'était un *sipahi*, un grand chasseur, un tueur de lions, de tigres, de gazelles... Bientôt, à son commandement, la marionnette lança une flèche et renversa le but disposé devant elle, non pas une fois, mais à plusieurs reprises, à la satisfaction évidente de la jeune assemblée.

Ce n'était là qu'un préambule, *les bagatelles de la porte!* Le jongleur prit une poignée de blé noir (*djouari*), la mit dans un manteau; pùis, quand on eut bien secoué le manteau, bien vanné le grain, il se trouva changé en un beau riz blanc, pur, prêt à faire un *karry*.

Je n'y avais rien compris, et je commençais à rentrer dans mes habitudes de crédulité, lorsque l'escamoteur ambulant étala une seconde marionnette, longue de six pouces au plus et de la grosseur du poignet. Cette informe poupée épouvanta grandement la partie la plus naïve du public; mais quelle ne fut pas la surprise générale, quand de ce morceau de bois caché sous un mouchoir sortirent successivement jusqu'à quatre gros pigeons! Ils devaient y être contenus d'avance, à moins de sortilége... Quant à moi, j'aurais eu peine à y introduire quatre moineaux.

Notre jongleur accompagnait ses tours de *mantras* (prières magiques), et traçait des cercles avec sa baguette. Mais il avait sur ses confrères d'Europe un avantage, ou plutôt une supériorité bien mar-

quée, car il opérait sur le sol, sans table ni gobelets, et complètement nu, sauf le turban et la ceinture que les Hindous ne quittent jamais; donc, pas de manches, pas de gibecières. Son cabinet consistait en quelques mauvais paniers de bambou destinés à porter les serpens, qu'il escamotait aussi et faisait paraître et disparaître avec une telle adresse, que le plus fin n'y eût rien compris. Ainsi, d'un mouchoir déroulé, secoué et mis au vent comme un pavillon, je le vis faire sortir une de ces cobras, laissée dans un panier près de moi, à une très grande distance du lieu où il se trouvait, en sorte que, voyant le nid de l'animal entièrement vide, je soupçonnai qu'il s'était frayé un chemin sous terre.

Ce qui donnait à cette représentation un caractère pittoresque et animé, c'étaient les physionomies enfantines de ces petits groupes si franchement effrayés et si franchement réjouis; puis ici une jeune fille, revenant de puiser de l'eau au pied de la pagode, s'arrêtait, la cruche sur la tête, et, après avoir prêté un instant d'attention au spectacle, reprenait sa route vers le village; là un vieux Mahratte, le bouclier sur l'épaule, la lance au poing, se levait sur l'étrier, et bientôt retombait dédaigneusement sur sa selle; plus loin de jeunes enfans attardés accouraient si vite, que quelques-uns tombaient en chemin. L'aîné plaçait le plus jeune sur sa hanche, à la manière des Hindous, et, pliant sous le faix, traînait par la main le reste de la famille.

C'était une scène de nature, sans manière ni affectation, et en vérité je ne sais rien de si gracieux que ces figures plus ou moins brunes penchées en avant; ces têtes étranges chargées de pendans d'oreilles et d'anneaux passés dans le nez, appuyées sur deux petites mains couvertes de bracelets; ces genoux pliés sous le menton et ces pieds ornés de *gougouroux* sonores : car tel est le vêtement des habitans de l'Inde jusqu'à ce que l'âge leur apprenne à porter quelque chose de plus que des ornemens.

Cependant les tours de magie continuaient sans interruption. Le jongleur tenait à la main une cruche aussi impossible à vider que le tonneau des Danaïdes l'était à remplir; il versait l'eau à terre, la jetait dans son oreille et la rendait par la bouche, s'administrait des douches sur la tête, et toujours le vase était plein jusqu'au bord.

Ensuite il tira de son sac une paire de pantoufles de bois plus larges que la plante de ses pieds. Après bien des discours et des charges, il finit par faire adhérer à ses talons nus ces semelles très polies, et fit plus de gambades avec de telles chaussures que n'en pourraient faire à l'Opéra de jolis petits pieds chaussés d'élégans escarpins. Tantôt

il s'élevait en l'air, tantôt il frappait la pantoufle sur la terre de manière à la faire tomber, mais jamais elle ne glissait. Ce fut encore là une chose inexplicable pour moi, car il n'avait appliqué à ses pieds aucune substance collante, et il pouvait à volonté lâcher ces pantoufles unies comme la glace.

Enfin la séance se termina par une expérience plus surprenante encore, que, par cette raison sans doute, notre magicien gardait pour la dernière. L'un des joueurs de tambourins, grand garçon d'une belle taille, se laissa attacher les pieds, lier les mains derrière le cou, et enfermer dans un filet à poissons bien serré par une douzaine de nœuds. Dans cet état, après l'avoir promené autour du cercle des spectateurs, on le conduisit près d'un panier de deux pieds de haut sur quatorze pouces de large. — Voulez-vous que je le jette dans l'étang? demanda le chef de la bande. C'est un vaurien; le voilà bien lié; l'occasion est bonne : j'ai envie de m'en défaire! — Et l'auditoire crédule se tournait déjà du côté de cette pièce d'eau, ombragée d'arbres magnifiques et creusée au bas de la pagode pour les ablutions et les besoins du village. — Non, dit en s'interrompant le jongleur après une minute de réflexion; je vais l'escamoter, l'envoyer.... où vous voudrez : à Founah, à Delhi, à Ahmed-Nagar, à Bénarès! — Et sur-le-champ il enleva le patient, toujours incarcéré dans son filet, et le plaça au fond du panier, en rabattant le couvercle sur sa tête; il s'en fallait de plus de trois pieds que les bords se joignissent. On jeta un manteau sur le tout.

Insensiblement le volume diminua, s'affaissa; on vit voler en l'air le filet et les cordes qui attachaient le jeune Hindou; puis le panier se ferma de lui-même, et une voix qui semblait sortir des nues cria : Adieu!

— Il est parti pour Ahmed-Nagar, il est envolé : *Our-Gaya! Our-Gaya!* répéta le jongleur avec transport; il ne saurait tenir dans un aussi petit espace (et cela paraissait physiquement impossible). Je vais donc attacher le panier et prendre congé de l'assemblée.

Le paquet fut bien ficelé; il ne restait plus qu'à le mettre sur le dos du buffle destiné à porter les bagages de la troupe. — Un instant! reprit subitement le jongleur; si pourtant il était dans le panier! Qui sait? — Et là-dessus, tirant un long sabre, il traversa le panier presque par le milieu... Le sang coula en abondance... l'anxiété était à son comble... lorsque tout à coup le couvercle se lève de nouveau, et d'un bond le grand garçon saute hors de sa niche, frais et dispos, sans la moindre égratignure!

Ce tour est simple, très simple, dira-t-on, mais se débarrasser des cordes et du filet, se cacher dans un si petit espace, y rester un quart d'heure sans broncher et de telle façon que le sabre ne puisse rencontrer quelque membre à entamer, ce sont là des prodiges de dextérité, de souplesse et de patience que l'on ne peut concevoir, surtout quand on les a vus.

Après ce *nec plus ultrà* de la science, les jongleurs firent leurs paquets et se mirent en marche vers Nagapour, leur patrie. Je les vis se perdre dans la foule de bœufs chargés que des troupes de Mahrattes, tribus ambulantes traînant avec eux armes et bagages, femmes et enfans, conduisent dans l'intérieur.

La foule se dispersa peu à peu. Le soleil déclinait derrière les montagnes, le peuple se rendait à l'étang pour les ablutions, et le gros oiseau pêcheur, hôte de ces eaux tranquilles, était si sérieux à la pointe de la pagode, qu'on l'eût pris pour le dieu de ce temple idolâtre.

Pour moi, je remontai sur mon petit cheval, et, tout en trottant au milieu des nuages d'une poussière dorée par les derniers feux du jour, je ne pus m'empêcher de reconnaître que ces jongleurs errans battaient complètement non-seulement les harvis du Caire, mais encore les plus fameux escamoteurs de l'Europe, et que, si la magie n'est pas morte, c'est dans l'Inde qu'il faut la chercher.

THÉODORE PAVIE.

Pounah, chez les Mahrattes, 23 décembre 1839.

UNE

SOIRÉE PERDUE.

J'étais seul, l'autre soir, au Théâtre-Français,
Ou presque seul; — l'auteur n'avait pas grand succès;
Ce n'était que Molière, et nous savons de reste
Que ce grand maladroit qui fit un jour Alceste
Ignora le bel art de chatouiller l'esprit,
Et de servir à point un dénouement bien cuit.
Grace à Dieu, nos auteurs ont changé de méthode,
Et nous aimons bien mieux quelque drame à la mode,
Où l'intrigue, enlacée et roulée en feston,
Tourne comme un rébus autour d'un mirliton.

J'écoutais cependant cette simple harmonie,
Et comme le bon sens fait parler le génie.
J'admirais quel amour pour l'âpre vérité
Eut cet homme, si fier en sa naïveté;
Quel grand et vrai savoir des choses de ce monde,
Quelle mâle gaieté, si triste et si profonde
Que, lorsqu'on vient d'en rire, on devrait en pleurer!
Et je me demandais: Est-ce assez d'admirer?

Est-ce assez de venir, un soir, par aventure,
D'entendre au fond de l'ame un cri de la nature,
D'essuyer une larme, et de partir ainsi,
Quoi qu'on fasse d'ailleurs, sans en prendre souci?

Enfoncé que j'étais dans cette rêverie,
Çà et là, toutefois, lorgnant la galerie,
Je vis que, devant moi, se balançait gaiement
Sous une tresse noire un cou svelte et charmant.
Et, voyant cet ébène enchâssé dans l'ivoire,
Un vers d'André Chénier chanta dans ma mémoire;
Un vers presque inconnu, refrain inachevé,
Frais comme le hasard, moins écrit que rêvé.
J'osai m'en souvenir, même devant Molière;
Sa grande ombre, à coup sûr, ne s'en offensa pas;
Et, tout en écoutant, je murmurais tout bas,
Regardant cette enfant qui ne s'en doutait guère :
« Sous votre aimable tête, un cou blanc, délicat,
« Se plie, et de la neige effacerait l'éclat. »

Puis je songeais encore (ainsi va la pensée)
Que l'antique franchise, à ce point délaissée,
Avec notre finesse et notre esprit moqueur,
Ferait croire, après tout, que nous manquons de cœur;
Que c'était une triste et honteuse misère
Que cette solitude à l'entour de Molière,
Et qu'il serait bien temps, comme dit la chanson,
De sortir de ce siècle, ou d'en avoir raison;
Car à quoi comparer cette scène embourbée,
Et l'effroyable honte où la muse est tombée?
La lâcheté nous bride, et les sots vont disant
Que sous ce vieux soleil tout est fait à présent;
Comme si les travers de la famille humaine
Ne rajeunissaient pas, chaque an, chaque semaine.
Notre siècle a ses mœurs, partant sa vérité;
Celui qui l'ose dire est toujours écouté.

Ah! j'oserais parler, si je croyais bien dire.
J'oserais ramasser le fouet de la satire,
Et l'habiller de noir, cet homme aux rubans verts,

Qui se fâchait jadis pour quelques mauvais vers.
S'il rentrait aujourd'hui dans Paris, la grand' ville,
Il y trouverait mieux, pour émouvoir sa bile,
Qu'une méchante femme et qu'un méchant sonnet;
Nous avons autre chose à mettre au cabinet.
O notre maître à tous! si ta tombe est fermée,
Laisse-moi dans ta cendre, un instant ranimée,
Trouver une étincelle, et je vais t'imiter!
J'en aurai fait assez si je puis le tenter.
Apprends-moi de quel ton, dans ta bouche hardie,
Parlait la vérité, ta seule passion,
Et pour me faire entendre, à défaut du génie,
J'en aurai le courage et l'indignation!

Ainsi je caressais une folle chimère.
Devant moi cependant, à côté de sa mère,
L'enfant restait toujours, et le cou svelte et blanc
Sous les longs cheveux noirs se berçait mollement.
Le spectacle fini, la charmante inconnue
Se leva. Le beau cou, l'épaule à demi nue
Se voilèrent; la main glissa dans le manchon;
Et, lorsque je la vis, au seuil de sa maison,
S'enfuir, je m'aperçus que je l'avais suivie.
Hélas! mon cher ami, c'est là toute ma vie.
Pendant que mon esprit cherchait sa volonté,
Mon corps savait la sienne, et suivait la beauté;
Et quand je m'éveillai de cette rêverie,
Il ne m'en restait plus que l'image chérie :
« Sous votre aimable tête, un cou blanc, délicat,
« Se plie, et de la neige effacerait l'éclat. »

ALFRED DE MUSSET.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

L'ESPAGNE. — L'ORIENT.

Le mois qui vient de finir a été fécond en évènemens graves, et graves à tel point que la face du monde en pourrait être changée. L'Espagne et l'Orient ont donné des spectacles si extraordinaires, que si ces spectacles avaient paru les uns sans les autres, ils auraient suffi pour absorber l'attention publique, et la captiver au plus haut degré. Mais l'Espagne, qui d'abord avait attiré tous les esprits à elle, les a vus s'enfuir tout à coup vers les affaires d'Orient, au bruit des singulières résolutions prises à Londres.

Avant de passer aux affaires d'Orient, nous dirons quelques mots de celles d'Espagne, qui méritent cependant leur part d'attention, car les plus étranges violations de principes, les plus odieuses scènes d'anarchie viennent de s'y produire à l'envi, dans un moment où l'Espagne semblait pacifiée et triomphante. La guerre civile en effet venait de disparaître pour la seconde fois, par un évènement aussi éclatant que celui de Bergara. Cette redoutable faction, qui sous Cabrera avait désolé le centre de l'Espagne, et avait paru plus redoutable même que celle des provinces basques, cette faction venait non pas de faire un traité, mais de céder le terrain, et de passer tout entière en France sous Cabrera et Balmaseda. Cabrera et Balmaseda, que le ministère français avait refusé de livrer aux vengeances du gouvernement espagnol, mais qu'il avait consenti à détenir tempo-

rairement, ne menaçaient plus ni Valence, ni Madrid; tout semblait fini, et tout à coup la couronne d'Espagne, échappée aux carlistes, semble tomber aux pieds d'un soldat, que le destin a comblé de ses hasards les plus heureux, et qui, sans génie, mais non sans ambition politique, livre à de misérables subalternes sa prodigieuse fortune. Toutefois, ce coup de théâtre si prompt n'était pas sans cause antérieure; depuis quelque temps, il était facile à pressentir. Un ministère honnête, mais faible, gouvernait l'Espagne pour les modérés. Les chefs de ce parti, les Martinez de la Rosa, les Isturitz, repoussés par la haine jalouse des factions, cherchaient à maintenir dans les mains de quelques-uns de leurs amis un pouvoir qu'ils ne pouvaient posséder eux-mêmes; ces amis, ministres pour le compte d'autrui, bien intentionnés, mais faibles, vivaient tiraillés entre leurs protecteurs et le quartier-général d'Espartero. Ce double joug était difficile à supporter en même temps, car les chefs modérés avaient pour l'entourage d'Espartero une incroyable aversion, et le quartier-général d'Espartero, conduit par un subalterne, le brigadier Linage, avait pour le parti modéré une haine égale. Comment Espartero, si peu fait pour la violence, si peu fait pour gouverner un parti quelconque, est-il devenu le chef des *exaltados* après les sanglantes exécutions qu'il avait exercées dans son armée au profit de la discipline? Comment? par la cause qui gouverne toujours ces hommes-instrumens, doués de courage de cœur, et faibles d'esprit, par le hasard des relations.

Espartero s'est livré depuis long-temps à un feseur, le brigadier Linage. Linage est un de ces hommes que la jalousie des positions supérieures, qu'ils ne peuvent ni conquérir pour eux-mêmes, ni tolérer chez les autres, rend anarchistes; Linage est du parti des *exaltados*. Il a fait plusieurs manifestations dans leur sens, et les *exaltados*, sachant qu'il y avait à gagner de ce côté, battus dans les élections par le bon sens espagnol, se sont jetés aux pieds d'Espartero, qu'ils avaient baffoué. Espartero leur a donc appartenu. Cependant la duchesse de la Victoire, adroitement conquise par la reine, a quelquefois fait contre-poids à l'influence du brigadier Linage, et a maintenu Espartero flottant nonchalamment entre les anarchistes et la reine.

Jusqu'ici Espartero ne voulait pas être ministre. Il avait une armée, un grand pouvoir; il gagnait des titres, des dotations; il prospérait par la guerre civile qui désolait l'Espagne. Il se contentait de tourmenter tous les ministres, de leur faire des querelles à tout propos, pour les plus frivoles motifs. Dès qu'un ministre de la guerre lui avait déplu, il avait un grief tout prêt pour le renvoyer. L'armée, disait

alors Espartero, manquait de tout!... l'armée, à laquelle on a prodigué depuis quelques années tous les trésors de l'Espagne! Cet état insupportable pour tous les ministères était cependant supporté par eux, grace à la guerre civile. Mais la guerre civile finissant, Espartero a vu son rôle fini, ou bien M. Linage l'a vu pour lui, et a décidé qu'Espartero serait ministre. Le voyage de la reine en a fourni l'occasion.

C'est ici le cas d'expliquer ce singulier voyage, et le rôle qu'a joué la diplomatie française en Espagne.

La reine s'est mis en tête le projet d'aller en Catalogne. On ne sait pas bien encore le vrai motif de ce déplorable voyage. Les infans qui sont à Paris ont cru que c'était pour marier la jeune reine à un prince de Cobourg qui vient de quitter Lisbonne, et qui, voyageant actuellement en Espagne, vient de toucher à Cadix, Malaga, Valence, etc. Les modérés de Madrid ont dit que la reine allait les livrer à Espartero. Les exaltés eux-mêmes, pour lesquels on disait le voyage préparé, ont cru que la reine s'éloignait de Madrid pour faire un coup d'état contre la constitution, et dans le but de rétablir le statut royal. C'est bien la preuve que tous se trompaient, et que le voyage n'était préparé avec et pour aucun d'eux.

La reine avait probablement les plus frivoles motifs, nous étonnerions si nous disions les plus vraisemblables. Nous sacrifierons au respect que mérite une reine pleine de cœur et d'esprit, nourrie d'amertumes depuis sept ans, nous sacrifierons le plaisir de curiosité que nous pourrions donner à nos lecteurs. Mais au travers des frivoles motifs qui l'entraînaient, la reine croyait trouver un motif politique qui excusait à ses propres yeux la légèreté de sa résolution; elle espérait exercer sur Espartero un ascendant qui, en général, s'est trouvé irrésistible toutes les fois qu'elle a voulu l'exercer. Ses ministres, parlant au nom des modérés, ne cessaient de lui dire qu'Espartero voulait usurper. Elle a pris je ne sais quel plaisir de reine et de femme à le leur montrer à ses pieds, soumis, raisonnable, tout prêt peut-être à aller s'endormir dans le sein d'un ministère qu'il couvrirait de son nom, et par lequel il serait conduit comme il a coutume de l'être.

Vaine et déplorable illusion, payée d'un effroyable et funeste scandale! Quand la reine a fait part de ce projet à ses ministres et au corps diplomatique, elle a reçu d'inutiles conseils. Le ministère français, ayant pour principe de respecter l'indépendance de l'Espagne, avait toujours recommandé à l'ambassadeur de ne pas se faire homme de parti, de s'abstenir de vivre au milieu des coteries, de ne pas renouveler un spectacle déjà donné, celui d'un ambassadeur français

s'affichant pour *moderados*, et d'un ambassadeur anglais s'affichant pour *exaltados*. — Sachez sans doute préférer le bien au mal, avait dit le ministre à l'ambassadeur, et si un parti veut des choses raisonnables, si un autre en veut d'absurdes, n'affichez pas d'être indifférent entre le vrai et le faux; mais bornez-vous là : ne partagez les passions de personne; tenez-vous en dehors des partis; autrement vous serez compromis, et la France avec vous. Vos conseils même seront sans force. C'est, dit-on, un des motifs pour lesquels M. de Rumigny avait encouru en quelques circonstances la désapprobation du cabinet. Les *moderados*, qui sont modérés dans leurs doctrines, mais un peu exaltés par caractère, ont fort mal pris ces conseils de prudence, et ont prétendu que le ministère français voulait faire passer l'influence aux *exaltados*. Il n'en était rien, le ministère français voulait de la mesure dans la conduite de ceux qui le représentaient; mais il ne voulait porter l'influence ni aux uns ni aux autres; il regardait cela comme hors du droit et du pouvoir d'un ambassadeur étranger.

Est survenu, comme nous le disions, le projet de voyage de la reine. Le ministère français l'a vivement blâmé, et cela par un droit qui ne lui aurait point appartenu, si on n'avait pas offert à l'ambassadeur d'en faire partie. L'ambassadeur y avait à peu près consenti; le ministère l'a rappelé sur-le-champ. Le ministère français ne voulait à aucun prix rendre la France responsable de ce qui se passerait à Barcelone; il craignait, si des désordres éclataient, que la personne de l'ambassadeur ne fût compromise, M. de Rumigny surtout étant devenu odieux aux *exaltados*, qui lui en voulaient cruellement. Le rappel de l'ambassadeur, l'envoi d'un nouveau représentant, homme ferme, intelligent, habitué à se conduire entre les partis, allait donner le temps de juger le but et la conduite du voyage. Puisqu'on n'avait pas pu l'empêcher, il y avait toute convenance à n'y prendre aucune part, mais à se tenir prêt à pourvoir aux éventualités qu'il pourrait faire naître. Le nouvel ambassadeur, M. de la Redorte, reçut ordre de se tenir à quelque distance de Port-Vendres.

Ce déplorable voyage a eu lieu. La reine, fêtée par l'armée et le peuple, insultée par quelques municipalités, obsédée dans plusieurs de ses stations par Espartero, qui lui a purement et simplement demandé la présidence du conseil, est arrivée à Barcelone un jour satisfaite, un autre jour désolée d'avoir entrepris ce voyage. A Barcelone, elle a plusieurs jours de suite attendu Espartero. Il semblait vouloir laisser percer une nuance de mécontentement; il est venu enfin, et a reçu une ovation indigne de lui, une ovation de la plus vile popu-

lace. Barcelone a pris un aspect sinistre. Espartero, bien préparé par Linage, est venu au palais de la reine, et lui a parlé du mécontentement public. Il ne lui a plus cette fois demandé le ministère, mais le refus de sanction à cette loi des *ayuntamientos*, seule loi vraiment sage qu'on ait depuis quelques années présentée en Espagne, seule loi qui puisse lui procurer un peu d'ordre administratif. La reine a refusé, elle a discuté avec Espartero. Au premier abord, il a eu force argumens; mais la reine, qui est femme d'esprit, a soutenu la discussion, elle a bientôt épuisé les provisions d'Espartero, qui est resté au dépourvu devant la spirituelle abondance de sa souveraine. Il s'est retiré battu, pas trop mécontent de sa défaite; car, quand il est livré à sa bonne nature, il n'aspire qu'à la gloire qui lui appartient, celle d'un héroïque soldat. Mais rentré chez lui, on lui a appris qu'il avait été battu, on lui a dit que la reine l'avait joué; il s'est indigné alors, et a voulu partir. Il est resté plusieurs jours dans cet état entre Linage et sa femme, qui tantôt appuyait la reine, tantôt effrayée tournait aux *exaltados*. Enfin on l'a poussé à donner sa démission. La reine aurait fini par l'accepter, on s'en est douté, on a eu recours à l'émeute. L'émeute s'est montrée, non pas comme chez nous, en attaquant la force publique, mais en hurlant, en insultant les honnêtes gens, en égorgeant les victimes qui n'étaient pas défendues. Espartero, disposant de cinquante mille soldats fidèles, a laissé l'émeute opprimer sa souveraine. La reine l'a fait appeler, il a exigé le renvoi des ministres, la non-sanction de la loi des *ayuntamientos*, la dissolution des cortès. La non-sanction de la loi des *ayuntamientos* était chose impossible, car déjà la sanction envoyée à Madrid était publiée. La dissolution des cortès a été bravement refusée par la reine; mais le renvoi des ministres a été accordé, et un nouveau ministère composé. Cette concession a désarmé les conseillers d'Espartero. L'émeute a cessé un instant

Il a fallu composer un ministère. Là était la difficulté. Pour première punition, Espartero n'a pas pu en faire partie; car, même au milieu de cette odieuse licence, une sorte de pudeur publique obligeait Espartero à ne point paraître avoir fait tout cela pour s'emparer du pouvoir. Il a cherché des ministres, il n'en a pas trouvé, car il n'y en a pas beaucoup là, comme ailleurs, dans le parti de la violence. On a cherché quelques hommes d'affaires, MM. Oñis, Campuzano, que des mécontentemens personnels ont jetés dans l'opposition, mais qui n'ont rien de commun avec les anarchistes, puis des officiers, des administrateurs, tous étrangers aux partis, mais aussi aux cortès, et sans influence auprès d'elles. Ce ministère, tel quel, dont on a

réuni les noms, parce qu'il en fallait faire un qui fût pris dans l'opposition, non dans la violence, ce ministère tel quel, il est douteux qu'il accepte, car ses membres sont absens, et le cri de l'Espagne contre les scènes de Barcelone a de quoi décourager tout le monde. Espartero va donc se trouver avec la reine et le gouvernements sur les bras, et n'en sachant que faire, ayant mis les anciens ministre en fuite, ne pouvant pas l'être, n'en ayant pas qui veuillent l'être.

Première punition! Mais une autre s'en est suivie. Espartero a été débordé, l'émeute a ensanglanté les rues, commis des horreurs qui depuis quarante ans semblaient ne pouvoir reparaître. Espartero a vu des victimes se réfugier à ses pieds et à ceux de sa femme; il s'est indigné alors. Honneur à lui dans ses fautes! Il s'est retrouvé ce qu'il est, un cœur honnête et généreux, abusé par des misérables; il a menacé l'*ayuntamiento* de le faire fusiller, il a rétabli un peu d'ordre. Mais il est là avec sa reine désolée, humiliée, sans ministres, sans pouvoir, dégoûtée de régner; et lui, il a vu en un jour ternir sa gloire et rabaisser ses services! Cependant il s'est relevé en défendant au dernier jour l'ordre et les honnêtes gens. Puisse-t-il mieux comprendre l'intérêt de son pays, de sa souveraine et de sa gloire!

Au milieu de ces hideuses scènes, nous avons à nous honorer, nous, de la conduite du jeune et courageux ambassadeur envoyé à Barcelone. Quand il a été visible qu'aucune machination, aucune intrigue ne pouvait plus être imputée au gouvernement de la reine; que la diplomatie française, en se montrant à Barcelone, n'encourait aucune responsabilité; qu'il n'y avait que de l'appui à porter à la reine, M. de la Redorte a reçu ordre de partir. Courageux et plein d'aplomb, nouveau d'ailleurs, étranger aux partis, il courait moins de chances que son prédécesseur. Il s'est embarqué; il est descendu hardiment au milieu des rues ensanglantées de Barcelone; dans l'hôtel du consul qu'il habitait, il a fait prendre quelques précautions au moyen des marins français. Il a pris ces précautions afin de couvrir les victimes auxquelles il allait donner asile; il les a reçues toutes sans distinction; puis il est allé, accompagné d'un simple secrétaire, se montrer dans les rues. Son regard ferme et calme a déconcerté les odieux égorgeurs qui déshonoraient la capitale de la Catalogne, et il a porté par sa conduite un singulier appui aux honnêtes gens épouvantés.

Il s'est rendu chez la reine, lui a présenté ses lettres de créance et offert l'appui de son gouvernement; là, il attend, sans se permettre un jugement sur les ministres que la reine a appelés ou appel-

lera. Ce rôle ne lui appartient pas. Les ministres choisis par la reine sont, pour nous, les ministres légitimes de la royauté espagnole, quelle que soit leur origine; si leur conduite surtout, comme celle de tous les hommes éclairés par le pouvoir, est humaine et modérée, l'ambassadeur de France fera avec eux, comme avec d'autres, les affaires des deux gouvernemens, en formant des vœux pour l'ordre, pour la reine, pour cette noble monarchie espagnole qui manque à l'Europe, et dont le retour au rang des grandes puissances est à la fois un besoin et un souhait sincère de la France.

Ces scènes tragiques, en d'autres temps, auraient fait oublier toute autre chose en Europe; mais lord Palmerston s'est chargé de les faire oublier, toutes grandes qu'elles soient, par la grave résolution à laquelle il vient de pousser ses collègues et les représentans des cours du Nord. Autant qu'il était en lui, il a rompu l'alliance anglo-française, alliance sur laquelle repose depuis dix ans la paix du monde! Quoi de plus grave en effet? quoi de plus digne de l'attention inquiète de l'univers?

Sans doute la paix n'est pas encore rompue; mais le lien qui retenait les passions de l'Europe est brisé ou près de l'être. Comment ne serait-on pas alarmé d'une telle résolution? comment ne demanderait-on pas compte au ministre anglais de la témérité qui menace le repos du monde?

De bas ennemis, qui dans une situation pareille ne voient que des hommes à décrier, s'adressent au cabinet du 1er mars et lui disent : Eh bien! cette alliance anglaise que vous avez préconisée avec tant de complaisance, qu'est-elle devenue? Vous avez donc soutenu une fausse politique; vous vous êtes trompé, retirez-vous!

Rien n'est plus indigne qu'un tel langage; le cabinet actuel a toujours voulu l'alliance anglaise, et a bien fait de la vouloir. Si quelqu'un pouvait la sauver, c'était lui; mais les choses étaient si avancées, qu'il ne l'a pas pu, et que personne ne l'aurait pu à sa place. Les faits connus de tout le monde en font foi.

Quand le cabinet du 1er mars est arrivé, les propositions Brunow allaient être signées. Une idée du général Sébastiani a seule différé cette signature; le général avait suggéré au cabinet anglais la pensée d'appeler à Londres un plénipotentiaire turc, pour traiter avec ce plénipotentiaire la question d'Orient. Cette idée, adoptée par lord Palmerston, avait fourni le moyen de gagner deux mois. De plus l'arrivée d'un nouvel ambassadeur, M. Guizot, l'avénement d'un nouveau ministère, celui de M. Thiers, étaient des motifs d'interruption

dans la négociation. On a donc suspendu les pourparlers, et le cabinet du 1er mars a su gagner encore cinq mois; et sans les évènemens du Liban, il est probable que la question, encore ajournée, eût insensiblement abouti au *statu quo*, la meilleure des solutions dans l'embarras où l'Europe était placée.

Voilà la vérité rigoureuse, que l'on ne comprendra bien qu'en remontant un peu haut dans l'exposé des faits. Nous les avons puisés à bonne source.

La France n'a jamais eu, depuis dix ans, que deux politiques à suivre, celle de l'isolement ou celle des alliances.

Rester seule, et appuyer telle ou telle solution suivant les circonstances, en se portant vers les uns ou les autres, était une politique forte sans doute, mais toujours coûteuse et menaçante. Il fallait, pour une telle politique, que la France restât armée, presque sur le pied de guerre; que, lorsqu'elle trouverait tout le monde contre elle sur une question, elle menaçât l'Europe de ses deux forces, la guerre et la révolution. Mais c'était là une politique dure, alarmante, presque odieuse pour le monde. En s'alliant à l'une des puissances, elle pouvait alors, par des voies plus douces, celles des négociations et des transactions, arriver à des résultats tout aussi profitables, avec l'avantage de calmer les esprits en France et en Europe, et de ramener à elle les gouvernemens effrayés. C'était, en un mot, la politique la plus humaine; la France l'a préférée et a bien fait.

Résolue à s'allier à quelqu'un, la France pouvait-elle s'allier à d'autres que l'Angleterre? Évidemment non. Ceux qui lui conseillaient l'alliance russe étaient de purs rêveurs. La Russie affectait un éloignement blessant. La Prusse et l'Autriche avaient de notre révolution un effroi mal dissimulé. L'Angleterre seule, ayant de nos institutions le goût et l'habitude, regardait notre révolution d'un œil philosophique, la Russie d'un œil jaloux, et inclinait visiblement vers nous. Il n'y avait ni à choisir ni à hésiter.

Il fallait être seuls, c'est-à-dire toujours armés, toujours menaçans, ou être alliés de quelqu'un, et, en étant alliés, l'être de l'Angleterre.

Toute autre politique était non-seulement absurde; elle était plus, elle était impossible.

M. Thiers a donc eu raison de dire qu'il fallait persévérer le plus possible dans l'alliance anglaise, et ne s'en retirer que lorsqu'il serait prouvé aux yeux du monde que l'Angleterre avait tort contre la France. Il a eu raison de parler ainsi, car la France, en revenant à la politique de l'isolement, c'est-à-dire à la politique armée et mena-

çante pour l'Europe, devait pouvoir dire à cette Europe, dont l'appui moral lui est nécessaire, même pendant la guerre, la France devait pouvoir lui dire, et lui prouver qu'elle n'avait pas tort.

Nous croyons qu'elle a raison aujourd'hui; nous croyons que la question, bien jugée, lui vaudra l'approbation universelle.

La question d'Orient était l'écueil le plus redoutable pour l'alliance anglaise; car en Orient l'Angleterre, se trompant sur ses intérêts fondamentaux, pouvait céder à des ombrages irréfléchis contre la France. Ces ombrages, c'est l'Égypte qui allait les exciter. L'Angleterre veut pouvoir remonter l'Euphrate et la mer Rouge pour mettre en communication l'Inde avec la Méditerranée et l'Europe. Rien n'est plus naturel. Méhémet-Ali, qui repousserait des établissemens fixes et armés sur son territoire, ne s'est jamais refusé à laisser établir dans ses états des communications faciles, régulières; il y a même le plus grand intérêt. La France ne s'y est jamais opposée : elle livrerait des combats acharnés pour que l'Égypte ne fût pas anglaise; mais elle ne s'opposera jamais à ce que l'Égypte soit traversée par le commerce du monde.

C'est ailleurs que l'Angleterre devrait voir ses dangers. Ils sont à Hérat, à Khiva, à Ispahan. La Russie lui fait là une guerre acharnée d'influence, et prochainement peut-être une guerre d'une autre espèce; elle la menace surtout à Constantinople d'un coup irréparable. C'est là ce qu'il fallait toujours faire sentir à l'Angleterre dès l'origine, avant que les amours-propres fussent engagés dans une voie fatale et dangereuse.

A l'origine de la question d'Orient, on s'est trompé dans les chambres françaises, autant au moins que dans les conseils du gouvernement, sur la marche à suivre. Ayant toujours peur de la guerre, on a songé à faire aboutir la question à des conférences, dans lesquelles le protectorat exclusif de la Russie serait annulé au moyen d'un protectorat plus général, celui des cinq puissances. On courait là un vrai danger, celui de se quereller en conférant, et en se querellant la chance la plus certaine, c'était que l'Angleterre et la France se querelleraient entre elles, parce que la question égyptienne devait se retrouver à tout instant sous la question turque, et Alexandrie derrière Constantinople.

La peur d'agir a donc fait rechercher des conférences où la vraie question, celle de Constantinople, qui aurait toujours rallié la France et l'Angleterre, a disparu devant celle d'Alexandrie, qui devait les diviser. Si, dès l'origine, on avait armé une flotte, demandé à l'Angleterre d'en armer une, et qu'on lui eût proposé de les réunir aux

Dardanelles, avec l'ordre formel et avoué de courir à Constantinople, si les Russes ou les Égyptiens y venaient; qu'ensuite on eût proposé de laisser faire le sultan et le pacha, l'Angleterre, qui, à l'origine, était fort alarmée pour Constantinople, aurait accepté ce plan sans contestation. Ni les Russes ni les Égyptiens ne seraient venus à Constantinople; on n'aurait pas eu à forcer les Dardanelles; en laissant faire le sultan et le pacha, ils se seraient accordés à la suite de la bataille de Nézib; on ne se serait pas chargé, par la fatale note du 27 juillet, de les mettre d'accord, et aujourd'hui tout serait fini.

Il faut le dire, il y a eu là de la faute de tout le monde, chambres et gouvernement, France et Angleterre.

Mais les choses n'ayant pas été ainsi dirigées, on s'est chargé de tout arranger soi-même, et on s'est mis à conférer à cinq sur l'arrangement à proposer au sultan et au pacha d'Égypte. M. de Metternich, qui s'était flatté de compléter la conférence en y amenant la Russie et de la diriger ensuite, est malheureusement tombé malade. Les conférences n'ont pas eu lieu; on leur a substitué des pourparlers. L'Angleterre, qui était toujours inquiète des conséquences de cette question, avait une grande humeur contre le pacha, qui l'avait fait naître. Elle était trompée par les inspirations de l'homme le plus dangereux qu'on ait jamais envoyé dans aucune ambassade, de lord Ponsomby, esprit faux, emporté, brouillon, voulant à tout prix, et le disant même, faire sortir la guerre de la question d'Orient. Lord Ponsomby avait poussé le sultan à la guerre, et maintenant il imputait au pacha d'être la cause de la rupture. Il peignait les choses sous le jour le plus faux à son cabinet. Lord Palmerston, mal renseigné, s'est donc insensiblement animé contre le vice-roi. Il a, dans le courant de l'été de l'année dernière, proposé au ministère français de reprendre la flotte turque au pacha. Le ministère français a refusé, et a bien fait; mais le refus a été connu et envenimé, l'aigreur a commencé. On s'est réciproquement interrogé sur ce que l'on voulait faire pour en finir; on s'est peu ou pas expliqué, on s'est aigri davantage, et c'est alors que, vers l'automne de l'année dernière, la Russie, voyant naître une division entre la France et l'Angleterre, s'est proposé d'en profiter : elle a envoyé M. de Brunow à Londres.

Elle a offert à l'Angleterre de lui livrer le pacha d'Égypte, si elle voulait signer avec elle une convention ayant pour but de finir ensemble la question d'Orient. C'est là que le bon sens de l'Angleterre aurait dû l'éclairer sur un piége aussi facile à apercevoir. La Russie, en effet, n'avait pas grand intérêt à donner plus ou moins au

sultan ou au pacha; pourvu que le pacha ne vînt pas à Constantinople substituer un empire jeune et vigoureux à un empire décrépit et mourant, le reste lui importait peu. Ce qui lui importait, c'était de séparer la France de l'Angleterre, et elle aurait acheté cette séparation d'un prix plus grand que le sacrifice du pacha d'Égypte. L'Angleterre aurait dû voir que le plaisir d'humilier Méhémet-Ali, de lui ôter un pachalik pour le donner à la Porte, était peu de chose; elle aurait dû comprendre que, si c'étaient de libres communications qu'elle voulait à travers l'Égypte et la Syrie, elle les aurait avec le pacha comme avec le sultan; que le sultan, en recouvrant ces provinces, y substituerait l'anarchie à l'administration dure et vigoureuse de Méhémet-Ali, et que l'anarchie valait moins pour les commerçans qui traversent un pays, qu'une autorité même oppressive. L'Angleterre n'a pas vu tout cela; elle a cédé au désir d'humilier le vice-roi; son ministre a été sensible aux caresses de la Russie, qui jusque-là l'avait fort maltraité, et il a écouté les propositions Brunow. Pourtant, on les a renvoyées à Pétersbourg une première fois; elles sont revenues modifiées, et, au mois de mars dernier, elles étaient presque acceptées.

Le général Sébastiani, comme nous l'avons dit, proposa alors, sous prétexte de donner plus de régularité à cette négociation, d'appeler un négociateur turc. Il fit bien, c'étaient deux mois de gagnés. Le temps était bon à employer ici pour donner à tout le monde le moyen de réfléchir et de se calmer.

C'est alors que sont arrivés un nouvel ambassadeur, M. Guizot, un nouveau ministre dirigeant, M. Thiers.

Ces deux personnages se sont concertés, et ont tenu d'accord une conduite qui quelque temps a conjuré le danger, mais qui n'a pas pu le conjurer toujours, surtout quand est venue l'insurrection du Liban.

Le cabinet anglais et les cabinets du Nord ont fait des efforts pour amener les nouveaux représentans de la France aux propositions Brunow.

Que pouvait faire le cabinet français? Abandonner le vice-roi d'Égypte, consentir aux propositions qui avaient pour but de le dépouiller, de le rendre moindre qu'il n'était avant la bataille de Nézib, c'était là une chose impossible. L'opinion publique en France, et une opinion raisonnable l'aurait condamné impitoyablement. En tenant bon pour le vice-roi, on s'exposait à se séparer de l'Angleterre! Cela était vrai; mais tout le monde avait dit à M. Thiers dans les deux chambres : Séparez-vous plutôt que de faire à l'Angleterre le sacrifice de nos intérêts évidens. On disait même à M. Thiers

que, livré corps et ame aux Anglais, il ne saurait pas leur tenir tête. Il leur a tenu tête, il n'a pas voulu leur céder, et aujourd'hui certaines gens, de bas étage il est vrai, et en bien petit nombre, l'accusent presque du résultat amené.

M. Thiers et M. Guizot ont bien fait de se conduire comme ils l'ont fait. Il n'y avait pas deux partis à prendre : entre une indigne faiblesse ou la séparation, la séparation valait mieux.

Voici, du reste, comment les choses se sont passées. Un instant le cabinet français a failli réussir à éclairer l'Angleterre et à conjurer le danger.

Trouvant une négociation presque conclue, M. Thiers a pensé qu'il fallait épargner les amours-propres engagés, et, pour cela, profiter du temps que lui avait ménagé le général Sébastiani. Aux deux mois qu'on lui avait assurés, il a su en ajouter trois. Il n'a rien brusqué, il n'a affiché la prétention de faire prévaloir aucun plan, il s'est contenté de montrer les inconvéniens du plan proposé à Londres, et il a laissé voir, bien qu'avec modération, qu'il y avait telle ou telle solution à laquelle la France s'opposerait péremptoirement.

Que voulez-vous faire en Orient? a dit le cabinet français à toutes les cours. — Vous voulez priver le vice-roi de ce qu'il possède actuellement, vous voulez qu'après la bataille de Nézib qu'il a gagnée sans l'avoir provoquée, vous voulez qu'il ait moins de territoire qu'auparavant; vous voulez ôter à Méhémet-Ali des provinces qu'il saura organiser, pour les rendre au sultan, qui s'épuisera pour les garder sans y réussir. Vous faites l'empire ottoman plus faible, plus agité, car vous diminuez le vassal qui peut sauver l'empire, au profit du suzerain qui ne saura ni l'administrer ni le défendre; le pacha satisfait sera le plus utile soutien de son maitre, sinon par vertu, au moins par un intérêt évident, car il voudra garder non-seulement l'Égypte, mais aussi Constantinople, contre tout le monde; si donc on veut sincèrement le bien de la Porte, il faut la raccommoder avec le pacha sans sacrifier celui-ci.

Mais, ajoutait le cabinet français, de quelque manière qu'on pense à cet égard, qu'on croie devoir verser du côté du pacha ou du sultan, quels moyens a-t-on pour vaincre le pacha et lui imposer un traité dont il ne voudra pas? Ces moyens sont insuffisans ou dangereux.

Ils sont insuffisans, si on se borne à le bloquer en Égypte et en Syrie au moyen d'une flotte anglaise. Il s'enfermera dans ses ports, et puis, quand il sera poussé à bout, il fondra sur Constantinople, et mettra l'Europe en feu.

Les moyens sont dangereux si on veut transporter une armée en

Syrie ou en Égypte. Quelle sera cette armée? Il n'y a pas un soldat anglais disponible. Jamais un soldat français n'ira en Égypte contre le vice-roi. Les Autrichiens ont dit tout haut qu'on ne les amènerait pas à faire une telle croisade. Restent les Russes. Or, l'Europe consentira-t-elle à voir des Russes en Syrie, et les Anglais les y transporteront-ils?

Ces raisons données avec modération, patience et fermeté, pendant cinq mois, avaient sensiblement agi sur tous les cabinets. L'impossibilité de trouver des moyens qui ne fussent ni insuffisans, ni dangereux, la certitude donnée par le cabinet du 1er mars, de l'opposition de la France à certains de ces moyens, avaient détaché tout le monde de la question d'Orient. On souhaitait de toutes parts que l'arrangement direct eût lieu, on le disait clairement.

Cet arrangement direct que la France, par scrupule de loyauté, n'avait pas voulu chercher à opérer de ses propres mains, mais qu'elle avait rendu praticable par les conseils de modération donnés au vice-roi, cet arrangement devenait probable lorsque Méhémet-Ali a envoyé Sami-Bey offrir au sultan la restitution de la flotte turque. Cette offre, personne ne l'avait conseillée, elle était sortie de la joie de Méhémet-Ali, quand il a vu Kosrew destitué.

Qui croirait, qui osera avouer à Londres que c'est ce moment qu'ont choisi les négociateurs pour faire naître une affreuse complication?

Les négociateurs qui avaient pris à tâche de raccommoder le sultan et le pacha, et qui n'y avaient pas réussi, se sont crus compromis si le pacha et le sultan s'arrangeaient tout seuls. La pensée leur est venue aussitôt d'empêcher l'arrangement direct. On cherchait, on s'agitait pour trouver le moyen, quand la nouvelle de l'insurrection du Liban est survenue. Bien vite on y a vu le moyen coërcitif contre Méhémet, qui jusque-là n'avait pas été découvert, et on a signé brusquement la fameuse convention de Londres.

C'est sur une lettre de deux Anglais voyageurs, qu'on a conçu la pensée de faire échouer toute la puissance de Méhémet-Ali en Syrie, en débarquant sur les côtes des soldats turcs que le sultan n'a pas, en débarquant des vivres, des munitions que les Anglais fourniront.

La Syrie, a-t-on dit, lui échappera; alors il se soumettra aux conditions que nous lui ferons; la France, il est vrai, se sera séparée, mais ce ne sera pas pour long-temps.

Telle est la base légère sur laquelle on a posé une si grande, une si dangereuse résolution.

La France s'est séparée, et elle a bien fait; son cabinet a bien agi,

et il aura avec lui l'opinion de la France et du monde. La France va s'armer, on va lever tous les hommes que la loi permet de lever. S'il fallait porter notre effectif au pied complet de guerre, les chambres seraient convoquées; le cabinet tient l'ordonnance de convocation toute prête pour le premier danger. En attendant, on prépare le matériel, qui est toujours plus difficile, plus long à réunir. Ainsi préparée, la France attendra. Si les puissances emploient des moyens que dans son intérêt et sa dignité la France ne puisse admettre, elle prendra le monde à témoin de sa conduite, de sa loyauté, de la pureté de ses motifs; elle fera bénir ses drapeaux par le Dieu qui bénit les drapeaux de Fleurus et d'Austerlitz; elle prendra les armes pour la cause de la civilisation, car c'est la civilisation qu'on hait sur les bords du Nil comme sur les bords de la Seine! Avec bonne cause et l'épée de la France, on a chance de vaincre, car on a vaincu trente années.

Si les moyens employés n'ont rien que la France ait droit et intérêt d'empêcher, elle observera, et alors qu'arrivera-t-il? Un résultat pour lequel il ne valait pas la peine de braver de si grands périls, car le vice-roi, contre lequel on n'aura rien fait de sérieux, finira par venir à bout un peu plus tôt, un peu plus tard, de l'insurrection de Syrie. Et alors qu'essaiera-t-on? On en reviendra au point de départ, c'est-à-dire à la situation que le cabinet français a toujours ainsi définie:

Moyens insuffisans ou dangereux à l'égard du vice-roi. Dès-lors, nécessité de traiter avec lui sur des bases équitables et raisonnables.

Or, si ces bases sont équitables et raisonnables, alors la France s'emploiera à les lui faire accepter.

Faisons donc des vœux pour que le vice-roi triomphe des insurgés; armons-nous, mais avec calme. N'injurions pas la nation anglaise, qui n'a pas encore ratifié la politique de son ministre; n'injurions pas ce ministre, car nous finirions par blesser la nation qu'il représente, et qui, en le blâmant, n'oublie pas qu'il est Anglais. — Armons-nous, et attendons.

Il y a un mot, un mot décisif qu'il faut dire à l'Europe avec calme, mais avec une invincible résolution : — Si certaines limites sont franchies, c'est la guerre, la guerre à outrance; la guerre, quel que soit le ministère. — Si dans une telle situation le ministère du 1er mars pouvait être faible, il serait renversé; si, en voulant n'être pas faible, il était obligé de se retirer, ses successeurs, quels qu'ils fussent, seraient obligés d'être aussi énergiques que le ministère sortant.

****

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1840.

Le gouvernement et le pays ont noblement répondu au défi du cabinet anglais, le pays par les sentimens qu'il a manifestés, le gouvernement par les mesures qu'il vient de prendre.

Nous disons au *défi*, car les dangereuses conséquences du pacte que la Russie et l'Angleterre viennent de signer, ont été si souvent signalées par la France, qu'il est impossible de ne pas voir dans ce traité une sorte de provocation.

Nous disons *du cabinet anglais*, car cette étrange convention, loin d'être l'expression des vœux de l'Angleterre, n'est que le résultat des caprices opiniâtres et superbes de lord Palmerston, habilement exploités par les agens russes et subis par ses collègues. Si elle était conforme aux vœux du pays, aux intérêts bien entendus de l'Angleterre, la presse anglaise aurait été unanime à la demander, unanime à la justifier, et les collègues de lord Palmerston, certes aussi bons Anglais que lui, n'auraient pas résisté des mois et des mois à une mesure qui aurait été bonne en soi et nationale.

Le ciel nous préserve de répéter, à l'endroit de lord Palmerston, les expressions par trop grossières qu'une juste et vive indignation a laissé tomber de quelques plumes. Mais nous savions depuis long-temps, et nous l'avons dit plus d'une fois, que, même dans les matières les plus graves, l'imagination domine chez le noble lord et lui dicte des résolutions que son amour-propre saisit avec obstination, et que ne saurait avouer la maturité réfléchie de l'homme d'état. Plus d'une fois le ministre anglais a failli, par l'impétuosité et l'audace aventureuse de ses déterminations, compromettre la paix du monde. Le bon sens de ses collègues, ainsi que la fermeté et la prudence de notre politique, avaient pu jusqu'ici prévenir tout écart trop fâcheux, tout

emportement irréparable. Mais ce n'était pas sans irritation, ce n'était pas sans rancune que son esprit violent et superbe subissait le joug de la modération et de la sagesse politique. La Russie, toujours habile à démêler, toujours prête à exploiter les mauvaises passions, n'a pas manqué l'occasion que le noble lord lui offrait; elle s'est jetée sur lui comme sur une proie importante à saisir, impuissante à lui résister.

Les instructions de l'agent russe étaient fort simples. « Signez tout ce que lord Palmerston vous proposera. » Qu'importe en effet à la Russie? Pourvu que l'alliance anglo-française soit rompue, que l'Angleterre, bien que gouvernée par les whigs, soit ramenée adroitement dans les serres de la sainte-alliance, et que l'Orient soit de nouveau agité de fond en comble, qu'importe à la Russie la teneur des conventions signées à Londres? Éloigneront-elles d'une seule lieue la Russie de Constantinople? Lui ôteront-elles un seul de ses bataillons? La feront-elle renoncer à un seul de ses empiétemens en Orient? Qui ne voit que c'est lord Palmerston qui joue ici un rôle pitoyable, le rôle de dupe? La politique n'a jamais raison contre le bon sens, car elle n'est que du bon sens. Diviser les forces de l'Occident et brouiller en même temps les affaires de l'Orient, c'est décerner à la Russie un empire de plus, l'empire de l'Asie.

Déjà il y a quelques mois, ce fameux traité, ce pacte anglo-russe que l'histoire aura peine à enregistrer, tant il est étrange et contraire aux intérêts anglais, était sur le point d'être signé. Le cabinet anglais, averti par les fermes déclarations de la France, recula devant cette œuvre. Lord Palmerston dut encore subir la raison, le bon sens de ses collègues; mais nul ne fut dupe de cette résignation. Il aurait fallu être aveugle pour ne pas voir plus qu'on ne disait, plus qu'il ne convenait de publier, pour se dissimuler que ce n'était là qu'un succès dont le terme était aussi incertain que l'humeur de lord Palmerston est impétueuse et fantasque. Notre cabinet, notre ambassadeur à Londres, savaient très bien ce que d'ailleurs tout homme sensé et connaissant quelque peu les personnes pouvait conjecturer; ils savaient que l'esprit du ministre anglais s'aigrissait de plus en plus contre le pacha et contre la France, et que la résistance de ses collègues par la force des choses s'affaiblissait à mesure que la situation du cabinet anglais devenait plus critique. Lord Palmerston attendait avec impatience le jour où il pourrait mettre le marché à la main à lord Melbourne, et ne lui laisser d'option qu'entre le traité anglo-russe et la dissolution du cabinet. La démission de lord Palmerston aurait, il est vrai, dissous le ministère whig. Le cabinet anglais a préféré à une noble et brillante retraite la signature d'un traité qui, s'il pouvait être sérieux, n'offrirait que deux issues, la guerre universelle, ou l'Europe acceptant en Orient, des mains de la Russie et de l'Angleterre, le déshonneur.

D'autres circonstances ont contribué à précipiter la signature des quatre puissances. Nous ne voulons pas mentionner la mort de ce monarque vénérable dont le jugement et l'autorité ont refréné tant de mauvaises passions et empêché tant de folies. Certes ce n'est pas lui qui aurait légèrement apposé sa signature à un pacte qui sous peu sera couvert de ridicule ou aura com-

mencé une phase toute nouvelle dans la politique européenne. Ce n'est pas lui qui aurait approuvé lord Palmerston lorsqu'il imaginait de traiter la France comme une puissance de second ordre, de conclure sans elle, cherchant à l'endormir par de fausses apparences d'amitié, une convention sur un sujet qui intéresse mille fois plus la France que la Prusse, et dans lequel la France a bien autrement le droit d'intervenir, si intervention il y a, que la Prusse, et l'Autriche même.

La Prusse et l'Autriche régentant l'Orient, sans le concours et l'assentiment de la France, comme s'il s'agissait de mettre à la raison je ne sais quel principicule de la confédération allemande!

On est forcé de se demander comment des hommes graves, des hommes d'état consommés, ont pu accepter de pareilles illusions! Quoi! parce que la France, dans sa loyauté et dans sa force, a voulu renfermer la révolution de 1830 dans ses propres frontières, qu'elle a préféré les profits certains et solides de la paix aux chances brillantes de la guerre, on aurait pu imaginer que la France acceptera humblement la dictature orientale de la Russie, secondée par l'Angleterre, qui s'aveugle sur ses vrais intérêts! Étrange erreur! Ce serait méconnaître la France, le roi, le cabinet! ce serait prendre la modération pour de la faiblesse, la prudence pour de la timidité! ce serait raisonner, par une bizarre coïncidence, comme ces partis extrêmes dont on repousse les principes et dont on fait profession de mépriser le jugement!

Il y a, quoi qu'on en dise, au fond du pacte signé à Londres, un reste du vieux levain de la sainte-alliance conservé à Saint-Pétersbourg; c'est au nom des vieilles haines contre la France qu'on a intrigué à Vienne et à Berlin; on s'est cru en mesure de braver la royauté de juillet, de lui faire subir un affront. On s'est trompé.

Il n'est pas moins vrai que c'est dans de pareilles intrigues qu'a trempé, sans s'en douter, le ministère anglais, un cabinet whig; il a fait là ce à quoi, je ne dis pas un ministère radical, mais un cabinet tory n'aurait jamais consenti, car il aurait aperçu le piége, et un sentiment de dignité et de fierté nationale lui aurait dit que le peuple anglais ne ratifiera jamais un pacte qui le met à la suite de l'oppresseur de la Pologne.

Il n'est pas moins vrai que l'Autriche et la Prusse, entraînées par la vieille habitude de marcher d'accord avec la Russie, ont oublié un instant la sage maturité de leurs conseils, cette prévoyance vigilante qui a gardé jusqu'ici la paix du monde, et cela pour signer un pacte dont nul ne peut calculer les conséquences. Cependant ce n'est pas la Russie qui a le plus d'intérêt à bien peser toutes les conséquences de ce traité, à se rendre compte de toutes les nécessités qu'il peut enfanter.

L'assurance orgueilleuse de lord Palmerston a fini par surprendre la religion des hommes d'état éminens qui dirigent les affaires de la Prusse et de l'Autriche. « Il est temps d'en finir, disait-il, le pacha est sans force réelle, il est en horreur aux populations (ce sont là les rapports que lui faisaient deux *touristes* anglais, jugeant des hommes et des choses avec ce tact et cette

sûreté de jugement qu'on connaît à cette sorte de voyageurs); la moindre démonstration suffira. La France s'intéresse à Méhémet-Ali, elle ne veut pas agir contre lui; mais elle laissera faire, elle fera entendre quelques plaintes, elle nous enverra une note. Avant que ces communications soient accomplies, que les explications soient données, l'affaire sera terminée, et tout sera dit. C'est ainsi que les choses se sont passées lors des affaires de Modène, de Bologne, de Francfort. »

Ce langage est devenu plus instant, lorsque, d'un côté, les affaires d'Espagne, d'Afrique, de la Plata, ont paru détourner de l'Orient les regards de la France, et lorsque, d'un autre côté, l'insurrection de la Syrie a fait espérer que les forces du pacha ne suffiraient pas à l'étouffer rapidement.

Nous ne voulons pas rechercher ici l'origine secrète de tous ces faits. Sans nous faire l'écho de tous les bruits répandus à cet égard, nous pourrions citer quelques faits singuliers sur lesquels nous reviendrons peut-être un jour; laissons tout cela pour le moment. Que nous importent les causes premières de ces évènemens? Nous ne songeons pas à contester à lord Palmerston et aux diplomates russes le mérite, si c'en est un, de ne négliger aucun moyen de succès, et de ne pas trop se montrer difficiles sur le choix.

Mais le fait qui est venu donner l'impulsion décisive à l'impatience frémissante de lord Palmerston, ce sont les avances loyales, pacifiques, que le pacha a faites à la Porte depuis le renvoi de Kosrew; c'est l'offre spontanée de rendre au sultan sa flotte. Encore une fois, l'histoire refusera de croire à une si grande étrangeté d'humeur et de conduite. — Méhémet-Ali fait des avances; c'est le moment de le repousser. Il offre de restituer la flotte; il faut lui débaucher ses populations. Il demande, lui vainqueur, un arrangement raisonnable; c'est le cas d'aider le vaincu à le fouler aux pieds. — Et pourquoi tant de colère, tant d'empressement à rendre impossible tout arrangement amiable? Les raisons les voici : et puis ne répétez pas, si vous le pouvez, le fameux mot : *quantilla sapientia regitur mundus!* — L'offre de la flotte est un conseil de la France; c'est donc une preuve de l'influence française, et c'est ainsi que le fait sera envisagé en Orient. — Je crois que le noble lord nous faisait trop d'honneur, et que la France n'était pour rien dans l'offre du pacha. — Il offre la flotte et demande un arrangement; donc il a peur, donc il est faible; le moment est venu de l'écraser. — Enfin, disait la Russie, si le traité n'est pas signé, signé à l'instant même, la Porte se décourage; elle traitera directement avec le pacha; c'est là ce que veut la France, c'est le but de ses efforts; et vous, Angleterre, vous perdrez toute influence en Orient. Ce qui voulait dire, traduit en d'autres termes : si le sultan et le pacha parviennent à s'entendre, il n'y a plus de chances pour les Russes d'être appelés à *sauver* Constantinople; notre invasion est indéfiniment reculée; il faut à tout prix que lord Palmerston, par ses étranges préventions contre la France et sa haine pour le pacha, nous aide à brouiller les cartes. — Ils ont parfaitement réussi.

Ainsi, en résumé, la convention a été signée par la Russie contente, joyeuse; par l'Angleterre, un seul homme en étant pleinement satisfait, lord Palmers-

ton; par l'Autriche et la Prusse sous l'empire d'une vieille habitude, sans conviction et dans la fausse supposition de l'adhésion tacite de la France; enfin, par la Porte. Ceci est grave et mérite une explication.

Beaucoup de personnes paraissent croire que le traité signé à Londres n'est autre chose qu'une convention préparatoire entre l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche. On se trompe. C'est un traité de ces quatre puissances avec la Porte. L'envoyé turc a signé, et un courrier est parti à l'instant même pour aller chercher à Constantinople la ratification du traité. C'est à ce point de vue qu'il faut se placer, si l'on veut apprécier dans toute sa portée le fait du négociateur anglais; c'est à ce point de vue qu'il est facile de reconnaître combien ce fait est blessant pour la France, mauvais en lui-même, déplorable ou ridicule par ses conséquences.

Sans doute le gouvernement français n'a pas été surpris. Il y a long-temps que les dispositions de lord Palmerston lui étaient connues, il y a long-temps qu'il le voyait nager en pleines eaux russes, il y a long-temps qu'il s'attendait d'un instant à l'autre à la signature de quelque pacte anglo-moscovite. Qu'est-ce à dire? Est-il moins vrai qu'on a fait tout ce qu'on a pu pour nous cacher ces démarches? Est-il moins vrai qu'un traité formel a été conclu avec la Porte sans que la négociation ait été rendue commune à la France, sans qu'elle ait été invitée à y prendre part et à en discuter les clauses? Est-il moins vrai que les choses faites on nous a fait passer un *memorandum* où l'on affecte d'espérer que, bien que peu disposés à un concours matériel, nous voudrons du moins aider les quatre puissances de notre concours moral? C'est ainsi que lord Palmerston traite l'alliée de l'Angleterre! Et cette alliée, c'est la France!

Aussi que dit-il pour excuser cet étrange procédé? La France et l'Angleterre ont marché contre la Hollande, et la France a pris Anvers en vertu d'une convention à laquelle n'avaient été appelées ni l'Autriche, ni la Russie, ni la Prusse.

Mais d'abord la France de juillet était-elle l'*alliée*, l'alliée intime de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche? Était-elle leur alliée et par les traités et par l'uniformité des principes, des institutions, des situations politiques?

Il y a plus. Qu'est-ce que la prise d'Anvers comparée à la question d'Orient? Qu'est-ce qu'un fait isolé, déterminé, comparé à une tentative qui peut engager en Orient une lutte longue et sanglante, appeler sur le théâtre des évènemens les forces de plus d'une puissance, et fournir mille occasions de chocs terribles, de complications funestes?

Il y a cependant un point d'analogie qui a peut-être échappé aux négociateurs de la convention et que nous tenons à rappeler, certains d'ailleurs que notre gouvernement ne l'a point oublié.

La Prusse, lors de l'affaire d'Anvers, était moralement sûre que la France ne songeait pas à des conquêtes, qu'aussitôt la citadelle d'Anvers prise, elle la remettrait à la Belgique et rappellerait ses troupes. La Prusse cepen-

dant réunit sur la frontière une armée de soixante-dix mille hommes. Nous sommes loin de l'en blâmer; c'était son droit, c'était plus, c'était son devoir. Que ce devoir étroitement accompli nous rappelle aujourd'hui le nôtre. On veut se jeter dans des entreprises dont il n'est donné à qui que ce soit de prévoir les conséquences, les contre-coups, les complications; on a voulu nous lancer dans l'inconnu : soit. Que la France proportionne ses préparatifs et ses précautions aux plus grands évènemens. La France le peut; la prudence comme l'honneur le lui commandent.

Aujourd'hui on abuse de la modération de son langage, de ses paroles mesurées, courtoises, du désir qu'elle a trop montré peut-être de tout concilier, de son amour de la paix. Parce qu'elle s'est abstenue de toute parole arrogante et impérieuse, parce qu'en faisant valoir les considérations d'équité qui militent en faveur du possesseur de la Syrie, elle n'a pas dit : « Malheur à qui y touchera! » on voudrait aujourd'hui lui persuader à elle-même qu'elle n'a jamais rien voulu de sérieux, que tout ce qu'elle désirait, c'était de ne pas agir elle-même contre Méhémet-Ali, que dès-lors la convention qu'on vient de signer ne peut lui être désagréable!

Au reste, empressons-nous de le dire, il n'y a pas dans cette conduite et dans ce langage, à beaucoup près, tout ce qu'il y aurait de blessant et d'ironique, s'ils venaient d'ailleurs. Le noble lord ne se doute pas de toute la portée morale de ses faits et de ses paroles. Il connaît mal, trop mal pour un ministre des affaires étrangères, le continent, la France, nos mœurs, le génie de notre nation, notre logique politique, notre juste susceptibilité, le caractère français. En vérité, sur la question intentionnelle, nous sommes prêts à accorder au noble lord un *verdict* avec circonstances atténuantes.

Nous sommes convaincus qu'il est, à cette heure, étonné, embarrassé, et s'il y avait chez lui moins d'orgueil, nous ajouterions, chagrin, des effets que son coup de tête a déjà produits de ce côté-ci de la Manche. Il ne s'y attendait pas, et sur ce point il a fait partager à quelques-uns de ses collègues toutes ses illusions.

Aussi nous disent-ils avec un sérieux qu'on a peine à garder de son côté : « L'alliance anglo-française, personne n'y touche; elle nous est plus chère que jamais Deux amis intimes ne peuvent-ils pas différer d'opinion sur un point particulier? » C'est là, ou à peu près, le langage qu'un ministre anglais tenait, il y a peu de jours, dans le parlement. Quand il parlait du prix qu'il attache à l'alliance française, il ne mentait pas. Seulement son esprit si distingué d'ailleurs, son bon sens, avaient, sous l'influence de lord Palmerston, oublié que si l'on peut se séparer de son allié sans conséquences fâcheuses, cela ne peut arriver qu'à trois conditions : que la question sur laquelle on se divise d'opinion ne soit que secondaire, que la division n'entraîne d'autres conséquences que l'inaction et le *statu quo,* enfin et surtout que l'allié qui s'obstine dans son dissentiment ne passe pas par cela même dans un autre camp. Si l'une des trois conditions manque, que devient l'alliance? Que pourrait-elle

devenir, si on se séparait sur une question immense, complexe, qui peut embrasser le présent et l'avenir, l'Orient et l'Occident? A plus forte raison, que deviendrait-elle, si les trois conditions manquaient à la fois?

Pressé par les radicaux, qui s'indignent avec raison de voir l'Angleterre mise à la suite de la Russie, et par les tories, qui tous, si on excepte quelques vieux fanatiques de la sainte alliance, se récrient sur l'étrange prétention de vouloir disposer des affaires de l'Orient par surprise, sans le concours de la France, en compromettant avec tant de légèreté une alliance à la fois si honorable et si utile pour les deux pays; étonné d'ailleurs du langage et de l'attitude de la France, le noble lord a été contraint de jouer dans le parlement un rôle que nous ne voulons pas qualifier. Il n'a pas osé avouer le traité, il n'a pas osé avouer même un préparatif de mesures coërcitives; il s'est renfermé dans des négations hautaines que le noble lord peut prendre pour de la fierté, qui ne nous paraissent à nous qu'embarras et gaucherie, embarras et gaucherie dont nous lui savons gré du reste, car ils prouvent qu'il commence à se douter qu'il a fait fausse route, qu'il s'est jeté dans une carrière que tout ministre habile et loyal de l'Angleterre doit s'empresser de quitter au plus vite. Le noble lord s'est laissé mener loin par la fougue de son esprit et par ses préventions personnelles. *Homo sum*. Mais comme nul ne conteste d'ailleurs sa loyauté, son habileté, nous voulons encore croire qu'il trouvera dans son ame assez d'élévation et assez de force pour revenir sur ses pas.

Voulût-on pour un moment oublier le juste ressentiment de la France, et juger la mesure en simple spectateur, comment ne pas reconnaître que le noble lord s'est laissé entraîner dans une faute dont son pays a le droit de lui demander compte?

En effet, que veut-il? Contraindre Méhémet-Ali à évacuer la Syrie? à se contenter de la vice-royauté d'Égypte? Prenons cela à la lettre; croyons (notre bonté est grande) qu'après avoir arraché au vainqueur de Nézib la Syrie, on lui laisserait la possession paisible de l'Égypte.

Toujours est-il qu'il faut se placer dans deux hypothèses bien diverses. Ou Méhémet-Ali peut et veut opposer une vigoureuse résistance, ou Méhémet-Ali n'a ni la volonté ni les moyens de résister.

Qu'il le veuille, s'il le peut, il serait ridicule d'en douter. Après une vie forte et glorieuse de soixante-dix ans, lorsqu'on touche au but, lorsqu'on sait qu'on a pour soi les sentimens d'une partie considérable de l'Europe, on ne renonce pas lâchement à tous ses projets, à l'avenir de sa famille, à la gloire de son nom.

Méhémet-Ali opposera une résistance habile et désespérée. En a-t-il les moyens? Pourquoi en douter? Le vainqueur de Nézib a-t-il perdu tout à coup son armée, sa flotte, son trésor, son habileté, son expérience, son courage? Il n'en a pas abusé, il est vrai; il n'a pas franchi le Taurus, il s'est abstenu de tout ce qui pouvait troubler la paix du monde, il a compté sur la prudence de la Porte, sur l'équité de l'Europe; on veut lui prouver aujourd'hui qu'il s'est trompé, qu'il a eu tort de ne pas user de la victoire. Soit. Nous ver-

rons lord Palmerston à l'œuvre, nous examinerons quels sont les moyens coërcitifs qu'il veut employer, leur efficacité, leur résultat probable. Supposons pour le moment ce résultat accompli. Le pacha résiste avec succès ou il succombe. Le noble lord veut-il nous dire ce qui arrivera dans l'une et l'autre hypothèse?

Dans la première, l'alliance anglo-russe acceptera-t-elle le triomphe du pacha? ou bien est-on disposé à couvrir le Bosphore, l'Égypte, l'Asie-Mineure, la Syrie, de flottes anglaises et de bataillons russes? Le noble lord pense-t-il que l'Europe assistera les bras croisés à cette lutte, comme des oisifs assistent à un tournoi?

Si, au contraire, le pacha succombe, à qui fera-t-on croire qu'il pourra conserver paisiblement l'Égypte après avoir été expulsé de la Syrie, après y avoir perdu la fleur de son armée, lorsque sa puissance de fait sera tout ébranlée et qu'elle n'imposera plus à personne? Dans la situation de Méhémet-Ali on ne tombe pas à moitié. Que deviendront alors l'Égypte, Candie, la Syrie? On les rendra à la Porte; et c'est le pouvoir efflanqué du sultan qui pourra se ressaisir de ces provinces, de ces peuples, tout animés, tout bouillans d'idées nouvelles, d'esprit de révolte, de fermentations de tous les genres! Seraient-ce les chrétiens de la Syrie, seraient-ce les Arabes de l'Égypte qu'on ramènera promptement, pacifiquement sous le sceptre des Turcs? Nul ne le pense, le noble lord moins que personne. Un journal ministériel anglais a trahi en partie la pensée aventureuse et bizarre de lord Palmerston. Il rêve je ne sais quel établissement en Syrie, je ne sais quel royaume chrétien ou juif sous le protectorat anglais; il veut faire de la Syrie quelque chose comme les sept îles. Et alors, sans doute, le moins qu'il puisse faire pour son nouvel allié, la Russie, ce sera de lui livrer Constantinople avec je ne sais quel périmètre de l'empire ottoman : tout cela probablement sans troubler la paix générale, sans qu'un coup de canon retentisse en Europe, sans qu'on aperçoive une seule mèche s'allumer dans la Méditerranée; tout cela probablement en continuant à donner à la France le nom d'alliée, et la France continuant à le recevoir avec une charmante bonhomie!

Rentrons dans le sérieux. Il y a long-temps que nous l'avons dit, la possession de l'Inde, les voies nouvelles que le commerce paraît enclin à prendre à travers la Méditerranée et l'isthme de Suez, l'importance commerciale qui en résultera pour l'Égypte et pour les bords de l'Euphrate, tout cela a depuis quelque temps échauffé l'imagination de quelques personnes, en particulier de lord Palmerston. Il n'en conviendra pas; mais il s'est dit sans doute à lui-même plusieurs fois que de Malte à Alexandrie il n'y a qu'un pas, et que de là aux Indes, une fois l'Angleterre maîtresse du pays, le trajet deviendrait aussi facile qu'il l'est aujourd'hui de Londres à Alexandrie. C'est en présence des grandes idées, des grands faits sociaux, que les hommes forts, ayant dans l'esprit un avenir réel, se séparent de ces hommes à imagination qui prennent l'impossible pour du grand.

Un homme d'état, en rapprochant la politique européenne de ces circon-

stances nouvelles et de l'état actuel de l'Orient, en aurait conclu qu'il fallait faire tourner au profit de l'Europe, de son industrie, de son commerce, la reconstitution politique de l'Égypte et de la Syrie sous la main de Méhémet-Ali. En garantissant ses possessions, ainsi que l'empire ottoman tel qu'il est de fait aujourd'hui, l'Angleterre et la France, et avec elles la Prusse et l'Autriche, qui ne pouvaient manquer de se joindre aux deux premières puissances, auraient obtenu du pacha toutes les concessions désirables pour la liberté et la sûreté des communications commerciales. Et qui en aurait plus et mieux profité que l'Angleterre, qui, par ses immenses possessions, la puissance de ses capitaux, la hardiesse de ses spéculateurs, la force de sa navigation, n'a certes pas à redouter de rivaux en Orient. Nous nous trompons; elle a un rival terrible à redouter, un rival qui a plus de fer que d'or, plus de sabres que de bobines, la Russie, à qui lord Palmerston tend si galamment aujourd'hui la main pour l'introduire en Orient et lui apprendre le chemin du Kaboul.

Dans son aveuglement, le noble lord ne s'inquiète pas des dangers que prépare à l'Angleterre la puissance russe. La Russie a flatté ses penchans aventureux, ses antipathies personnelles; elle s'est mise en quelque sorte et avec une condescendance très habile à sa disposition; le noble lord est content. Que lui importe ce qu'il léguera à son pays et à ses successeurs dans le cabinet?

Mais la France! Le noble lord ne s'en inquiète pas davantage. Il nous croit inféodés au système de la paix. Il répète probablement avec complaisance tous les propos de nos politiques de café.

Il ne sait pas, ce nous semble, tout ce que nous devons aujourd'hui de force, de puissance réelle en Europe à la paix soigneusement gardée pendant ces dix ans. Nous ne parlons pas de l'accroissement prodigieux de richesses et de forces matérielles qui s'est opéré dans cette période. C'est avant tout de la force morale que nous parlons, c'est du drapeau tricolore se déployant aujourd'hui à la face des nations, sans réveiller aucune de ces antipathies et de ces colères qu'avaient excitées les conquêtes immodérées de l'empire. Le monde sait désormais que la France veut, avant tout, ce qui est équitable, équitable pour elle et pour tous. Le monde sait qu'elle ne cherche point de bouleversement pour le plaisir de bouleverser, des guerres pour enlever aux peuples leur nationalité; mais il sait aussi, la Grèce, l'Afrique, la Belgique l'ont prouvé, qu'elle ne recule devant aucun sacrifice le jour où l'on engage avec elle une question d'honneur et de dignité nationale. Que ce soit en Orient ou en Occident, peu importe. Les bras de la France sont longs, et le jour où malgré son amour du travail et du repos on la forcerait à accepter la lutte, ce jour-là elle saurait fermer les ateliers de la paix pour ouvrir les ateliers de la guerre, ce jour-là il n'y aurait plus en France ni opinions diverses, ni discussions, ni partis; ce jour-là, qu'on le sache, la France unanime prendra ses points d'appui partout où le besoin s'en fera sentir.

En résumé, quoi qu'il arrive, que Méhémet-Ali résiste vigoureusement ou qu'il succombe, si la lutte commence, il faudrait un miracle pour qu'elle ne se

transformât pas en une guerre européenne, guerre où l'Angleterre, abandonnée de la Prusse et de l'Autriche, serait amenée à livrer l'Orient à la Russie et à demander bientôt à la France la paix et des secours contre le véritable ennemi de la grandeur et de la puissance anglaise dans les Indes.

Nous en demandons pardon au noble lord; il se sauvera par l'absurde.

En effet, qu'est-ce que le traité dans sa généralité? Rien, une faute gratuite, un mauvais vouloir, le cabinet anglais et le cabinet russe disant à la Porte qu'ils désirent autre chose que ce que désire la France. Jusque-là, il importe de le répéter, lord Palmerston n'a pas rencontré d'obstacles.

La Prusse et l'Autriche, si elles ratifient, ne signeront que par complaisance et avec tristesse. Peu leur importe, d'ailleurs, que les lots du pacha et du sultan soient délimités d'une façon ou d'une autre.

La Russie, à son tour, n'avait rien à objecter aux propositions de lord Palmerston contre Méhémet-Ali. Peu lui importe qu'on cède au pacha une portion plus ou moins considérable de la Syrie ou qu'on la lui enlève tout entière. On a cru long-temps que la Russie avait pris à cet égard l'initiative auprès de l'Angleterre, que le travail accompli aujourd'hui avait pour fondement premier des propositions russes à Londres; on a parlé des propositions Brunow. C'est une erreur. Lord Palmerston peut réclamer les honneurs de l'invention. Voici comment.

A mesure que la question d'Orient mûrissait, du vivant de Mahmoud, la Russie, forte de son traité d'Unkiar-Skelessi, et fidèle à ses arrières-pensées sur l'Asie, se retirait de plus en plus en elle-même et suivait une politique d'isolement qui lui laissait une pleine liberté d'action. Qu'aurait-elle pu gagner à la politique des conférences, à la politique solidaire de l'Europe? Qu'aurait-elle pu gagner en venant s'associer à l'alliance anglo-française, dont l'esprit était contraire à la domination des Russes en Orient? Le silence, l'isolement, une parfaite indépendance, la situation étant donnée, était de l'habileté.

La bataille de Nézib ouvre la route du Taurus à Méhémet-Ali; le sultan meurt; une crise paraît imminente; on agit auprès du pacha pour arrêter la marche de son armée victorieuse; des négociations sont ouvertes entre la Porte et le pacha; l'Europe s'alarme, l'Autriche en particulier craint, dans sa prudence consommée, que la paix du monde n'en soit troublée; on rédige la note célèbre du 27 juillet, pour dire à la Porte de ne pas pousser plus loin les concessions avant de s'être concertée avec les puissances européennes; à tort ou à raison, toutes les puissances signent; l'envoyé russe à Vienne signe aussi.

Le cabinet russe désapprouva son agent, et le cabinet russe, dans sa politique, n'avait pas tort. Toute participation à la note le faisait sortir de cette politique libre et indépendante qui était la sienne et la seule bonne pour lui, tant que l'alliance anglo-française lui ôterait toute prépondérance dans une conférence européenne. Mieux valait pour la Russie de rester seule, armée de son traité avec la Porte, de son protectorat stipulé à Unkiar-Skelessi, que de perdre cette position pour venir déposer dans une urne un suffrage contre deux.

Encore une fois, la situation étant donnée, tout cela était vrai, tout cela était habile. Il n'était pas moins évident que ce n'était là qu'une position d'expectative, une tenue conservatoire. D'un côté, l'Europe n'avait pas accepté le traité d'Unkiar-Skelessi; de l'autre, l'alliance anglo-française, en présence de laquelle la Prusse et l'Autriche n'auraient pas épousé la cause de la Russie, était pour la Russie une gêne, un frein, disons-le, le seul frein qu'elle puisse subir en Europe.

C'est dans cet état de choses que lord Palmerston, dans son emportement et sa haine contre le pacha, et peut-être aussi dans son dépit contre la politique ferme et mesurée de notre gouvernement, a fait à Pétersbourg frapper à toutes les portes et mis en avant des projets contraires au *statu quo* de l'Orient et aux idées manifestées par la France.

La Russie est trop habile, elle connaissait trop bien le noble lord pour laisser échapper l'admirable occasion qui lui était bénévolement offerte. Que lui importe, encore une fois, la Syrie, son intégrité ou son démembrement? Ce qui lui importait, c'était de rompre l'alliance anglo-française et d'amener l'une des grandes puissances maritimes à reconnaître implicitement la domination russe dans les Dardanelles. Qui aurait jamais dit *à priori* que cela s'accomplirait à Londres, par des mains anglaises? Il en est pourtant ainsi, grace sans doute à l'habileté calme, réfléchie de la diplomatie russe, mais plus encore grace aux passions du noble lord. La Russie comprit que le fait seul de cette étrange négociation révélait l'affaiblissement de l'alliance anglo-française, qu'il y avait là un interstice où l'on pouvait adroitement se glisser pour élargir la brèche jusqu'à ce que tout lien fût rompu. Peu importait le moyen, pourvu qu'on pût entrer et se mettre entre deux.

Cependant, pour obtenir beaucoup, il fallait offrir peu, exciter l'impatience, aiguillonner les passions du noble lord par une tenue prude et circonspecte. La Russie, comme récompense des premières avances de lord Palmerston, offrait de permettre, le cas de la protection échéant, l'entrée de trois ou quatre vaisseaux anglais dans les Dardanelles, dont le traité d'Unkiar-Skelessi lui avait, disait-elle, confié les clés. Si l'Angleterre eût accepté, elle aurait par cela même accepté et ratifié ce fameux traité.

Il ne fut pas aisé d'empêcher le noble lord de commettre cette énorme faute et de prostituer ainsi la signature de l'Angleterre.

Cependant rien n'était perdu, ni pour l'entêtement de lord Palmerston, ni pour l'habileté de la Russie. Nous l'avons dit en commençant, un nouveau traité a été élaboré dans l'ombre; il est signé aujourd'hui, bien qu'on n'ose pas encore l'avouer.

Qu'a obtenu le noble lord? Nous l'ignorons. Peut-être l'entrée de cinq ou six vaisseaux au lieu de quatre. Peu importe.

Toujours est-il que, par ce traité comme par l'autre, il reconnaît implicitement la domination russe en Orient; que, par ce traité comme par l'autre, il n'a rien obtenu d'important, de capital, rien qui désarme la Russie, rien

qui compense l'alliance française. Cette alliance, il l'a jouée par entêtement, par caprice. Nouvel Esaü, il l'a rejetée pour un plat de lentilles.

Soit : mais pour en revenir après cette digression au point de départ, comment réalisera-t-il le prix de sa concession? Comment expulsera-t-il Méhémet-Ali de la Syrie? Par des croiseurs anglais ou par des baïonnettes russes? En soudoyant des révoltés ou en débarquant des troupes? Le noble lord veut délivrer l'Asie de la tyrannie du pacha! Touchante philantropie! Mais il est d'autres tyrannies dans ce monde, qu'on se le rappelle, plus odieuses encore que celle de l'Égyptien.

On veut, dit-on, bloquer les côtes de la Syrie. Cela n'empêchera pas Ibrahim d'étouffer la révolte. — On fournira des armes aux insurgés, probablement celles qu'on avait destinées aux Circassiens révoltés contre les Russes.

Bref, il paraît que les moyens de coërcition ne sont pas encore stipulés, ou du moins bien définis. Nous le concevons. Peut-être ne le seront-ils pas de long-temps.

Nous sommes convaincus que la sagesse de Vienne et de Berlin, que le bon sens du peuple anglais, que le courage et la modération du pacha, que la fermeté mesurée, mais inébranlable de la France, ne tarderont pas à mettre un terme à ces jeux d'une politique aventureuse et passionnée.

Mais quelle que soit l'issue, la France doit se mettre en mesure de suffire à tous les évènemens, à tout ce que pourront lui commander son intérêt, sa dignité, sa grandeur.

Que le gouvernement use largement de tout ce qu'il a de moyens et de pouvoirs légaux, et s'il pouvait craindre un instant l'insuffisance de ces moyens, qu'il convoque les chambres, et un vote unanime lui accordera avec enthousiasme tout ce qui sera nécessaire pour maintenir le rang de la France en Europe.

Certes, tout homme sensé doit regretter de voir la paix du monde compromise par de faux calculs et de mesquines passions; mais au milieu de ces regrets, il sera beau de voir le pays maintenir noblement son droit par un grand élan national.

Les évènemens dont la Syrie est le théâtre en ce moment, en attirant sur cette contrée l'attention de l'Europe, feront voir encore plus clairement combien il importe, d'une part, que les bienfaits de la civilisation ne se retirent pas de cette terre où Méhémet-Ali a commencé à les répandre de nouveau, et de l'autre, la nécessité absolue où se trouve la France de ne pas permettre que les puissances européennes contraignent le pacha, en le forçant à maintenir un pied de guerre ruineux, à faire peser un joug trop dur sur des populations qui nous intéressent à tant d'égards. Sans parler des souvenirs glorieux que la France a imprimés sur ce sol qui a vu tant et de si grandes gloires, sans parler de l'enthousiasme et de l'admiration qu'elle a toujours inspirés aux populations chrétiennes qui sont placées sous sa protection, et aux musulmans mêmes,

elle ne doit pas laisser retomber dans la barbarie une terre si fertile, couverte de villes riches et importantes, et qui, sous le gouvernement de Méhémet-Ali et par la protection de la France, doit reprendre dans l'Orient la position élevée qu'elle y a jadis occupée. La Syrie, en effet, a été une des contrées les plus peuplées de la terre; la seule ville d'Antioche, un demi-siècle avant qu'elle ne tombât au pouvoir des Turcs, renfermait six cent mille habitans, et le géographe arabe Kalil, fils du visir du Caire Chahin-el-Taher, comptait encore, en 1450, dans cette province, vingt mille villages et six millions d'habitans. Sa population présente est bien éloignée d'atteindre ce chiffre, mais ses ressources sont encore les mêmes, sa position toujours admirable et son commerce même encore très considérable. L'industrie surtout y a beaucoup moins souffert que l'agriculture. Damas seule fabrique quatre cent mille pièces de soieries mêlées de coton d'une valeur de 6 millions de francs.

Alep fabrique des étoffes mêlées de soie et d'or d'une solidité supérieure à celles de Lyon, d'un prix beaucoup moins élevé, et qui trouvent un grand débit en Turquie, en Perse et en Arabie. Mais c'est surtout à Damas, depuis le tremblement de terre qui fut si funeste à Alep en 1822, que le commerce de Syrie a pris un immense développement. Bagdad, la Mecque, Constantinople, Erzeroum, Smyrne, le Caire, Alep, Naplouse, y envoient des caravanes.

La caravane de Bagdad à Damas apporte de Perse des tabacs, des tapis, de la soie, des gommes, des noix de galle et des perles; des Indes, de l'indigot, des châles, des mousselines; de Bagdad même, des châles et des manteaux de coton. En retour, elle prend des étoffes de Lyon mêlées de soie, d'or et d'argent, des galons de Lyon, des bonnets de Marseille, des velours de Gênes, des lamettes du Tyrol, des satins de Florence, et surtout des étoffes de Damas et d'Alep.

La grande caravane de la Mecque y apporte des gommes, des parfums d'Afrique et d'Arabie, du café, des mousselines et des épices de l'Inde. Les caravanes de Constantinople et de Smyrne apportent principalement à Damas les produits de l'industrie européenne : le pacha ne devra rien négliger pour établir un mouvement plus direct entre l'Europe et Damas. Par la caravane, Erzeroum envoie du cuir, des harnais, produits du pays, des soieries de Perse et des châles de Cachemire; le Caire, quelques fabrications égyptiennes ainsi que les gommes et l'ivoire de l'Afrique; Naplouse, le coton; Alep, ses belles étoffes, ses feutres, ses pistaches et sa terre savonneuse; enfin, par les ports de la côte, Damas reçoit le riz de l'Égypte, des produits européens et des denrées coloniales.

Méhémet-Ali, en s'emparant de la Cilicie et en joignant Tarfous et Adana aux points commerciaux de la Syrie, a acquis une position commerciale aussi importante que la position politique que cette conquête lui a donnée.

La plaine de Cilicie est d'une longueur de vingt-cinq lieues sur douze à quinze de largeur. Arrosée par trois belles rivières, dominée par des montagnes couvertes de riches bois de construction, elle pourrait par elle-même fournir à un commerce considérable. Mais sa réunion à la Syrie offre de bien

plus grands avantages. Le commerce de la Cilicie et de l'Asie mineure se lierait en effet parfaitement à celui de la Syrie par la voie de Tarfous, ces deux contrées vendant par cette voie plus de produits aux Européens qu'ils ne leur en achètent, et la Syrie, au contraire, en achetant plus qu'elle n'en vend.

La France, avant 1789, était en possession d'exploiter presque exclusivement le commerce européen dans cette riche contrée. Vingt maisons cautionnées, établies dans les principales places du pays, vendaient chaque année pour 4 à 5 millions de nos marchandises, et en recevaient en retour pour 5 à 6 millions. Les affaires de toutes les nations de l'Europe réunies n'arrivaient pas à cette valeur.

Cette prépondérance, la France peut la retrouver. Une fois le vice-roi paisible possesseur de la Syrie, cette province devient le lieu de transit de toutes les richesses de la Perse et de l'Inde. Les ports de Beyrouth, de Sayde, de Lataqui, d'Alexandrette, peuvent être facilement améliorés. En réunissant à Sayde une île qui n'en est que peu éloignée, le pacha obtiendrait à peu de frais un port qui aurait quinze pieds d'eau, et qui pourrait contenir un grand nombre de bâtimens. Mais c'est surtout sur la navigation de l'Euphrate que le pacha devra diriger toute son activité. Qu'il restaure, et il le peut sans trop de frais, le canal de jonction de l'Oronte et de l'Euphrate, que le colonel Chesney a reconnu près d'Alep; qu'il creuse le magnifique port de Séleucie, qu'un gouverneur d'Alep, Halil-Pacha, proposait au sultan de faire déblayer pour une somme de 775,000 francs pour la totalité du port, et de 250,000 pour une partie seulement; qu'il organise les caravanes d'Alexandrette à Alep, et d'Alep à Bir sur l'Euphrate. Ce fleuve, depuis son embouchure jusqu'à son confluent avec le Tigre, à Bassora, reçoit directement les bâtimens venant de Bombay. Depuis Bassora jusqu'à El-Ors, comprenant un espace de huit cents milles sans pouvoir admettre ces mêmes bâtimens, il n'offrirait aucune difficulté naturelle à des bateaux à vapeur d'un moindre tonnage, les bas-fonds les plus mauvais ayant au moins quatre pieds et demi d'eau. Les circonstances deviennent moins favorables à la navigation depuis El-Ors jusqu'à Bir, sur un espace de quatre cents milles; mais pendant huit mois de l'année tous les obstacles se trouvent couverts par l'abondance des eaux, et l'industrie, l'activité européenne ne peuvent plus d'ailleurs être arrêtées.

C'est le long de ces antiques voies que les richesses de la Perse et de l'Inde s'achemineront vers l'Europe. Les bateaux de la France iront les prendre dans les ports de la Syrie, Marseille les recevra dans le sien, et par le Rhône et le canal du Rhône au Rhin elle les versera en Italie, en Suisse, en Allemagne, en Hollande. En retour, la France portera dans ces contrées ses produits si beaux et si variés, et après avoir donné des rois à la Syrie, elle lui donnera la civilisation et la liberté.

Revue Musicale.

Un vent de bénédiction a soufflé, l'autre semaine, sur la salle de l'Opéra. Les échos du théâtre ont dit : Taglioni! et le public est accouru en foule comme aux jours anciens; Taglioni! et toutes les mains ont battu de plaisir dans les loges, et les bouquets ont volé dans l'air, et l'enthousiasme de l'âge d'or s'est retrouvé. A ce nom si doux, à ce nom magique, à ce nom de fée, la nature entière a tressailli, le torrent de *Guillaume Tell* s'est ému dans sa profondeur, les primevères de la sylphide ont frémi sur leur tige engourdie, comme aux atteintes d'une brise caressante, et le vieux rossignol de Lebrun a piaulé de joie dans son bosquet de roses. On eût dit un rayon de soleil après la saison du froid, une goutte de rosée dans le désert; on eût dit le printemps et le renouveau. « Il n'y a de nouveau sous le soleil que ce qui est ancien. » L'auteur de cette parole est un grand philosophe et qui savait son Opéra par cœur. N'importe! elle a dansé quatre fois; puis, après avoir enchanté tout le monde, après être restée juste assez de temps pour réveiller tous les regrets de ceux qui l'ont perdue, elle s'est envolée dans son écharpe de gaze comme une vraie sylphide qu'elle est, évanouie comme une ombre, comme une illusion. Hélas! que d'illusions l'Opéra a laissées s'envoler ainsi, illusions qui faisaient sa gloire et sa fortune! Nourrit, Cornélie Falcon, Taglioni! groupe harmonieux, inséparable, qu'on retrouve toujours là malgré soi. Qu'est devenue aujourd'hui cette ame brûlante, la seule qui ait jamais su comprendre l'inspiration de Meyerbeer et la rendre? Qu'est devenue cette noble voix de jeune fille qui chanta Dona Anna? L'ame s'est envolée, et la voix a suivi de près l'ame du maître, et la danseuse aimable de cette illustre période, Taglioni, s'est mise à courir le monde, en bohémienne aventureuse, en sylphide qui n'a d'autre patrie que l'air. Au fait, pourquoi resterait-elle ici? pourquoi Paris plutôt que Londres, Berlin, Vienne ou Saint-Pétersbourg? Le monde qu'elle aimait, Nourrit, Mlle Falcon, Mme Damoreau, ce monde n'existe plus désormais. A coup sûr, elle n'est pas plus isolée à Saint-Pétersbourg qu'elle ne le serait ici, au milieu d'un troupeau de coryphées dont elle ignore jusqu'aux noms. Voilà cependant où conduit l'impéritie, voilà comment on mène à la ruine un des plus beaux théâtres qu'il y ait. Vous avez ouvert la cage, et les oiseaux mélodieux se sont enfuis à l'étranger. Là différentes destinées les attendaient. Le mal du pays a consumé les uns, les autres se sont acclimatés, ceux-ci ne reviendront plus jamais, ceux-là fendent l'espace, et si vous les saluez encore, c'est au passage; s'ils se posent parmi vous, c'est, pour reprendre haleine et s'enfuir de nouveau vers des contrées qu'ils ignoreraient encore si vous ne leur en eussiez appris le chemin, vers ces douces contrées de neiges et de frimas, où les diamans fleurissent.

Dans le court séjour qu'elle a fait à Paris, Mlle Taglioni s'est produite dans *la Sylphide, le Dieu et la Bayadère, la Fille du Danube.* Avant de nous mon-

trer les conquêtes nouvelles de son talent, elle a voulu nous laisser voir qu'elle n'avait rien perdu de ses graces premières, dont le souvenir semble d'hier. Nous l'avons donc retrouvée, non plus telle que nous l'avons connue autrefois, mais plus agile encore si c'est possible, plus légère et plus vaporeuse. Le public n'y tenait pas d'enthousiasme, les applaudissemens éclataient comme d'eux-mêmes, et c'est ainsi qu'elle a conduit son monde de surprise en surprise, d'étonnement en étonnement, jusqu'à ce pas de *la Gitana*, qu'elle a dansé pour ses adieux. Avec quel plaisir on a revu *la Sylphide*, cette fraîche imagination de Nourrit, dont Taglioni a fait un chef-d'œuvre, ce joli songe d'une nuit d'été. Avec elle, on entre dans cette fiction poétique, on s'y intéresse; Taglioni est l'ame de ce ballet. On dirait que sa présence apporte sur ces montagnes de carton quelque chose des brouillards de l'Écosse, absolument comme fait pour l'opéra de *Guillaume Tell* la musique de Rossini. Elle vous introduit dans cette vie aérienne dont elle a le secret; ces sylphides, ces elfes que les poètes avaient jusqu'alors seuls entrevus dans le calice des roses ou les vapeurs du crépuscule, elle les a révélés au public dans leur grace et leur forme native. Otez Taglioni, et vous aurez un poème de ballet comme il y en a mille. Taglioni, c'est la poésie dans la danse. Il n'y avait qu'elle au monde pour représenter la sylphide et rendre admissible au théâtre l'apparition d'un être insaisissable. Comment, en effet, la différence des deux natures pourrait-elle être mieux tranchée? On aura beau dire, jamais on ne me fera croire que Taglioni, dans *la Sylphide*, soit une femme, une femme comme Mlle Noblet, par exemple. Quand elle renoncerait à cette faculté merveilleuse qu'elle a de s'envoler dans l'air à tout instant, quand elle resterait fixée au sol comme tant d'autres, sa démarche seule révèlerait la supériorité de sa nature. Taglioni a des pas de gazelle.

Partout on sent l'effort et le travail: Mlle Elssler arrondit ses gestes et prépare à loisir ses moindres poses, Mlle Noblet s'y prend à deux fois avant de se lancer dans une pirouette aventureuse. L'art des autres danseuses s'apprend comme un métier, l'art de Taglioni vient de la nature. Il y a dans ses pieds, dans ses jarrets, dans toute sa personne, une élasticité dont elle-même ne se rend pas compte; elle danse par instinct, comme l'oiseau chante sur la branche. Elle s'enlève, puis retombe, et le sol, réagissant, la renvoie de nouveau. On l'appelle fille de l'air, — fille de la terre plutôt, comme Antée. — Le souvenir de Taglioni demeure pour toujours attaché à *la Sylphide;* on ne peut parler de ce ballet sans que le nom de la ravissante danseuse vous vienne aussitôt sur les lèvres, et dans tous les rôles du répertoire il n'en est pas que son talent se soit plus souverainement approprié. Taglioni appartient aux élémens, comme dirait Goethe; il lui faut des rôles en dehors de ce monde : aussi que de rôles *élémentaires* n'a-t-on pas inventés pour elle, ondines, syrènes, hamadryades, que sais-je? et cependant elle revient toujours à *la Sylphide*, ce ballet charmant où sa fantaisie se donne libre cours. Taglioni sent que c'est là son chef-d'œuvre; aussi, comme elle le traite avec ménagement, comme elle change les détails, ajoutant çà et là des scènes, des épisodes qui complètent

l'action et donnent motif à des pas où son talent trouve encore moyen de se produire sous des aspects nouveaux! Et dire après cela que d'autres que Taglioni ont voulu danser *la Sylphide!* Il est vrai que, dès qu'une autre s'en mêle, la sylphide cesse d'être la sylphide, ses ailes se détachent et tombent comme dans la pièce, lorsque l'écharpe magique l'enveloppe. La sylphide est invisible, elle est insaisissable, elle va et vient, entre et disparaît sans qu'on sache comment ni pourquoi, et flotte dans une atmosphère de brouillards, au-dessus de tous les autres personnages. Là est toute la grace, toute la fraîcheur, tout le charme de ce joli poème. A la place de Taglioni mettez Mlle Elssler, il n'y a plus de pièce possible. Dès-lors la présence de la sylphide n'est plus un mystère pour personne. Avec la meilleure volonté du monde, on ne peut admettre que cette belle fille, dont les pas font tant de bruit, soit invisible pour Effie. Comme Taglioni s'est bien vengée de toutes les petites usurpations de Mlle Elssler! comme elle a ravagé toutes les fleurs de son jardin avec une malice enchanteresse! comme elle lui a tout pris, tout, jusqu'à sa *Cachucha!* En effet, le pas de *la Gitana* que Taglioni a dansé l'autre soir au milieu d'une pluie de bouquets, ce pas merveilleux, qu'est-ce autre chose que *la Cachucha*, dépouillée de ce qu'elle a de brutal, de provocateur, de terre-à-terre, et transportée dans les régions de la danse et de la poésie? Aussi, Mlle Elssler, que diable alliez-vous faire dans cette galère, dont les journaux américains ne se lassaient pas de parler, et en si beau style? Tandis que vous couriez sur le pont, que vous grimpiez dans les cordages comme une *enfant*, Taglioni courait sur les planches de l'Opéra comme une danseuse sans rivale, comme Taglioni! Tandis que le Nouveau-Monde vous adoptait, tandis que les feuilletons de New-York chantaient si plaisamment votre gloire par-delà les mers, Taglioni dansait chez nous; Taglioni, votre reine à toutes, effaçait vos moindres traces, non dans l'air, mais sur la terre. Quel malheur pour vous, Fanny Elssler! Taglioni vous a pris *la Cachucha*, c'est-à-dire *la Smolenska, la Mazourka, la Cracovienne,* toutes ces variations d'une même chose, toutes ces facettes du seul diamant de votre chétive couronne. Il ne vous reste plus qu'à faire comme elle. Taglioni vous a pris *la Cachucha*; prenez-lui *la Sylphide* maintenant.

Cependant l'épreuve était dangereuse, même pour Taglioni; elle s'essayait pour la première fois à Paris dans un genre que Mlle Elssler s'est attribué, non sans éclat; elle avait à lutter contre des souvenirs d'hier, contre un certain engouement du public, encore sous l'impression des œillades agaçantes de la danseuse viennoise et de ce fameux mouvement de hanches dont on a tant parlé. Le public, comme on sait, est assez routinier de sa nature; il classe avec méthode ses admirations et ne s'en écarte guère volontiers. Le public voit dans Taglioni une sylphide, dans Mlle Elssler une Andalouse, et ne sort pas de là. Il donne à l'une les airs pour royaume, à l'autre la terre, et ne veut pas que celle-ci empiète sur le domaine de celle-là. Il est vrai qu'il lui arrive quelquefois d'avoir raison, à n'en juger que d'après l'essai tenté par Mlle Elssler dans *la Sylphide*. Mais de ce que Mlle Elssler ne saurait s'enlever, de ce que les ailes lui manquent, il ne s'ensuit pas que Taglioni ne doive pas descendre sur

la terre, si c'est son caprice. Les gazelles ne volent pas, et les oiseaux marchent.

Taglioni s'est avancée, et dès les premiers pas elle avait gagné la partie. Jamais on n'inventera rien de plus gracieux et de plus entraînant, de plus harmonieux et de plus vif que cette danse de gitana. Comme elle bondit, comme elle court, comme elle se ploie et se ramasse, comme elle s'enlève, et surtout comme elle marche! Que de souplesse en ses élans, que de fierté dans ses poses, de hauteur souveraine dans son geste! Elle ne provoque pas son parterre du regard ou du sourire, elle le domine, elle l'entraîne par la seule puissance de son talent. C'est encore la Taglioni de *la Sylphide* et de *la Fille du Danube,* encore la danseuse légère, flexible, incomparable; seulement elle ose davantage, mais toujours avec réserve et goût, toujours avec la conscience d'un talent qui se sent irrésistible et dédaigne de recourir à des moyens de séductions étrangers à son art! A peine eut-elle fini ce soir-là, qu'une averse de fleurs vint l'inonder au milieu d'un tonnerre d'applaudissemens, tels qu'elle dût recommencer de plus belle. Taglioni a dansé deux fois ce pas de *la Gitana,* deux fois dans la même soirée. Tant mieux pour les gens qui se trouvaient là, tant mieux et tant pis; tant mieux, car ils ont vu le chef-d'œuvre de la danse; tant pis, car je crains bien qu'ils n'admirent plus ce qu'ils ont admiré peut-être, la *Cachucha* de Mlle Elssler. Le lendemain des triomphes de Taglioni, le théâtre a fermé. On répare la salle; songe-t-on aussi à réparer la troupe, à recrépir ces voix qui tombent en ruines, à mettre à neuf ce personnel caduc? Quand on aura bien couvert d'or les murailles et garni de velours les banquettes, ce sera l'occasion de produire quelques sujets nouveaux, à moins qu'on ne veuille jouer pour ces banquettes et ces murailles. Où donc est la cantatrice aujourd'hui à l'Opéra, où donc est la danseuse? On a parlé de Mlle Cerito, mais ce ne serait encore là qu'une apparition. Mlle Cerito a des engagemens à l'étranger, et, si nous l'avons, ce sera comme Taglioni, pour quelques jours. Cette manière de prendre les danseuses au passage et de leur donner la volée aussitôt, ne convient nullement à la dignité de l'Opéra, et le public ne s'en accommodera jamais. Voilà une belle fille, on l'applaudit, on l'adopte, on lui jette aux pieds des éloges et des fleurs, et tout cela pour la plus grande joie des Prussiens ou des Russes, qui vous l'enlèvent à jour fixe. Paris n'est pas une ville de bains pour qu'on lui donne ainsi des danseuses à la représentation. Il nous faut de bons et durables engagemens. Par malheur, aujourd'hui presque tous les sujets sont liés. Comment faire de nouveaux traités? Il eût été plus habile de ne pas rompre les anciens.

En attendant, M. Léon Pillet se rend à Ems pour solliciter une partition nouvelle de l'auteur des *Huguenots* et de *Robert le Diable.* Le directeur de l'Opéra va faire une visite affectueuse à M. Meyerbeer, qu'on ne trouve qu'aux eaux, comme chacun sait. Il n'est pas dans toute l'Allemagne de si petits bains que M. Meyerbeer n'ait rendus célèbres par sa présence. A Carlsbad, à Marienbad, à Kissingen, partout on vous montre la chambre que le grand

maître occupait lorsqu'il écrivit quelqu'un de ses chefs-d'œuvre. Meyerbeer a ses eaux de printemps, ses eaux d'été et d'automne, et, pour n'en pas perdre l'habitude, il passe l'hiver à Baden. Au train dont il y va, l'auteur des *Huguenots* finira par découvrir quelque source nouvelle, la source de la mélodie peut-être. On s'informe souvent des moindres particularités des grands musiciens et des grands poètes. Il n'est pas rare de rencontrer des gens qui se préoccupent avec une curiosité puérile des moyens dont l'un et l'autre s'est servi pour se stimuler au travail. Écoutez-les, ils vous diront, quand on a du génie, comment il faut faire pour s'en servir. Hoffmann buvait du vin de Champagne, Mozart du punch, Schiller se mettait les pieds dans de la glace et prenait de l'eau-de-vie; Meyerbeer, lui, avale un verre énorme d'une eau minérale quelconque, et s'en va faire trois lieues de montagne sur un âne qui le secoue rudement; c'est là une recette comme une autre, et qui vaut bien, à coup sûr, le bain de pieds de Schiller. Disposez-vous de la sorte, et, pourvu que vous ayez en l'ame le démon de la musique ou de la poésie, vous ne manquerez pas de composer ainsi *Marie Stuart* ou le quatrième acte des *Huguenots*. Qu'aurait dit Meyerbeer s'il eût assisté à cet acte des *Huguenots*, représenté au bénéfice de Taglioni? Jamais chef-d'œuvre ne fut si indignement immolé. Cette noble musique où Nourrit trouvait de si généreux élans, où Mlle Falcon s'élevait si haut, ces belles phrases pathétiques du grand duo, ces intentions mélodieuses, toute cette verve chaleureuse, tout cet esprit, toute cette passion musicale, c'était à ne plus les reconnaître, tant les chanteurs contrariaient les mouvemens, tant le souffle et l'enthousiasme leur manquaient. M. Marié, qui chantait Raoul, possède une assez belle voix de tenor; mais quel style! On reproche à Duprez de ralentir la mesure; avec M. Marié, il n'y a plus de musique possible; l'orchestre a beau faire, il finit toujours par le laisser en arrière de vingt pas : on devine l'agréable harmonie qui résulte de cette bonne intelligence. Quant à Mlle Julian, sa voix, d'un timbre éclatant, mais aiguë et métallique, ne descend pas, de sorte qu'elle transpose à tout instant les notes de contralto dont la partie de Valentine abonde. Tandis que M. Marié semblait prendre à tâche de changer tous les mouvemens, Mlle Julian se chargeait d'intervertir les traits, et le public, au milieu de cette confusion, se demandait si c'était bien là *les Huguenots* de Meyerbeer, cette musique qu'il applaudissait si chaudement autrefois. Il y avait quelque chose d'affligeant dans cette représentation. On se reportait malgré soi vers cette belle période à jamais passée et dont Nourrit fut le chef. Rien n'évoque le souvenir des morts comme une exécution pareille. Heureusement Taglioni est revenue bientôt, rapportant dans la salle la vie et le plaisir, et, secouant les riantes pensées de sa robe de gitana, elle a dansé ce pas merveilleux dont M. Auber a fait la musique. M. Auber raffole de la danse, et la danse raffole de lui; jamais passion ne fut mieux partagée et plus heureuse. Quoi de plus joli que ces airs de ballet dans *Gustave!* comme cela est toujours frais, varié, charmant! Ce rhythme du pas de *la Gitana* vous entraîne, on sent que cette musique

est écrite de verve, comme les jolis petits airs qu'il compose encore tous les jours pour Mme Damoreau. Heureux homme qui trouve Mme Damoreau pour chanter sa musique, et Taglioni pour la danser!

REVUE LITTÉRAIRE.

Le nombre des ouvrages d'imagination dont la critique peut parler avec quelques développemens diminue de jour en jour; aussi nos lecteurs comprendront-ils sans peine le silence que nous gardons sur la plupart des romans et des recueils poétiques. Quand on s'adresse au public pour l'entretenir de ses impressions, il faut avoir l'occasion d'appliquer, d'élargir, de modifier ou de contrôler les idées générales dont se compose l'ensemble des théories littéraires. Or, il faut bien le dire, peu de livres offrent l'intérêt indispensable dont nous parlons; notre tâche, si nous étions moins avares de paroles, se réduirait donc à une série de négations qui n'intéresseraient personne. Nous aimons mieux exprimer plus rarement notre opinion et choisir le sujet de nos analyses de façon à pouvoir donner à notre pensée une forme moins sévère.

Le recueil de poésies intitulé *Provence* n'autorise pas mieux que *la Cité des Hommes* et *le Camp des Croisés*, une conclusion définitive sur le talent de M. Adolphe Dumas. La lutte de la pensée et de la forme rebelle ne s'est jamais, nous le croyons, montrée sous un aspect plus affligeant, plus douloureux que dans quelques parties du livre de *Provence*. De cette lutte à la pratique savante de l'art, il y a loin, et M. Adolphe Dumas ne doit pas être surpris que le public ait accueilli avec sévérité les productions élevées sans doute, mais confuses, où il a essayé de traduire sa pensée. Le combat, nous l'espérons, tournera à l'avantage du lutteur persévérant; toutefois les applaudissemens ne peuvent devancer la victoire, et il appartient aux spectateurs de juger, avec une sévérité bienveillante, les chances d'une lutte qui se prolonge encore.

Une pensée qui se reproduit presque à toutes les pages de *Provence* peut établir une sorte d'unité entre les diverses pièces qui composent le recueil. Cette pensée, c'est la consolation et l'oubli cherchés dans la retraite par le poète méconnu et découragé. Le poète a quitté Paris pour la Provence, non seulement afin de retremper son ame dans le spectacle de la nature du midi et de ses radieux horizons, mais afin de guérir une plaie profonde et saignante, la plaie de ses illusions perdues, de son ambition trompée. C'est là le mal qui l'obsède sous les pâles oliviers, qui le poursuit le long des prés verdoyans ou des étangs limpides. Tantôt le mal irrité s'épanche en paroles amères; tantôt il s'apaise, il se calme, grace au baume divin que versent sur la plaie l'azur du ciel, la fraîcheur des eaux vives, le parfum des bruyères.

De là deux sources d'inspiration bien distinctes, la colère et la rêverie. Entre les plaintes amères que dicte l'une, entre les riantes fantaisies qu'inspire l'autre, notre choix ne saurait être douteux. S'il est une muse de laquelle l'auteur de *Provence* doive implorer l'appui, ce n'est, nous le croyons, ni celle du drame, ni celle de la satire; c'est la muse de la rêverie, la muse souriante qui lui a dicté le poème des *Blés*.

Les pages fraîches et sereines sont malheureusement bien rares dans le recueil de M. Adolphe Dumas. On trouve, au début même du livre, quelques réflexions sur nos tendances littéraires, qui semblent écrites sous l'influence d'une insomnie fiévreuse. C'est assez dire que nous n'entreprendrons pas de discuter une à une et sérieusement les assertions étranges entassées confusément dans la préface de *Provence*. Il en est une cependant que nous croyons devoir relever, parce que l'auteur la formule assez nettement et qu'il la développe avec l'accent d'une conviction sincère. M. Adolphe Dumas proteste énergiquement contre l'admiration qu'a vouée la France à l'auteur de *Child-Harold* et de *Lara*. Ce n'est plus là, nous le reconnaissons, un défi jeté à des ombres, une course à travers les régions nuageuses de la théorie. Combattre Byron, c'est attaquer la littérature moderne dans une de ses plus vivaces sympathies. Heureusement le poète n'est pas frappé au cœur. C'est au nom de la foi, de l'amour, que M. Adolphe Dumas lance sur lui l'anathème. Et qui a mieux aimé que Byron? qui plus que lui a souhaité de croire? Vouloir rendre Byron responsable de l'exagération puérile de quelques imitateurs, nier le côté durable et glorieux de l'influence du poète pour n'en voir que le côté passager et mesquin, c'est offrir une victoire trop facile à la logique. Confondre avec le scepticisme désœuvré de notre époque le doute sublime et déchirant qui a dicté *Manfred*, c'est également faire preuve d'un étrange aveuglement ou d'une légèreté singulière. Nous n'insisterons pas plus long-temps sur de telles erreurs. Quiconque a lu Byron attentivement peut reconnaître que toute portée sérieuse manque aux attaques dirigées contre l'auteur de *Child-Harold* par M. Adolphe Dumas.

Les pièces où l'auteur de *Provence* a exprimé son indignation et sa douleur occupent une assez large place dans le recueil, et malheureusement il est peu de ces pièces qui, par la forme ou l'idée, méritent de fixer l'attention. La même pensée se reproduit sans cesse dans ces satires amères. Il doit suffire d'en analyser une seule; nous choisirons les stances que l'auteur suppose écrites après une lecture de *la Cité des hommes*. Dans ces stances, M. Adolphe Dumas a, pour ainsi dire, épanché toute sa colère et pleuré toutes ses larmes. On peut se dispenser, quand on connaît cette imprécation douloureuse, de lire la satire intitulée *Jean Fréron* et les épîtres à MM. Ballanche et Hugo. On trouve dans ces trois pièces le même sentiment d'indignation et de désespoir exprimé dans une forme qui le cède en netteté et en concision à celle des stances que nous allons analyser.

Jetant un coup d'œil sur la route accomplie, le poète pousse un cri de tristesse et de découragement. Au début de sa carrière, il a obéi à une vocation

suprême qui lui commandait d'aborder la poésie; il est allé au milieu des villes offrir à la foule les conseils harmonieux de la muse; mais la foule a passé indifférente.

J'ai dit à ce peuple distrait
De vieilles vérités écrites;
J'étais simple et je les ai dites
Comme un enfant vous les dirait.
. . . . . .
Ma voix se perdait dans l'espace;
Les uns se parlaient à voix basse,
Les autres écoutaient ailleurs.

Tel a été le destin du poète. Accueilli par l'indifférence, que doit-il faire? Continuera-t-il à marcher dans cette voie rude et stérile? Renoncera-t-il à ce douloureux labeur? Les dernières paroles de la pièce respirent l'affliction et le découragement; on pourrait croire que le prophète méconnu s'est enveloppé pour jamais dans son orgueilleux désespoir. Heureusement, il est permis de tirer de quelques autres parties du recueil des conclusions plus rassurantes. La crise est trop violente pour qu'il faille craindre de la voir se prolonger. Nous aimons à croire que des commencemens pénibles ne rebuteront pas l'auteur de *Provence*. Qu'il porte dans la pratique de l'art un peu moins de confiance ambitieuse! Qu'il s'applique à dissiper le nuage de pensées confuses où son talent se débat! Qu'il élève contre l'aveuglement de ses contemporains des plaintes plus sages et plus mesurées! Ces conditions remplies, nous ne doutons pas qu'il ne trouve la foule moins distraite et le siècle moins indifférent.

Le poème des *Blés* devrait suffire pour ramener vers M. Adolphe Dumas les lecteurs dont ces élans d'orgueil ou de colère auraient fatigué la patience. Une inspiration sincère anime d'un bout à l'autre cette suite de gracieuses idylles. Le chant qui célèbre le réveil et le départ des moissonneurs se distingue par la franchise et la vivacité de l'allure. Le contraste de ce chant d'allégresse et des stances qui succèdent sur *le travail de midi* produit un effet des plus heureux. Le rhythme calme et lourd de ces stances exprime savamment la lassitude. Le même contraste se retrouve plusieurs fois dans la suite. Ainsi, après avoir chanté avec une effusion lyrique les joyeux efforts des moissonneurs, le poète consacre au travail opiniâtre de la glaneuse des stances d'une heureuse et touchante simplicité. Puis, à la description animée de la fête qui célèbre la fin des moissons, succède un hymne à la bonté infinie qui respire un noble et austère enthousiasme. On peut signaler sans doute dans ce poème quelques détails dont la familiarité trouble l'harmonie de l'ensemble; mais la fraîcheur et la verve qui en marquent toutes les pages rachètent suffisamment ces imperfections légères.

Toutes les fois que M. Adolphe Dumas demande l'inspiration aux paysages de la Provence, il trouve d'heureux accens, des paroles émues. Il y a dans son recueil plus d'une pièce qui rappelle par la grace et l'effusion touchante le

poème des *Blés*. Nous citerons *une Fille du Peuple* et *un Vœu*. Nous regrettons que la pièce intitulée *une Nuit de Paris* ait été choisie pour terminer le volume. C'est une déclamation banale contre le siècle, et l'auteur n'est point parvenu à sauver la banalité du thème par l'ampleur et l'énergie de la forme. Après avoir lu cette pièce, on ne peut que s'associer au sentiment exprimé dans les dernières stances; on y voit le poète revenir à ce culte de la nature qui a inspiré la meilleure partie de son recueil. Le salut à la Provence, à Vaucluse, respire une vive et profonde émotion. M. Adolphe Dumas fera bien d'écouter le penchant qui l'entraîne à chanter la belle nature de son pays. N'est-ce pas là une source d'inspirations bien plus féconde que l'exaltation philosophique et que la colère ambitieuse? Si le culte de la nature lui dicte encore quelques pages comme celles que nous avons signalées dans *Provence*, M. Adolphe Dumas n'aura point à regretter d'avoir abandonné le culte de la théorie.

La rose de Décama, traduit du hollandais, de M. Van Lennep, par M. Defauconpret (1). — Les artistes de la Hollande sont populaires en France. On les admire; on les aime; on sait jusqu'aux moindres détails de leur vie. Les poètes, au contraire, y sont à peine connus de nom. Pourquoi cette indifférence? Cela tient-il aux difficultés de la langue, ou Rembrandt, Van-Dyck, Teniers, ont-il gardé pour eux seuls l'inspiration et le talent? Non, certes, et depuis le XIIIe siècle, depuis Jacques de Maerlant, ce père de la poésie hollandaise, qui rima en langue vulgaire les annales du monde, et les traditions de son pays, jusqu'à Frédéric Helmers et Bilderdyk, ces gloires de la Hollande moderne, la patrie de Hooft et de Vondel ne compte pas moins de trois cents poètes distingués. La protection des princes de la maison de Bourgogne favorisa, au XVe siècle, le progrès des lettres. Chaque ville, chaque village eut *sa chambre de rhétorique*, comme les grandes villes de France avaient leurs palinods, comme Toulouse avait les jeux floraux. Dans le siècle suivant, l'essor fut des plus rapides. Délivré du joug espagnol, le génie national se développa dans une sphère plus libre, et, au XVIIe siècle, il avait atteint ses limites et sa grandeur. La première salle de spectacle fut ouverte à Amsterdam, en 1617, et, tout en restant fidèles aux principes de l'antiquité classique, tout en s'inspirant de Corneille et de Racine, les écrivains dramatiques de la Hollande constituèrent bientôt un théâtre original, où furent représentés, avec les productions tragiques de Coster et de Vondel, les chefs-d'œuvre de la scène française, traduits par Catherine Lescaille. La comédie, la farce même, comptèrent, sur ce théâtre, de nombreux succès. Les Hollandais cultivèrent, avec un égal bonheur, la poésie religieuse et descriptive, et ce qui forme le caractère distinctif de leur talent, c'est un ardent amour de la liberté, une morale toujours sévère; ce sont là de rares et éminentes qualités qu'il est difficile de retrouver au même degré

(1) 2 vol. in-8°, chez Cousin, rue Jacob.

peut-être, dans des littératures plus fécondes et plus célèbres, et il convient d'autant plus de les signaler, que les écrivains de la Hollande apportèrent pour la plupart, dans la pratique de la vie, l'élévation, la rigueur, et les vertus civiques qui étaient comme la source habituelle de leurs inspirations. Vondel fut le digne ami de Barneveldt, et les écrivains contemporains de ces hommes illustres se distinguèrent comme eux, par une simplicité de mœurs vraiment antique et un inviolable attachement à leur pays et à leur foi politique et religieuse.

La Hollande, qui a produit tant de poètes, compte à peine, par un singulier contraste, quelques prosateurs remarquables; et je ne parle ici ni d'Érasme, ni de Grotius, ni de Spinosa, ni de tant d'autres encore, polygraphes, philologues, savants, dont les œuvres sont latines et qui, par-là, appartiennent en quelque sorte à l'Europe entière, mais seulement des écrivains que l'usage de la langue nationale, et un genre, plus accessible à tous, rend populaires. Ainsi, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, on ne trouve, en fait de romans dans la littérature hollandaise, que des traductions ou des imitations serviles. Mmes Wolf, Déken et le libraire Adrien Loosjes ont tenté, pour la première fois et pour ainsi dire de notre temps même, ce genre de composition. Puis est venu M. Van Lennep, qui s'était d'abord essayé avec succès dans la poésie. Cet écrivain a publié deux romans d'un genre distinct : *le Fils adoptif*, étude de mœurs, et *la Rose de Dékama*, étude d'histoire. Ces romans ont fait bruit en Hollande, ils ont été traduits en Allemagne et favorablement accueillis. Serons-nous plus sévères que nos voisins?

Le sujet de *la Rose de Dékama* est emprunté aux annales de la Hollande. La scène se passe en 1345. Guillaume IV, comte de Hollande, est sur le point de faire la guerre aux habitans de la Frise, et les députés de cette province sont arrivés à Harlem, en apparence pour traiter d'un arrangement pacifique, mais, en réalité, pour conspirer contre Guillaume et préparer, à la faveur des négociations, l'indépendance de leur pays. Le sire d'Ailva, noble Italien, que les hasards de la destinée ont poussé vers la Frise, est au nombre de ces députés; sa pupille, Madzy, la Rose de Dékama, comme la nomment les ménestrels, l'a suivi près de Harlem. Madzy est jeune, belle; on ne peut la voir sans l'aimer; et Serp Adélen, l'un des députés frisons qui ont accompagné le sire d'Ailva dans son ambassade, est épris pour elle d'une vive passion. Mais la passion, pour devenir intéressante et prêter au roman, doit toujours trouver son obstacle. Cette fois encore l'obstacle ne se fera pas attendre. Deux jeunes Italiens, forcés de s'exiler comme le sire d'Ailva, sont au service du comte de Hollande. Une vieille amitié, que le malheur même a rendue plus forte, les unit dès l'enfance. Déodat et Renaud s'aiment mieux que des frères. Mais, hélas! tous deux ont vu Madzy; c'en est fait de cette amitié sainte. Ils luttent quelque temps, car ils redoutent une rivalité passionnée; mais l'amour l'emporte. La vertueuse Madzy se trouve ainsi placée entre trois chevaliers également épris, que la plus légère préférence, un regard, un sourire, peut armer l'un contre l'autre. Adélen a toute la féroce ardeur d'un barbare, Renaud

toutes les inquiétudes de la jalousie italienne, Déodat toute la tendresse respectueuse d'un troubadour. Du choc de ces trois caractères si divers, jaillissent des incidens multipliés qui remplissent, avec les intrigues politiques des députés frisons contre le comte de Hollande, toute la trame du récit. Les scènes d'amour, de jalousie, se mêlent aux aventures de guerre, aux combats, aux conspirations dans les plus sombres cellules des couvens. Enfin, après bien des luttes, le comte de Hollande est vaincu par les Frisons; Adélen meurt dans une bataille; le sire d'Ailva retrouve, dans le chevalier Déodat, un fils qu'il croyait perdu sans retour, et Madzy, la Rose de Dékama, trouve, dans ce même Déodat, un époux aimant et dévoué que son cœur avait depuis longtemps préféré en secret. Quant à Renaud, que sa passion pour Madzy avait porté à toutes les fureurs, il va, pour se guérir de ses ardentes inquiétudes, courir le monde et, dans ses vieux jours, il revient près de Déodat et de Madzy passer paisiblement les années qui lui restent à vivre.

La donnée de ce roman est simple, et l'auteur a prêté à tous ses personnages, jusque dans leurs plus grandes passions, un fonds remarquable de sentimens honnêtes. *La Rose de Dékama* a toute la prudence, toute la retenue désirable; mais, en vérité, pour une héroïne de roman, elle nous semble parfois un peu trop flegmatique. Au XIVe siècle, j'en suis certain, les choses se passaient avec moins de calme. Quelques larmes, il est vrai, s'échappent parfois de ses grands yeux bleus; quelques soupirs font battre sa poitrine; mais, au fond de l'ame, elle est peu troublée. On l'estime, et elle n'intéresse guère. Il y a de la sorte une teinte uniforme et terne répandue sur toutes les figures de ce roman, et en plus d'un morceau, la froideur touche de bien près à l'ennui. Du reste, si la peinture morale des caractères manque en général de vie et de puissance, il convient de rendre à M. Van Lennep cette justice, que le plan est largement conçu et fidèlement suivi. Les détails de mœurs attestent une connaissance exacte du passé. Mais l'auteur s'est laissé trop souvent entraîner aux descriptions toujours faciles des objets extérieurs, costumes, armures, physionomies. Il y a là quelque chose du procédé de M. de Balzac; seulement, au lieu des masures vermoulues, des mansardes infectes, on trouve les salles basses et voûtées des monastères, les tourelles crénelées; mais que ce procédé s'applique au passé, ou au présent, il n'en est pas moins banal. Je n'aime pas non plus ces moines, ces chevaliers, qui s'accoudent, à tout instant, aux tables des auberges ou des couvens, pour vider des pots de bière; c'est là, je le sais, de la couleur locale, mais de si minces détails sont vraiment puérils. M. Van Lennep a plus heureusement traité les paysages de son pays, et malgré l'aspect monotone des prairies et des plaines, on aime cette nature féconde, pleine de sève, mais toujours tranquille et calme, ces champs de blé au-dessous de la mer, ces forêts de bouleaux perdues au milieu des brouillards. Il y a dans ces rapides esquisses de charmans tableaux de genre.

M. Defauconpret annonce, dans une courte préface, qu'il traduira, si le public accueille favorablement ce premier essai, les romans les plus remarquables de la littérature hollandaise. Ce sera, en quelque sorte, une initiation;

mais il conviendrait, ce semble, de choisir de préférence les romans de mœurs; on trouverait là, sans aucun doute, plus d'originalité, car dans le roman historique, en Hollande comme en France, il y a toujours le souvenir du maître, et Walter Scott est partout, moins le génie, dans *la Rose de Dékama* et dans *le Vicomte de Beziers*.

L'EXILÉ, TRADUIT DU GREC MODERNE D'ALEXANDRE SOUTZOS, par M. J. Lennel (1). — Ce roman est, avant tout, une œuvre politique, inspirée par la haine profonde de Capo-d'Istria. Le principal personnage, mystérieux inconnu désigné vaguement sous le nom de l'Exilé, a été forcé de quitter Nauplie à la suite d'une conspiration qui tendait à changer la forme du gouvernement. L'amour de la patrie, de la liberté, ont exalté son esprit jusqu'aux derniers dévouemens, et jusqu'au crime même; la proscription l'irrite encore, et une passion malheureuse ajoute une nouvelle et profonde douleur à ses misères déjà si vives. Il aime jusqu'au délire Aspasie, la fille de l'un des plus ardens partisans de Capo-d'Istria. Aspasie le paie de retour; mais, comme toujours, l'intérêt, la politique, font obstacle à leur union. Après bien des aventures, souvent fort insignifiantes, mais qui gardent cependant, par le détail des mœurs grecques, un certain charme, l'exilé est jeté dans les prisons de Vourzi; là, il retrouve, dans la fille du gouverneur de la forteresse, la femme qu'il aime, sa belle Aspasie. Douloureuse rencontre! une cour martiale, espèce d'aréopage improvisé pour condamner, prononce contre lui un arrêt de mort. Le père d'Aspasie veut marier sa fille à l'un des amis les plus dévoués de Capo-d'Istria, et l'on assiste en même temps aux apprêts d'un supplice et d'une noce. Mais Aspasie est prévenue de la présence de son amant, et elle parvient à le faire échapper. L'exilé, devenu libre, se sauve dans les montagnes pour organiser l'insurrection; mais un jour il rencontre, au milieu d'un chemin, son rival Auguerinopoulos, celui-là même qui devait épouser Aspasie. A cette vue, toutes les fureurs de l'amour, toutes les haines politiques se réveillent en lui : « Prends tes pistolets, dit-il à Auguerinopoulos, et place-toi à dix pas. » Le duel est accepté. Auguerinopoulos tombe, la jambe cassée par une balle, et l'exilé continue tranquillement sa route, sans plus se soucier de ce que deviendra son ennemi. Mais Auguerinopoulos, est recueilli par des paysans, et sa première pensée est la vengeance. Il charge un Albanais d'assassiner l'exilé, qui n'échappe que par une espèce de fatalité merveilleuse, et, non content de cette première tentative de crime, il fait empoisonner Aspasie, qui meurt dans les plus cruelles douleurs. Désespéré de cette mort, l'exilé fuit le commerce des hommes, et depuis lors il mène une vie errante dans les montagnes, dévoué, comme l'eût dit la Grèce antique, à toutes les furies.

Ce roman offre, dans son ensemble, un singulier mélange de réminiscences classiques, de déclamations contre les *tyrans*, de tirades sentimentales sur

(1) Un volume in-8°, chez Pougin, quai des Augustins.

l'amour, d'exclamations sur les ruines et les vicissitudes des empires, de plaisanteries parfois burlesques et de réflexions politiques fort sérieuses. La sève n'y manque pas; mais aucune pensée originale ne domine. L'exilé est une espèce d'Anacharsis constitutionnel qui a fait son éducation politique par les voyages, et il parle des membres influens de l'opposition française sous la restauration, avec autant d'enthousiasme que Pythagore eût parlé des sages de l'Inde ou de l'Égypte. Tous les personnages qui se remuent dans ce drame ont un caractère passablement barbare, et ne sont guère de nature à nous plaire. *L'Exilé* a, néanmoins, obtenu en Grèce un succès populaire. L'auteur, M. Soutzos, occupe le premier rang dans la littérature de son pays, et nous devons savoir gré à M. Jules Lennel, son traducteur, de nous avoir fait connaître cette production. M. Lennel, voyageur distingué, possède parfaitement les langues du Levant: c'est un avantage que n'ont pas toujours ceux qui les professent; mais, tout en rendant justice à la parfaite exactitude de sa traduction, nous lui ferons le reproche de s'être borné à un simple travail de reproduction. Nous aurions voulu trouver, en tête de ce roman, quelques détails sur l'état de la littérature grecque moderne. M. Fauriel, dans sa belle introduction aux chants populaires, en avait dit quelques mots; mais il s'est, la plupart du temps, borné à la poésie des Klephtes. Le livre de M. Fauriel date d'ailleurs de 1824; depuis ce temps, bien des évènemens se sont accomplis; l'indépendance a été reconquise. Mais la renaissance littéraire a-t-elle commencé, après la reconstitution politique? Les espérances de M. Fauriel se sont-elles réalisées? Le jour qu'il semblait entrevoir dans un avenir prochain, le jour glorieux de la culture intellectuelle, est-il enfin venu? Hélas! non. Il y a deux ans, la patrie d'Aristophane et de Sophocle n'avait pas même un théâtre. A part les chants populaires, expression naïve et spontanée de sentimens énergiques et personnels, la poésie écrite et méditée, la poésie de l'art et du livre, n'offre en général que des imitations plus ou moins heureuses des littératures de l'Europe. Le poète grec, selon qu'il a plus ou moins long-temps séjourné en Allemagne, en Italie, en France, s'inspire des poésies allemandes, italiennes ou françaises. Les évènemens militaires, la satire politique, font d'ordinaire tous les frais de ses vers. Alexandre Soutzos, l'auteur de *l'Exilé*, a imité *la Némésis* dans une feuille mensuelle en vers qui paraissait sous le titre de *la Balance grecque*. Il a publié en outre deux volumes de poésies politiques, *le Panorama de la Grèce*, et il s'occupe en ce moment d'un grand poème imité de *Childe-Harold*. Panaguiotos Soutzos, son frère, Athanase Christopoulos, Spiridion Tricoupis, et Georges Sakellarios, qui ont écrit des poésies élégiaques et bachiques, forment à peu près toute la pleïade grecque. Il faut citer encore Constantin Oikouomos, qui a fait imprimer à Berlin, en 1835, un poème élégiaque en l'honneur d'Alexandre, empereur de Russie. Quant au théâtre, les auteurs dramatiques en sont encore à Pyrame et Thisbé. La prose, depuis dix ans, ne s'est guère enrichie d'aucune œuvre originale vraiment notable. C'est toujours de l'imitation ou de la traduction; c'est, par exemple, *la Sagesse du bonhomme Richard*, *l'Alexis* de Mme de Wyttenback, *la Géographie de*

Balbi, le beau livre de M. Daunou sur *les Garanties individuelles*. La littérature grecque semble, pour long-temps encore, condamnée à cet état d'engourdissement, car la masse de la nation prend un intérêt médiocre aux œuvres de l'esprit. Il est difficile, en effet, qu'un peuple puisse produire quelque chose de grand lorsque son existence politique est incomplète, qu'il est tout à la fois déshérité de son passé, et incertain de son avenir.

Du commentaire de Proclus sur le timée de Platon, par M. Jules Simon (1). — Les plus hautes inspirations du génie antique ont échappé pour la plupart à la ruine qui semble menacer fatalement les œuvres de l'homme. Homère, Lucrèce, Virgile, Aristote, Platon, ont traversé les âges, comme pour nous consoler du terrible naufrage de toutes choses, en nous initiant aux mystères de la beauté suprême. Glorieux privilége! les grands monumens de la pensée se sauvent par leur grandeur même. Ils surnagent et dominent, parce qu'ils gardent, bien au-delà des sociétés qui les ont vus naître, une puissance active et toujours présente, et en répondant aux besoins éternels de notre nature, en éveillant des sympathies qui ne sauraient se prescrire, ils restent, pour ainsi dire dans tous les temps, actuels et nécessaires. Chaque génération, aux époques les plus obscures, les reçoit et les transmet, comme un legs sacré, souvent même sans les avoir compris, et une sorte de respect traditionnel les protége contre la destruction. Au moyen-âge, dans les ténèbres et les incertitudes de l'esprit, les misères d'une société pénible, les extases de la foi, le docteur et le moine, tous ceux enfin qu'un faible rayon éclaire encore, se tournent vers Aristote et Platon, parce qu'un éternel pressentiment du vrai et du beau les attire à ces grands hommes, comme à un foyer toujours lumineux. Platon, pour les chrétiens, est toujours *divin*. Aristote règne en maître absolu. L'un, six cents ans après sa mort, se transfigure avec éclat dans l'école d'Alexandrie; l'autre est médité, commenté, cité comme la Bible. Il importe donc de rechercher en dehors d'eux-mêmes, dans leurs disciples chrétiens ou païens, les transformations successives de leurs doctrines. Alexandrie est comme un sanctuaire reculé de Sunium. Le commentaire obscur du disciple éclaire souvent le texte immortel du maître. Ammonius procède de Platon; et c'est par lui, par Plotin, Jamblique, Porphyre et Proclus, que les doctrines platoniciennes sont transmises au moyen-âge. Ainsi, pour savoir Platon, pour comprendre en bien des points la philosophie du moyen-âge, il faut savoir Proclus.

M. Simon, en choisissant pour sujet d'étude ce commentateur célèbre, mais difficile et long-temps méconnu par d'éminens esprits, a fait preuve tout à la fois de tact et de courage scientifique. Le sujet, en effet, était vaste et obscur; au temps où vivait Proclus, les systèmes s'étaient confondus; c'était, parmi les hommes que le christianisme n'avait point ralliés, une inquiétude immense, une singulière disposition à tout croire; le monde romain empruntait à l'Orient

(1) Un volume in-8°, chez Ébrard, rue des Mathurins-Saint-Jacques.

ses doctrines les plus abstraites. La théurgie, l'illuminisme, avaient fait invasion. On cherchait vaguement une science supérieure et la connaissance absolue. Les philosophes étaient devenus, pour la plupart, des hiérophantes, et l'école, comme le temple, avait ses mystères, ses initiations. Placé sur la limite indécise d'une ère philosophique près de finir, Proclus, espèce d'esprit encyclopédique, avait gardé l'impression vive du passé, tout en subissant des influences nouvelles et diverses. Il avait étudié les mathématiques sous Héron, l'aristotélisme, le platonisme, avec Plutarque, fils de Nestorius, la théologie et la science des mystères avec Syrianus, les arts magiques des Chaldéens avec Asclépigénie. Il était le dernier disciple de la dernière école grecque, et ses travaux éclairent tout à la fois, au point de vue historique, la philosophie de l'école d'Alexandrie, la philosophie de Platon, enfin celle de l'antiquité tout entière; car, fidèle à la méthode des Alexandrins, il cherche dans le passé le plus reculé et jusque sous le voile des vieilles croyances mythologiques, des antécédens à ses doctrines ou à celles qu'il commente. Il les présente comme ayant été révélées par les dieux eux-mêmes aux sages des anciens temps, et transmises sans altération sous les formes les plus diverses. C'est comme une chaîne dorée, dont Hermès est le premier anneau, et qui vient se renouer par les prêtres de l'Égypte, les théologiens, les prêtres de la Grèce, les disciples de Pythagore et de Platon, jusqu'à l'école d'Alexandrie elle-même.

Démontrer que le monde a une cause, que cette cause est Dieu, que ce Dieu a fait le monde d'après un modèle excellent, qu'il n'y a qu'un Dieu, un modèle, un monde; que ce plan, ce modèle, ce sont les idées, types invisibles des choses visibles, raisons incréées des choses créées : telle est, on le sait, la pensée du *Timée*, et le fondement de la théodicée de Platon; tel est aussi le sujet du commentaire de Proclus. Platon a développé son système avec une majesté et un charme de poésie tout antiques, et, soutenu par cette majesté du maître, Proclus s'est élevé souvent jusqu'aux plus hautes sphères. Il faut distinguer, dans son œuvre, ce qu'il y a de variable dans la science, et ce qu'il y a d'éternel. Mais, si large que soit la part de l'erreur et des choses transitoires, une gloire solide lui est justement acquise; et le respect qu'inspirent la philosophie et la religion révélée ne peut que s'accroître encore par l'étude du commentaire, car on reconnaît vite que le christianisme n'est, en bien des points, que la sanction divine du dogme philosophique. Citons quelques exemples : la prière, d'après l'école d'Alexandrie encore païenne, n'est pas seulement une demande adressée à Dieu pour en obtenir un bien qui nous est nécessaire. Ce n'est pas seulement une action de grace pour des biens déjà obtenus. L'état de l'ame qui prie, n'y eût-il aucun autre résultat de la prière, est un état philosophique qui purifie et qui sanctifie par cela seul que l'on a prié. Le mystique auteur de l'*Imitation* eût-il trouvé d'autres mots pour définir l'oraison chrétienne? Non, certes! il eût ajouté seulement que la prière appelle la grace. Voyons maintenant le libre arbitre. Tout est soumis aux lois de Dieu; l'homme, néanmoins, est libre : il a la liberté du choix entre le mal et le bien. Les ames enchaînées à un corps doivent obéir, mais elles peuvent résister; de là le mérite

et le démérite. Dieu n'a pas fait des ames criminelles et des ames pures; il les a faites libres. Ce n'est pas lui qui doit répondre de l'inégalité morale; les hommes, à la naissance, tiennent l'égalité de Dieu, et ils tiennent d'eux-mêmes l'inégalité qui s'établit entre eux, dans la suite, selon qu'ils ont mérité ou démérité. Ainsi, la justice de Dieu est absoute, s'il a fait les hommes libres et s'il leur a dicté la règle à laquelle ils doivent se soumettre. Il ne pouvait rien de plus; il est juste, et c'est une nécessité que, si la liberté existe, il y ait des punitions et des récompenses. Épictète avait dit aussi qu'il dépend de nous de suivre le premier mouvement ou de nous arrêter, d'avoir tel ou tel désir, enfin de faire tout ce qui est notre œuvre. Voilà donc, sauf l'épuration que le christianisme imprime à toute doctrine extérieure qu'il consacre, le dogme de la rémunération et de l'immortalité appuyé sur l'inébranlable fondement de la justice divine. Voilà presque la théodicée de Leibnitz retrouvée dans un commentaire païen; voilà enfin le conte de *Candide*, et le terrible esprit de Voltaire, réfutés douze cents ans d'avance par un Alexandrin du ve siècle.

Depuis long-temps, l'importance philosophique de Proclus avait été reconnue. Marsile Ficin, Lambecius, plus récemment Diderot, Brucker, Burigny, ont étudié et diversement jugé ses écrits. M. Cousin l'a loué éloquemment; il a publié ses œuvres, et cette réhabilitation digne et complète, ce souvenir du maître, a rendu à Proclus une place éminente et rappelé vers lui les méditations des esprits sérieux. M. Simon ne pouvait donc, en étudiant le commentaire sur le *Timée*, appliquer plus heureusement, plus utilement, des facultés philosophiques vraiment hors de ligne. Son travail, qui s'est produit sous la forme modeste d'une thèse pour le doctorat, atteste une connaissance profondément réfléchie de la philosophie antique. Il éclaire d'une lumière vive et nouvelle une œuvre long-temps admirée et vouée, après de longs siècles, à un injuste oubli. Il restitue en même temps deux autres commentaires qui ont aussi leur importance, ceux de Porphyre et de Jamblique, et il confirme de grandes et belles doctrines. La critique ne saurait trop vivement encourager M. Simon à poursuivre ses fortes études. Son enseignement à la Faculté des lettres, l'évidente supériorité de son premier travail, lui assurent, dès le début, un rang distingué. On pourrait peut-être lui adresser quelques observations sur son style qui manque un peu de concentration et de rigueur; mais cela serait peu grave : il importe surtout de constater sa valeur réelle comme esprit philosophique, ses succès mérités comme professeur; et certes, c'est une chose rare à noter qu'un succès réel dans les sciences spéculatives; car il n'en est point de la philosophie comme de cette érudition banale, accessible pour tous, qui, de nos jours, a gagné un nom à bien des gens, en faisant de l'Académie des Inscriptions, à de rares mais très honorables exceptions près, une sorte de champ d'asile pour les médiocrités. La philosophie implique l'intelligence, et, quelle que soit l'apparente indifférence de notre temps, elle gardera toujours, avec la poésie, sa première place.

V. DE MARS.